JAN 30 1939

PERIODICAL ROOM
GENERAL LIBRARY
UNIV. OF MICH.

REVUE DE PARIS

15 JANVIER 1939

COMTE DE FELS	*Bellicisme italien*	241
G. LENÔTRE	*Notes et Souvenirs.* — I. . . .	251
ROGER MASSIP	*Pologne et Allemagne*	275
RAYMONDE VINCENT	*Blanche.* — IV	288
ROBERT DEBRÉ	*La Diphtérie*	317
MAY SINCLAIR	*Là, où le Feu ne s'éteint pas* .	339
JOSEPH KESSEL	*En Espagne rouge*.	362
CAPITAINE GERVAIS	*Souvenirs d'un Soldat de la Révolution.* — II	373
JEAN DE BEAUMONT	*L'Aviation et le Service postal.*	407
GEORGES SUAREZ	*Après le Congrès socialiste* . .	425
GÉRARD BOUTELLEAU	*Deux Écrivains anglais*	439
HENRY BIDOU	*Le Mouvement littéraire*. . . .	447
FRANÇOIS PORCHÉ	*Le Théâtre*	456

Chroniques : JEAN POIRIER, P. D'ESPEZEL

LA LIVRAISON DE 240 PAGES : 10 FRANCS

46e ANNÉE *NUMÉRO 2*

LA REVUE DE PARIS
il y a cent ans

La Revue de Paris *(première* Revue de Paris) *de janvier* 1839 *groupe des études de Paul de Musset, Xavier Marmier, E. J. Delécluze, Vatout, etc...*

D'une série de poèmes alors inédits de Sainte-Beuve nous extrayons cette pièce :

SONNET
(Traduit d'Uhland)

Deux jeunes filles, là, sur la colline, au soir,
Sous le soleil couchant deux tiges élancées,
Légères, le front nu, comme sœurs enlacées,
S'appuyaient l'une à l'autre, et venaient de s'asseoir.

L'une aux grands monts, au lac, éblouissant miroir,
Du bras droit, faisait signe, et disait ses pensées ;
L'autre, vers l'horizon aux splendeurs abaissées,
De sa main gauche au front se couvrait, pour mieux voir.

Et moi qui les voyais toutes deux... et chacune,
Un moment j'eus désir : « Oh! pourtant, près de l'une
Être assis! me disais-je ; » et j'allais préférer.

Mais, regardant encor les deux sœurs sous le charme,
Mon désir se confond, tout mon cœur se désarme :
« Non, ce serait péché que de les séparer! »

Une longue étude de M. H. Fortoul consacrée à la ville de Munich et à ses monuments reflète une vive admiration pour l'« italianisme » de la ville et la gemütlichkeit *de ses habitants. Dans sa conclusion, l'auteur enthousiasmé exprime ses vœux pour une collaboration intellectuelle de la France et de l'Allemagne :*

M. Heine est allé chercher en France ce qui manque à l'Allemagne ; et, quoique je le crois sincèrement dévoué à sa patrie, il a eu l'air de la sacrifier quelquefois à la nôtre. Je pense qu'on pourrait venir de même chercher au-delà du Rhin des qualités précieuses que nous ne possédons pas ; mais qui aimera assez la France pour oser lui dire qu'elle ne réunit point toutes les perfections imaginables ? Cependant, si l'esprit allemand a moins de vivacité et de force que le nôtre, il a plus d'étendue et de profondeur. Dans cette capitale de la Bavière, dominée, comme je vous l'ai dit, par la politique et par la religion du passé, les arts professent une tolérance plus universelle que chez nous ; ils ne rejettent absolument aucune forme, aucun temps, et, donnant à leurs croyances l'ampleur de l'esprit humain lui-même, ils se gardent bien de nier, en leur nom, aucune des manifestations de l'histoire. Ils les appellent toutes au contraire avec un enthousiasme intelligent...

BELLICISME ITALIEN

DANS la deuxième semaine de septembre 1938, devant la menace d'un conflit qui aurait pris des proportions mondiales, les adversaires éventuels, réunis en conférence à Munich, ont confronté l'ampleur des risques et la valeur de l'enjeu. Ils ont conclu en faveur de la paix, après une longue délibération au cours de laquelle le dictateur italien, accouru de Rome, semble avoir joué un rôle décisif, dont il devait retirer un grand bénéfice moral.

A la suite des succès hitlériens en Allemagne, on peut estimer que le prestige du Duce avait baissé dans les mêmes proportions que celui du Führer avait grandi.

Mais il y a aussi la guerre d'Espagne.

Les Italiens, peu bellicistes, ont sous les yeux, depuis deux ans, le spectacle émouvant des blessés et des estropiés que leur renvoie l'Espagne. Leur parler d'une nouvelle conflagration, dont les conséquences dépasseraient en atrocités et en ruines les désastres de la guerre mondiale de 1914, voilà qui ne serait certes pas pour augmenter la popularité d'un dictateur désireux de garder son prestige.

Ce fut donc, pour le Duce, une double réussite de revenir de Munich avec l'auréole d'avoir arbitré un conflit européen et d'avoir maintenu la paix pour son peuple, déjà engagé dans une guerre très impopulaire.

L'Europe, devant laquelle s'était dressé le spectre hideux de la guerre et de la ruine totale de la civilisation, manifesta sa joie.

Les quatre négociateurs conquirent, nous l'avons déjà dit, une popularité nationale et internationale. M. Neville Chamberlain et M. Édouard Daladier ne furent-ils pas, à Munich même, l'objet d'ovations, avant leur retour triomphal à Londres et à Paris?

Quant à M. Mussolini, il regagna aussi dans son pays une grande part de son prestige, fort entamé par l'Anschluss et le démembrement de la Tchécoslovaquie, c'est-à-dire par les concessions inouïes qu'il avait faites depuis le commencement de l'année à son partenaire allemand.

Et soudain voici que deux mois, jour pour jour, après les événements où il s'était posé en champion de la paix, le dictateur italien engage avec la France une querelle tellement violente que la question de la guerre est de nouveau posée.

Réclamer à une grande nation souveraine une partie de son territoire, avec les vociférations que nous venons d'entendre, n'est-ce pas proclamer que l'on songe à la guerre? C'est ce dont la presse inspirée du royaume fasciste convient parfaitement, en affirmant elle-même que l'Italie est prête à soutenir ses revendications les armes à la main.

M. Mussolini encourage dans la presse de son pays une campagne belliqueuse contre la France, alliée de l'Angleterre. Peut-il compter, dans le conflit qu'il provoque, sur l'appui de l'armée allemande? Ou bien Hitler dira-t-il à son allié, comme naguère Guillaume II à son brillant second : « Vous faites bien du bruit avec mon sabre »?

Disciple du Führer, M. Mussolini s'est-il imaginé être en mesure, comme son modèle, de procéder à des conquêtes territoriales sans tirer l'épée?

La réponse du Gouvernement français l'a maintenant fixé sur ce point. Édouard Daladier et Georges Bonnet ont prononcé le mot décisif : la France ne cédera pas un pouce de son territoire.

L'incident pourrait donc être considéré comme clos, mais à cette occasion il n'est pas inutile de jeter un rapide coup d'œil sur la suite d'évènements qui l'ont provoqué.

Peut-être un examen de l'énigme italienne permettra-t-il de mieux comprendre la position de M. Mussolini vis-à-vis

de son peuple — de comprendre pourquoi il pratique une politique de prestige, pourquoi il expose à des risques si graves sa dictature, son peuple et la monarchie de Savoie.

*
* *

Un rappel même sommaire de la formation territoriale de l'Italie permet de comprendre clairement la marche actuelle du Gouvernement italien.

Depuis la guerre de 1859, gagnée contre l'Autriche, grâce au concours de l'armée française commandée par Napoléon III, la Maison de Savoie a annexé successivement la Lombardie, la Toscane, Parme, Modène, le royaume de Naples, la Vénétie et enfin Rome, devenue en 1870 la capitale du nouveau royaume créé en onze ans par Cavour et Victor-Emmanuel.

Après cela, l'Italie s'est encore accrue de la Libye, du Dodécanèse, de Trente, de Trieste, de Fiume et d'une partie de l'Afrique orientale.

Porté au pouvoir par le fascisme, Mussolini a cherché à réaliser l'essence même de la politique fasciste, c'est-à-dire la création du faisceau de toutes les forces de son pays.

Pour construire le royaume d'Italie, il fallait amalgamer les populations des différents États qui le composent. Son souverain régnait sur des Siciliens, des Napolitains, des Sardes, des Romains, des Bolonais, des Toscans, des Piémontais, des Lombards, des Vénitiens, des Allemands, des Dalmates. De tous ces peuples, Mussolini a voulu faire uniquement des Italiens.

Il fallait même italianiser la capitale du royaume, Rome, et ce n'est pas un des moindres chefs-d'œuvre de Mussolini que d'avoir relégué le Pape dans la souveraineté de la cité vaticane, pour confirmer à Rome le titre unique de capitale du royaume fasciste d'Italie.

Pour donner à ces peuples d'origines si diverses, privés de leur unité depuis mille cinq cents ans, la conscience nationale, il fallait leur proposer une mystique : la grandeur de la nation établie sur un double sentiment d'amour et de haine. L'amour de la patrie, la haine de l'étranger qui la menace.

Tout d'abord, cet étranger, ce barbare au visage terrifiant,

que choisit le Duce comme l'ennemi de la patrie, ce fut l'Allemand.

Au lendemain de la guerre, où le fer et le feu des Tedeschi, ces envahisseurs permanents de l'empire romain, avaient ravagé les provinces du Nord, il était facile d'enflammer les passions d'un peuple qui avait vu périr cinq cent trente-trois mille de ses enfants dans sa lutte contre l'ennemi héréditaire.

Les insinuations malveillantes, voire les attaques contre la France ne se produisaient qu'en sourdine, étouffées sous la sonorité retentissante des clameurs guerrières et des invectives proférées contre l'Allemagne.

Sans doute, Mussolini espérait-il que ces manifestations anti-allemandes pourraient être considérées de ce côté des Alpes comme une invite à un rapprochement avec la France, contre l'ennemi héréditaire commun aux deux nations latines.

Notre École dirigeante resta sourde à ces appels. On fit Locarno. Mais, ainsi que nous croyons l'avoir montré naguère, dans une étude critique de l'œuvre d'Aristide Briand, Locarno instituait l'Angleterre et l'Italie comme juges d'un conflit possible entre la France et l'Allemagne. Locarno exigeait de la part du Quai d'Orsay un rapprochement continu avec les deux anciennes alliées devenues garantes du nouveau système. Il fallait cultiver l'amitié italienne pour donner une valeur à la garantie inscrite dans le traité de Locarno. Cette politique, M. Briand ne l'a pas faite. Après une attente assez prolongée, au cours de laquelle furent engagées des négociations tendant à effacer les points de friction subsistant après le traité de Versailles, on assista, avec les débuts de l'hitlérisme, à une évolution très marquée de la politique mussolinienne à l'égard de la France.

A partir de ce moment, toute l'aigreur de l'Italie fut réservée à la France, presque quotidiennement attaquée dans des déclarations retentissantes et des articles de la presse péninsulaire, tandis que les velléités de négociations et d'entente cessaient brusquement de se manifester.

L'ennemi de rechange dont le Duce avait besoin pour le rassemblement de son peuple devint la France et la politique fasciste créa en Italie un état d'esprit anti-français poussé

parfois jusqu'aux dernières limites de l'exaspération et certainement peu favorable à une entente entre les deux nations latines.

Voilà donc l'atmosphère empoisonnée que respire l'Italie, grâce à cette exaltation du sentiment national qui avait pour but, en portant à son paroxysme l'orgueil des Italiens, de leur donner le sentiment de leur unité comme peuple formant une grande puissance.

A ce moment, nous avions l'impression que, du côté de l'Italie, une entente franco-italienne ne pourrait renaître que le jour où l'Italie aurait perdu l'espoir de créer avec l'Allemagne fasciste un front anti-français.

Il est à présumer que M. Mussolini, malgré sa culture française et la sympathie ardente qu'il nous a témoignée au moment le plus tragique de notre histoire contemporaine, ne considère pas la France venant seule à lui comme une alliée suffisante pour la réalisation de ses ambitieuses vues politiques. La France lui proposant son alliance avec le parrainage d'une autre grande puissance — l'Angleterre ou l'Allemagne — serait mieux accueillie. Or, notre voisine d'outre-Manche, dont l'amitié se manifesta quelquefois avec une imprévoyance légèrement égoïste, refusa de se prêter à la formation du bloc occidental : Angleterre, Belgique, France, Italie, qui eût garanti la paix du monde par l'exécution des traités. Il en résulte que nous avons peu de chances de nous arranger avec le chef du Gouvernement italien, si nous ne le mettons pas en présence d'une réconciliation franco-allemande, ayant toutes les apparences, sinon d'une alliance, tout au moins d'une vue commune des problèmes européens.

Dès lors, on parla couramment, en Italie, d'une récupération de la Savoie et du comté de Nice, de la conquête de la Corse et de la Tunisie, de l'obtention du mandat sur le Cameroun, de l'accès au lac Tchad. Tout cela aux dépens de notre pays.

Et, simultanément, l'Italie se considérait comme l'État successeur de l'Autriche-Hongrie.

Mussolini, hésitant entre deux combinaisons, l'une établissant un axe vertical avec Berlin, l'autre un axe horizontal s'étendant de la vallée danubienne jusqu'à Constantinople,

en était encore au flirt avec Hitler, lorsqu'un événement grave survenu du côté français le décida à prendre parti.

Nous voulons parler de l'avènement du Front populaire en France, dont une des premières manifestations anti-italiennes fut le rappel de notre ambassadeur à Rome, le comte de Chambrun. L'arrivée au pouvoir du Cabinet marxiste de M. Léon Blum fut d'ailleurs interprétée par Mussolini comme un déclin total de la puissance française. Il n'est pas défendu de croire aussi qu'il pensait avoir, pour une politique anti-française, l'appui de son nouvel allié germanique, à qui il attribuait une volonté de guerre contre la France, malgré les récentes affirmations de Hitler qu'il n'existait plus aucun sujet de conflit entre les deux riverains du Rhin.

Mussolini ne pressentit pas l'Anschluss, le rattachement des Sudètes, les prétentions allemandes sur la Tchécoslovaquie, les visées sur l'Ukraine. Toute la pensée du Führer était au sud et à l'est. Il se détournait de l'ouest, sans que le Duce parût s'en douter.

Ayant renoncé à l'ennemi allemand, la politique de Mussolini le conduisait naturellement à choisir le Français comme « successeur », toujours dans le même but de rassemblement de toutes les populations italiennes. Que cette tâche lui ait été facilitée de ce côté des Alpes par Aristide Briand, par Paul-Boncour, qui le traita de César de carnaval à la tribune du Palais-Bourbon, par l'attitude de diplomates inféodés à la politique de la sécurité collective et à celle de M. Bénès au moment de l'affaire des sanctions, enfin par le rappel du comte de Chambrun, et par l'avènement d'un Gouvernement de Front populaire, cela n'est pas à nier.

*
* *

D'autre part, les déconvenues de son alliance avec Hitler, qui, après sa conquête de l'héritage autrichien, lui a même refusé le *parecchio* de la frontière commune entre la Hongrie et la Pologne peuvent avoir ulcéré le Duce. Et voilà pourquoi, deux mois jour pour jour après les accords de Munich, si désastreux pour lui, il accentua, le 1er décembre, sa politique de haine contre la France.

Les résultats territoriaux de Munich, consolidant et confirmant les agrandissements de l'Allemagne par la création de la Mittel-Europa, furent désastreux pour Mussolini, puisqu'ils ont fait de ce pays le successeur de l'Autriche et l'ont habilité à faire valoir des droits sur les pays que l'Italie avait gagnés au démembrement de celle-ci.

Tout le poids de l'Allemagne et de ses quatre-vingts millions d'habitants ne va-t-il pas peser sur Trieste? Et M. Hitler, héritier des Habsbourg, n'est-il pas qualifié pour réclamer Trieste en vertu de droits plus légitimes que M. Mussolini ne peut en faire valoir sur Tunis?

Trieste, ville italienne, mais port de l'Autriche, que l'Italie ne conservera que si l'alliance de l'Angleterre et de la France lui permet de résister à l'Allemagne agrandie qui réclamera un jour un débouché sur la Méditerranée.

Pensez à cela Italiens qu'on veut dresser contre une France, qui n'a que des sentiments amicaux à votre égard!

Après avoir laissé croire qu'on songeait à lancer le pays dans une guerre contre la France pour lui enlever la Savoie, le comté de Nice, la Corse, la Tunisie, Djibouti et sa part de propriété dans le canal de Suez, l'arrogante propagande des revendications mussoliniennes vient subitement de baisser de ton.

En déclarant caducs les arrangements de l'accord de 1935, le dictateur semble devoir se déclarer satisfait, s'il obtient, en Tunisie, le rétablissement des capitulations telles qu'elles existaient avant le protectorat français; à Djibouti, la création d'un port franc et la possession du chemin de fer qui relie la côte des Somalis à Addis-Abeba ; dans le canal de Suez, une entrée dans le Conseil d'administration et une détaxe des droits de transit.

Pour cette dernière demande, faisons tout d'abord remarquer qu'elle a provoqué une déclaration péremptoire du Gouvernement égyptien, établissant très nettement que le canal lui appartient, qu'à l'expiration de la concession accordée à son illustre créateur, Ferdinand de Lesseps, la possession lui en reviendra entièrement sans être grevée d'aucune hypothèque et qu'il n'a dès lors aucun intérêt, bien au contraire, à ce qu'il soit porté une atteinte à ce droit par la diminution des taxes de

transit telles qu'elles furent stipulées dans l'acte de concession,

Ce n'a pas été une manœuvre adroite d'avoir provoqué, par des revendications aussi injustifiées qu'inopportunes, une manifestation du Gouvernement égyptien, qui se qualifie dès à présent comme un adversaire nouveau et résolu de la politique italienne dans la Méditerranée.

Et que dire maintenant de la manière dont la presse italienne a présenté la prétention du Gouvernement fasciste à obtenir des places d'administrateur dans le Conseil de la Compagnie Universelle du canal de Suez?

Il est contraire à l'intérêt d'un candidat d'injurier les membres du Comité qui doivent voter pour ou contre son admission dans un cercle.

Cette attitude ne peut qu'indisposer à son égard les personnes dont il désire devenir le collègue et lui retire toute chance de succès. C'est cette faute que viennent de commettre les Italiens qui prétendent forcer la porte d'entrée du Conseil d'administration du Canal de Suez.

Si par hasard leur prétention était admise, quelle influence et quelle autorité pourraient-ils exercer autour du tapis vert de ce Conseil? Quelle sympathie, quel accueil recevraient leur propositions de réformes de la part de collègues par avance mal disposés à leur égard par les injures qui ont marqué le début de leur campagne.

N'ont-ils pas écrit que le Conseil du canal de Suez servait de retraite à des généraux et des amiraux fatigués! Il s'agit ici d'un général qui a commandé en chef l'armée française et d'un amiral qui a exercé le commandement suprême de la marine française.

La position belliqueuse, prise par l'Italie dans la question du canal, n'apparaît-elle pas dès lors comme la justification la plus complète de la formation d'un Conseil qui a appelé à siéger dans son sein des officiers d'une haute valeur fort indiqués pour assurer, par des avis autorisés, les mesures militaires à prendre pour assurer la défense du canal contre toute agression?

Le Conseil comprend trente-deux membres : dix-neuf Français, dix Anglais, un Hollandais et deux Égyptiens. Parmi les Anglais, trois représentent le Gouvernement du roi d'Angle-

terre propriétaire de trois cent quatre-vingt-cinq mille actions. Les sept autres Anglais sont des armateurs qui représentent les intérêts de la navigation anglaise. Ceux des armateurs hollandais sont représentés par un administrateur. Enfin, le Gouvernement égyptien a deux représentants, en attendant mieux, ce qui est équitable, puisque le canal se trouve en territoire égyptien.

Ces trente-deux administrateurs vivent en parfaite intelligence et administrent le canal en tenant également compte des intérêts des actionnaires et de ceux des armateurs. Ceux-ci, Anglais, Hollandais, Allemands ou Égyptiens s'étant toujours déclarés satisfaits des détaxes prononcées par le Conseil d'administration.

Pour la Tunisie, M. Mussolini, à notre connaissance, est suffisamment instruit en géographie méditerranéenne pour ne pas ignorer que l'Angleterre ne tolérera jamais que la route centrale de la Méditerranée, c'est-à-dire le canal de Sicile, soit occupée sur ses deux rives par la même puissance. Elle n'admettrait pas plus une occupation française de la Sicile qu'une emprise italienne sur la Tunisie. Cette simple constatation suffit pour exprimer la vanité d'un projet de conquête de la Tunisie par l'armée du roi d'Italie, empereur d'Éthiopie.

Quant au statut politique de la Régence de Tunis, il est réglé par un traité de protectorat qui reconnaît le Bey comme souverain et la France comme puissance protectrice avec la charge d'assurer son indépendance et l'intégrité de son territoire.

Toucher à ces prérogatives internationales serait un *casus belli*.

La presse italienne n'a pas manqué d'affirmer que l'Italie ne craindrait pas d'entrer en guerre pour ses revendications.

Sans avoir à examiner ici ce que peut valoir l'armée italienne en face de l'armée française, nous n'avons qu'une réponse à faire à ces rodomontades.

Les deux armées ont combattu en 1916 sur la frontière autrichienne et ont pu s'apprécier. Aujourd'hui les huit millions de baïonnettes, dont s'enorgueillit si volontiers M. Mussolini, trouveraient devant elles en Tunisie, si elles pouvaient y pénétrer, ce qui paraît douteux, une armée de huit cent mille hommes, Africains du Nord encadrés et commandés

par des officiers français qui ne redouteraient pas ce conflit.

L'examen de la question de Djibouti prêterait peut-être à une concession, à condition que la France qui possède là une escale indispensable à son empire pour la protection des routes de l'Indochine et de Madagascar commençât par en faire une base militaire inexpugnable comme celle que l'Angleterre possède à Aden sur la rive opposée de la mer Rouge.

*
* *

On pourrait conclure cette étude en calculant les chances de succès de l'Italie dans une guerre qui la mettrait aux prises avec les forces réunies de la France et de l'Angleterre.

Ici encore la géographie a une certaine importance. L'étendue des côtes de l'Italie dans la Méditerranée atteste sa vulnérabilité. Aucune de ses villes n'est à l'abri d'un bombardement par l'artillerie. C'est en vain que son aviation qui n'est pas, dit-on, sans valeur, chercherait à massacrer les populations paisibles de la Provence où tant d'Italiens, recevant une hospitalité cordiale, sollicitent la naturalisation française; nos canons peuvent détruire (Dieux, écartez ce présage! eussent dit les anciens Romains) les villes de Rome, de Naples et autres sanctuaires de la civilisation et de l'art.

Deux frontières terrestres où les armées ennemies pourraient s'affronter. Celle de Lybie où huit cent mille Africains français pourraient lutter derrière une ligne Maginot inexpugnable; celle des Alpes, défendue par l'armée française.

Ainsi que le fait remarquer la presse anglaise avec beaucoup de bon sens, il est à regretter que l'Italie n'ait pas formulé des demandes modérées au sujet de Djibouti et de Suez par les voies diplomatiques normales. Notre admiration pour Benito Mussolini et la grande œuvre du *risorgimento* italien qu'il a accomplie n'eût alors subi aucune diminution.

Mais ne peut-on espérer encore que l'Italie, revenue à une saine appréciation de sa situation méditerranéenne, cherchera, quelque jour, dans un rapprochement avec la France et l'Angleterre, la garantie de ses possessions actuelles et de la paix européenne?

FELS

NOTES ET SOUVENIRS

18 JUIN 1890.

Je réserve ma soirée d'aujourd'hui et celle de demain pour faire mon article sur Pailleron, que je suis allé voir hier, et chez lequel je suis resté une heure et quart. Il a été des plus charmants et m'a montré toute son installation, qui est grandiose. Sept salons tout en boiseries anciennes dorées et meublés de richesses inouïes en œuvres d'art et de curiosités.

Le cabinet de travail prend jour sur le quai d'Orsay. Là, sont rassemblés les objets personnels et les bibelots aimés.

Dans les salons voisins sont de respectables commodes à panse bombée, garnies de cuivre; des parures de vieilles orfèvreries; des bonbonnières d'ivoire ornées de batailles microscopiques. Et, parmi toutes ces vieilleries superbes, s'étale un véritable musée de l'art moderne. Sargent a là un très beau portrait de Pailleron; Gleyre, un curieux dessin représentant Henri Heine paralysé; Schoeneverke, une terre cuite d'une grâce et d'une finesse ravissantes, et aussi une baigneuse de marbre, frissonnante et nue, dans le style de Falconet ou d'Allegrain.

Cette statue a son histoire.

M. Pailleron l'avait vue à l'Exposition, c'était en 1878. Séduit, charmé, il courut chez l'artiste.

Schoeneverke était dans son atelier.

1. Recueillis par sa fille, Thérèse Lenôtre.

— Je voudrais acheter votre baigneuse.

— Trop tard, mon cher, je l'ai vendue ce matin.

— Hélas ! Et à qui ?

— A l'Administration de la loterie de l'Exposition.

— Une loterie ? Je suis sauvé !

— Sauvé ? Comment ?

— Il y a cent à parier contre un que celui qui gagnera votre statue n'en saura que faire... Il viendra vous consulter... Si ! Si !... Il viendra ! Et vous me l'enverrez ! Sauvé, je vous dis... La baigneuse est à moi, vous verrez !

— Nous verrons.

Et, en effet, un matin, deux mois après le tirage, on vint annoncer à Pailleron qu'un cocher désirait lui parler, et l'on introduisit un brave homme qui, tout en tournant entre ses doigts son chapeau ciré, racontait qu'il avait gagné une dame en pierre dont il ne savait que faire, qu'ayant prié le sculpteur de la lui reprendre, attendu qu'elle encombrait la remise où il logeait, celui-ci l'avait envoyé à monsieur, et qu'il espérait que monsieur voudrait bien...

— Combien demandez-vous ?

— Ma foi, monsieur doit savoir mieux que moi.

— Voulez-vous 5 000 francs ?

Le cocher eut une secousse, devint horriblement pâle, s'appuya contre un meuble, ouvrit démesurément la bouche et ne répondit pas.

— Si vous acceptez 5 000 francs, je vous signe immédiatement un chèque, et l'affaire est entendue.

L'heureux gagnant essaya de balbutier un oui effaré, aucun son ne sortit de sa bouche ; il se précipita sur le chèque que lui tendait Pailleron, et, pris de terreur à l'aspect de cet homme de lettres insensé, il traversa les antichambres en courant, gagna la rue sans se retourner... et, le soir même, la baigneuse de Schoeneverke mirait son corps pudique dans les glaces du grand salon de l'hôtel de Chimay.

Pailleron m'a donné très aimablement un autographe sur une brochure. Je lui ai dit que je lui soumettrai mon article avant de le faire composer, il a accepté ; c'est pour cela que je veux qu'il ne soit pas trop mauvais, et que je vais y consacrer deux soirées.

18 JUILLET 1890.

Ce matin, M. Pallain[1] m'a fait appeler.

— Gosselin[2], m'a-t-il dit, pouvez-vous me faire, pour demain, un rapport sur la question de la tombe de Mirabeau? On me le demande au Ministère de l'Instruction publique.

Et il me raconte qu'il se révèle un inconnu auquel un témoin oculaire de l'inhumation a indiqué la place exacte de la tombe de Mirabeau.

Cette place est le point précis que j'avais désigné. J'en suis très fier.

24 JUILLET 1890.

Hier, je suis allé voir Pallain. Il m'a dit que mon rapport sur Mirabeau était fort bien et avait frappé le ministre de l'Instruction publique au point que les travaux sont décidés et que l'architecte est commandé ! ! !

Mirabeau fut le premier qui entra au Panthéon au bruit du canon et des fanfares. Sa pierre tombale, sur laquelle on avait gravé son dernier mot : « Dormir ! », fut pendant des mois l'objet du culte des Parisiens, qui la couvraient de branches vertes et d'aubépines en fleurs.

Trois ans après, *dépanthéonisé*, on l'enterra secrètement dans l'ancien cimetière de Sainte-Catherine — qu'on appelait, dans le peuple, le vieux Clamart. Cet enclos, aujourd'hui coupé par le boulevard Saint-Marcel, gardait encore, il y a peu d'années, quelques tombes penchées sous les sureaux et cachées dans les herbes folles. Une partie en a disparu sous les constructions d'une école. Pourtant, Mirabeau est peut-être encore là. Enfoui à deux mètres de profondeur, son cercueil n'a point dû être atteint par les travaux et l'on pourrait le reconnaître à la plaque de cuivre rouge sur laquelle sont inscrits les noms et les titres du grand tribun.

Pourvu qu'on le retrouve ! Je n'aurais jamais cru que cette illustre girouette m'intéresserait à ce point.

1. M. Pallain, directeur général des Douanes. Plus tard gouverneur de la Banque de France. Lenôtre, à cette époque, était fonctionnaire.

2. Le nom véritable de Lenôtre était Gosselin. Lenôtre est le nom d'une de ses grand'mères qu'il avait pris comme pseudonyme.

6 SEPTEMBRE 1890.

J'ai vu dans *le Petit Journal* que les habitants du quartier Saint-Marcel s'émouvaient beaucoup de recherches mystérieuses qu'on faisait dans la cour de l'école. Le journal ajoutait qu'on avait creusé le terrain jusqu'à quinze mètres de profondeur et qu'on n'avait trouvé qu'un cercueil de plomb contenant les restes d'une jeune fille.

On a interrompu les travaux à cause de la rentrée prochaine des classes.

En voilà sans doute pour des années !

11 JUILLET 1891.

Deux statues vont se faire face dans un carrefour de Paris : l'une, dressée depuis plusieurs années déjà, est celle d'un illustre anthropologiste, qu'on a représenté tenant entre ses mains une tête humaine ; l'autre, qui sera inaugurée dans quelques jours, est le bronze de Danton ; on dit même qu'on déplacera la première, qui pourrait nuire à la seconde, des gens malicieux ayant insinué que la tête que tient Broca ferait un admirable effet dans la main de son voisin. Car il y a encore, de part le monde, des gens à qui ceci déplaît : une statue à Danton ! Et l'on se révolte, et l'on s'indigne, on se promet de protester et, sans doute, on protestera. Pourtant, il y a trois ans que le terrible tribun a sa statue à Arcis-sur-Aube, la petite ville qui l'a vu naître ; personne ne s'en est ému, on en a à peine parlé. Danton, il est vrai, n'avait laissé à Arcis que le souvenir d'un brave homme familier et bon enfant, aimant à acheter du bien et à arrondir ses propriétés. Le Danton de Paris, dame ! c'est autre chose, et dresser son monument à deux pas des Cordeliers, à cent mètres de l'Abbaye, où se passa le regrettable incident connu sous le nom de Massacres de septembre, cela semble bien un peu prématuré.

30 JANVIER 1892.

J'ai visité le séminaire de Saint-Sulpice, l'austère et pieuse maison qui, seule, peut donner aujourd'hui l'idée de ce qu'était jadis Port-Royal, l'ancienne Sorbonne, et, en général,

les institutions du vieux clergé de France. A l'extrémité d'un de ces larges corridors sans fin qui traversent tous les étages, dans un angle de la construction, le vénérable prêtre qui s'était obligeamment fait mon cicerone me montra une porte de cellule, porte basse, en tout semblable aux autres, et me dit :

— Voici la cellule qu'occupa M. Renan.

Et je fus étonné que dans le ton dont étaient prononcées ces paroles, il n'y eût ni animosité, ni raillerie... ni regrets. Cette cellule prenait à mes yeux un intérêt exceptionnel ; il me semblait que je voyais le théâtre d'un drame poignant : le drame d'une âme naturellement religieuse et tendre, luttant pendant deux années contre le doute, et sortant vaincue, poussée dehors par une voix mystérieuse et fatale qui lui criait : « Tu n'es plus chrétienne ! »

*
* *

12 JUIN 1893.

Mon travail est livré à Didot[1].

Le fait de porter à un indifférent, chargé de le juger, un travail auquel on est attaché depuis longtemps, voilà encore qui n'est pas gai. On m'a promis de le lire, mais je pense, non sans effroi, que celui qui sera chargé de cette besogne se soucie fort peu de savoir où se passa exactement le massacre de l'Abbaye et comment était disposé l'appartement de Robespierre.

Enfin, n'y pensons plus.

MERCREDI 27 JUIN 1894[2].

A Paris : journaux, journaux, journaux..., voilà le résumé de la situation.

Ce qui est très curieux, c'est que tout le monde, garçons de restaurant, gens en omnibus, camarades au ministère, parient sur le président qu'on est en train d'élire en ce moment comme sur des chevaux de courses. On donne Casimir gagnant à trente contre un, Méline placé, etc., et tout le jargon des courses, auquel je n'entends rien. Les journaux publient des pronostics où les candidats sont placés comme des chevaux

1. Sur le vieux Paris.
2. Après l'assassinat du président Carnot (20 juin 1894).

avec leur chance d'arrivée. C'est un trait de mœurs qui sent pas mal la décadence. On se croirait à Byzance sous le Bas-Empire.

20 JUIN 1894.

Je suis sorti à dix heures et demi pour aller chez Didot, où j'ai trouvé terminées de bien jolies gravures pour mon livre. Puis je suis allé chez les Perrin. Depuis dimanche, on n'a pas vendu un livre, ni *Longeville*, ni un autre. Les affaires ont été complètement arrêtées. Les gens, en général, ont l'air peu rassuré. Je tâcherai de voir quelque chose de l'enterrement de Carnot. Il aura lieu à Notre-Dame et au Panthéon. On fait passer au Ministère une souscription à 1 franc pour une couronne.

6 AOUT 1894.

En rentrant, j'ai trouvé sur la commode une lettre et une dépêche de Sardou. Je lui avais demandé un renseignement sur le capucin Chabot. Il me l'envoyait par dépêche, et, dans sa lettre, il me disait de venir prendre à Marly un portrait de Charlotte Corday dont j'ai besoin pour mon livre et que je n'ai trouvé nulle part à la bibliothèque.

Je suis donc parti à deux heures et demie pour Marly. Toujours le même accueil de Sardou. Mais je n'étais pas là depuis un quart d'heure qu'une visite est arrivée, et je suis allé au jardin retrouver madame Sardou, qui était avec sa fille sur la terrasse qui domine le potager.

Elle me dit qu'on ne peut imaginer ce que peut-être la vie d'un homme comme Sardou. Il travaille dix-huit heures par jour et ne pense qu'à cela. Si, entre deux plats, il y a au déjeuner un petit intervalle, il recourt à son cabinet et on ne peut plus le ravoir.

— Vous jouissez de sa conversation, a-t-elle ajouté, moi, pas. Je ne lui entends dire que : « Ah ! que c'est difficile ! Jamais je n'ai rien fait de si difficile ! Je n'en sortirai pas ! »

Il ne lui montre ses pièces que lorsqu'elles sont tout à fait finies et recopiées. Depuis qu'elle est mariée, il est entendu qu'ils doivent faire un petit voyage de noces ; mais ils n'en ont jamais eu le temps.

Ils n'ont rien vu, ne vont nulle part. On n'ose même pas marcher dans le jardin quand il travaille ; il est plus tenu qu'un petit employé.

Elle passe ses dimanches à surveiller ses enfants, comme elle était hier, ne perdant pas de l'œil le petit André (douze ans) qui faisait aller un bateau sur un tonneau d'arrosage.

Tout cela m'a beaucoup intéressé, et il est bien clair que la vie de la femme d'un homme de lettres doit être très austère et peu gaie. Ceux qui croient qu'on fait quelque chose sur un coin de table en buvant un bock se trompent bien.

D'un côté, c'est encourageant de voir à quoi on peut arriver à force de travail, mais c'est aussi bien décourageant de penser que si un homme doué comme Sardou a tant de mal pour produire quelque chose, que pourra-t-on donner, soi, avec ses faibles moyens?

13 OCTOBRE 1894.

Montorgueil contait l'autre jour la vogue singulière — tout américaine, pourrait-on dire — du coutelier de Cette qui a vendu à Caserio le poignard dont il a frappé M. Carnot. De tous les coins de la France, on commande à cet industriel des armes absolument semblables, et il s'est vu dans l'obligation d'engager une douzaine d'ouvriers spéciaux qui ne suffisent pas à satisfaire aux commandes.

J'aime à croire que tous les clients de ce coutelier à jamais illustre ne méditent pas de sinistres projets et qu'il se trouve parmi eux bon nombre de collectionneurs.

2 AVRIL 1895.

Hier, chez Pailleron. Le peintre Gaillon raconte qu'il tient de son père, médecin du roi Louis-Philippe, que, lors du sacre de Charles X, à Reims, comme on se proposait de tirer des salves sur la place du parvis, l'architecte craignit que les vibrations fissent tomber les têtes mal scellées des statues qui décorent le portail.

Par prudence, on les décapita toutes pour le jour de la cérémonie.

6 MAI 1895.

Chez Pailleron. Ce dernier raconte diverses gauloiseries qu'il attribue à Grassot. Parmi les historiettes à retenir, il cite celle-ci : Grassot, qui était républicain, fut un jour présenté à Napoléon III. L'empereur avait demandé à le voir, et Grassot avait dit aux personnes qui se chargeaient de le présenter : « Vous savez, moi, je ne fais pas de platitudes, pas de salamalecs. » Il est amené devant l'empereur, qui lui fait de vifs compliments sur son talent. Le cabotin se tenait très digne ; tout à coup, il se tourne vers les assistants et, éclatant en sanglots : « Il a tout de même du bon, cette rosse-là ! » dit-il.

8 MAI 1895.

D'après ce que m'a dit Bouchot, bibliothécaire au cabinet des estampes de la Bibliothèque nationale, il y aurait au cabinet des estampes un manuscrit d'un nommé Lequeux, architecte, qui donnerait sur la vie privée de certains artistes de l'époque de Louis XVI et de la Révolution des détails fort piquants. Ce recueil est malheureusement tellement pornographique qu'il y a impossibilité de le communiquer à qui que ce soit.

Il raconterait entre autres choses un souper auquel il aurait assisté et qui était donné par le ministre Calonne. Au dessert, on apporta sur un grand plat la charmante madame Vigée-Lebrun toute nue sur un lit de roses.

J'ai vu les trois volumes de dessins d'architecture que la bibliothèque possède de ce Lequeux. C'est l'œuvre d'un fou hystérique qui saurait merveilleusement dessiner.

11 JUIN 1895.

Hier, chez Pailleron.

Hérédia parle avec un entrain et une simplicité étonnante ; assis sur le billard, en veston, il raconte des souvenirs de ses débuts.

Le jour où il a prononcé son discours de réception à l'Aca-

démie, il a pris, paraît-il, le matin, pour vaincre sa timidité et le défaut de prononciation qu'il a (sensible seulement par instant), trois cuillerées de kola. Il prétend que ce remède lui a donné une audace, un aplomb et une lucidité extraordinaires.

Il nous dit encore qu'il a eu la goutte dès l'âge de vingt-cinq ans et a souffert d'accès qui duraient six semaines. Il s'en est à peu près guéri en prenant, pendant un an, de la poudre de pistoïa.

Puis on parle de la prochaine élection à l'Académie. On espère décider A. Daudet à se présenter ; on le dispensera des visites et on lui assurera vingt-cinq voix. On prétend qu'il en a une grande envie, mais qu'il se défend par respect humain, ayant écrit jadis qu'il ne voulait jamais en être.

Pailleron croit qu'à l'élection du 20 juin prochain, Lemaître aura de grandes chances, *parce qu'on a peur de lui*.

18 JUILLET 1895.

Reçu une lettre de Perrin : « J'ai lu votre *de Batz*. C'est d'un intérêt de premier ordre. Je crois que cette fois nous tenons un grand succès. Venez, nous en causerons. »

Aujourd'hui, je suis donc passé chez lui. Il est entendu qu'il fera un in-octavo et qu'il me donnera 350 francs le jour où le livre paraîtra.

Mais l'histoire lui semble si extraordinaire que, a-t-il dit, s'il ne connaissait pas ma façon de travailler, il prendrait ça pour un pur roman. Il faut donc un avant-propos et des notes pour mettre le lecteur en garde et lui assurer que c'est de l'histoire.

En somme, il faut qu'il soit très content pour me donner 350 francs. Moi aussi. Le livre paraîtra fin octobre ou novembre.

12 AOUT 1896.

J'ai acheté pour deux sous un livre très drôle. Il date de 1732. C'est *le Secrétaire de la Cour*. Il y a la manière de plier les lettres quand on écrit au roi, à la reine, aux grands seigneurs ; la manière de mettre les adresses, etc... Et des modèles de lettres dont voici les titres : « Billet où une demoi-

selle prie l'auteur de la mener voir des bêtes farouches... », « lettre à mademoiselle X..., en lui envoyant un pâté de sanglier », etc., etc...

Deux sous, ça n'est pas trop cher.

1er JUILLET 1897.

Visite à Bouguereau avec le prince d'Annam.

En route, le docteur Ward, qui nous accompagne, me raconte que lorsqu'il était prosecteur à l'école des Beaux-Arts, ce fut lui qui se chargea de *crucifier* le modèle qui servit à Bonnat pour son fameux Christ qui est à la Cour d'assises.

Bonnat avait demandé qu'on lui procurât le cadavre d'un homme jeune et sain, convenablement barbu. Le docteur Ward se procura le corps d'un charretier d'une quarantaine d'années, mort d'une congestion pulmonaire presque foudroyante, et il le cloua sur une croix.

C'était pendant l'hiver, et le docteur vécut, pendant quelques jours, dans le voisinage de ce crucifié. Lorsqu'il entrait le soir à son cabinet, et qu'il traversait la salle où se trouvait debout ce corps en croix, il ne pouvait se défendre d'une très vive émotion. Par certains soirs de clair de lune, c'était très saisissant.

6 JUILLET 1897.

Hier, lundi 5 juillet, visite aux caveaux de Saint-Denis en compagnie du prince Ferdinand de Bulgarie, de la princesse, sa femme, de leur maréchal du Palais, M. de Bourboulon, et d'un officier bulgare. MM. Maurice Pascal, Benzon, Darcy père et fils, architectes de la basilique, le curé de la basilique (transformée depuis un an en paroisse) étaient avec nous.

Nous pénétrons dans le caveau des Bourbons, dont la porte de bronze ne s'écarte pour ainsi dire jamais : il faut trois clefs pour l'ouvrir. En regardant à travers la grille scellée qui ferme l'armoire de pierre où sont conservés les cœurs de quelques rois et princes, nous remarquons que l'une des urnes a été renversée et est tombée de son socle. Le prince Ferdinand émet l'idée que c'est une occasion de remettre les choses en place : on va chercher des ouvriers qui, à l'aide

d'un échafaudage improvisé, soulèvent le couvercle de pierre de l'armoire ; l'un d'eux passe le bras et parvient à saisir l'une des boîtes d'argent contenant le cœur de Louis XIV.

— *C'est-y ça?* nous demande-t-il au moment où il l'empoigne.

Le prince semble s'intéresser beaucoup à ce macabre travail.

Nous allons voir ensuite l'emplacement de la fosse commune où ont été jetés, en 1793, les restes des rois de France ; puis nous visitons à fond les tombeaux, le trésor, les reliques, etc.

Le prince me raconte qu'il a du goût pour les choses de la mort, qui l'attirent et lui plaisent. Il a vu tous les caveaux royaux de l'Europe. Celui qui l'a le plus frappé est Saint-Denis, après toutefois le *pudridero* de l'Escurial. Il a visité ce *pudridero* du temps qu'Alphonse XII régnait : il y a vu exposée la reine Christine, qu'il avait connue vivante et dont il a reconnu les traits, ayant poussé la curiosité jusqu'à soulever un coin de son voile. Au même voyage, il est entré dans le caveau des Infants : une suite de chambres qui étaient fermées depuis Charles-Quint. Il a fallu démolir la porte à coups de hache pour l'y faire pénétrer. Il y avait là un amoncellement extraordinaire de corps (« *de la poussière d'infants* », dit-il). Il y faisait une chaleur intense et l'odeur était insoutenable. Le prince était en *eau*. Il a vu la tête de don Carlos, séparée du corps par un coup de sabre, donné, dit-on, par un soldat qui avait pénétré là au temps du Premier Empire.

Le prince portait un grand pardessus jaune, avec, au bras, un large crêpe *raccommodé*. (Il est en deuil de son oncle, le duc d'Aumale.) Il avait comme épingle de cravate une très jolie croix du Saint-Esprit en diamants.

Lui et la princesse sont très simples. Elle n'est pas jolie, mais elle a l'air intelligent, distingué et triste. Elle tutoie son mari, lui de même.

A la sortie, le curé est arrivé en surplis et en étole pour offrir l'eau bénite. La princesse nous a tendu la main, que nous avons baisée l'un après l'autre.

Ils sont descendus à l'hôtel Mirabeau, rue de la Paix.

24 JUILLET 1897.

Pris une voiture pour arriver à temps aux Archives, où mon photographe m'attendait. Curieuse séance : on s'est mis en quatre, on m'a tout ouvert. J'ai photographié tout ce que j'ai voulu. Je me suis même fait prendre, couché sur la table de Robespierre, la tête appuyée, comme lui, sur un carton du Comité de Salut public, le menton bâillonné. Ça sera très curieux. A côté de moi, j'ai fait étaler sur une chaise l'habit que portait Damiens le jour de son supplice. (Damiens avait frappé Louis XV d'un coup de couteau.)

29 JUILLET 1897.

Passé à la Bastille, où j'ai assisté à la manifestation au pied de la colonne, en souvenir de la Révolution de Juillet. J'ai vu le dernier survivant des décorés de juillet. Il a fait un petit discours et il est tout de suite allé boissonner avec d'autres pochards au café, entouré de trois cents personnes. *Toutes* croyaient que c'était un de ceux qui ont pris la Bastille et se le répétaient avec admiration..

10 AOUT 1897.

Ouf ! Je suis fatigué ! Je crois toujours avoir fini[1] et pas du tout, il me reste quelque chose à faire, à revoir ; je suis noyé dans mes paperasses. Enfin, demain, je porte le tout à Perrin.

11 AOUT 1897.

Perrin a trouvé mon manuscrit fort bien présenté, et m'a fait de très gros compliments en me disant qu'il voyait tout de suite quel livre cela était.

Je sors toujours de chez lui réconforté ; et je me trouvais même si léger, si léger sans ce monstrueux manuscrit que j'en suis allé acheter des fournitures de pêche.

11 SEPTEMBRE 1897.

Trouvé Perrin dans l'enthousiasme de mon livre. Il est parti pour l'imprimerie, et on en aura quelques exemplaires

1. *La Rouërie.*

à remettre à l'Académie pour la fin de décembre. Mais on ne le fera paraître officiellement qu'au mois de janvier. Il m'a accablé sous une pluie d'éloges comme personne ne m'en a jamais fait. En résumé, il m'a dit qu'il était *sûr* que deux ou trois livres comme celui-là me donneraient une *place de tout premier ordre* et que, depuis qu'il l'a lu, avec une passion croissante depuis le commencement jusqu'à la dernière ligne, tous les manuscrits qu'on lui apportait lui paraissaient au-dessous du médiocre. Il m'a encore dit que, sans conteste, ce serait, en raison de la somme énorme de travail que le livre représente (en voilà un qui, au moins, s'en rend compte), de l'intérêt du sujet et de la façon entraînante dont il est traité, le meilleur livre de l'année et que tout le monde serait de cet avis.

— Mais ça se vendra-t-il? lui ai-je demandé.

— Ça ne fait aucun doute, m'a-t-il répondu : un livre comme celui-là ne peut pas ne pas être remarqué.

Pourvu que tout cela soit vrai! En tout cas, s'il a intérêt à m'encourager, il n'en a pas à m'accabler de tant d'éloges. Néanmoins, je continue à douter de moi. Maintenant, je me dis que je ne ferai plus jamais si bien et que je ne trouverai plus jamais de si beau sujet.

23 NOVEMBRE 1897.

Rémi Saint-Maurice, dont le livre, *Temple d'Amour*, vient de paraître récemment, nous a raconté que François Coppée lui avait promis de faire un article sur ce roman. Comme l'article ne paraissait pas, Saint-Maurice pria Hérédia (l'académicien) de s'informer. Coppée répondit que, depuis sa récente conversion, il se refusait à recommander un livre où il était question d'adultère...

30 NOVEMBRE 1897.

Hier, chez Pailleron, on a raconté qu'au cercle de la rue Boissy-d'Anglas, l'*Épatant*, se trouve toujours le doyen des généraux français, le général C... Il a quatre-vingt-sept ans et dit hautement qu'il n'a plus d'autre plaisir dans la vie que d'embêter tout le monde. Il ne s'en prive pas et il est la terreur du cercle de l'*Épatant*. Quand il entre dans un

salon, tout le monde se sauve ; il s'installe sur un canapé, brûle les velours des meubles avec sa pipe, crache partout, tousse dans la figure des gens, grogne à table, etc...

L'autre jour, sur le registre des réclamations, qu'il est seul à couvrir journellement de ses plaintes, il a écrit en sortant de table :

Les épinards étaient froids. On ne mène les hommes que par la crainte. — Général C...

Une fois, il prétendit qu'on venait de lui voler dans sa poche 500 francs, et il accusa tel domestique qu'il désigna. On arrêta cet homme, on le fouilla. Rien. Un instant après, le général retrouvait les 500 francs dans sa poche. On lui fit comprendre, non sans peine, qu'il lui fallait faire des excuses au domestique si légèrement accusé ; il y consentit à la fin. On alla chercher le domestique : le général, écumant de colère, le regarda d'un air furibond.

— Ah ! gredin, dit-il, c'est toi qui m'as volé, eh bien ! f...-moi le camp !

8 DÉCEMBRE 1897.

Je crois bien que la plupart des Parisiens ignorent l'existence du musée du garde-meuble. Il se cache aux confins du ci-devant Champ-de-Mars, au fond d'une cour immense, et je ne sais pas d'endroit où l'impression première soit plus prenante. Le demi-jour mystérieux qui tombe du vélum, la douce tiédeur que répandent deux énormes poêles, le silence recueilli, l'entassement des merveilles d'art, les ors fauves, les soies éclatantes, les tapisseries aux tons éteints donnent l'éveil à des sensations reposantes et d'un charme indicible.

Ces belles choses sont toujours en mouvement ; c'est un fourgon de meubles qui sort, un lustre qui rentre, une estrade à échafauder, des banquettes à fournir... drrinn... le téléphone appelle : « Allo ! Allo ! Le roi de Siam arrive tel jour, il faut meubler les quatre-vingt-deux pièces de l'hôtel qui lui est réservé... » « Allo ! Il y a gala demain à la présidence : il faut installer les buffets, tendre les galeries, pendre les lustres... » « Allo !... » Voilà le grand coup ! La crise présidentielle — ceci plus rare heureusement — et c'est le château de Versailles tout entier qu'en six heures de nuit, il s'agit

de mettre en état de recevoir les deux Chambres, tous les ministres, les bureaux, les commissions, le monde politique au complet ; et il faut faire vite ; il faut aussi faire bien, car ces messieux sont habitués aux tapis moelleux, aux sièges confortables, aux salles bien éclairées. Ce n'est qu'aux époques de foi robuste qu'on se contente d'un Jeu de Paume, ouvert à tous les vents, pour y accoucher d'une Révolution.

18 DÉCEMBRE 1897.

A une heure et demie, j'arrivais au Panthéon. Il était entendu d'avance que si l'on ouvrait les tombeaux de bois qu'on donne comme étant ceux de Voltaire et de Jean-Jacques, ce serait là une simple formalité, attendu que chacun savait que leurs corps n'y étaient pas, ne pouvaient pas y être.

Tous ceux qui connaissent la question en étaient, en effet, persuadés ; et depuis longtemps, c'était une croyance si invétérée que les cicerones qui montrent ces vulgaires tombeaux préviennent que « les corps n'y sont pas ». Aujourd'hui encore, M. Ledeschaux, architecte du Panthéon, fit à MM. Hamel, Roujon et Grand-Carteret, qui s'étaient mis à la tête de la commission des fouilles, quelques observations, assurant que c'était un travail inutile : que les corps étaient peut-être au Panthéon, mais pas dans les tombeaux.

Néanmoins, les commisssaires ayant insisté, on fit venir des ouvriers et on commença l'opération. Les tombeaux de bois, semblables à de grandes et lourdes boîtes, furent donc soulevés. On commença par celui de Voltaire, qui se trouvait dans une sorte de petite chambre fermée de cloisons, où l'on n'accède que par une porte assez étroite.

Tandis que les ouvriers travaillent, les assistants — une centaine environ — vont et viennent. Je me saisis d'une bougie et, en compagnie de J. Claretie et de Georges Cain, nous visitons les caveaux de V. Hugo, de Carnot, etc...

Quand nous revenons de notre excursion, le travail de soulèvement du tombeau est terminé, et le bruit se répand qu'on aperçoit dessous un cercueil. Les ouvriers vont chercher de nouveaux outils pour l'ouvrir. J'ai tout le temps de pénétrer dans la chambre et d'examiner le cercueil. C'est

une boîte oblongue, presque grossière, de chêne bruni par le temps. Deux lamelles de fer, déjà soulevées, retiennent encore la partie supérieure. Georges Cain allume une allumette, car l'endroit est assez sombre, et nous apercevons, sur le couvercle du cercueil, un reste de cachet de cire où l'on peut lire encore « Jacques » et où l'on distingue trois fleurs de lys. Est-ce un cachet datant de 1791 et portant le nom du district de faubourg Saint-Jacques? Les ouvriers sont revenus ; on se masse devant la petite porte : nul recueillement — on est si certain que le cercueil est vide ! — on chahute, on crie, on *fait des mots*. Au bout d'un temps assez long, on entend les coups de marteau qui ouvrent le cercueil : on fait silence tant bien que mal, puis, de l'intérieur de la chambre, dont la porte est obstruée par la masse des assistants, on entend une voix, celle de M. Hamel qui crie :

— Voltaire est présent !

On se pousse, on se bouscule, on veut voir ! De recueillement, il n'y en a point, mais de la curiosité seulement, ardente et passionnée.

Tout de suite, la tête a été retirée ; on l'a posée sur l'entablement du tombeau, où elle grimace : c'est bien Voltaire. L'imagination, il est vrai, joue son rôle ; mais chacun évoque, à l'aspect de ce crâne, petit et fuyant, le souvenir du marbre de Houdon et le hideux sourire dont parle Musset.

Au fond de la boîte restent les os décharnés, ils forment un petit tas, perdu dans une sorte d'amadou noir et de brindilles, restes probables des fleurs de la pompe funèbre de 1791. Ah ! qu'il tient peu de place et comme le coffre paraît vide... N'importe, c'est Voltaire ; et volontiers, on resterait là quelques minutes à rêver, si la curiosité des assistants était moins bruyante ; mais ceux qui n'ont pu pénétrer encore réclament leur tour ; on organise des poussées... Dieu me pardonne ! voilà qu'on chante *Défilez !* sur l'air des lampions...

Et, sur le bord de la planche où on l'a juché, le crâne du grand démolisseur regarde d'un air étonné : les cavités de ses yeux s'écarquillent ; la fine section de ses mâchoires ressemble à un rire sardonique. Dame ! ils étaient plus respectueux, les Parisiens de son temps ; ils le traitaient en demi-

dieu ; ils s'approchaient de lui, l'échine pliée et le front découvert. Nous devons lui paraître bien sans-gêne. Après tout, de quoi se plaindrait-il ? N'est-ce pas lui qui nous a façonnés ? Si nous sommes là, le chapeau sur la tête, ricanant, parlant fort, dans cette église dévastée, si le naïf respect des morts est absent, si ces os blancs ne sont pour nous que des détritus assez répugnants ou qu'un bibelot intéressant, si aucun ne songe que cette triste dépouille est celle d'une créature de Dieu, comblée de tous les dons... n'est-ce point parce que nous sommes les fils de Voltaire ? Avant qu'il secouât le vieil arbre des croyances, qui donc eût osé s'immiscer ainsi dans les secrets de la mort et se pencher, gouailleur, au-dessus d'un cercueil béant ?

La nuit, peu à peu, tombe dans les caveaux : à l'autre extrémité de la crypte, on entend tomber les coups sous lesquels s'ouvre la tombe de Jean-Jacques Rousseau : le cénotaphe soulevé laisse voir un long coffre de plomb, de couleur grise, crevassé en quelques endroits. Sous cette première enveloppe, une caisse de bois, qui cède facilement au ciseau, recouvre un troisième cercueil de plomb qui ne présente aucune trace d'effraction. On l'ouvre.

— Il y est... le voilà... il est là !

Mêmes poussées, mêmes bousculades que précédemment. Il fait presque nuit. C'est avec des lanternes qu'on éclaire l'intérieur du cercueil, au moment où j'y plonge les yeux. Le squelette est intact et dans l'attitude de parfait repos (celui de Voltaire avait l'air plus agité). Les bras de J.-J. Rousseau sont repliés sur la poitrine : on a également sorti la tête, qu'on a placée sur le rebord du tombeau. Je la vois de profil, mais cette fois, j'avoue que ce crâne ne me rappelle en rien le masque de Rousseau.

Ce que je veux noter ici, car ce ne sera pas dit dans les journaux, c'est la mauvaise tenue des journalistes, qui ont *engueulé* les sergents de ville, crié et ri. Sans ce manque absolu de décorum, l'opération aurait été émouvante ; mais elle a perdu ainsi tout caractère.

Il est regrettable également que, les choses terminées, nulle voix autorisée n'eût clamé, en présence de ces pauvres os étalés, le définitif *Requiescat...*

Mon avis est cependant celui de Bouchot, avec lequel j'ai redescendu le boulevard Saint-Michel : « Je ne donnerais pas ma journée pour 500 francs », me dit-il.

14 DÉCEMBRE 1898.

Je suis allé tantôt, à une heure de l'après-midi, saluer à la gare du Nord, le grand-duc Wladimir de Russie qui retournait à Saint-Pétersbourg.

Il y a une quinzaine de jours, mon ami Georges Cain, conservateur du musée Carnavalet, après avoir montré au grand-duc le musée Carnavalet et diverses curiosités de Paris, m'a demandé de servir à mon tour de cicerone.

Nous avons fait avec lui quatre excursions : la première au cimetière de Picpus et au cimetière Sainte-Marguerite ; la seconde aux Bernardins, au collège Henri-IV, à Saint-Firmin, etc. ; la troisième à la rue Haxo et à la bibliothèque de l'Arsenal ; enfin, j'ai prié Otto Friedrich de montrer au grand-duc la belle collection d'objets et de documents qu'il a réunis sur la question Louis XVII.

Le grand-duc Wladimir s'est toujours montré charmant et très familier. C'est certainement un homme des plus instruits, bibliophile émérite, très connaisseur en numismatique, en miniatures, en objets d'art et passionné pour l'histoire, principalement pour celle de notre Révolution. Il a une merveilleuse mémoire et sait interroger avec méthode et clarté.

Nous sommes allés, pour les trois premières de ces excursions, le prendre vers dix heures du matin à l'hôtel Continental, où il habite l'appartement du premier étage donnant sur le jardin des Tuileries. Chaque fois, le grand-duc, prévenu de notre arrivée, sort de sa chambre, ganté de clair et fumant un cigare.

— Messieurs, je vous présente mes hommages, dit-il de sa voix très claire et très forte, en faisant un peu rouler les *r*.

Puis on cause un instant debout ; il me demande où je vais le conduire, et on part.

Le couloir, où veille un énorme géant, habillé à la russe d'une longue lévite, et portant une grande barbe blonde, est encombré de malles sur lesquelles est inscrit : *Wladimir de Russie*. L'aide de camp du grand-duc, le colonel Tattischef,

un joli garçon de trente-neuf ans, doux comme une fille et très affable, se trouve toujours là pour nous accompagner.

On descend l'escalier, et une voiture de remise vient se ranger sous le porche. Le grand-duc me fait monter près de lui, Cain monte dans une autre voiture avec Tattischef, et nous voilà en route.

Le grand-duc fume presque continuellement la cigarette; chemin faisant, sa conversation ne s'arrête pas; elle roule généralement sur l'Histoire.

Le jour où nous sommes allés rue Haxo, le grand-duc se réjouissait d'être dans Belleville « qu'il aimerait parcourir, disait-il, sur l'impériale d'un omnibus ! », son rêve !

Un agent de la police secrète nous suit continuellement; cet agent est attaché, pour la durée de son séjour, à la personne du grand-duc. « Il est très discret, me dit Tattischef, et, généralement, se tient à distance, tout en ne perdant pas le prince de vue. » Mais à Belleville, il est positivement sur nos talons, et le grand-duc dit, en parlant de lui : « C'est mon ange gardien. »

Trois fois, l'excursion finie, le grand-duc nous a emmenés déjeuner à la *Tour d'Argent*, sur le quai de la Tournelle. C'est un restaurant assez pittoresque, très simple d'aspect, mais où la cuisine est de premier ordre. Le patron, qu'on appelle Frédéric, est un cuisinier émérite. Il a l'aspect d'un professeur de Faculté et exerce son art comme un sacerdoce.

A table, la conversation du grand-duc est charmante, pleine de bonhomie : je citerai deux ou trois des anecdotes qu'il m'a contées.

Il y a, à Saint-Pétersbourg comme à Paris, des maisons de plaisir. Au temps de sa jeunesse, le grand-duc, étant allé (incognito bien entendu) dans une de ces maisons, récemment installée avec un grand luxe, fut reçu par la matrone, qui lui fit parcourir l'établissement. En rentrant dans le salon, comme il admirait, elle lui dit :

— Le métropolite (archevêque) a trouvé cette salle charmante.

Un peu plus loin, dans une des chambres, elle reprend :

— Le métropolite a trouvé ces rideaux délicieux.

Plus loin encore :

— Voilà la chambre que le métropolite préfère.

— Ah ça ! lui dit le grand-duc, est-ce que notre archevêque est un habitué de la maison ?

— Oh ! non, répondit la matrone ; mais il est, comme de juste, venu la bénir. (En Russie on fait, paraît-il, bénir les maisons par le pope.) Il s'est même un peu étonné du grand nombre de chambres et du luxe de l'ornementation et il m'a demandé si j'avais une nombreuse famille à loger... à quoi j'ai répondu que je recevais beaucoup.

Le grand-duc, comme on voit, ne déteste pas les gaudrioles ; aussi la conversation prenait-elle parfois un ton gai. On est, avec lui, parfaitement à l'aise.

Il nous a raconté aussi diverses histoires — ou légendes — qu'on attribue à l'impératrice Catherine. Celle-ci avait un chien qu'elle avait nommé du nom d'un des courtisans qu'elle n'aimait pas... mettons Shérischeff. (Je ne me souviens plus du vrai nom.) Ce chien étant venu à mourir, elle fait appeler son médecin et lui dit :

— Vous empaillerez Shérischeff ce soir.

Le médecin s'incline, sort, et, ne sachant pas qu'il avait existé un chien de ce nom, s'en va trouver le prince Shérischeff et lui dit :

— Je suis désolé d'être porteur d'une nouvelle assez désagréable : l'impératrice m'a donné l'ordre de vous empailler ce soir.

— Diable ! dit Shérischeff, c'est désagréable, en effet ; mais enfin, il n'y a pas à discuter. Priez seulement Sa Majesté de m'accorder trois jours pour faire mon testament et pour choisir mon genre de mort.

Le médecin transmet la demande à Catherine qui répond :

— Oh ! Shérischeff, c'est du chien dont j'ai voulu parler. L'autre attendra.

Le grand-duc m'a également raconté ses souvenirs de l'Exposition de 1869. Il semble avoir gardé de cette époque un souvenir très brillant : il dit que les Tuileries, sous Napoléon III, étaient une chose merveilleuse et plus belle que tous les palais de Pétersbourg. Il était dans la voiture qui ramenait de Longchamp l'empereur Napoléon III et le czar Alexandre II quand Berezowski a tiré sur celui-ci un coup de

pistolet. Comme je lui demandais s'il était vrai que Napoléon III eût dit au czar : « Sire, nous avons vu le feu ensemble », il m'a répondu que rien n'était moins vrai. Dès le coup tiré, Napoléon était devenu livide et avait murmuré : « Qu'est-ce qu'il y a encore? » et, jusqu'aux Tuileries, ses lèvres avaient été agitées d'un tremblement nerveux.

Nous devions aller, lundi dernier, visiter, à la demande du grand-duc, les différents logements que Napoléon habita à Paris avant sa gloire, ou du moins voir les maisons où il logea ; mais la promenade a été décommandée, le départ de Son Altesse étant trop proche.

C'est donc aujourd'hui qu'il est parti, et à une heure et demie, il arrivait à la gare du Nord avec la grande-duchesse, et la grande-duchesse Hélène, sa fille. Celle-ci est une belle fille fraîche et rose. Une soixantaine de personnes de la colonie russe attendaient Leurs Altesses. On n'avait préparé ni salon, ni rien ; les adieux ont eu lieu sur le trottoir de la cour du départ, au milieu d'un assez grand nombre de curieux. Le grand-duc était comme toujours très affable et très simple. On baisait beaucoup la main de la grande-duchesse. Le grand-duc disait un mot à chacun. M'apercevant, il m'a beaucoup remercié des heures charmantes qu'il avait passées dans le vieux Paris et m'a bien recommandé de ne pas l'oublier et de le tenir au courant de ce que j'écrirais.

— *Au revoir, mes archéologues peu ordinaires*, nous a-t-il dit, à Cain et à moi.

Puis il a ajouté qu'il m'enverrait sa photographie en souvenir « pour que je ne l'oublie pas ».

Tous les Russes, hommes et femmes, qui étaient là semblent adorer Leurs Altesses ; aussi ce départ était, de part et d'autre, vraiment affectueux et presque touchant.

Le train était composé de deux wagons-sleeping, d'un wagon-salon et d'un wagon-restaurant ; un fourgon en tête, un autre en queue. Ce n'est pas un train spécial, mais le *Nord-Express* qui part pour Saint-Pétersbourg tous les mercredis et tous les samedis. Le grand-duc est monté dans un sleeping ; il s'est installé assis près d'une vitre ouverte, causant encore avec ses amis restés sur le quai. On a apporté des bouquets très jolis et très frais, ornés de rubans clairs, dont on

a rempli le wagon. Le géant russe que j'avais vu à l'hôtel Continental était là, Tattischef également. Enfin la grande-duchesse est montée à son tour, restant sur la plate-forme, et le train s'est ébranlé.

J'oublie de dire que, avant son départ, tandis qu'on chargeait les bagages, j'avais vu un domestique promenant sur le quai un drôle de bouledogue blanc, avec deux énormes taches noires sur les yeux, un bouledogue de salon, tout grelottant de froid, tirant sur sa chaîne, l'air furieux. Et en quittant la gare, j'ai entendu un des assistants russes dire à un autre :

— Ils sont navrés de quitter Paris ; il n'y a que le domestique, la grande-duchesse Hélène et le chien qui soient contents de retourner à Saint-Pétersbourg.

3 JANVIER 1899.

Déjeuner ce matin, chez Georges Cain, avec John L..., membre socialiste révolutionnaire du Conseil municipal de Paris. Il a dit, entre autres choses qui m'ont frappé de la part d'un révolutionnaire :

— La France traverse en ce moment une crise telle qu'elle n'en a jamais eue dans son histoire ; si elle ne se cramponne pas à une idée, à un principe ou à un homme, elle est *perdue*.

On a naturellement parlé de l'affaire Dreyfus ; John L... assistait à la parade d'exécution au moment où Dreyfus, entre quatre artilleurs, fit le tour du carré des troupes. Arrivé devant le groupe des officiers, un de ceux-ci cria : « Judas ! » Dreyfus, très calme, tourna la tête vers l'insulteur et lui décocha en pleine figure, avec un sourire de mépris, le mot « *imbécile !* » que l'autre empocha assez penaud.

John L... est revenu de cette parade avec un sentiment de gêne et de chagrin qui lui parut inexplicable. Ce qui le frappa surtout, ce fut le calme de Dreyfus. Pour nous en donner une idée, il nous raconta que l'incident ci-dessus ne lui avait pas fait perdre le pas marqué par les quatre soldats qui l'accompagnaient.

Ce John L... est certainement un homme intelligent, mais très méridional ; né aux États-Unis, il est arrivé à deux ans en France et a vécu jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans dans les pays basques ; il a beaucoup d'accent. En somme, il fait l'effet

d'un homme superficiel, très étonné de ce qu'il sait, plein d'aplomb, de suffisance et d'admiration pour lui-même.

Il a été journaliste, soldat, débardeur sur les quais de la Seine, etc., ce dont il se vante, « ayant préféré, dit-il, faire tous les métiers plutôt que de vendre sa conscience ». En somme, un utopiste dangereux.

Je préfère le père Champion, libraire sur le quai Voltaire. Celui-là est un brave homme de l'ancien régime. Je suis allé à cinq heures lui serrer la main à l'occasion de la nouvelle année, et, naturellement, il m'a parlé de l'affaire Dreyfus. Où n'en parle-t-on pas?

Champion m'a raconté une amusante histoire. Il y a quelques années, il reçut la visite d'une cliente qui lui acheta quelques livres : c'était une jeune fille étrangère, qui parlait admirablement le français et qui disait se nommer mademoiselle Hesse. Elle vivait, avenue de Friedland, avec une dame de compagnie qui s'appelait madame Hesse. Elle écrivit quelquefois à Champion pour lui demander des livres, et il alla même à diverses reprises chez cette demoiselle Hesse, dont le nom l'avait frappé, parce qu'il lui rappelait le fameux citoyen jacobin *Hesse* du temps de la Révolution, lequel, comme chacun sait, était un prince de Hesse quelconque.

Champion avait constaté que cette demoiselle Hesse vivait seule avec sa dame de compagnie (madame Hesse) et vivait à l'américaine, cherchant à bien connaître Paris, interrogeant Champion sur les gens et sur les choses.

Puis les relations cessèrent. Champion ne songeait plus à cette cliente de passage lorsqu'eut lieu le voyage à Paris du czar et de la czarine. Le jour où les souverains allèrent à l'Institut, leur cortège passa sur le quai Voltaire où se trouve la boutique basse de Champion. Il se mit sur sa porte pour apercevoir les souverains, et quelle ne fut pas sa stupéfaction en voyant la czarine guetter de l'œil son enseigne et lui envoyer un bonjour... C'était mademoiselle Hesse[1]. Il salua, tout ébaubi, et vit l'impératrice adresser vivement la parole à M. Félix Faure, qui eut l'air de ne pouvoir lui donner le renseignement qu'elle demandait.

Ainsi, d'après Champion, l'impératrice actuelle de Russie

1. La czarine est une princesse de Hesse-Darmstadt (note de Lenôtre).

aurait vécu jeune fille à Paris : il n'eut plus aucun doute lorsque le lendemain, en lisant dans *le Temps* les noms des invités au dîner du czar (dîner des généraux), il vit, au nombre des rares dames qui avaient été conviées, le nom de madame Hesse.

9 AOUT 1899.

Cette affaire Dreyfus est vraiment passionnante et tourne toutes les têtes. Les journaux, à l'heure des dernières nouvelles, ont l'air de fournaises où grillent des fous furieux.

G. LENÔTRE

(La fin dans le prochain numéro.)

POLOGNE ET ALLEMAGNE

Entre le colosse germanique et le colosse russe, la Pologne mène depuis quelques années une existence pleine de périls. Tout mouvement de l'une ou l'autre de ces deux masses à proximité des frontières polonaises est nécessairement interprété à Varsovie comme une menace directe. Un seul remède efficace : le maintien de l'équilibre oriental, ce vieux rêve que Pilsudski légua à ses successeurs et dont M. Beck poursuit avec des succès divers depuis cinq ans la réalisation.

En cette année 1938 où, cependant que Moscou, achevant de décapiter son armée et sa police, donnait à l'Europe le spectacle d'une puissance en pleine crise intérieure, le Reich fonçait vers le sud, réalisait l'Anschluss puis s'emparait du glacis de Bohême, la Pologne a vécu des heures de profonde inquiétude. Par deux fois, elle a senti l'Allemagne peser d'un poids toujours plus lourd sur ses flancs. Prise de court par la brutalité de l'offensive germanique, elle a recherché d'abord le salut dans la manœuvre. Tout en se défendant de vouloir hurler avec les loups, elle a tenté, par deux gestes retentissants, d'assurer la sauvegarde de ses intérêts propres : le 17 mars, trois jours après l'entrée du chancelier Hitler à Vienne, en réglant par la menace le conflit qui l'opposait depuis la guerre à la Lithuanie ; le 30 septembre, quelques heures après la signature des accords de Munich, en imposant à Prague la cession du territoire de Teschen. Plus récemment enfin,

sentant le péril allemand se préciser dans le sud-est de l'Europe, elle n'a pas hésité à donner un coup de barre vers l'est en se rapprochant de Moscou.

Belle démonstration de réalisme, et qui n'a surpris que ceux qui avaient perdu le souvenir de quelques précédents fameux : celui de Pilsudski, jouant en 1914 la carte des Empires centraux et en 1917 celle de l'Entente ; celui de M. Beck lui-même, réalisant il y a cinq ans, par le pacte germano-polonais, l'un des plus remarquables renversements diplomatiques de notre époque.

De ce jeu subtil, il nous a paru intéressant de retracer les étapes principales. Non point dans un simple souci d'étude rétrospective, mais pour marquer les positions prises et dégager des événements de cette année troublée quelques leçons essentielles.

■

POLOGNE ET LITHUANIE

Le 17 mars 1938, la Pologne adressait à la Lithuanie un ultimatum qui allait dénouer en moins de quarante-huit heures un conflit vieux de dix-huit ans et, de tous les litiges nés de la guerre, supprimer l'un des plus embrouillés et des plus complexes.

Pourquoi cet ultimatum? Pourquoi cette hâte soudaine à liquider une querelle qui durait depuis si longtemps et qui aurait pu attendre encore sa solution? C'est à ces questions que nous tenterons d'abord de répondre.

Le conflit polono-lithuanien fut officiellement ouvert, le 23 mars 1923, lorsque la Conférence des Ambassadeurs décida, en dépit des protestations de la Lithuanie, que Wilno, occupée en 1920 par les troupes du général Zeligowski, resterait polonaise. Pendant quinze ans, la Lithuanie se refusa à admettre la perte de cette ville et bouda sur une ligne de poteaux à laquelle elle refusa obstinément le nom de frontière, pour ne lui laisser que celui de « ligne administrative » qui n'engageait point l'avenir. C'est en vain que la Pologne essaya d'obtenir la reconnaissance du statut de Wilno par la Lithuanie.

C'est en vain qu'en 1934, après le coup d'État manqué de Waldemaras, Pilsudski envoya à Kaunas le colonel Prystor, l'un de ses hommes de confiance, pour s'entretenir directement avec les vainqueurs de juin, MM. Smetona et Tubelis. C'est en vain que quelques mois après, M. Mühlstein, alors ministre plénipotentiaire à Paris, se rendit en mission spéciale à Kaunas, que M. Beck lui-même eut à Genève en 1935 une entrevue avec M. Klimas, ministre de Lithuanie à Paris, et qu'enfin, au mois de février dernier, de nouvelles tentatives furent faites auprès de l'abbé Mironas, l'actuel président du Conseil.

De savants calculs politiques inspiraient la résistance des Lithuaniens. Les dirigeants de Kaunas entretenaient systématiquement le différend de Wilno, à seule fin d'élever les jeunes générations dans la haine de la Pologne. Comprenant, en effet, qu'un jour ou l'autre il leur faudrait bien accepter de rouvrir la frontière et qu'alors la masse lithuanienne, profondément polonisée depuis l'union du grand-duché et du royaume, subirait fort mal l'assaut des influences polonaises, ils désiraient former une jeunesse passionnément nationaliste, capable de résister plus tard à cet assaut inévitable.

La première conséquence de cette intransigeance fut que la Lithuanie, dressée contre sa voisine du sud, fermée à toute influence polonaise, devint de bonne heure un jouet entre l'Allemagne et l'U.R.S.S.

Du temps de Waldemaras, les relations entre la Lithuanie et le Reich furent très étroites. Le Reich en profita pour développer ses positions à Memel (Klaipeda). La tentative de putsch des nazis de Memel provoqua cependant, en 1934, une grave crise et le Gouvernement de Kaunas n'eut alors d'autre ressource que de se tourner vers Moscou. Ne redoutant guère les effets de la propagande communiste sur sa population profondément religieuse et peu accessible à l'idéologie soviétique, la Lithuanie fut ainsi conduite à une étroite association avec Moscou.

Contenue derrière la « ligne administrative », véritable muraille de Chine, la Pologne dut assister impuissante au développement de la rivalité germano-soviétique dans le champ clos lithuanien. Elle se méfiait également des menées

du Reich et des menées de l'U.R.S.S. Les premières visaient Memel et tendaient aussi à créer en Lithuanie des positions de départ en vue d'une action future dans les pays baltes ou contre la Pologne. Les agissements soviétiques n'étaient pas plus innocents. Ils consistaient à barrer à la Pologne le chemin de la Baltique orientale, vers laquelle l'U.R.S.S. s'est toujours sentie attirée, à conserver la Lithuanie comme sphère d'influence, et à faire de ce pays un allié et si possible un vassal. C'est précisément pour faciliter la réalisation de ce plan que le Gouvernement soviétique encouragea en plusieurs occasions la Lithuanie dans son esprit de résistance aux tentatives de conciliation de la Pologne et qu'il devait notamment faire échouer celle de février dernier.

Nous voici en mars 1938. La crise autrichienne se précipite. Le 11 mars, le chancelier Hitler envoie son ultimatum à Vienne. Le 13, l'Anschluss est réalisé. L'Allemagne vient de franchir une étape que sans doute l'on savait inévitable, mais dont nul n'avait prévu que le Reich la brûlerait avec autant d'aisance et de rapidité.

Les dirigeants polonais n'ont pas été longs à tirer la leçon de l'événement. Ils se sont vite rendu compte que le dynamisme allemand, après avoir triomphé à Vienne, ne pourrait très longtemps se satisfaire de ce succès et que les efforts du Reich se porteraient immanquablement vers d'autres points. Ils ont certainement pensé à Prague, aux Sudètes ; mais aussi à Kaunas, à Memel. Ils ont estimé que la Lithuanie, isolée derrière sa frontière méridionale, tiraillée entre l'Allemagne et l'U.R.S.S., sans aucun contrepoids au sud, pourrait devenir un jour pour M. Hitler une proie singulièrement tentante. Ils ont pensé que l'ouverture de la frontière et l'établissement de relations diplomatiques normales avec Kaunas, en permettant à la Pologne d'attirer la Lithuanie dans la zone de ses influences, rendrait moins aisée une entreprise allemande dans la Baltique. Les circonstances leur furent « providentiellement » favorables.

Car le 11 mars, le jour même où le chancelier Hitler envoyait à Vienne son ultimatum, un soldat polonais était tombé sous les balles d'un garde lithuanien, à Trasnykaï, à proximité de la ligne administrative. Incident sérieux certes, mais

guère plus grave que ceux qui avaient à plusieurs reprises, au cours des années précédentes, ensanglanté le *no man's land* polono-lithuanien. La Lithuanie suggéra la mise en œuvre de la procédure de conciliation qui avait toujours été appliquée avec succès dans des circonstances analogues. La Pologne refusa. Lorsque, le 14 mars, M. Beck arriva à Varsovie, venant de Rome, l'incident du 11 mars s'offrait toujours à lui comme un magnifique prétexte. Sa décision fut vite prise et promptement appliquée. Le 17 mars, une note polonaise en forme d'ultimatum était adressée à Kaunas. Elle demandait l'établissement immédiat de relations diplomatiques entre les deux pays et des facilités de communication à travers la frontière pour le personnel des nouvelles légations. Elle menaçait la Lithuanie d'une action énergique pour le cas où il ne serait pas fait droit dans les quarante-huit heures aux demandes polonaises. Le 19 mars, les conditions de la Pologne étaient acceptées et la Diète lithuanienne, réunie d'urgence, devait reconnaître « l'obligation dans laquelle le ministère s'était trouvé d'accepter l'ultimatum ».

Événement considérable si l'on veut bien ne pas le considérer comme un simple accident survenu dans l'histoire des relations polono-lithuaniennes, et en examiner plutôt les incidences sur l'avenir de l'équilibre politique dans la Baltique.

Au début de 1938, l'Esthonie était depuis fort longtemps déjà pour la Pologne mieux qu'une amie : une cliente. Les rapports polono-lettons étaient en bonne voie d'amélioration. Néanmoins, la politique polonaise dans la Baltique se heurtait à de sérieuses difficultés du fait de l'existence d'une Entente balte, groupant l'Esthonie, la Lettonie, et la Lithuanie. La Pologne n'avait, en effet, aucun moyen de s'agréger à ce bloc, à cause du problème de Wilno. Riga et Tallinn avaient obtenu sans doute que ce problème — tout comme celui de Memel, d'ailleurs — fût reconnu problème « spécial » et réservé, ce qui signifiait qu'il ne pouvait, en aucun cas, entraîner les deux États alliés de la Lithuanie dans une politique hostile à la Pologne. Mais en s'unissant à la Lithuanie en vue d'une politique de coopération générale, la Lettonie et l'Esthonie s'étaient interdit de favoriser la politique baltique de la Pologne.

L'ultimatum du 17 mars a fait tomber cet obstacle. Désormais, l'Entente balte n'est plus pour la Pologne un système fermé, inaccessible. Dans les trois capitales baltes, la diplomatie polonaise peut aisément se faire entendre et travailler utilement à déjouer les menées allemandes et les menées russes.

Il ne faut pas oublier que les Baltes sont placés à l'égard du Reich et de l'U.R.S.S. dans une situation géographique analogue à celle de la Pologne, et qu'il est souhaitable pour cette dernière d'étayer sur le front de sécurité qui la couvre au nord, leur politique d'équilibre et d'indépendance à l'est comme à l'ouest. Ce à quoi la diplomatie polonaise ne manque pas. Réussira-t-elle à donner quelque consistance au plan de collaboration et de solidarité nordique imaginé jadis par Pilsudski? Peut-être. Un fait demeure en tout cas, c'est que dans le nord-est de l'Europe la partie pour Varsovie, grâce à la réconciliation polono-lithuanienne, se présente désormais sous des auspices moins défavorables qu'il y a un an.

■

LA POLOGNE ET LA CRISE TCHÉCOSLOVAQUE

La Pologne qui, au cours des semaines dramatiques de septembre, avait surveillé avec vigilance les développements de la crise tchécoslovaque, a pris ensuite au dénouement de cette crise, après Munich, une part prépondérante. La poussée allemande vers la Bohême risquait de déchaîner une guerre européenne, à laquelle elle n'aurait certainement pu rester étrangère. Elle menaçait de plus les frontières d'un État à l'égard duquel la Pologne avait à faire valoir, elle aussi, des revendications d'ordre territorial.

Il y avait donc pour Varsovie deux problèmes distincts : celui de la paix et de la guerre et celui du statut futur de la Tchécoslovaquie, l'un prenant le pas sur l'autre suivant les circonstances.

Lorsqu'à la fin du mois d'août apparurent les signes avant-coureurs de la crise européenne, Varsovie regarda vers Paris et vers Londres plutôt que vers Berlin. L'intérêt nouveau porté par la Grande-Bretagne à la solution du problème tchécoslo-

vaque laissait prévoir que, dans le cas d'un conflit, le Gouvernement britannique agirait en étroite liaison avec la France. Les chefs responsables de la politique polonaise envisageaient certainement à ce moment-là — sans le dire — la possibilité de coopérer avec le bloc franco-anglais, considéré par eux comme plus puissant que l'axe germano-italien.

Après le voyage de M. Neville Chamberlain à Berchtesgaden, la France et l'Angleterre commencèrent à considérer sérieusement l'éventualité d'un rattachement des pays sudètes au Reich. Le péril d'une conflagration européenne s'éloignait. Varsovie revint aussitôt à ses préoccupations relatives à Teschen. Dès la fin du mois de mai, M. Beck avait fait savoir aux Gouvernements français et anglais que, dans sa pensée, Teschen devrait recevoir un traitement en tout point semblable à celui qui pourrait être accordé à la minorité allemande : autonomie de Teschen pour autonomie des pays sudètes, plébiscite pour plébiscite, cession pour cession. Le 17 septembre, la question de Teschen était posée à nouveau par M. Lukasiewicz à Paris et par le comte Raczynski à Londres. Le 21 septembre, deux notes identiques annonçaient aux Gouvernements français et anglais que la Pologne maintenait son point de vue. En même temps, le ministre de Pologne à Prague signifiait au Gouvernement tchécoslovaque la dénonciation de l'accord de 1925, relatif à la situation de la minorité de Teschen, et des troupes étaient concentrées à la frontière polono-tchécoslovaque. M. Bénès répondit en adressant au président de la République polonaise, M. Moscicki, une lettre personnelle dans laquelle, soucieux de ne pas compliquer une situation déjà dramatique, le chef de l'État tchécoslovaque se résignait à envisager la cession du territoire de Teschen à la Pologne.

Cependant, à Godesberg, le chancelier Hitler, allant au delà du plan de Berchtesgaden, menaçait d'intervenir militairement et, dans son mémorandum du 23 septembre, il exposait des exigences nouvelles en présence desquelles la France et la Grande-Bretagne, après avoir conseillé à Prague de mobiliser, se concertaient en vue d'éventualités extrêmes.

M. Beck entrevit alors à nouveau la possibilité d'un conflit généralisé. Le Gouvernement soviétique venait de lui faire

tenir une note qui l'avertissait qu'en cas d'intervention militaire polonaise en Slovaquie, l'U.R.S.S. se verrait contrainte de dénoncer immédiatement le pacte de non-agression polono-soviétique. On apprenait enfin, à Varsovie, l'accélération des préparatifs militaires de la France. Le Gouvernement polonais, ajournant alors ses projets d'intervention armée à Teschen, accepta de négocier avec Prague sans plus fixer de délai limite.

Cette volte-face a été démentie à Varsovie. Mais la date de ce démenti lui enlève toute valeur : le Gouvernement polonais venait, en effet, d'apprendre qu'une conférence à quatre aurait lieu à Munich. Il ne risquait pas grand'chose à qualifier d'invention pure et simple la nouvelle de sa démarche conciliante à Prague.

La suite des événements allait, du reste, montrer à quel point l'attitude de Varsovie se réglait, en ces heures tragiques, sur celles de la France et de l'Angleterre. La Pologne qui, chaque fois que Paris et Londres avaient fait preuve de fermeté, s'était montrée moins intransigeante à l'égard de Prague, fit volte-face à nouveau lorsqu'à Munich M. Chamberlain et M. Daladier, pour éviter une catastrophe européenne, acceptèrent de mettre leur signature au bas d'un acte qui consacrait le démembrement de la Tchécoslovaquie. Bien que les quatre signataires se fussent mis d'accord sur les modalités d'un règlement du problème minoritaire polonais et hongrois en Tchécoslovaquie, M. Beck envoya, dans la nuit du 29 au 30 septembre, à Prague, un ultimatum qui expirait le 30, à 14 heures, et exigeait le consentement de la Tchécoslovaquie à l'occupation militaire de la Silésie, de Teschen et de plusieurs autres territoires à population mixte, l'opération devant — tout comme l'occupation du pays sudète par les troupes allemandes — prendre fin le 10 octobre.

Les démarches effectuées, le 30 septembre, à Varsovie par les représentants de la France, de l'Angleterre et de l'U.R.S.S. se heurtèrent à une fin de non-recevoir catégorique : Prague dut capituler.

L'ultimatum polonais du 30 septembre s'explique sans peine, s'il s'excuse difficilement. Dès l'instant que l'Europe s'inclinait devant le fait accompli, se bornait à prendre acte de la

nouvelle victoire remportée par l'Allemagne, la Pologne considéra qu'il ne lui restait plus qu'à se jeter sur Teschen et à prendre sa part de Tchécoslovaquie, plutôt que de s'exposer, pour obtenir satisfaction, à d'onéreux marchandages.

■

LE NOUVEAU PROBLÈME POLONO-ALLEMAND

Le remaniement territorial qui s'est accompli en Europe centrale, en faisant tomber le barrage de Bohême, a marqué incontestablement pour l'Allemagne une très grande victoire. Voici le Reich parvenu aux portes de l'Europe méridionale, plus attirante pour lui que les froides plaines baltiques. Le voici à un carrefour de routes dont l'une conduit directement vers le riche pays ukrainien, vers la mer Noire, et plus loin, vers la Caspienne et les pétroles de Bakou.

C'est justement pour fermer cette route par trop commode qu'au lendemain de Munich, la Pologne, toujours réaliste, revendiqua pour la Hongrie la Ruthénie subcarpathique, ce qui revenait à demander l'établissement d'une frontière commune polono-hongroise.

L'opposition du chancelier Hitler à ce projet fut irréductible. L'arbitrage de Vienne, le 2 novembre, consacra le partage de la Ruthénie subcarpathique entre la Hongrie et la Tchécoslovaquie. L'intention de M. Hitler était donc de réserver au Reich une sortie vers l'Ukraine. Mais l'arbitrage germano-italien avait une signification plus précise, plus redoutable. Il créait, sur le versant sud des Carpathes qui forment la frontière méridionale de la Pologne, une province autonome : l'Ukraine carpathique, ayant sa capitale à Chust. Pour la première fois dans l'histoire de l'Europe, un groupe ethnique ukrainien acquérait une manière d'indépendance à proximité des masses ukrainiennes de Pologne et d'U.R.S.S..

M. L. Gabriel-Robinet a récemment montré, ici même [1], que cette province était de nature à devenir un foyer fort dangereux d'irrédentisme ukrainien. Comment ne pas croire, en effet, que les six cent mille Ukrainiens qui vivent dans la nouvelle province, sous l'égide d'un gouvernement autonome,

1. Dans la *Revue de Paris* du 1er décembre 1938.

rattaché au Gouvernement central de Prague, ne deviendront pas fatalement, pour leurs frères de Galicie orientale et d'U.R.S.S., un exemple en même temps qu'un attrait? L'expression de « Piémont ukrainien », qui a été appliquée à l'Ukraine carpathique, est singulièrement éloquente.

Sans doute la réalisation d'une grande Ukraine indépendante appelée à devenir un état client et fournisseur du Reich ne se présente pas comme une entreprise aisée. Il ne semble pas que M. Hitler songe sérieusement à annexer les pays ukrainiens — ce qui supposerait une grande aventure militaire — et à incorporer ainsi à la Grande Allemagne des populations non germaniques. Il pencherait plutôt vers des procédés indirects, moins dangereux pour Berlin. Il songerait notamment à encourager le mouvement irrédentiste ukrainien en Pologne et en U.R.S.S. C'est à une préoccupation de ce genre que répond la création d'un consulat d'Allemagne à Chust et l'envoi dans la nouvelle capitale d'un conseiller militaire allemand.

Or, il est certain que la Pologne et l'U.R.S.S., qui sont également intéressées au maintien du *statu quo* ukrainien, opposeront à toute tentative de soulèvement une résistance farouche. Il y a des précédents. En 1930, l'Allemagne fomenta une explosion d'actes terroristes en Galicie orientale. La répression fut féroce et l'aventure se termina dans le sang. Comment supposer que Varsovie ferait aujourd'hui preuve de moins d'énergie, aurait un sens moins aigu de ses intérêts? Comment croire que l'U.R.S.S. ne fera pas l'impossible pour empêcher tout soulèvement en Ukraine russe et garder, en même temps que ses plus riches provinces, l'accès à la mer Noire?

Il n'en reste pas moins qu'une campagne se développe depuis quelques semaines en Ukraine carpathique, en U.R.S.S. (incidents de Kiev), en Pologne (dépôt, à la Diète de Varsovie, d'une motion résolument autonomiste du groupe parlementaire ukrainien) qui montre assez que le péril n'est pas imaginaire.

Pour y parer, la Pologne a pris une remarquable initiative qui est une réponse directe au renforcement de la puissance allemande et qui tend à rétablir l'équilibre oriental que les

succès récents du Reich ont déjà sérieusement compromis.

A l'origine, le pacte de non-agression polono-allemand avait été conçu comme une assurance contre Moscou, le pacte polono-soviétique comme une assurance contre Berlin. La politique de rapprochement avec le Reich, que M. Beck a pratiquée de 1934 à 1938 et à laquelle il a sacrifié notamment les armes politiques que lui donnait à Dantzig le statut de la Ville Libre, a faussé tout le système. Et la Pologne s'aperçoit soudain que l'assurance contre Berlin doit jouer de toute urgence. Ainsi s'explique le renversement tactique accompli le 27 novembre. Devant le Reich puissamment réarmé et dynamique, auquel l'U.R.S.S., en proie à de graves déchirements intérieurs, ne peut faire contrepoids à l'est, la Pologne n'hésite plus. Reportons-nous au communiqué que les Gouvernements de Varsovie et de Moscou ont publié simultanément le 27 novembre. Il y est dit que « toutes les conventions polono-soviétiques existantes, y compris le pacte de 1932, demeurent *dans toute leur étendue* la base des relations entre la Pologne et l'U.R.S.S. » et que « ce pacte présente une base suffisamment large pour garantir l'intangibilité des relations pacifiques entre les deux pays ». A la publication de ce communiqué a fait suite l'ouverture de négociations commerciales entre la Pologne et l'U.R.S.S. Et les journaux des deux pays, après s'être mutuellement injuriés pendant cinq ans, ont brusquement adopté un ton courtois, presque amical. Retournement significatif !

Il nous reste à dégager de cet ensemble de manœuvres complexes et souvent déroutantes, par lesquelles la diplomatie polonaise a essayé d'exploiter à son avantage les développements de la situation internationale en 1938, les enseignements qu'elles peuvent comporter.

Au mois de mars 1938, la Pologne a répondu à l'Anschluss par un geste sans doute inélégant, mais défendable. Il ne s'agissait pas, comme on l'a prétendu, de préparer un échange ultérieur entre le corridor et Memel. Gdynia, grand port polonais et grand port baltique, a pour la Pologne la valeur d'un symbole, et les Polonais n'y renonceront jamais, même pour des compensations substantielles — que Memel ne leur apporterait d'ailleurs pas. Nous avons tenté de démontrer qu'en met-

tant fin à la querelle polono-lithuanienne, la Pologne a surtout songé à appuyer la Lithuanie dans sa résistance aux menées allemandes. Jusqu'à ce jour, les événements ont donné raison à M. Beck. Le chancelier Hitler ne paraît nullement disposé à brusquer les choses à Memel. Il lui suffit d'y voir flotter — comme à Dantzig — les drapeaux à croix gammée. Il lui suffit d'y entretenir l'agitation tout en prenant garde de ne pas la porter à un diapason dangereux. Calcul et menace de sa part? Sans nul doute. Mais peut-être aussi hésitation.

Il en va tout autrement au sud-est des frontières de la Grande Allemagne. En octobre 1938, la Pologne a répondu à l'annexion des pays sudètes par un ultimatum à Prague et l'annexion de Teschen. Mais ce geste n'a rien résolu.

La possession des districts riverains de l'Olza n'ajoute rien à la puissance polonaise, et l'initiative du 30 septembre, pas plus que l'occupation brusquée de la ville de Bohumin, que le Reich revendiquait pour lui, n'a intimidé l'Allemagne au point de lui enlever toute envie de s'en prendre un jour à la Pologne.

Par contre, en liquidant par la force une question minoritaire, la Pologne, qui compte sur son territoire près d'un million d'Allemands, a créé un précédent qui pourrait un jour ou l'autre se retourner contre elle, et dont le souvenir rendrait en tout cas bien malaisée la tâche de ses amis les mieux intentionnés.

M. Beck eût sans doute été mieux inspiré si, au lieu d'observer en septembre une attitude équivoque et un silence coupable, il avait, moyennant un arrangement amiable dans l'affaire de Teschen, opéré vers Prague la volte-face qu'on lui demandait depuis longtemps d'accomplir. Il n'ignorait pas qu'un système Pologne-Tchécoslovaquie aurait offert une valeur stratégique de premier ordre et opposé une puissance de résistance incontestée aux efforts allemands.

Pour avoir voulu ménager trop de choses à la fois, pour avoir voulu jouer sur tous les tableaux en même temps, avec le souci assez vain de préserver l'indépendance diplomatique et le prestige de son pays, M. Beck se trouve replacé aujourd'hui, en dépit de tous ses efforts, devant le problème alle-

mand. Mais cette fois, le partenaire ne fait plus montre de cet esprit de conciliation que lui imposait sa faiblesse en 1934, lors de la signature du pacte germano-polonais. Il a grandi en force et en appétit et, pour l'arrêter, il est à craindre qu'il ne faille payer de plus en plus cher.

ROGER MASSIP

BLANCHE[1]

HENRI s'était dressé devant elle et il la regardait, comme si elle eût fait quelque chose de très mal, d'impardonnable. Blanche lui donnait l'impression que cette faute avait tout changé, tout bouleversé entre eux deux. Elle rougit, mais au lieu de chercher à le rassurer, elle se sentit devenir dure envers lui, ainsi que cela s'était déjà produit la première fois qu'il lui avait parlé de Pierre.

— Je parie, dit-il, que vous y pensez encore à l'heure qu'il est ; tenez, même à présent, malgré que je suis là, j'en suis certain.

— Non, c'est pas vrai, j'y pense jamais, et ça m'intéresse même pas de savoir ce qu'il est devenu.

— Si c'était comme ça, vous auriez pas une si grande crainte qu'on vous en parle, et vous me diriez ce que vous avez fait ensemble. Dites-le donc.

Blanche répondit :

— J'ai jamais parlé de ça à personne, je me suis pas non plus occupée de ce que les gens en ont raconté. Qu'est-ce que ça pouvait bien me faire, ce qu'y disaient ? C'était toujours bien pas la vérité, et moi je voulais pas non plus en parler à Simone, parce que ça m'aurait fait trop de peine à ce moment-là.

Henri se laissa retomber dans l'herbe.

1. Voir la *Revue de Paris* des 1er et 15 décembre 1938 et 1er janvier 1939.

— Vous voyez bien, dit-il, que vous le regrettez, que vous pensez toujours à lui.

— Non, je le regrette pas, et je pense plus jamais à lui.

— En ce cas-là, pourquoi que vous voulez pas me dire ce qui s'est passé au juste entre vous deux?

— Un jour, il est venu me dire qu'y s'en allait, voilà tout.

— Oui, mais y a pas eu que cela, c'est pas la peine de me dire des mensonges à présent.

— Non, y a pas eu que cela, vous le savez bien, et je vous dis pas de mensonges.

Alors Henri se dressa de nouveau devant elle. Cette fois, il la saisit par les deux bras et, la tenant serrée entre lui-même et le tronc de l'arbre, il reprit :

— Maintenant, vous allez tout me dire, parce que je veux savoir, vous m'entendez?

Mais, en voyant les yeux affolés de Blanche, il comprit qu'il lui faisait peur et qu'elle ne pouvait pas répondre. « Non, je veux pas vous raconter ça à vous, pas à vous, c'est pas possible », semblaient dire les yeux noirs de la jeune fille. Mais Henri ne pouvait plus s'empêcher de lui faire du mal. Ce qui lui importait tant, c'était que Blanche lui dît qu'elle n'aimait plus Pierre, qu'elle ne se donnerait point à lui s'il revenait, qu'elle ne serait pas même émue par sa présence. Il voulait être certain de cela, et qu'elle l'en assurât elle-même.

— Vous auriez pas si peur de moi, Blanche, si l'autre comptait pas encore pour vous. Moi, je vous ai jamais rien demandé de plus que de vous tenir un peu comme ça dans mes bras. Mais vous voulez jamais y rester longtemps, parce que c'est moi, tandis qu'avec lui...

Blanche ne répondait plus, elle cherchait seulement à se dégager.

— Non, restez comme ça, je veux d'abord que vous me répondiez.

Et il la secouait un peu.

— Je veux pas en parler, j'ai rien à en dire.

— Puisque c'est ça, je vas m'en retourner tout de suite, fit-il en la relâchant.

Il se leva, ramassa sa bicyclette et partit. Ce fut si vite arrivé que Blanche n'eut pas le temps de faire un geste pour le retenir.

Restée seule, elle se demanda d'où tout cela était venu. Pourquoi ce qui était mort dans son cœur ressuscitait-il dans celui d'autrui? Pourquoi Henri s'agitait-il à propos de ce qui ne la tourmentait plus depuis si longtemps? Elle demeura assise au même endroit, espérant jusqu'au soir qu'Henri reviendrait; mais il n'en fut rien, et quand l'heure arriva, il fallut partir aussi. Depuis longtemps elle ne connaissait plus ce poids, ce dégoût, ce trouble que l'on éprouve quand les choses du cœur se défont.

Blanche fit tristement son ouvrage du soir; elle était plus fatiguée que de coutume et sa besogne lui semblait vaine. Après le souper, elle sortit un moment, pour faire comme les maîtres qui prenaient le frais sur le pas de la porte, car la nuit était calme et très belle. La jeune fille ne s'assit point avec les fermiers; elle alla s'étendre sur le chemin, du côté des meules. Ainsi elle serait bien tranquille, bien seule, comme elle le désirait. Jamais plus il ne lui arrivait de s'éloigner après le dîner; à peine sa tâche finie, elle se mettait au lit, surtout depuis qu'elle se sentait moins résistante. Mais, ce soir, elle n'aurait pu dormir, ni même se reposer; elle était trop inquiète de ce qui s'était passé dans l'après-midi. Blanche n'y pensait pas d'une manière bien précise, mais elle était comme imprégnée des paroles d'Henri. C'était cela qui lui donnait cette envie d'errer dans la campagne. Elle songeait à des chemins, le long du champ de blé; elle eût aimé les suivre, l'un d'eux surtout qui était si sablonneux et qui s'en allait du côté du couchant. Un jour, elle s'y était perdue. Comme il était loin, ce dimanche après-midi, où elle s'était sauvée des Maisons Rouges pour aller voir Simone!

Pourquoi tant d'événements du passé lui revenaient-ils ce soir? On eût dit qu'ils se trouvaient là soudain, comme pour la soutenir, comme pour former un rempart contre sa nouvelle peine. Blanche s'étendit dans l'herbe morte et, tandis qu'elle regardait les étoiles dans le ciel sombre, il se fit en elle un calme extraordinaire. Tout ce qui d'habitude pesait si lourd dans sa mémoire, devint léger, bienfaisant; Simone, sœur

Marguerite, Henri, même Pierre, surgirent dans son esprit. Leur présence la pénétrait de douceur, abolissait les obstacles entre elle et eux. Blanche ne sentait plus ses remords envers sœur Marguerite. Avec Simone, rien n'était changé au fond ; qu'importait qu'elle fût mariée et qu'elle ne la vît presque plus? Leur enfance restait la même, et rien ne pouvait être retranché à leur amitié de ce temps-là. Henri l'avait aimée, il avait été heureux d'être avec elle, de lui parler, de l'embrasser ; il ne fallait pas non plus compter cela pour rien, même si c'était fini maintenant. Pierre l'avait fait souffrir beaucoup, mais c'était passé ; il ne lui manquait pas, et elle avait la certitude que cette peine n'avait pas été en vain. Ainsi, brusquement, l'évocation de tous ces êtres, au lieu de tirailler son âme en tous sens, de l'obscurcir, l'éclairait au contraire. Malgré les apparences, rien n'avait été en trop, rien n'avait manqué ; la vie était telle, elle avait son harmonie profonde, et il suffisait d'un moment comme celui-là, un moment de paix, de silence, pour s'en rendre compte. Que de jours passés dans le noir, dans la douleur, devenaient maintenant incompréhensibles pour Blanche ! Pourquoi avoir tant souffert avant, alors qu'en cet instant où elle s'attendait à être malheureuse encore une fois, ses sentiments s'orientaient autrement? Henri ne reviendrait plus, mais Pierre et Simone en avaient bien fait autant, et elle avait pu le supporter. N'était-ce pas plus simple de ne tenir à rien, de flotter doucement, comme ce soir, dans les souvenirs?

La terre était chaude sous elle, et Blanche finit par s'endormir. Ce fut la fraîcheur de minuit qui la réveilla.

Le lendemain, dès l'aube, on commença les moissons. Tout le monde fut debout avant le jour et, tandis que les hommes partaient les premiers pour faire les passages autour des champs, les femmes se hâtaient de finir leur ouvrage à la maison, afin d'aller les rejoindre. Blanche fut heureuse d'être seule pour traire les vaches. Si André eût été là, il eût fallu parler avec lui, et elle n'en avait pas le courage. Son état d'esprit si bienfaisant de la veille l'avait quittée, et elle se trouvait à nouveau sans énergie devant la journée à commencer.

En ramassant, près de la porte de la maison où le maître

les avait laissés pour elle, la faucille et le rateau, Blanche pensa au repos éternel. Elle aurait voulu y tomber à l'instant, afin que s'arrêtât là son existence pesante. Elle imaginait l'autre vie pleine d'ombre, de fraîcheur. « La Mère de Dieu posera sur moi sa main de miséricorde, et j'entrerai dans le royaume bienheureux. J'oublierai tout, je connaîtrai la vraie délivrance. » La souffrance avait enlevé à Blanche le sentiment de ses fautes envers Dieu. Elle éprouvait au contraire une grande confiance en Lui, sans doute parce qu'elle n'avait pas été épargnée en ce bas monde.

Tandis qu'elle gagnait les champs, devant elle, au-dessus des blés, dans la lumière rose, le soleil s'élevait. Déjà l'on entendait le ronronnement des faucheuses, et l'on voyait les grandes ailes frôler en tournant les lourds épis. Blanche se mit à javeler derrière André ; il avait une grande avance sur elle, car il travaillait depuis une heure déjà quand la jeune fille arriva. Il s'arrêta une seconde pour la voir prendre son travail, puis il se remit à faucher sans avoir rien dit. La maîtresse aussi les rejoignit ; elle entreprit sa tâche sans s'occuper de personne, et elle devança bientôt Blanche. Quand la jeune fille se redressait pour mettre sa javelle en place, elle ne voyait de la vieille femme que son large dos, à moitié nu, et ses bras durs, criblés d'égratignures. La maîtresse javelait avec ses mains, sans s'occuper qu'il y eût des chardons ou non. Elle travaillait sans lever la tête une seconde et, le moment venu, elle partait préparer les repas sans avertir les autres. Tout le monde se taisait du reste ; de temps en temps seulement, l'un ou l'autre des faucheurs se retournait, pour se rendre compte du chemin parcouru ; ou bien, en aiguisant sa faux, il se reposait un peu, le coude appuyé au manche de son outil.

Blanche n'avançait pas très vite, mais elle tenait longtemps à la tâche et elle mettait toujours tant de conscience dans ce qu'elle faisait que les maîtres ne lui adressaient jamais aucun reproche. Souvent même, le maître et ses fils avaient des égards pour elle, quand elle travaillait avec eux : « Va aider la Blanche un petit moment, toi, André », disait le fermier, quand il s'apercevait qu'elle perdait trop de terrain.

A midi, chacun rangea son outil dans la haie, et s'en

alla déjeuner. Blanche n'avait pas faim et, au lieu de faire le chemin jusqu'à la ferme, elle aurait préféré s'étendre sous un gros châtaignier qui se trouvait là, et s'y reposer en attendant le retour des moissonneurs. De cette façon, elle eût dormi deux heures, ce qui l'eût aidée à finir plus aisément la journée ; mais elle n'osa avouer sa fatigue. Pendant les gros travaux de l'été, les femmes laissaient là les soins du ménage pour faire la sieste. Blanche en profita pour sortir, sitôt que les autres quittèrent la table. Elle se dirigea vers le jardin, où elle s'allongea sous un prunier. Personne ne penserait à venir s'installer là, parce que l'ombre des arbres fruitiers y était trop maigre ; ainsi elle était bien sûre de n'être pas dérangée. Elle s'endormit tout de suite, bien que la terre fût brûlante ; au dernier moment, elle sentit avec délices que le sommeil la gagnait. Son visage, posé sur son bras replié, s'immobilisa, se calma ; il s'y fit une sorte de vide, et des taches d'ombre et de lumière se succédèrent sur sa joue mate. Ses mains lasses reposaient dépliées dans l'herbe sèche. Une heure après, la voix d'André qui l'appelait l'éveilla. Elle fit avec les bras, en essayant de se lever, trois ou quatre grands gestes incertains qui la firent retomber, tant elle se sentait lourde.

— Oh ! comme je dormais bien ! dit-elle avec regret, en cherchant des yeux celui qui l'avait tirée de ce bienfaisant oubli.

Elle vit André debout près de la barrière ; il n'était point entré dans le jardin, mais il la regardait de loin. La jeune fille fut prise d'inquiétude à l'idée d'avoir montré son accablement. Ce n'était point ni le corps, ni les vêtements de Blanche que le jeune homme scrutait ainsi, c'était son visage ; et en le voyant, malgré lui, il s'était arrêté. Blanche aurait bien voulu se remettre debout sans effort, mais ce fut impossible, et elle dut accrocher ses mains affaiblies au tronc de l'arbre. Ensuite elle chercha ses sabots, qu'elle avait perdus en dormant ; ils se trouvaient juste devant elle, et elle ne les voyait pas.

— On dirait que vous êtes lasse aujourd'hui, dit enfin André.

— Oui, dit-elle, je crois bien que je suis lasse.

Ils s'en allèrent sur le petit chemin plein de lumière.

Blanche marchait la première, et à la voir avancer si lourde, si silencieuse, son compagnon pensa tout de suite qu'il avait dû se passer quelque chose entre elle et Henri. Tout le monde savait maintenant que le jeune fermier des Aubris venait voir Blanche et qu'il y tenait au point de n'écouter personne, lorsqu'on tentait de l'en détourner. « C'est malheureux ça quand même, un garçon qu'a tout pour lui, aller trouver une fille pareille ! », disait-on. Ces propos faisaient souffrir André, et il espérait bien qu'Henri saurait triompher de la malveillance. André aurait voulu demander à Blanche la raison de sa tristesse, mais elle paraissait tellement absente qu'il ne l'osait. Elle marchait la tête penchée en avant, de sorte que sous le chapeau de paille il voyait ses cheveux noirs boucler tout autour du chignon serré ; ses mains vides pendaient le long de son vêtement sombre. Vraiment, c'était un être étrange que Blanche, pour rester enfermée dans une telle peine, sans éprouver le besoin d'en faire part à qui que ce fût. Jamais elle ne faisait aucun geste violent, jamais elle ne parlait de rien, et pourtant, on avait l'impression que sa vie était bien plus intense que celle des autres. L'amour, dont elle ne parlait pas avec André, elle l'évoquait mieux pour lui que tout ce qu'il avait lu ou entendu à ce sujet.

Pendant que ces pensées roulaient dans la tête d'André, Blanche se demandait simplement si elle arriverait à tenir jusqu'à la fin de la journée. Elle imaginait les longues heures de travail sous le soleil accablant. A deux ou trois reprises, elle buta contre des pierres et faillit tomber. André avait envie de la soutenir par le bras ; elle allait devant lui, si fragile, si fatiguée, c'eût été si simple de se rapprocher d'elle, de lui passer un bras autour des épaules. « Blanche, puisque nous sommes que tous les deux, dites-moi ce que vous avez ; dites-moi si c'est seulement que vous êtes malade ou trop lasse. » Voilà ce qu'il eût aimé lui dire, mais il en fut empêché par une force inconnue. Quand ils furent parvenus au champ autour duquel ils devaient faire les passages, André se contenta de dire, en sortant une bouteille de sa poche :

— Je vas la mettre au frais dans le ruisseau, Blanche, comme ça, si vous avez soif, vous pourrez boire.

Il dit cela gentiment, pour lui faire plaisir et l'encourager

à se mettre au travail. Ils ne s'arrêtèrent qu'à l'heure du goûter, que la maîtresse apporta dans un panier. Elle déposa la collation sous un arbre, puis elle partit plus loin retrouver le maître et Jean. Blanche ne voulut pas manger ; elle préféra s'allonger à l'ombre durant la pause et, tandis qu'André s'installait à côté d'elle, elle se mit à penser à Henri. Elle ne souffrait pas beaucoup ; ses souvenirs, au contraire, étaient empreints de douceur. Le grand champ de blé encore debout derrière elle, le feuillage immobile au-dessus de sa tête, et même le sommeil, vers lequel elle glissait irrésistiblement, ressuscitaient l'image d'Henri dans son esprit. Soudain, elle se secoua.

— Voilà que je vas encore me rendormir, dit-elle en essayant de se mettre debout.

André lui tendit une main, qu'elle ne rendit pas tout de suite, parce que tout s'était mis à tourner autour d'elle. Elle recommença à javeler derrière le jeune homme, et ils continuèrent ainsi jusqu'au soir.

— Ça y est pour aujourd'hui, Blanche, c'est pas trop tôt, n'est-ce pas? dit André quand la nuit fut venue.

— Oh ! non, c'est pas trop tôt, répondit-elle.

Pour le retour à la maison, ce fut le jeune homme qui se chargea de tous les outils, et même du panier à provisions. Blanche ne chercha même pas à prendre sa part du fardeau ; elle se contenta de suivre son compagnon, vaguement heureuse qu'il fût fort et qu'il eût de la sympathie pour elle. La jeune fille fit honneur au repas du soir, ce qui rassura André. D'ailleurs, la maîtresse avait achevé tout le travail dans les étables avant le retour des moissonneurs, si bien qu'après le dîner, il ne restait plus qu'à aller se coucher. Cependant, la nuit était si belle à nouveau que, malgré leur fatigue, ils sortirent tous pour prendre le frais un moment. Blanche retourna du côté des meules, à l'endroit exactement où elle était le soir précédent. Il faisait un tout petit peu moins sombre, cette fois, parce qu'un mince quartier de lune commençait à monter dans le ciel pur. Blanche ne chercha pas à recréer l'état bienheureux qu'elle avait connu la veille, elle n'y pensait même pas, mais elle se sentait calme. Elle crut être étendue sur une surface mouvante, quelque chose de capricieux comme

la mer, et c'était la vie. Elle songeait à son avenir avec indifférence. « Je n'ai besoin de rien, moi, je n'ai pas besoin de vivre autrement que maintenant. Je mourrai quand même une fois, comme tout le monde, ça fait que rien n'a d'importance », se disait-elle, et cette idée lui donnait une grande tranquillité. Elle remettait le bonheur à plus tard, lorsqu'elle aurait quitté ce monde, et ce grand départ ne l'effrayait pas.

Soudain, Tambelle, qui était couchée près d'elle, se mit à gronder tout bas, comme elle le faisait toujours lorsque ceux qui approchaient lui étaient connus. Pour que ceux de la ferme ne s'aperçussent de rien, Blanche enferma aussitôt le museau de la petite chienne dans le creux de sa main.

— C'est vous, Blanche, qui êtes là ? demanda Henri. Il était à deux pas d'elle, sans sa bicyclette.

— Oui, c'est bien moi, fit-elle, et soudain une joie sans nom l'envahit.

Elle se leva et se jeta dans les bras d'Henri.

— Ma petite fille chérie, j'avais tellement peur de pas vous trouver. Si je vous avais pas rencontrée là, sur ce chemin, je serais pas reparti tout de suite, je serais plutôt allé vous chercher jusque dans la cour du domaine.

Blanche se serrait contre lui en pleurant comme une enfant. Il eut des mots doux, profonds, qu'il ne lui avait encore jamais dits. C'était merveilleux qu'il fût là. Une seconde avant, elle n'aurait pu imaginer le miracle de cette tendresse retrouvée. Henri lui tenait la tête dans ses mains, et il disait en tournant vers lui le visage de son amie :

— Ne pleurez pas, Blanche, c'est pas la peine, y nous est rien arrivé.

Ils s'assirent sur le bord du chemin. Henri étendit Blanche sur le sol, puis il s'allongea près d'elle. Ils restèrent ainsi longtemps, serrés l'un contre l'autre, sans rien se dire.

— Blanche chérie, je sens votre bras chaud dans ma main, fit-il tout bas.

Elle ne répondit pas, et il se mit à embrasser tout du long ce bras nu. Blanche sentit qu'il caressait ses épaules. Il l'enveloppait toute de sa voix, chaude comme la nuit...

Minuit était sonné depuis longtemps quand ils se séparèrent.

— Écoute, Blanche, y faut plus qu'on pense ni l'un ni l'autre

à ce qui est arrivé dimanche. Y faut penser plutôt à ce qui vient de se passer maintenant. Pour dimanche, c'est fini ; ça a été un mauvais moment pour moi, j'ai pensé qu'à ça hier toute la journée, et aujourd'hui pareil. Je me disais que je t'avais peut-être fâchée pour toujours. J'aurais pas pu admettre ça, tu sais, j'aurais fait n'importe quoi pour te revoir. Tu entends, Blanche? fit-il, comme elle restait debout, silencieuse, devant lui.

— Oui, j'entends.

— Tu dis rien, pourquoi? Tu regrettes pas ce qui vient de se passer entre nous, au moins?

— Oh ! non, répondit-elle, et il comprit qu'elle était simplement désemparée et très lasse.

— Y vont bien se demander où c'est que je suis à cette heure-là, les maîtres.

— Ça fait rien, t'en inquiète pas. Va te coucher tout de suite. Demain soir je reviendrai, on se retrouvera au même endroit.

Il la tenait tout près de lui, pour qu'elle promît ; et elle le fit sans hésiter.

Le lendemain matin, en se levant, Blanche pensa à sa soirée de la veille. Une fois encore la vie changeait de face. Elle avait été si heureuse de voir Henri revenir; jamais elle n'eût cru qu'elle pourrait l'être autant à cause de lui. Maintenant, voici qu'ils étaient liés l'un à l'autre d'une manière plus profonde. Comme c'était curieusement arrivé, sans qu'ils l'eussent voulu d'avance ni l'un ni l'autre! Pourtant, Blanche était sans inquiétude d'aucune sorte à ce sujet.

A l'aube, en se rendant aux champs avec André, elle remarqua les nuées roses autour du soleil levant, et vit combien la campagne sortait éblouissante et fraîche du repos nocturne. Qu'elle était glorieuse, jeune et belle ! Qu'elle était vaste et familière à la fois ! Dans les champs du Chatelier, le domaine voisin, les moissonneurs attelaient leurs chevaux, et l'on entendit la première faucheuse se mettre en marche. Blanche était habituée à tout cela, et cependant elle en fut émue bien plus que de coutume. Elle fut heureuse de la présence d'André ; il évoquait tout ce qui est jeune, intact, parfait.

A partir de ce moment-là, Blanche et Henri se virent tous

les soirs. Il faisait ce long trajet malgré sa fatigue, et chaque fois, avant de le quitter, il fallait que Blanche lui promît d'être là le lendemain. Sitôt qu'il l'avait près de lui, il la reprenait dans ses bras.

— Je peux pas m'en empêcher, Blanche, je suis fou, disait-il.

Quelquefois, tandis qu'elle l'attendait, assise sur le chemin, non loin de la route, le souvenir de ses caresses donnait à Blanche une sorte d'éloignement pour lui. Elle se sentait lasse, et cette ambiance de passion, dans laquelle Henri la plongeait dès qu'il était là, lui pesait par moments. Mais la présence de son ami, au lieu de l'accabler comme elle l'avait craint, allégeait tout son être. Il y avait entre eux quelque chose qui était plus que du bonheur, plus que des caresses, que des mots ; c'était une sensation étrange de leurs destinées faites l'une pour l'autre. Jamais Blanche, sauf lorsqu'elle l'avait éprouvé elle-même, n'avait vu tant d'intensité, tant de limpidité dans un sentiment ; à cause d'elle, Henri semblait participer sans le savoir à tout ce qui est noble et beau dans la vie. Souvent, en le regardant, en l'écoutant parler, Blanche pensait à sœur Marguerite, ou même à Simone, du temps qu'elles étaient enfants. Oui, Henri évoquait ce qu'elle avait connu de meilleur au monde. Le charme qu'elle découvrait en lui rappelait tous les moments de rêve qu'elle avait vécus, et c'était curieux que ces images d'autrefois eussent maintenant leur place dans la personne d'Henri. Ce que Blanche retrouvait ainsi n'était pas exactement semblable à ce qu'elle avait connu jadis, mais les paroles d'Henri recréaient l'esprit profond du passé. Elle se souvint que son attachement pour Simone était né de cette manière : elle avait eu la sensation d'une source inépuisable de révélations, de richesses.

Henri eut encore des luttes à soutenir pour faire accepter Blanche à sa mère, mais il n'en dit rien à la jeune fille, parce qu'il voulait l'amener aux Aubris sans qu'elle sût qu'on avait essayé par tous les moyens de l'en empêcher. Il n'était pas toujours sûr non plus que Blanche voulût se marier. Parfois elle était curieuse ; on eût dit qu'il ne lui était point nécessaire d'arranger sa vie comme tout le monde. Plutôt que d'avoir à lutter pour changer son existence, Henri devinait que Blanche eût préféré rester telle qu'elle était à présent. Aussi

n'avait-il jamais osé lui parler des Aubris. Autrefois il lui avait dit avec fierté que le domaine lui appartenait ; mais, depuis, malgré le plaisir qu'il eût pris à l'entretenir de sa maison, de ses bêtes, de ses champs, il ne le faisait pas. Pourtant il y tenait, à son bien. Ce n'était qu'un petit domaine au milieu des champs, où le vent froid soufflait fort en hiver, où le grand soleil grillait tout en été, mais pour Henri, nul endroit au monde n'était préférable à celui-là. Nulle part ailleurs, la fraîcheur n'était aussi parfaite que sous son noyer, le long du chemin derrière les écuries. C'était dans ce petit fossé que depuis son enfance, quand il faisait bien chaud, il venait se reposer à l'heure de la sieste. S'il en avait parlé à Blanche, ç'aurait été plutôt pour l'amuser, en lui racontant ses souvenirs de petit garçon dénicheur de nids au printemps. Quant aux avantages qu'il y aurait à devenir un jour la maîtresse des Aubris, Henri sentait que Blanche ne pouvait les comprendre maintenant. Mais il savait qu'en lui disant ce qu'avait été son enfance, il l'intéresserait. Il pouvait lui décrire sa vie avec sa sœur Henriette, quand ils étaient petits, car il se souvenait très bien de mille choses précieuses, délicates, poignantes même maintenant qu'Henriette était morte. Il le fit un jour, et il comprit aussitôt que Blanche était la seule personne à qui il pût confier cette part sacrée de son passé ; car c'était un sentiment sacré aussi qu'il éprouvait pour elle. Seule sa mère était absente de ces récits ; elle avait trop combattu Blanche, pour qu'il pût parler d'elle à son aise. Plus tard, il le ferait, quand tout serait arrangé.

Du reste, il ne se disputait plus avec sa mère à propos de la jeune fille ; il se contentait de lui tenir tête sagement, sachant bien qu'il était le plus fort, et qu'il finirait par avoir raison.

— Vous comprenez, mère, c'est celle-là qui est faite pour moi ; je le sais maintenant, et ni vous ni moi pourrons jamais rien y changer, disait-il.

Il ne perdit courage qu'une fois, et ce fut lors de la dernière tentative que la maîtresse fit contre Blanche. Sa mère et lui étaient encore à table, après le repas du soir qu'ils venaient d'achever. La lampe brûlait entre eux ; dehors il faisait chaud, et, tandis que la maîtresse commençait à rassembler les assiettes, Henri avait dit :

— Je vas partir un petit moment, mais pas pour longtemps.

— Oh ! pas longtemps ! t'appelles ça pas longtemps, toi, quand tu reviens qu'à des onze heures du soir ? Se débaucher comme ça, en pleine semaine, pendant qu'on a tant de travail à la maison ! Comme si tu pouvais pas attendre le dimanche pour courir après cette femme. J'en aurais honte, moi, si j'étais à votre place.

— Écoutez, mère, une fois pour toutes, je veux pas que vous parliez comme ça de Blanche. Si vous la laissiez venir dans notre maison, j'aurais pas besoin d'aller la voir ailleurs. J'aurais pas besoin de courir après, comme vous dites.

Ce soir-là, ils s'étaient fâchés pour de bon ; ils s'étaient dit des choses terribles. A la fin, la cruauté de sa mère et la part de justesse qu'il y avait dans ses reproches accablèrent tellement Henri que, se prenant la tête dans les mains, il s'appuya sur le rebord de la table dans un geste de désespoir. Puis la voix résignée de la vieille femme s'était élevée pour dire :

— C'est pas la peine de pleurer, mon garçon, tu feras comme tu voudras ; moi je veux plus chercher à t'en empêcher, t'auras qu'à l'amener chez nous quand ça te plaira.

Ces mots ne créèrent d'abord que de la tristesse dans l'âme d'Henri, jusqu'à ce que sa mère se mît à pleurer à son tour. Alors, la vieille intimité s'était refaite, et l'on était resté ainsi longtemps, côte à côte, dans un silence de paix. Henri n'était point parti, mais la maîtresse n'avait pas non plus repris sa parole depuis.

Un soir, tandis qu'il l'entourait de son bras, Henri dit tout à coup, en tâtant l'omoplate saillante de Blanche :

— Tu deviens toute maigre, petite, c'est pas que tu serais malade, des fois ?

— Non, je suis pas malade, c'est seulement le travail des moissons qui m'a fait ça. Ça va être bientôt fini, heureusement pour moi. Après, y aura encore la batteuse, et puis tout sera fait, je pourrai me reposer mieux.

— Écoute, Blanche, tu peux pas rester aux Maisons Rouges toute ta vie.

— Et où voudrais-tu donc que j'aille ailleurs? fit-elle.

— Y faudra qu'on se marie, tu le sais bien. J'en ai déjà parlé chez moi. Ma mère n'est pas une mauvaise femme, tu sais, mais je te le dis d'avance, c'est depuis que ma sœur est morte qu'al est changée. Avant c'était différent. Je lui ai dit que tu viendrais la voir dimanche prochain avec moi ; à présent, a t'attend.

— Oh ! non, Henri, je veux pas y aller ; d'abord, j'ai bien trop peur de la déranger.

— T'as pas besoin d'avoir peur, a te veut pas de mal. Faut que tu viennes à la maison, Blanche, sans ça on pourrait pas se marier. Après nos noces, tu seras avec moi, aux Aubris, ce sera ta maison. Tu veux pas être malheureuse avec ma mère, parce que c'est pas une femme à ça, surtout si ça te fait rien de la laisser maîtresse de tout comme avant. Tu sais bien comment que c'est, une vieille femme ; y vaudrait mieux pour elle qu'il y ait point de changement tout de suite. Plus tard, ce sera toujours bien toi qui seras maîtresse.

— Moi, ces choses-là, ça me fait rien, et c'est pas si pressé qu'on s'en occupe, répondit Blanche.

— Peut-être que ça te fait pas plaisir de te marier avec moi ? petite ?

— Si, ça me fait bien plaisir, au contraire.

— Alors, y faut bien que tu viennes voir ma mère avant. Tu connais même pas notre maison, ni nos champs. Tu verras si on est pas bien chez nous. Y a du travail, tu sais, parce que c'est encore assez grand, mais quand y faut on prend du monde pour nous aider.

Ainsi parlait-il, heureux d'évoquer ce qu'il aimait, heureux de créer, enfin, un lien entre sa maison et cette femme si chère. Comme le nom de Blanche, mêlé au leur, grandissait les Aubris pour Henri ! La jeune fille était étendue dans l'herbe, le long du chemin, et sa tête reposait sur les genoux d'Henri qu'il tenait repliés, exprès pour qu'elle fût bien. Elle l'écoutait parler, silencieuse, mais pas complètement attentive, parce qu'elle était trop fatiguée pour faire des projets d'avenir. Sitôt qu'elle essayait d'imaginer ce que serait le lendemain, elle était prise d'appréhension. Quand, par jeu, Henri la soulevait dans ses bras, il disait :

— Ce coup-là, Blanche, tu pèses plus rien du tout, te voilà légère comme une plume.

La jeune fille se sentait devenir malade, mais elle ne voulait pas en parler, par peur de détruire la paix de sa vie présente. Elle se refusait instinctivement à ce qui pouvait survenir de nouveau. Quand elle était seule, elle se disait souvent : « Je mourrai bientôt ». Cette idée ne lui faisait aucune peine ; elle souffrait uniquement du chagrin qu'en aurait Henri.

Blanche promit de se rendre le dimanche suivant aux Aubris.

— Je viendrai te chercher, et on se retrouvera sur le chemin des Maisons Rouges. Si tes maîtres étaient pas si sauvages, j'entrerais bien dans la maison, ça serait mieux pour tout le monde, mais avec eux, c'est pas la peine.

— Y m'ont jamais fait de mal, à moi, répondit Blanche, qui ne comprenait pas pourquoi on les jugeait si peu avenants.

Mais, au moment où les deux jeunes gens allaient se séparer, tout à coup, le maître surgit à côté d'eux. Ils ne l'avaient point entendu venir, tant ils étaient préoccupés de leurs projets. La nuit était si profonde qu'on ne pouvait le voir, mais Blanche sut tout de suite que c'était lui.

— Voilà le maître qui arrive, chuchota-t-elle en s'éloignant brusquement de son compagnon.

Henri, au lieu de se taire, éleva la voix, et ce fut lui qui salua le premier le vieil homme.

— Vous voilà donc par ici, maître? dit-il.

— C'est que la nuit est belle, et qu'on est bien à prendre le frais, après des journées pareilles, répondit le fermier.

Il se tenait debout près de Blanche et d'Henri, toujours assis sur le bord du chemin. Maintenant que c'était fait, il était un peu embarrassé de les avoir surpris. C'est que les amours de Blanche, encore une fois, l'inquiétaient. « C'est toujours bien pas possible que ça recommence tout pareil comme y a six ans, ça serait trop malheureux » pensait-il. Il n'approuvait pas tout à fait Henri de vouloir épouser Blanche, puisqu'il pouvait trouver mieux qu'elle, et cependant il ne jugeait pas honnête non plus d'agir autrement. « A mérite pas ça, et y peut aussi bien s'adresser ailleurs. »

Henri parla le premier, parce que justement il ne voulait pas avoir l'air de se cacher en venant voir Blanche. Il était

plutôt content de montrer que pour lui elle comptait avant tout. Blanche s'était écartée de lui le plus possible et, pour dissimuler sa confusion, elle se mit à arracher de l'herbe morte à pleines mains.

— Vous êtes bien là pour causer, mais une autre fois faudra venir jusqu'à la maison, dit le maître.

Il était blessé qu'Henri ne leur fît jamais la politesse d'entrer dans la cour du domaine, et il estimait plus honorable pour tout le monde qu'il y vînt.

— J'aurais pas voulu vous déranger, dit Henri.

— Ça nous ferait plaisir, au contraire, répondit le vieil homme en s'en allant.

— C'est drôle qu'y vienne comme ça nous trouver, remarqua le compagnon de Blanche.

— Il a jamais été mauvais pour moi, répondit-elle, ni André non plus.

— Je veux pas avoir l'air de me cacher d'eux ; dimanche, je viendrai te chercher à la maison. Tâche d'être de bonne heure, pour que je sois pas obligé de rester trop longtemps tout seul avec eux.

— Y veulent pas te faire de mal, tu sais, Henri.

— Oh ! j'ai pas bien peur d'eux non plus, fit-il en riant, puis il demanda à Blanche de l'accompagner un peu sur le chemin du retour.

— On dirait que t'as pas l'air contente de venir chez nous dimanche, petite, c'est-y que tu m'aimes pas du tout ?

— Je suis bien contente, au contraire, mais c'est que je suis pas habituée à voir du monde, ça me fait peur.

Pour rien au monde elle n'aurait avoué qu'elle ne désirait aller nulle part ailleurs que là où ils se trouvaient maintenant. Elle ne croyait pas qu'ils pussent être plus heureux qu'ils ne l'avaient été en se rencontrant un moment, le soir, sur ce chemin. Ce petit espace lui semblait plus sûr pour leur amour que n'importe quel autre lieu. Ici, rien de contraire à leurs sentiments ne s'était introduit entre eux. Seules les bruines d'automne, les longues pluies d'hiver, les journées de brouillard, l'été, le bel et brûlant été, auraient pu témoigner des moments de joie intense que les deux jeunes gens avaient connus ensemble. Blanche eût souhaité qu'il n'en fût jamais

autrement. Elle éprouvait de la répugnance à voir leur secret se mêler à la vie d'autrui. Les Aubris, la mère d'Henri, une autre existence à laquelle il faudrait se faire, tout cela inspirait à Blanche une sorte d'aversion. Mais elle n'en dit rien, parce qu'elle comprenait que ç'aurait été pour son compagnon une trop vive déception. Il se tut lui aussi, par prudence, mais il sentit très bien à quel point son amie était réticente.

Assise derrière sa fenêtre aux volets clos, la maîtresse des Aubris se reposait un moment, après avoir bien rangé sa maison pour recevoir Blanche et Henri. Tout était prêt ; les biscuits attendaient dans une assiette à fleurs sur la cheminée de la pièce voisine ; deux bouteilles de vin blanc refroidissaient dans un seau d'eau fraîche. La maîtresse avait fait ses préparatifs avec soin, car, du moment qu'elle acceptait de recevoir Blanche, elle désirait que tout se passât convenablement. Elle-même se disposait de son mieux à cette entrevue ; une fois sa toilette finie, elle était venue près de cette fenêtre, pour achever de mettre ses pensées en ordre. Elle comprit très vite qu'elle aurait bien de la peine à ne point laisser glisser son esprit sur la mauvaise pente. Comme c'était difficile de résister à la tentation, quand les torts d'Henri et de Blanche ne cessaient de défiler dans sa tête fatiguée ! Elle ne pouvait pardonner tout à fait à son enfant de lui avoir désobéi avec tant d'entêtement, et elle n'oubliait pas non plus que Blanche était la cause de cette injure qu'on lui faisait. Tout ce qu'on lui avait dit de malveillant au sujet de la jeune fille, elle s'en souvenait impitoyablement en cette minute. Pourquoi fallait-il qu'Henri tombât justement sur celle-là, mon Dieu? Il y avait tant d'autres jeunes filles sur la terre ! Une fois de plus, la maîtresse éprouvait ce sentiment de défaite, qui était réapparu si souvent au cours de sa vie. Pourtant, elle finit par se calmer ; elle se dit que son fils et Blanche seraient bientôt mari et femme, que cela était digne malgré tout, et qu'elle ne devait point leur porter malheur en manquant de confiance en eux. Blanche avait quand même été élevée par les sœurs ; peut-être y avait-il en elle des qualités profondes qui en feraient une bonne femme plus tard,

quand elle serait dans cette maison où ni le désordre ni le gaspillage n'étaient connus.

Les mouches, innombrables, volaient aveuglément dans la pièce obscure, se heurtant sans cesse aux poutres noires du plafond. A rester immobile, la maîtresse s'assoupit bientôt. Sa tête se renversa sur le haut dossier de la chaise, et sur son grand visage pâle, les ressemblances avec Henri apparurent. C'était la même longue figure osseuse, mais avec moins de nuances, moins de vie ; cependant, c'était une belle tête de vieille femme.

La maîtresse avait le sommeil léger, car elle entendit très bien son fils et Blanche arriver. A peine entraient-ils dans la cour qu'elle fut consciente de leur présence. Aussitôt elle se leva et fit, sur ses jambes vacillantes d'émotion, quelques pas vers le milieu de la pièce. C'est ainsi que les deux jeunes gens la trouvèrent debout près de la table.

— Voilà Blanche, mère, fit Henri, et Blanche salua.

Elle était là, en face de cette grande femme immobile, qui la regardait dans les yeux en lui prenant la main. Jamais encore elle ne s'était sentie être si peu de chose ; il lui semblait même qu'elle n'était plus capable de marcher. Henri ne disait rien, il attendait que les deux femmes parlassent. La maîtresse resta muette, elle aussi, pendant un moment ; Blanche était très différente de ce qu'elle avait imaginé, de sorte qu'elle était toute désorientée.

— Vous devez avoir eu bien chaud en venant sur les routes à cette heure-là, mademoiselle, dit-elle enfin ; je vas aller chercher quelque chose pour vous rafraîchir.

Puis elle mit sur la table ce qu'elle avait préparé. Tous les trois burent et mangèrent sans en avoir envie. Ils ne parlèrent pas beaucoup pour commencer, parce que ce n'était pas là le plus important ; il fallait d'abord s'habituer, se voir laisser se préciser les premières impressions.

— Y avait-il longtemps que Blanche était aux Maisons Rouges ? demandait la maîtresse, qui le savait fort bien. Était-elle contente de ses maîtres ?

— Y a treize ans que je suis chez eux, et à moi y m'ont jamais fait de tort, répondait Blanche.

La maîtresse des Aubris regardait cette jeune fille timide,

un peu indifférente, et elle n'arrivait pas à croire que ce fût là celle dont son fils ne pouvait se passer. Pourquoi lui avait-on dit tant de mal de cet être qui semblait tenir si peu de place dans la vie? Elle s'était attendue à voir arriver dans sa maison une grande fille pleine de santé, hardie, sûre d'elle-même, magnifique. Au lieu de cela, Blanche semblait ne rien espérer ni exiger de personne. Elle ne regardait même pas autour d'elle maintenant, comme si elle n'avait fait aucun cas de cette maison qui serait bientôt la sienne. Assise toute droite en face d'Henri et de sa mère, elle avait l'air de ne rien vouloir déranger par des gestes ou des paroles. Blanche n'osait tenter quoi que ce fût pour plaire à sa future belle-mère ; elle n'aurait su que faire pour cela, aussi s'appliquait-elle seulement à lui répondre de son mieux, quand la vieille femme s'adressait à elle. A présent qu'elle était dans cette pièce paisible, tout se révélait bien plus simple que la jeune fille ne l'avait imaginé. L'esprit calmé, elle ne pensait plus à tout ce qu'il y a de compliqué dans l'existence, à tout ce qui ne s'arrange jamais et qu'il faut ou oublier ou garder au fond de soi-même. En cet instant de paix, il lui parut qu'Henri, la fermière et elle-même n'avaient rien à se cacher, rien à redouter les uns des autres, et Blanche comprenait que pour cette fois elle ne pouvait faire davantage que de ne pas vider complètement son verre, de ne pas manger plus d'un biscuit, de répondre quand on lui parlait, et d'attendre la fin de la visite en roulant dans ses mains moites son mouchoir blanc. Elle ne jugeait pas qu'on l'accueillît mal ; la maîtresse ne lui inspirait aucune antipathie, au contraire, et cette maison bien tenue la séduisait. Blanche prenait plaisir à voir la robe noire de la maîtresse sans un grain de poussière, son bonnet blanc soigneusement amidonné ; et là-bas, rangés dans un coin près de la porte, les seaux à lait brillaient de propreté. On remarquait que le travail s'accomplissait ici avec minutie et dignité.

Ce fut la fermière qui parla le plus ; elle demanda à Blanche maintes précisions sur sa vie, l'interrogea même sur l'époque où elle vivait encore avec les sœurs au couvent et, quand son fils se leva pour aller voir dans les étables une de leurs bêtes qui était malade, elle parut très contente de rester seule un moment avec la jeune fille.

— Y faut pas avoir peur de moi, mademoiselle, parce que moi je vous veux pas de mal. Vous allez vous marier avec mon garçon, eh bien ! tout ce que je demande à présent, c'est que vous soyez pas malheureux ni l'un ni l'autre. Y paraît que vous avez personne, pas de parents nulle part ; moi, j'ai plus que mon fils, comme ça y a bien de la place pour vous dans la maison. Et quand même que j'aurais d'autres enfants, ce serait la même chose ; mais puisque ça se trouve comme ça, ça vaut encore mieux pour vous. Rien sera changé quand vous serez là ; la maison, c'est moi qui la mènera comme avant, parce que je l'ai toujours fait. Mais vous serez comme ma fille, et quand je serai devenue trop vieille, vous prendrez ma place. Voilà, conclut-elle.

Blanche remercia de son mieux, puis elles sortirent toutes les deux. Dans la cour elles rencontrèrent Henri qui les emmena visiter les étables. Cette fois, c'était lui qui parlait. Devant sa mère, il vouvoyait Blanche, et il était heureux de lui faire avec la maîtresse les honneurs du domaine. Maintenant que la vieille femme l'assistait, il n'éprouvait plus aucune gêne à mettre leurs biens en valeur, car il savait combien elle en était fière. Tous les éloges qu'il pouvait faire des Aubris ne seraient jamais de trop aux yeux de la fermière. Ils traversèrent l'écurie, où trois grands chevaux noirs pensaient devant leurs râteliers vides, puis la bergerie, la vacherie remplie de bêtes blondes, les unes couchées sur leur litière propre, les autres ruminant. On vit aussi la laiterie, les granges, les deux chèvres attachées à leur piquet par une longue corde, près d'une haie. A part ces clôtures, la campagne était nue et s'étendait loin autour de la maison. Il n'y avait pas beaucoup d'arbres, sauf quelques noyers et des poiriers sauvages le long des chemins. Blanche remarqua aussitôt cette nudité, car aux Maisons Rouges elle était habituée à voir l'horizon coupé par des forêts. Cependant elle fut frappée aussi de ce que tout était bien tenu, et les Aubris lui plurent. Pour finir, on mena la jeune fille au jardin.

— Cette année on a rien pu garder à cause de la chaleur, disait Henri en montrant à Blanche le coin où sa mère et lui cultivaient des fleurs. On fit avec de petits œillets et quelques branches de géraniums rouges un bouquet pour la jeune fille.

Ainsi se passa cette visite, pour laquelle Henri avait tant combattu. Quand le moment de repartir fut venu, Blanche regarda du côté du soleil couchant en disant :

— Je crois bien qu'y va falloir que je m'en retourne à présent.

Et la maîtresse marcha encore avec elle jusqu'à la sortie de la cour.

— Tu vois bien que t'avais pas besoin d'avoir si peur, dit Henri, quand ils se retrouvèrent sur le large chemin entre deux haies ; c'est une bonne femme, ma mère, tu sais, tu pourras t'en rendre compte toi-même plus tard.

— C'est pas que j'ai peur, c'est que ça m'embarrasse tant de voir du monde, que je peux même plus parler.

Il se mit à rire.

— Avec ma mère, t'as rien à craindre, parce qu'elle non plus, al est pas bavarde en temps ordinaire.

C'était la fin d'une belle journée, chaude encore, mais qui sentait déjà l'automne. Le long des hautes haies, l'herbe était toujours verte et drue ; cependant, aux basses branches, les feuilles jaunissaient. Henri voulut s'arrêter un moment.

— Non, j'ai pas le temps, faut pas nous retarder, fit-elle en s'éloignant de lui.

— Oh ! Blanche, moi je suis si content que tu sois venue à la maison. Y a des heures que je te regarde sans pouvoir t'embrasser, tu peux bien rester un petit moment tranquille à côté de moi.

Il la décida à s'asseoir à l'ombre de la haie ; mais quand il chercha à l'appuyer tout contre lui, il sentit qu'elle résistait.

— T'es méchante aujourd'hui avec moi. Pourquoi ? dit-il.

Elle se mit alors à pleurer, et il n'y comprit rien, jusqu'à ce qu'elle dît :

— C'est pas que je sois méchante, c'est que je suis lasse. Je voudrais déjà avoir fini mon ouvrage de ce soir, pour pouvoir me mettre au lit.

— N'aie pas peur, Blanche, je veux seulement te garder encore un peu comme ça à côté de moi, avant de continuer la route.

Elle s'allongea et, posant sa tête sur les genoux d'Henri, elle ferma ses yeux pleins de pleurs.

— C'est drôle, petite, je me suis déjà dit plusieurs fois que t'étais peut-être malade sans t'en douter. T'as bien changé depuis six mois.

— C'est à cause de l'été, ça me fait toujours ça ; autrement je suis pas malade.

Cependant, tandis qu'elle faisait cette réponse, la peur d'être réellement atteinte lui vint. Elle eut envie d'avouer cette crainte à Henri, puis elle y renonça sans savoir pourquoi. Mais, après un long silence, elle dit tout à coup :

— Qu'est-ce que ça te ferait, Henri, si je mourais maintenant ?

— Tu dis ça seulement pour me faire peur, hein ? pour voir ce que je dirai. Tu fais pas exprès de me tourmenter pourtant, Blanche ?

— Non, je voulais seulement savoir si ça te ferait de la peine.

— Vaut mieux pas parler comme ça, répondit-il et soudain il devint inquiet. Reste pas là, y fait trop frais sous ces branches. On a eu chaud avant, c'est comme ça qu'on attrape du mal. Et puis y faut t'en aller tout de suite à présent, sans ça t'arriveras trop tard pour faire ton ouvrage.

Il se leva en obligeant Blanche à en faire autant.

— Je vas te conduire avec ma bicyclette jusqu'au chemin des Maisons Rouges.

Elle protesta, mais il la contraignit à s'asseoir sur le cadre de son vélo.

— T'es pas si lourde, et tu crains rien, puisque je te retiens avec mon bras.

Ainsi firent-ils le voyage et quand ils furent arrivés, avant de la quitter, Henri adressa à la jeune fille cette dernière recommandation :

— Tu te mettras au lit tout de suite après le souper, t'as pas besoin de t'occuper des autres pour ça.

Une fois seule, Blanche se dit que de toute façon, elle n'aurait point agi autrement.

VII

LE RETOUR D'ANGÈLE

Au début de la semaine suivante, Blanche, occupée dans la cour, y vit entrer une femme. Elle était accompagnée d'un tout petit enfant, qui la suivait avec peine. Pendant un instant, Blanche crut que cette inconnue était la femme de journée que la maîtresse avait parlé d'embaucher durant le temps de la batteuse. La visiteuse regarda d'abord de tous côtés d'un air craintif, puis elle s'avança en hésitant vers la jeune fille, mais elle s'arrêta au milieu de la cour et se mit à faire des signes à Blanche.

— Je suis la première fille des maîtres, et je voudrais voir mon père, si il est à la maison, dit-elle, quand Blanche s'approcha.

Angèle revenait ; c'était la première fois qu'elle revoyait la maison de ses parents depuis bientôt quinze ans qu'elle en était partie. Dans ce temps-là, jamais elle n'aurait cru ce retour possible, et pourtant voici que c'était arrivé. Elle se trouvait maintenant dans cette cour aussi familière que si elle l'eût quittée depuis quelques jours seulement. Rien n'avait changé, jusqu'aux râteaux et aux fourches que l'on rangeait toujours au même endroit, le long du mur, près des portes des granges. Les poules, rassemblées autour des échelles à cause du blé que l'on venait d'entasser dans les greniers, n'avaient ni augmenté ni diminué en nombre. Elles picoraient les grains tombés, et cette heure-ci, la plus déserte de la journée, faisait autant de vide qu'autrefois, autant de silence autour des bâtiments. Dans cette ambiance toujours pareille, Angèle sentit plus cruellement encore combien elle-même avait changé. Elle se retrouvait là en vaincue, mais cette idée la faisait moins souffrir que le souvenir si présent de sa jeunesse vite finie. Oui, vraiment, le jour où, en robe de mariée, elle avait tourné le dos à cette demeure

avec la volonté ferme de n'y jamais revenir, était loin. Angèle écoutait son cœur battre d'anxiété ; ses mains s'agitaient dans celles de l'enfant qu'elle tenait appuyé tout contre elle. La tristesse l'accablait, et la vue de son petit garçon, qui s'accrochait craintivement à ses jupes, lui donnait envie de pleurer. « Sans eux, Seigneur, sans mes enfants, je ne serais pas là, je ne serais jamais revenue » pensait-elle. A aucun prix elle n'eût raconté son histoire durant les dernières années écoulées ; la force lui manquait pour dire de combien de hontes, d'humiliations, de colères, de ressentiments, cette époque de sa vie était faite. Il n'y avait pas une heure de cette existence passée qu'elle aurait pu laisser voir au grand jour sans rougir. Aussi avait-elle vécu, jusqu'à cet instant, cramponnée à ce secret affreux, afin de n'en rien laisser échapper. Même aujourd'hui qu'elle venait demander grâce, elle n'en dirait rien. « Y le verront bien assez vite d'eux-mêmes », songeait-elle, tandis qu'elle attendait immobile, près du puits.

Au lieu du maître, ce fut André que Blanche trouva dans les écuries, et il fut bien étonné d'apprendre que sa sœur était aux Maisons Rouges. Il sortit aussitôt.

— T'es donc venue, Angèle ? fit-il.

— Oui, parce qu'y faut que je parle avec mon père.

Il comprit qu'elle redoutait de rencontrer d'abord leur mère, sans le soutien du maître.

— Oh ! il est sûrement pas loin, y a qu'à aller jusque derrière la maison, on le trouvera bien.

Ils se rendirent au jardin, où le maître était occupé à ramasser des pommes tombées.

— Te voilà, ma fille, et t'as amené ton petit garçon avec toi, je suis bien content.

Il n'en dit pas davantage, mais, pour cacher son trouble, il prit son petit-fils dans ses bras. Ils se tinrent un moment silencieux tous les trois, puis le vieil homme reprit :

— Faut aller voir ta mère, Angèle ; on va s'y rendre ensemble, ça vaudra mieux.

— Attendez encore un petit peu, père, répondit-elle.

Elle n'osait avouer sa peur grandissante, et la crainte qui gagnait si visiblement les deux hommes achevait de lui enle-

ver tout courage. Elle regarda son jeune frère, dont elle connaissait si bien la fierté ; il était à deux pas d'elle, les yeux fixés au sol, les mains pendantes, le visage couvert d'une vive rougeur. Angèle prit cette apparente confusion pour un blâme envers elle.

— J'ai mes enfants, moi, tu comprends, André, dit-elle, et je peux pas les laisser plus longtemps dans la débâcle.

— T'as bien fait ; c'est comme ça que ça vaut le mieux, répondit-il simplement.

Puis, avec le bébé, il s'en alla vers la maison après avoir recommandé à son père et à sa sœur d'attendre son retour.

La maîtresse n'avait jamais vu aucun de ses petits-enfants, bien qu'elle en eût cinq. Quand André entra dans la salle, il trouva sa mère en train de lire un vieux journal sur le coin de la table. Elle leva les yeux vers lui et comprit tout de suite qui était le petit garçon qu'il portait. Sans rien dire, elle regarda longuement l'enfant, puis, plongeant soudain sa figure dans son tablier, elle se mit à pleurer.

— C'est bien temps à présent de me les amener, après qu'y m'ont laissée plus de dix ans comme ça, fit-elle lorsqu'elle découvrit sa face rougie de larmes.

— Celui-là, c'est le dernier, mère, et c'est Angèle qui vous l'a amené.

— Oui, mais pour que je voie mes petits-enfants, il a fallu que les parents aient plus rien à leur donner à manger. Autrement, je serais morte, et y m'auraient portée en terre sans que je les connaisse ni les uns ni les autres.

— Vous savez bien que c'est pas vrai, ce que vous dites là. C'est vous qui avez pas voulu en entendre parler les premiers temps, et comme ça plus personne a osé vous les amener.

André était le seul de la famille qui eût fini par comprendre la maîtresse et par avoir pitié d'elle. Aucune révolte ne le dressait plus contre sa mère, parce qu'il souffrait trop de la savoir si dure, et souvent si malheureuse. C'était douloureux de la sentir toujours à part, toujours sombre, et d'être sûr que seule la mort mettrait fin à cette situation. Jamais on ne pouvait attendre d'elle qu'elle voulût bien accepter les événements sans en prendre le pire, sans les déformer jusqu'à en faire des drames.

Maintenant, ils se regardaient tous les deux. André n'osait lui tendre l'enfant, par peur qu'elle le refusât ; il cherchait quels mots il fallait dire, pour empêcher sa mère de tout briser par des reproches plus durs que sa pensée.

— Faut que vous veniez avec moi dans le jardin, mère, parce que le maître et Angèle vous y attendent.

Elle eut une minute de désarroi, qui faillit la faire pleurer à nouveau ; mais elle s'essuya seulement le visage avec son tablier, puis elle sortit avec son fils, sans ajouter un mot.

— Bonjour, mère, fit Angèle, qui s'appuya au prunier.

— Ah, oui ! c'est bien temps de venir, j'ai cru que t'allais attendre que je sois dans l'autre monde pour ça ; comme ça vous auriez été tous débarrassés de moi. Y a pas besoin de rester dans ce jardin, on peut aussi bien rentrer dans la maison pour causer. Va-t'en chercher ton frère, toi, ajouta-t-elle en se tournant vers André.

Le maître et Angèle suivirent la maîtresse vers la maison. Jean savait déjà, par Blanche, que sa sœur était au domaine ; toutefois, avant de se montrer, il avait préféré que le plus difficile fût fait entre la maîtresse et sa fille.

— Qu'est-ce qu'y se sont dit? demanda-t-il à son frère.

— Rien, on t'attend, répondit André.

Quand les deux jeunes gens entrèrent dans la salle, tout le monde était silencieux. Angèle, assise sur une chaise avec son fils sur les genoux, se faisait toute petite, comme quelqu'un qui craint d'être malmené. Elle avait l'air si malheureuse, si seule contre tous, que Jean n'osa même pas la saluer ; il prit place au bout du banc, tout près de la porte, que sa mère lui commanda de fermer.

— Tu peux aussi bien le dire tout de suite, que c'est la misère qui t'a forcée à revenir, hein? C'est ton vaurien de mari qui t'a envoyée, autrement tu serais pas venue, parce que c'est sûrement pas moi qui te manquais.

Angèle pleurait et son petit garçon, apeuré, gémissait contre elle.

— C'est pas la peine de te fâcher, ma femme, dit le maître. Ça t'avancera pas, ni elle non plus. Angèle a besoin de nous autres, c'est vrai, mais al est bien venue d'elle-même, sans en parler à personne avant.

— Fallait m'écouter et rester à la maison, au lieu de t'en aller traîner la misère avec un homme qui pense qu'à boire, à dépenser tout ce qu'y gagne, sans s'occuper de personne. Tu crois peut-être que je sais pas ce qui se passe, hein? Mais tu te trompes, et tu peux y dire d'avance que, si y veut venir ici, ça ira pas comme ça. Si y veut pas changer, y peut rester là où qu'y se trouve à présent, parce que moi je veux pas gaspiller tout ce que j'ai de bien pour un débauché comme lui.

Personne n'essaya d'arrêter la maîtresse, car on savait que le moindre mot de contradiction, au lieu de la calmer, l'exaspérerait et prolongerait ses reproches. Angèle même ne se défendit pas. Pourtant sa mère était injuste, encore une fois, en accusant son mari d'être un vaurien. Elle ne chercha pas à le justifier : il l'avait rendue trop souvent malheureuse pour qu'elle s'inquiétât beaucoup du sort qu'on lui réservait aux Maisons Rouges. En vivant cette heure amère, elle ne pensait qu'à ses enfants, pour l'amour desquels elle supportait tant d'humiliations. Quand la maîtresse se fut tue, Angèle dit :

— Vous savez bien, tous autant que vous êtes, que moi le travail m'a jamais rebutée. Mon mari, c'est la même chose, malgré ses défauts. Si on était plus loin du village, il aurait moins l'occasion d'y aller, et ça irait beaucoup mieux, j'en suis sûre d'avance.

Le maître regarda sa femme.

— Y pourraient peut-être s'installer ici pour la Toussaint, dit-il, c'est pas le travail qui veut manquer pour eux.

— Y a rien qui presse, reprit Angèle, mais en attendant, puisque vous allez avoir la batteuse la semaine prochaine, moi je pourrais bien venir vous aider les trois jours que ça durera, si vous voulez.

La maîtresse chercha à savoir ce que ferait sa fille, au cas où la mauvaise conduite de son mari les obligerait à le renvoyer du domaine. Angèle fit comprendre qu'elle resterait avec ses enfants.

Leur entretien s'arrêta là, et Angèle s'en retourna. Lorsqu'elle quitta les Maisons Rouges, André était prêt à la raccompagner un bout de chemin ; mais il n'en fit rien, parce que ce fut le maître qui sortit avec sa fille. Ils marchèrent un moment en silence, puis le vieil homme dit, les yeux baissés :

— T'as bien fait, va, ma fille, de revenir, y a longtemps que je pensais à ça, moi. Et même, si tu avais pu le faire plus tôt, ça aurait mieux valu pour tout le monde.

— Si ça avait été que de vous, mon père, y a longtemps que je serais plus où que je suis à présent ; mais à cause de ma mère, je pensais pas que ça serait jamais possible que je revienne à la maison.

— Ta mère, a pensé la même chose que moi ; je le sais depuis longtemps, malgré qu'al en parle jamais. C'est une femme pas comme une autre, c'est vrai ; mais ses enfants, al a jamais arrêté d'y penser ni de travailler pour eux.

— Oui, père, et moi j'ai pas toujours eu raison non plus avec vous autres, dit Angèle, la voix pleine de sanglots.

Ils baissèrent la tête tous les deux, et cette minute de détresse leur fut très douce.

— Faut-y que je t'aide à porter ton petit garçon jusqu'à la route ?

— Non, c'est pas la peine, y pèse pas lourd, et c'est pas loin, chez moi.

Ils se séparèrent ainsi, et, une fois seule, Angèle retrouva du calme. Les paroles de son père lui avaient desserré le cœur, et l'idée que leur attachement existait encore comme autrefois apaisait son angoisse. Certes, la maîtresse avait été dure envers elle, mais elle y était préparée d'avance. Du reste, la jeune femme se rendait compte qu'il y avait malgré tout une part de justesse dans les griefs de sa mère. Elle-même avait honte de la vie qu'elle s'était choisie ; elle se savait responsable de ses malheurs, et ce sentiment était si fort qu'elle parvenait enfin à s'engager sur la voie étroite du salut. Pendant plus de dix ans, la distance qui séparait sa maison de celle de ses parents lui avait paru une étape impossible à franchir. Elle supportait des peines innombrables, infiniment moins dignes, moins salutaires, que ne l'aurait été sa soumission à ses père et mère. Mais cette fois elle y était arrivée, et la délivrance commençait. Comme elle regrettait de n'avoir pas écouté plus tôt cette voix en elle qui prêchait le repentir et l'humilité ! « Dire que je me débats comme une malheureuse dans des ennuis qui auraient jamais pu finir, au lieu de faire une bonne fois ce qu'y fallait pour en sortir ! » Angèle ne s'attendait pas

à être tout à fait heureuse en revenant aux Maisons Rouges, mais du moins elle aurait la paix, et elle mettrait ainsi ses enfants en sûreté ; elle ne serait plus aussi impuissante à maintenir l'ordre dans leur vie. « Pour moi, ça veut pas être le paradis, mais mes enfants connaîtront plus la misère, et je pourrai finir de les élever comme y faut que ça soit fait. » Elle songeait à sa fille, qui était déjà grande et dont elle était si fière. Depuis un moment, elle avait oublié le petit Georges, qui marchait à grand'peine, en accrochant les mains à sa jupe.

— T'as toujours été bien mignon, toi mon tout petit, jamais tu dis rien, même si je fais pas attention à toi, dit-elle en enlevant le bébé dans ses bras.

RAYMONDE VINCENT

(La fin dans le prochain numéro)

VOYAGE DE DÉCOUVERTES

LA DIPHTÉRIE

Une loi vient de déclarer obligatoire, en France, la vaccination antidiphtérique pour les enfants. Bientôt l'Académie de Médecine et le Conseil Supérieur d'Hygiène sociale consultés, un Règlement d'administration publique définira les conditions d'application de la loi et les petits Français recevront régulièrement les injections du vaccin découvert et préparé par G. Ramon, l'un des plus justement célèbres parmi les continuateurs de l'œuvre de Pasteur.

Quelles étapes la science médicale a-t-elle franchies pour en arriver à ce point? Comment les générations anciennes sont-elles parvenues à connaître la diphtérie et à la distinguer des maladies voisines, puis à en établir la cause, à en instituer le traitement, laissant à la génération actuelle le soin d'empêcher, dans la mesure de ses forces, l'éclosion même du mal? N'est-il pas intéressant, suivant la trace de ceux qui firent ces découvertes, de parcourir par la pensée le chemin qu'ils ont fait?

A la vérité, la tâche des médecins est si pressante, l'effort des biologistes appliqués à l'art de guérir est si tendu, les nouveautés qu'apporte, à chaque instant, le travail des chercheurs sont si nombreuses qu'il ne reste guère de loisirs pour regarder en arrière, vers le passé. Peut-on jamais être assez instruit lorsque l'on doit guérir ou soulager? A-t-on jamais assez de temps lorsqu'on s'applique à voir clair parmi les problèmes obscurs que nous pose la pathologie? Ne dit-on pas que l'histoire de la médecine nous sert de peu, que la lecture des textes anciens n'est pas un bon guide pour les études présentes? Certes, il est bien vrai que les énigmes d'aujourd'hui,

il faut, pour y répondre, les envisager autrement qu'on le fit jadis. Et puis nous comprenons mal nos devanciers; il nous est impossible de parler, de penser comme eux. Parlant de l'Histoire, Paul Valéry nous dit : « On a beau faire croître l'effort, varier les méthodes, élargir ou resserrer le champ de l'étude, examiner les choses de très haut ou pénétrer la structure fine de l'époque... ces divers développements ne convergent pas. » Que trouve-t-on dans les écrits relatant les travaux des médecins de jadis, surtout des plus anciens? Guère autre chose après tout que des doctrines, des théories ou même des rêves?

Il est cependant des moments importants qu'il est juste et utile d'évoquer. Ce n'est pas « sans fruit que l'on médite le passé en ce qu'il a de révolu ». On rend ainsi hommage à des génies bienfaisants et l'on améliore aussi notre propre connaissance en examinant de près les méthodes fructueuses qui ont servi a nos devanciers pour leur observation et leur expérimentation. Tels sont les deux objets que peut se proposer l'histoire des découvertes, grâce auxquelles on connaît la diphtérie et on lutte contre elle. Peut-être les médecins ne seront-ils pas les seuls à espérer quelque délassement de l'esprit ou quelque profit intellectuel d'un récit de ce genre?

Lorsque l'on distingue dans l'histoire de la diphtérie quatre étapes principales, on introduit dans l'exposé une sorte d'ordre et de logique qui n'est point dans les faits ; on associe l'interprétation à la chronologie et, pour dire vrai, on emploie simplement un procédé artificiel pour traduire une réalité complexe. Mais le procédé est commode, nous le conserverons. La première époque est celle des études cliniques, de la définition, la délimitation, la connaissance exacte de la maladie. La deuxième est celle des recherches anatomiques et expérimentales : on examine les lésions et on essaie de reproduire celles-ci chez l'homme ou l'animal. La troisième comprend les découvertes étiologiques, qui aboutissent à la conception microbiologique de la maladie et à la connaissance du germe bactérien, tenu pour responsable. Enfin, la dernière époque, que nous vivons à présent, est celle des découvertes thérapeutiques, du sérum et du vaccin employés à guérir et à prévenir.

●

Lorsqu'on lit les descriptions des maladies non seulement dans les textes de l'antiquité, mais même dans les écrits des siècles plus récents, on est fort embarrassé avant d'affirmer que les médecins de jadis ont nettement vu le tableau de telle ou telle maladie aujourd'hui exactement définie. Les ressemblances sont si grandes entre des maladies, pourtant bien différentes les unes des autres, que des confusions sont commises à chaque instant. Bien souvent, l'idée même de maladies isolées n'est pas claire dans l'esprit des savants d'autrefois et bien rares sont les pages anciennes que l'on peut relire aujourd'hui avec admiration ou même avec quelque respect. C'est qu'en vérité, la médecine clinique, la connaissance pure et simple de la maladie, telle qu'elle se présente au lit du malade, est une science toute jeune. Il n'y a pas deux siècles qu'elle s'est dégagée d'un monde de mythes, d'erreurs et de fantaisies. L'effort qu'elle demande exige une pénétration, une méthode, un jugement au moins aussi développés que celui qui est nécessaire dans les sciences expérimentales. Et c'est précisément par l'étude de la diphtérie que l'un des plus grands parmi les cliniciens, Bretonneau, montra comment la clinique peut, grâce à l'esprit d'observation le plus rigoureux, devenir une science exacte.

●

Malgré tout, il semble juste de faire remonter la période clinique jusqu'au IIe siècle, époque où Arétée de Cappadoce a décrit l'ulcère syriaque ou égyptiaque. La description d'Arétée paraît suffisamment caractéristique pour que nous puissions la considérer comme répondant bien à la diphtérie. Il dépeint, en effet, une inflammation sévère de la gorge, particulièrement chez l'enfant, caractérisée par la production d'une concrétion fétide, qui peut descendre dans le larynx et causer la suffocation. Cette image correspond assez bien à la maladie diphtérique, d'autant plus qu'il ajoute à cette description celle de la régurgitation d'aliments par le nez, qui est le symptôme caractéristique de la paralysie du voile du palais, complication caractéristique de l'angine diphtérique.

Le point curieux est que cette description resta relativement ignorée. La diphtérie est à nouveau étudiée lorsqu'elle sévit d'une façon sévère à une période plus rapprochée de nous, c'est-à-dire au XVIe siècle. A cette époque, la diphtérie apparaît sous forme de grandes épidémies qui ont frappé l'une l'Espagne et l'autre l'Italie. En Espagne, cette maladie meurtrière, connue sous le nom de « morbus suffocans » ou « garrotillo », est définie par la production d'une croûte élastique, qui recouvre la gorge, le larynx, la trachée. Dans les œuvres des médecins espagnols sont décrits également les troubles de la déglutition, de la voix, ainsi que les hémorragies que l'on observe dans les diphtéries malignes. En Italie, à la même époque, la diphtérie se montre également redoutable, et là aussi les descriptions qui en sont faites sont assez justes.

Puis, nouvel oubli. C'est là un fait remarquable dans l'histoire de la diphtérie, lié, en réalité, à son mode épidémiologique : la maladie sévit avec gravité à un moment déterminé et dans un pays déterminé, puis s'éteint, sans toutefois disparaître complètement, pour retrouver sa force d'expansion et sa sévérité à une autre période et en un autre lieu. Il en fut ainsi lorsque, au XVIIIe siècle, la diphtérie apparut dans certains pays d'Europe et particulièrement en France, pays qui resta le plus lourdement frappé. La description des médecins italiens et espagnols du XVIe siècle n'était pas demeurée dans le souvenir des médecins français, et la diphtérie fut alors considérée comme une maladie nouvelle, inconnue jusqu'alors ou tout au moins mal décrite. La France ne fut pas, au XVIIIe siècle, le seul pays frappé, d'autres nations furent atteintes, notamment dans le Nouveau Monde. C'est à ce moment que la diphtérie est confondue avec une autre maladie, où la gorge est prise d'une façon très sévère, la scarlatine. Cette confusion entre la diphtérie et la scarlatine, qui, du reste, est encore aujourd'hui un sujet d'erreurs pour les cliniciens, persista pendant assez longtemps puisqu'elle ne fut complètement écartée de la science médicale que par les découvertes de Bretonneau.

Au XVIIIe siècle, Francis Home, médecin écossais, donna à des accès de dyspnée souvent terminés par l'asphyxie le nom de croup. Il décrivit sous ce vocable, emprunté à la

langue populaire de l'Écosse, toute une série d'accès d'étouffements graves et considéra qu'il avait découvert un syndrome nouveau. Comme le dit Bretonneau, plus tard, on se demande comment une étude, contenant si peu de faits nouveaux, mélangeant d'une façon si fâcheuse les types morbides les plus disparates, négligeant les plus anciennes et meilleures traditions, eut un tel succès. Le fait, en vérité, est bien fréquent : trop souvent, nous devons consacrer une grande partie de nos efforts à dissiper de singulières erreurs acceptées avec complaisance par nos aînés. Le désordre dès lors régna plus que jamais, si bien qu'en 1783, une vingtaine d'années après la description de Home, la Société royale de Médecine de Paris proposa au concours la question suivante : « La maladie connue en Écosse et en Suède sous le nom de croup ou angine membraneuse existe-t-elle en France ? » Ce concours ne projeta pas la moindre clarté. Les descriptions de toutes les crises d'étouffements s'y trouvent relatées, et il est impossible de distinguer dans le texte des concurrents ce qui revient à la diphtérie du larynx, aux laryngites les plus diverses, au phlegmon de la gorge, à l'asthme et sans doute aux étouffements provoqués par la compression de la trachée ou des bronches. Les liens entre la diphtérie du larynx et la diphtérie de l'amygdale n'apparaissent en aucune façon aux yeux des médecins de cette époque.

Peu de temps après, un nouveau concours devait être ouvert qui resta longtemps célèbre : Napoléon Ier, en 1807, faisait campagne en Prusse Orientale lorsqu'il apprend que Louis-Charles Napoléon, le fils aîné de son frère Louis et de la reine Hortense, qui est donc à la fois son beau-fils, son neveu et l'héritier du trône, est mort soudainement de croup dans les bras de sa mère. Aussitôt l'empereur décide qu'un concours sera ouvert pour chercher l'origine de cette maladie redoutable et mystérieuse, qu'un prix de 12 000 francs sera offert au travail reconnu le meilleur. Le 21 juillet 1808, le ministre de l'Intérieur ouvre un concours afin de déterminer, d'après les monuments pratiques de l'art, et d'après des observations exactes, les caractères de « la maladie connue sous le nom de croup ».

L'École de Médecine de Paris est chargée de préparer un recueil des faits et des observations existant jusqu'alors. De

cette compilation résulte que la notion de croup est bien obscure, qu'on ne voit pas son lien avec l'angine maligne, que, malgré l'existence d'épidémies, l'infection ne paraît pas contagieuse. Des médecins de tous les pays prennent part à cette compétition solennelle. A cette époque où l'Europe était un champ de bataille, où la transmission de la pensée était bien plus lente qu'aujourd'hui, les médecins des différentes nations se sentaient plus près de collaborer que ceux d'à présent. Nul ne songeait à élever entre eux des barrières faites de haines collectives. Dirigée par un Empereur à la tête de son armée, l'hégémonie française était pour l'Europe plus douce que les oppressions dictatoriales de notre temps. Ainsi les deux travaux qui furent primés étaient dus : l'un à Louis Turine, de Genève ; l'autre à J.-A. Albers, de Brême. Ces travaux sont en réalité assez médiocres, aucune idée nette ne s'en dégage. L'opinion médicale fut déçue et un Allemand put dire ironiquement, en 1865 : « Toute cette histoire montre que les découvertes ne se font pas au commandement ». Pour voir clair, il fallait le génie de Bretonneau.

Pierre-Fidèle Bretonneau (1778-1862), médecin-chef de l'hôpital de Tours, est un des plus grands médecins de tous les temps. Son œuvre est une œuvre classique dans le sens le plus profond et le plus plein du terme. Sa puissance d'observation clinique, la précision de ses constatations sur les cadavres, la rigueur de son raisonnement, la lucidité de ses synthèses sont inégalables.

En 1818, les soldats de la légion de Vendée, venant de Bourbon (aujourd'hui, La Roche-sur-Yon), arrivent à Tours et y apportent une épidémie d'angines à fausses membranes ou angines couenneuses. Cette épidémie se répand dans la population civile et fait un grand nombre de victimes, alarme l'opinion publique, préoccupe les médecins. Bretonneau étudie les malades que l'on dit atteints de gangrène scorbutique, pose un diagnostic juste et pratique des autopsies dans les conditions les plus dramatiques. Il raconte « qu'au milieu de la nuit, dans un local resserré, sous les yeux des parents, dont la muette douleur lui inspirait la crainte d'avoir déjà porté trop loin le zèle de la science », il regarde les lésions de la gorge, de la trachée, des bronches. Quelques années

plus tard, il étudiera avec la même merveilleuse lucidité (pour employer l'expression de son élève Trousseau) les épidémies meurtrières des campagnes. Ses communications et ses mémoires exposent avec rigueur ce qu'il a vu et compris. Trop souvent ses prédécesseurs avaient raisonné au lieu de regarder, parlé au lieu d'examiner. Ils n'étaient pas soumis à la discipline fondamentale de Laennec : rigueur de l'examen du malade, comparaison des signes observés sur le vivant et des lésions du cadavre. Bretonneau, avec une maîtrise égale à celle du fondateur de la médecine moderne, dégage lumineusement tous les traits essentiels de la maladie, explique sa propagation, la marche des épidémies, ses manifestations cliniques diverses, ses lésions et jusqu'à la seule thérapeutique valable à l'époque dans le cas de croup suffocant, la trachéotomie. Il est le premier, en effet, à réussir cette opération, en juin 1825, sur la petite Élisabeth de Puységur, qui fut guérie et devint comtesse de Billy, en 1849.

Après un siècle, les textes de Bretonneau apparaissent si parfaits qu'on ne voudrait pas y changer une ligne. C'est seulement quand ils ont apporté une confirmation à son enseignement que les travaux de ses successeurs ont été fructueux. Toutes les recherches modernes sont fondées sur la découverte clinique de Bretonneau et, en effet, le principe même de toute étude médicale n'est-il pas la connaissance clinique de la maladie? Bretonneau est imprégné de la notion de spécifité, claire depuis Laennec : une seule cause, toujours la même, provoque un mal unique en son essence, mais dont les manifestations et même les lésions peuvent être diverses ; il en est ainsi de la tuberculose. Il en est ainsi de la « diphtérite » (comme l'appelle Bretonneau) : l'angine à fausses membranes, le croup, la trachéite membraneuse, la diphtérie de la bouche ou de la peau (ces dernières plus fréquentes alors qu'aujourd'hui) reconnaissent une seule et même origine, un mal transmissible d'un homme à l'autre.

Il pourrait sembler que, désormais, la tâche du médecin soit claire, savoir reconnaître la diphtérie et la distinguer des autres inflammations de la gorge, du larynx et de la trachée, en étudier les formes malignes et bénignes et les différentes complications, puis s'acharner à découvrir l'origine, c'est-

à-dire le virus transmissible qui est responsable des épidémies. Mais les temps ne sont pas révolus, et malgré Bretonneau, malgré Trousseau qui, du haut de la chaire de la clinique de l'Hôtel-Dieu, répandait l'enseignement de son maître avec le prestige alors incontesté de la médecine française, on trouve encore bien de l'obscurité dans les esprits et bien du fatras dans les écrits.

•

La deuxième période de l'histoire de la diphtérie est celle qui est caractérisée par les essais de reproduction expérimentale. Ces tentatives sont, à vrai dire, assez confuses. Avec les procédés et les substances les plus diverses, on voulut déterminer chez l'animal, dans la gorge et au niveau du larynx, la formation de membranes, espérant expliquer, de cette façon, l'origine mystérieuse de la maladie. On obtint, en effet, la formation, au niveau du pharynx et du larynx, de membranes et de pellicules, mais on oubliait la doctrine de Bretonneau, sa conception d'une maladie spécifique. On ne pouvait donc avancer bien loin dans la connaissance du problème.

Les inoculations expérimentales, faites à l'homme vers la même époque, n'apprirent pas grand'chose non plus. On avait été frappé par ce fait que des médecins ou des infirmiers étaient souvent victimes de la maladie qu'ils soignaient. Les notions de contagion et de germe étaient encore bien obscures ; néanmoins, ces constatations conduisirent à des tentatives de reproduction de la maladie. Il nous faut indiquer, à ce propos, que nos aînés osaient tenter sur l'homme, qui se soumettait volontairement à l'expérience, des essais que nous jugerions aujourd'hui dangereux ou même immoraux.

Dans la majorité des cas, les essais d'inoculation de la diphtérie échouèrent. Trousseau, scarifiant la peau du bras ou la muqueuse de la gorge, essaya d'inoculer des membranes diphtériques : il échoua. C'est tout au plus si, sur le bras, apparaissaient de petites vésicules qui s'effaçaient bien vite,

mais au niveau de la gorge, sur la membrane muqueuse, rien n'apparut. Michel Peter, qui devait lutter plus tard avec tant de passion contre les doctrines de Pasteur, s'inocula à lui-même, trois fois, des fausses membranes au niveau de la gorge : même insuccès. Comme il pratiquait une trachéotomie sur un enfant qui étouffait, il reçut au niveau de l'œil un fragment de membrane diphtérique ; il prit grand soin de ne pas laver son œil : rien n'arriva. Une autre fois, il se blessa à la lèvre avec un bistouri contaminé ; il ne frotta et ne nettoya pas sa lèvre : il ne se produisit aucune lésion locale. Une troisième fois, enfin, il se badigeonna la gorge avec une charpie infectée par une membrane sans provoquer aucune réaction. Dans d'autres pays, en Italie notamment, bien des essais d'inoculation restèrent négatifs. Nous comprenons aujourd'hui parfaitement le motif de tous ces insuccès expérimentaux : on opérait sur des sujets immunisés. Mais aux médecins de l'époque, il parut que les idées de Bretonneau devaient être revisées, qu'il n'était pas du tout prouvé que la diphtérie fût une maladie spécifique et transmissible et que des causes diverses pouvaient être invoquées pour la formation au niveau de la gorge de pellicules et de membranes. On retombait dans l'obscurité et dans l'ignorance, dont Bretonneau avait essayé de faire sortir la science médicale.

●

La tradition féconde de Bretonneau est reprise quand la médecine pénètre dans l'ère bactériologique. Dès le milieu du XIXe siècle, plusieurs précurseurs, regardant les membranes au microscope, voient et décrivent toute une série de champignons qu'ils considèrent comme responsables des productions néomembraneuses de la diphtérie. Plus clairvoyant est Klebs, qui, déjà attentif aux agents de la septicémie, si fréquente au cours de la guerre franco-allemande de 1870, avait, en 1874, certainement vu au microscope un bâtonnet dont l'aspect est bien celui du bacille, aujourd'hui considéré comme responsable de la diphtérie. Mais Klebs hésite fort à donner à ce bacille un rôle pathogène et la confusion reste dans son esprit. Il fallait pour qu'une réelle découverte bacté-

riologique fût possible que la révolution scientifique réalisée par Pasteur fût achevée et que les chercheurs sussent comment démontrer le rôle pathogène d'un infiniment petit, isolé dans un foyer d'infection. F. Lœffler était imbu des doctrines de Pasteur, il connaissait admirablement les recherches fondamentales, dues au génie de Robert Koch. Aussi, peu d'années après la découverte du bacille de la tuberculose par son maître, Lœffler découvrait-il le bacille de la diphtérie. Depuis le travail initial de Bretonneau, c'est-à-dire depuis l'année 1826, aucun ouvrage de valeur n'avait été écrit sur la diphtérie jusqu'au mémoire de Lœffler, en 1884. Dès les premiers mots d'ailleurs, Lœffler rend à Bretonneau l'hommage qui lui est dû, il part en quelque sorte du point où Bretonneau a conduit lumineusement la science. Le bactériologue allemand prend à son compte la conception du clinicien de Tours : la diphtérie est une entité morbide, une maladie spécifique, comme la rougeole et la variole. La confusion qui a régné dans les esprits entre Bretonneau et Lœffler est due à ce que la nature intime de la maladie a été méconnue, cachée par les variations du tableau clinique qui change suivant les épidémies, les sujets, les complications. Mais c'est bien un virus qui, passant d'homme à homme, explique les épidémies, et, fixé sur les membranes muqueuses, y cause la lésion caractéristique.

Comme tout grand progrès, le progrès réalisé par Lœffler est basé sur l'établissement d'une bonne technique. Les examens microscopiques de ce disciple de Robert Koch sont impeccables ; il découvre l'emploi d'une substance colorante qui rend le germe très visible ; il prépare un milieu de culture favorable. Il arrive ainsi à reconnaître le bacille diphtérique dans la membrane et à l'isoler. Il constate, en effet, dans la gorge la présence de germes variés ; mais son attention est surtout attirée par deux d'entre eux, un bâtonnet et un microbe arrondi. Le bâtonnet long, fin, qui est abondant dans la membrane, notamment dans la partie profonde, il le rencontre tout d'abord dans tous les cas. Mais en poursuivant ses recherches, voici que Lœffler observe certaines angines pseudo-membraneuses, où le bacille ne peut être décelé et où, par contre, le microbe arrondi est présent ; certes, ce microbe

arrondi, ce streptocoque, pour lui donner son nom, les bactériologues l'ont découvert dans maintes lésions où il végète, mais dont il n'est pas responsable ; il en est sans doute de même pour la diphtérie, mais comment affirmer que le bacille est bien l'agent pathogène? Lœffler exige tout d'abord une grande rigueur dans le diagnostic clinique ; on oublie trop souvent que différentes maladies, notamment la scarlatine, produisent des angines blanches d'aspect membraneux, qui n'ont rien de commun avec la diphtérie ! Ne néglige-t-on pas l'enseignement de Bretonneau, qui a appris aux médecins à distinguer la diphtérie des angines ulcéreuses, ulcéro-nécrotiques, membraneuses, si fréquentes dans la scarlatine?

Pour connaître la nature d'un germe et reproduire avec lui chez un animal la maladie dont on le croit responsable, il faut l'isoler à l'état de pureté. Les découvertes géniales de Pasteur et la discipline admirable de Robert Koch exigent et permettent cette nouvelle étape de la recherche. Lœffler la franchit et il arrive ainsi, non sans efforts, avec des alternatives de succès et d'échecs, en vainquant pas à pas les difficultés qui s'opposent à son avance, à isoler à l'état de pureté un bâtonnet, toujours le même, dans les angines diphtériques comme dans la stomatite, le croup, la trachéobronchite diphtériques. Avec ces cultures pures, il faut maintenant achever la démonstration par l'inoculation à l'animal et la reproduction des grands traits de la maladie humaine. Les biologistes qui ont précédé Lœffler ont essayé de produire des fausses membranes par l'irritation des muqueuses de l'animal avec les produits caustiques les plus divers. Est-ce qu'une goutte de la culture du bacille isolé par Lœffler, posée sur la muqueuse, va réaliser non seulement la production de cette pellicule qu'à grand' peine a produit la friction avec des agents chimiques violents, mais aussi ce que l'on n'a pas pu réaliser de cette façon, l'empoisonnement de l'organisme? Sur le cobaye, le lapin, le rat, les canaris, les pigeons, les poules, les chiens, un singe de Java, Lœffler entreprend ses essais, les multiplie, les fait varier. Et peu à peu, dans son cahier d'expériences, s'accumulent des faits caractéristiques. Dans son esprit se précise la conception du rôle pathogène du bacille qu'il a découvert. Le cobaye est sensible à son action, on détermine chez lui une

maladie grave, souvent mortelle ; la friction énergique sur une muqueuse irritée avec une culture de bacilles provoque, au niveau de celle-ci, une pellicule blanche analogue à la fausse membrane de la diphtérie. Et puis, fait capital, Lœffler constate qu'au niveau de cette membrane les bacilles pullulent, on les y trouve avec la plus grande facilité ; mais dans le corps de l'animal point de germes. Ce fait frappant doit être rapproché des constatations analogues chez l'homme, où le bacille de la diphtérie ne quitte pas la muqueuse atteinte ; tous les désordres qu'il produit dans le corps et la mort même, qu'il peut déterminer, sont dus à la diffusion d'un poison émané de lui. Donc Lœffler a bien vu, de la façon la plus claire, la nature du processus intime de la maladie diphtérique. Elle est faite : 1° de la pullulation sur une muqueuse du bacille qui provoque, au lieu même où il végète, la production d'une fausse membrane ; 2° d'un empoisonnement général de l'organisme par une toxine, dont les effets sont si redoutables.

Pour nous, qui savons que la vue de Lœffler était merveilleusement juste, et qu'après son effort méthodique d'études et de réflexions, il avait, malgré tous les obstacles, dégagé la vérité scientifique, il semble que celle-ci dut lui paraître évidente. C'est méconnaître à la fois les obscurités de tout problème biologique, qui jamais n'est complètement résolu, et les scrupules légitimes du chercheur clairvoyant. Des objections viennent à l'esprit du savant, des doutes l'assaillent : pourquoi, dans tous les cas de diphtérie authentique, Lœffler n'a-t-il pas pu trouver le bacille qu'il a découvert ? C'est sans doute, pense-t-il, que sa technique est imparfaite, qu'en l'améliorant, on trouvera toujours le microbe. Pourquoi, pratiquant d'indispensables examens de contrôle, a-t-il rencontré une fois chez un enfant parfaitement sain le bacille de la diphtérie ? C'est sans doute qu'il faut des conditions particulières pour que ce germe devienne offensant pour l'organisme. D'ailleurs, n'a-t-il pas constaté déjà qu'il est difficile de réaliser la maladie chez l'animal si la muqueuse est intacte ? Pour réussir l'expérience, il faut l'irriter au préalable. Une autre particularité trouble son esprit : jamais l'intoxication diphtérique de l'animal ne s'accompagne de paralysie comme chez l'homme et Lœffler se demande si le poison diphtérique est vraiment

responsable de ces paralysies. Malgré la valeur de ces remarques, Lœffler est affirmatif et ne doute pas du rôle pathogène du bacille qu'il a découvert. L'essentiel sur ce point particulier du problème est dans son œuvre. Les travaux ultérieurs vont confirmer ses idées et expliquer ses hésitations ; nous savons aujourd'hui la part qui revient à l'état de la muqueuse dans la production de la maladie, nous connaissons l'existence de porteurs de germes sains et nous réalisons chez l'animal, depuis peu il est vrai, une paralysie toxique identique à celle de l'homme.

Les découvertes de Lœffler auraient sans doute triomphé dans l'opinion médicale si, peu de temps après lui, d'autres recherches n'étaient venues compliquer le problème bactériologique. En 1887, un jeune médecin autrichien, von Hofman-Wellenhof (de Gratz), trouve, en effet, dans la gorge d'un très grand nombre d'individus un bacille qu'il assimile au bacille de Lœffler, laissant supposer que le bacille de Lœffler se rencontre partout et que, par conséquent, sa constatation dans la gorge des sujets atteints de diphtérie n'a peut-être pas l'importance que lui a attribuée Lœffler. Nous savons aujourd'hui qu'Hofman a vu un bacille qui mérite le nom de faux bacille diphtérique ; celui-ci présente, avec le bacille de Lœffler, des traits de ressemblance troublants, mais ce n'est pas le même germe.

L'hésitation était, tout de même, entrée dans l'esprit des médecins et la clarté ne vint que des recherches de Roux et Yersin, qui datent de 1890. Les travaux de ces deux collaborateurs de Pasteur, images de vigueur dans la recherche, de finesse dans la conception, de clarté et de simplicité dans l'exposition, eurent un immense retentissement. Roux et Yersin viennent d'abord, avec une force nouvelle, montrer l'exactitude et la véracité des constatations de Lœffler. Ils retrouvent le bacille de Lœffler dans tous les cas de diphtérie, sans exception. Ils constatent la présence chez les convalescents après la disparition de tout symptôme morbide (ce sont ces sujets que nous appelons aujourd'hui « porteurs de germes convalescents »). Ils confirment l'existence de « porteurs de germes sains ». Ils reproduisent la maladie, y compris les paralysies chez l'animal. Roux et Yersin affirment la nécessité

d'un examen bactériologique pour poser avec certitude le diagnostic de diphtérie et tous les médecins du monde, en présence d'un cas douteux, suivent encore, religieusement, leur enseignement.

Ces bases établies, Roux et Yersin peuvent faire leur découverte fondamentale, celle de la toxine diphtérique. Ils cultivent le bacille de Lœffler dans un milieu liquide, puis ils filtrent ce bouillon de culture, ils isolent ainsi un poison particulier, la toxine diphtérique, qu'ils peuvent étudier. Ils montrent ses qualités, l'influence sur ce poison de la chaleur, de la lumière et ils en indiquent la fragilité. Ils rapprochent cette toxine des ferments, des diastases digestives, montrant qu'elle a une action d'une puissance remarquable, disproportionnée avec le volume considéré : une goutte de poison peut déterminer des effets terribles. Ils montrent que cette toxine, injectée seule à l'animal, indépendamment de tout germe microbien, est capable de déterminer toute la maladie diphtérique. Appliquée au niveau de la muqueuse par friction, elle reproduit la fausse membrane. Injectée dans la peau, elle détermine une escharre. Injectée dans le tissu cellulaire sous-cutané, elle provoque de l'œdème. Enfin, dans des conditions bien définies, elle cause des paralysies, réalisant ce trouble si spécial, dont l'absence avait ému Lœffler.

La découverte de Roux et Yersin est d'une importance capitale, non seulement par les applications pratiques, si bienfaisantes qu'elle a pu permettre, mais encore pour le progrès de nos conceptions médicales et biologiques. Pour la première fois le savant a pu, au laboratoire, obtenir la production d'un poison exactement identique à celui qui, dans le corps de l'homme, exerce ses ravages. Ce poison, dont on provoque la création à volonté, devient un corps sur lequel il est loisible d'expérimenter, que l'on peut doser, titrer, analyser, avec lequel on pourra réaliser la production d'un contre-poison. Un champ immense est ouvert aux chercheurs, qui n'ont certes pas fini de l'explorer.

●

S'ouvre maintenant l'ère thérapeutique. On peut faire dater celle-ci des premières recherches de Fraenkel en 1890.

Frænkel inocule aux cobayes des bacilles de la diphtérie atténués par l'addition de différents agents chimiques, imitant les travaux fondamentaux de Pasteur, Roux et Chamberland. Comme ces auteurs l'avaient, pour la première fois, réussi vis-à-vis du choléra des poules, il espère par l'injection de germes atténués, vacciner les animaux contre la diphtérie. Il y réussit en effet et cette constatation est complétée par la publication fondamentale de Behring et Kitasato, travail très bref, mais qui fait date. Le grand savant allemand et son collaborateur japonais ont étudié l'immunité vis-à-vis de la diphtérie, du tétanos et ils ont vu ce fait essentiel : l'immunité provoquée chez l'animal par l'inoculation d'une culture chauffée est due à la présence dans le sang d'une propriété ou d'une substance spéciale. Cette notion du pouvoir antitoxique du sang est d'une importance majeure. Puisque chez l'animal immunisé, le sang contient le contre-poison, ne peut-on pas le recueillir pour l'injecter à l'animal neuf afin de le protéger ou à l'animal malade afin de l'aider à guérir ?

L'expérience prouve la réalité de cette hypothèse. On peut transmettre l'immunité à un sujet neuf ; une deuxième forme d'immunité est découverte, car Pasteur, Roux et Chamberland avaient provoqué une immunité *active* par l'injection à l'animal de microbes atténués. Behring provoque une immunité *passive* par l'injection de sang d'un animal immunisé. L'homme va bientôt profiter de ces injections d'un sang doué de propriétés si précieuses. Le sang, ou plutôt le sérum de l'animal immunisé contre la diphtérie suivant la technique de Behring, est injecté, durant la nuit de Noël de l'année 1891, à un premier enfant atteint de diphtérie et soigné à l'hôpital de la Charité, à Berlin, et il est sauvé.

Qu'on ne croie pas la cause de la sérothérapie gagnée ! On se servait alors de sérum peu actif, dont on ne possédait que de petites quantités ; les diphtéries trop graves ou traitées trop tard étaient alors, plus encore qu'aujourd'hui, insensibles à l'action de la sérothérapie. Aussi les médecins restèrent-ils hésitants, jusqu'au jour où ils entendirent la voix de M. Roux, lisant sa fameuse communication au Congrès international d'Hygiène et de Démographie, à Budapest, en 1894. M. Roux

expose alors les recherches qu'il a poursuivies avec Chaillou et L. Martin. Il raconte la fabrication d'une toxine très active, le mode d'injection au cheval, employé à cet effet pour la première fois, la récolte du sérum, le titrage de celui-ci, l'injection à l'homme, l'observation clinique attentive des enfants qui ont été soignés avec une attention anxieuse et observés avec la méthode la plus objective avec la collaboration des médecins de l'Hôpital des Enfants-Malades. Tous ces faits accumulés non seulement entraînent la conviction, mais provoquent l'enthousiasme. Employant le sérum antidiphtérique, les médecins voient guérir des enfants qu'ils croyaient perdus. Ils empêchent la production du croup en arrêtant la maladie avant que les membranes des amygdales descendent vers le larynx. Puis injectant le sérum aux frères et sœurs, aux voisins des petits malades, ils empêchent la diffusion de la maladie dans l'entourage. Par des injections préventives ils arrêtent dans les collectivités d'enfants, les écoles, les hôpitaux, les épidémies menaçantes. Les statistiques prouvent que les ravages du mal diminuent ; on ne voit mourir, malgré le sérum, que les diphtériques traités trop tard ou bien ceux, rares, chez qui d'emblée l'intoxication a été si forte, l'emprise du mal sur les centres nerveux si puissante que la sérothérapie reste inefficace. L'angoisse affreuse devant la crainte de la diphtérie et du croup est remplacée chez les parents par une confiance raisonnée dans l'acte médical, qui peut sauver. On croit alors qu'à brève échéance le fléau sera vaincu et que la science médicale arrivera à faire disparaître de la surface de la terre ce mal redoutable.

●

Cet espoir semblait bien permis au début du XXe siècle : nous sommes parvenus alors, grâce à Bretonneau, à connaître la maladie diphtérique et à la distinguer des autres maladies, grâce à Lœffler, à cultiver le bacille diphtérique, grâce à Roux et Yersin, à isoler le poison diphtérique, grâce à Behring, à savoir que l'immunité se traduit par des propriétés du sang, grâce à Roux et à ses collaborateurs à guérir et à protéger l'homme avec le sérum de cheval immunisé. Le devoir du

médecin apparaît bien simple : il lui faut reconnaître ou tout au moins soupçonner vite la maladie diphtérique, la diagnostiquer promptement par un examen clinique minutieux et la connaissance exacte des symptômes. S'il croit à la diphtérie ou seulement s'il la craint, il lui faut injecter le sérum à dose active sans plus tarder. Puis, par une injection préventive de sérum il protégera l'entourage immédiat du malade et évitera la diffusion de la maladie. Ainsi la mortalité par diphtérie a pu singulièrement baisser, la gravité du fléau a pu diminuer et cependant la diphtérie est bien loin d'être vaincue. Elle offre une singulière résistance aux efforts que l'homme dirige contre elle. En voici les raisons : tout d'abord on ne peut pas détruire le germe du mal chez le sujet guéri, comme l'avaient vu Roux et Yersin. Il persiste dans la gorge et même on le retrouve avec une certaine fréquence chez les sujets parfaitement sains, comme dans le cas de cet enfant normal chez qui la présence du bacille diphtérique avait tant troublé Lœffler. Porteurs de germes convalescents, porteurs de germes sains résistent à toute désinfection. Ils sont immunisés, indifférents à la présence du bacille redoutable qu'ils hébergent sans le moindre dommage pour eux, mais ces bacilles, redoutables pour autrui, ils les sèment autour d'eux. Ce n'est pas tout : il arrive que brusquement la diphtérie revête une physionomie singulièrement grave. Dans ces diphtéries malignes, à l'éclosion du mal, apparaissent les troubles généraux les plus redoutables : la pâleur, la faiblesse du pouls, les hémorragies diverses, l'extrême gonflement du cou, la fétidité des membranes qui sont douées d'un pouvoir extensif très marqué. Le patient présente tous les signes d'une intoxication sévère ; le médecin a beau porter un diagnostic précoce, pratiquer un traitement immédiat et énergique ; la mort survient cependant. Tantôt ces cas de diphtérie maligne se présentent à l'état isolé, comme un drame imprévisible ; tantôt ils se groupent sous forme de véritable épidémie atteignant une région, un pays, voire un continent. Le célèbre médecin d'enfants, V. Bokay, de Budapest, mort récemment, racontait que dans sa jeunesse, voyageant en Allemagne, il s'était vu demander par des collègues de ce pays s'il considérait comme sérieuses les descriptions terrifiantes de la diphtérie que donnaient les auteurs

français, tant on avait oublié dans certaines régions de l'Europe jusqu'à l'existence des formes les plus graves de la diphtérie.

Or, il y a dix ans, dans l'Europe entière, la diphtérie qui semblait devenir de plus en plus rare et de moins en moins sévère, — si bien qu'on avait l'illusion d'une victoire prochaine sur ce mal, — reprit une extension nouvelle, une gravité inattendue. Dans tous les pays, morbidité et mortalité augmentèrent et l'on en vint à prétendre que le sérum était devenu moins efficace. Il n'en était rien. Ce sont les diphtéries toxiques qui sont devenues plus fréquentes et leur guérison est au-dessus de nos forces. L'origine de ces variations de virulence nous est complètement inconnue. Depuis longtemps, on sait que le génie épidémique varie, qu'à de certaines périodes de l'histoire la gravité des infections régresse et qu'à d'autres surviennent des épidémies redoutables. Charles Nicolle a repris, en y joignant des suggestions pénétrantes et des hypothèses nouvelles, ce thème ancien : naissance, vie et mort des maladies infectieuses... et l'on trouvera pendant longtemps encore à récolter dans le champ où il a semé.

La lutte de l'homme contre la diphtérie doit donc chercher une direction nouvelle. Si la suppression des germes et la guérison des cas toxiques sont impossibles, il faut prendre un autre chemin pour vaincre le fléau : il faut immuniser fortement le plus grand nombre d'individus réceptifs. Alors, si le microbe pénètre en eux, ils resteront indifférents ; même s'ils fléchissent devant son attaque, la maladie sera sans gravité. Nous voici donc parvenus à la dernière étape de notre voyage, celle où les savants forgent une nouvelle arme, un vaccin capable de provoquer l'immunisation active de l'homme.

●

Ce travail fut commencé en 1913. C'est à la veille de la grande guerre que Behring entreprit l'immunisation active de l'homme contre la diphtérie par l'injection à des enfants d'un mélange de bouillon de culture filtré et de sérum de chevaux immunisés, ou, si l'on veut, d'un mélange de toxine et d'antitoxine. Ce mélange de toxine-antitoxine est injecté dans le derme d'enfants pour les protéger contre une atteinte

ultérieure de diphtérie. Quoique la méthode de Behring soit bien compliquée et ses résultats incertains, elle forme néanmoins un jalon solide sur la route qui va être maintenant parcourue.

Pendant la guerre, la vaccination contre la diphtérie est étudiée aux États-Unis par William Park. Cet auteur injecte un mélange de toxine et d'antitoxine et arrive ainsi à immuniser contre la diphtérie des milliers d'enfants, car grâce à une propagande active, bien adaptée à la psychologie du Nouveau-Monde, la méthode se répand aux États-Unis. Cependant, la vaccination contre la diphtérie ne prend tout son essor que lorsque en 1923 un corps nouveau est créé par G. Ramon, l'anatoxine.

Cette découverte, la dernière en date, mérite de nous arrêter un instant. Avant de l'étudier, il nous faut insister sur certains points importants, qui concernent l'immunité vis-à-vis de la diphtérie. A la fin du siècle dernier, on avait observé le fait suivant : chez le convalescent de diphtérie, même lorsqu'il n'a pas reçu de sérum, et chez un certain nombre de sujets sains, particulièrement chez les adultes, même s'ils n'ont pas eu de diphtérie, on trouve dans le sérum que certaine quantité d'antitoxine. Qu'une diphtérie provoque cette immunité, que celle-ci se traduise par la présence d'antitoxine dans le sang, rien de surprenant ; mais le fait remarquable est que des individus n'ayant pas souffert de diphtérie peuvent présenter une immunité au moins égale. Chez un certain nombre d'individus, l'immunité s'installe donc sans maladie. Sans doute, le développement de cette immunité, dont la fréquence augmente avec l'âge, doit être due à des contacts accidentels, légers avec des bacilles de Lœffler qui, pour des raisons encore mystérieuses, n'ont pas déterminé l'éclosion d'une diphtérie. Ainsi, dans chaque génération, la majorité des hommes secrètement et insidieusement acquiert une résistance le plus souvent solide vis-à-vis de l'agression du bacille de Lœffler. Une épreuve biologique intéressante met tous ces faits bien en lumière ; elle est due à Bela Schick, élève de Pirquet, le noble et savant fondateur de cette belle école pédiatrique viennoise, aujourd'hui accablée. Nous venons de l'indiquer, la nature immunise plus ou moins

parfaitement chaque génération d'hommes dans les pays où règne la diphtérie. Seuls, quelques sujets n'ont pas eu cette chance et ont présenté une forme plus ou moins grave de la maladie. L'immunisation spontanée d'une génération n'empêche pas que celle-ci compte un certain nombre de victimes, surtout parmi les enfants ; plusieurs sont atteints de diphtérie, quelques-uns succombent. La nature remplit donc sa tâche d'une façon aveugle et imparfaite. L'homme ne peut-il l'accomplir mieux qu'elle? Le sérum antidiphtérique, nous l'avons vu, a une action protectrice, mais celle-ci ne dure pas : au bout de trois semaines environ son effet a disparu ; cette immunisation passive est utile dans le cas de menace immédiate et toute proche ; on ne peut renouveler cette injection trop souvent et, d'autre part, la maladie peut éclater d'une façon foudroyante sans que rien ait prévenu du danger. Il faut donc vacciner.

Les premiers vaccins employés furent assez divers ; le plus répandu notamment en Amérique, comme nous venons de le voir, était composé d'un mélange de poison diphtérique et de sérum, c'est-à-dire d'un mélange de toxine et d'antitoxine. On obtient dans ces conditions, en injectant à plusieurs reprises ce mélange sous la peau, une immunité progressive qui se traduit, en particulier, par ce fait que la réaction de Schick, positive avant la vaccination, devient négative après et le reste pendant un temps fort long, sinon pendant la vie entière. Mais ces mélanges de toxine et d'antitoxine sont délicats à préparer, présentant des inconvénients sur lesquels il est inutile d'insister, car aujourd'hui, dans le monde entier on est d'accord pour employer ce corps nouveau, préparé par G. Ramon et qu'il a appelé l'anatoxine.

On savait depuis longtemps que l'addition à la toxine diphtérique d'une substance antiseptique, en particulier du formol, l'atténuait d'une façon appréciable. Ce que Ramon a vu le premier, c'est que l'addition à la toxine diphtérique de formol dans certaines conditions bien définies aboutit à la formation d'un corps nouveau, stable, doué de propriétés particulières et bien précieuses. Comme il avait tout simplement ajouté à la toxine diphtérique un peu de formol pour empêcher dans ce liquide le développement des moisissures,

Ramon l'injecte au cobaye ; il ne se produit alors ni lésion locale ni troubles généraux, la toxine est devenue inoffensive ; le fait n'est pas surprenant, mais, allant plus loin, aux animaux qui ont reçu cette substance inoffensive, cette toxine modifiée, Ramon injecte par la suite une toxine active : point de réaction non plus. La première injection avait immunisé les animaux. On répète l'expérience et l'on voit que l'animal peut impunément recevoir plusieurs doses de toxine diphtérique mortelle. Ce fait fondamental bien observé est à l'origine de la découverte des anatoxines. Car Ramon ne tarde pas à voir et à démontrer que la toxine formolée n'est pas une simple toxine atténuée, mais est véritablement, répétons-le encore, une substance nouvelle. Elle est stable, elle résiste au chauffage. Alors que la toxine abandonnée sur la table du laboratoire vieillit et s'atténue, qu'exposée à la lumière elle perd son pouvoir, rien ne modifie l'anatoxine. En aucune manière on ne peut lui rendre le pouvoir offensant qu'avait la toxine dont elle est issue ; c'est une transformation totale et définitive. Son injection est toujours inoffensive, quelle que soit la dose employée chez l'animal et, si elle est bien préparée, elle est douée d'un pouvoir vaccinant très actif.

Ce vaccin fixe et stable, résistant au temps, à la chaleur, doué d'une action efficace, a servi à immuniser contre la diphtérie des centaines de milliers d'enfants, dans les différents pays du monde.

Il a été démontré qu'elle était inoffensive pour l'homme comme elle est inoffensive pour l'animal d'expériences. Ce n'est pas à dire que l'injection d'anatoxine ne donne pas quelques réactions, dans certains cas, bien rares du reste ; mais il faut distinguer formellement celles-ci d'accidents que l'on pourrait rattacher à l'intoxication diphtérique. Les réactions, toujours bénignes, déterminées par l'injection d'anatoxine chez l'homme, vont de la simple rougeur locale, légèrement prurigineuse à un léger accès de fièvre et quelques malaises fort discrets. Ces menus incidents sont exceptionnels. Le pourcentage en est un peu plus élevé chez l'adulte. Avant l'âge de cinq ans, on n'observe pour ainsi dire jamais de réaction à l'injection d'anatoxine.

Nous ne saurions étudier ici les effets heureux de la pré-

vention de la diphtérie par l'anatoxine. De statistiques très nombreuses et très sérieusement établies dans tous les pays du monde, il résulte que la diffusion de la vaccination par l'anatoxine diminue la fréquence et la gravité de la maladie, arrive même à la faire disparaître dans certaines collectivités où elle est employée systématiquement. L'expérience de plusieurs villes de France, de plusieurs hôpitaux, les essais poursuivis sur une très grande échelle au Canada et aux États-Unis sont convaincants. Certes, ce n'est pas à dire que tout individu vacciné soit parfaitement immunisé. Il n'y a pas de méthode biologique parfaite pour prévenir ni pour guérir. On a vu, on verra encore des sujets vaccinés et bien vaccinés, atteints cependant de diphtérie. Dès qu'une méthode hygiénique se répand, on n'en remarque que les échecs; le grand nombre des sujets qui ont échappé au mal n'attire pas l'attention et l'on est frappé par l'apparition de la maladie dans quelques cas exceptionnels chez les sujets qu'on croyait protégés. Comme toute méthode nouvelle, comme jadis la vaccination contre la variole ou comme la sérothérapie contre la diphtérie, la vaccination antidiphtérique a subi des accusations injustes; des coïncidences malheureuses ont frappé, à tort, certains esprits. Mais sa cause est aujourd'hui gagnée.

Cependant l'histoire que nous venons de relater nous enseigne que nous ne devons pas, même en comptant sur la diffusion de la méthode nouvelle, affirmer que cette fois la diphtérie est bien terrassée. Nous savons seulement que contre elle une arme nouvelle est dans nos mains; elle est inoffensive et efficace : notre devoir absolu est de nous en servir. Des difficultés inattendues peuvent surgir devant nous; mais alors, si l'humanité ne sombre pas dans la barbarie, d'autres hommes viendront qui continueront l'œuvre de Bretonneau, de Lœffler, de Roux et Yersin, de Behring et de Ramon.

PROFESSEUR ROBERT DEBRÉ

LÀ, OÙ LE FEU NE S'ÉTEINT PAS

Il n'y avait personne dans le verger. Henriette Leigh poussa prudemment la grille et pénétra dans le champ. Elle avait fait glisser sans bruit le verrou.

Le sentier traversait le champ depuis la grille du verger jusqu'à la barrière sous les sureaux. C'est là que George Waring l'attendait.

Bien des années après, chaque fois qu'elle pensait à George Waring, elle sentait le parfum doux, chaud, capiteux des fleurs de sureau. Bien des années après, chaque fois qu'elle sentait cette odeur, elle revoyait George Waring, avec son beau et charmant visage de poète ou de musicien, ses yeux noir bleu, ses cheveux bruns lisses. Il était enseigne de vaisseau.

La veille, il lui avait demandé de l'épouser et elle avait accepté. Mais son père avait refusé ; elle venait le lui annoncer et lui dire adieu avant son départ. Son bateau partait le lendemain.

Il était nerveux, impatient. Il ne pouvait croire que quelque chose pût entraver leur bonheur, qu'un événement contre sa volonté pût se produire.

— Alors ? demanda-t-il.

— Il ne veut rien entendre, George. Il dit que nous sommes trop jeunes.

— J'ai eu vingt ans en août, répondit-il, vexé.

— Et j'en aurai dix-sept en septembre.

— Et nous sommes en juin. Nous sommes bien assez âgés. Combien de temps veut-il que nous attendions ?

— Trois ans.

— Trois ans avant même de nous fiancer. Mais nous serons peut-être morts d'ici là !

Elle l'entoura de son bras pour le rassurer. Ils s'embrassèrent ; l'odeur douce, chaude, capiteuse des fleurs de sureau se mêla à leurs baisers. Ils restaient là, sous les sureaux, étroitement pressés l'un contre l'autre.

Au delà des champs jaunes de raiforts, ils entendirent l'horloge du village sonner sept heures. Dans la maison, le gong retentit.

— Chéri, il faut que je parte, dit-elle,

— Oh ! reste, reste encore *cinq* minutes.

Il l'étreignit. Cinq minutes s'écoulèrent et encore cinq autres. Puis il courut sur la route vers la gare, pendant qu'Henriette se dirigeait lentement à travers champs, en refoulant ses larmes.

— Il sera de retour dans trois mois, se disait-elle. Je vivrai bien jusque-là !

Mais il ne revint jamais. Quelque avarie se produisit dans les machines de son navire. Trois semaines plus tard, l'*Alexandra* sombra en Méditerranée et George aussi. Henriette déclara qu'il lui importait peu de vivre. Elle était sûre que sa mort ne saurait tarder, car elle ne pouvait vivre sans lui.

Cinq ans passèrent.

Les hêtres se développèrent sur toute l'étendue du parc. La large allée qui les séparait formait au centre un carrefour : à droite, s'élevait un pavillon de stuc blanc avec des colonnes et un fronton en triangle comme un temple grec ; à gauche, c'était l'entrée d'ouest du parc, avec la grille à double battant et une porte de côté.

Henriette, sur son banc de pierre, derrière le pavillon, aperçut Stephen Philpotts dès qu'il eut franchi la petite porte.

Il lui avait demandé de l'attendre là. C'était l'endroit qu'il choisissait toujours pour lui lire ses poèmes à haute voix. Les poèmes servaient de prétexte. Elle savait ce qu'il allait lui dire. Et elle savait ce qu'elle allait répondre.

Des sureaux en fleurs s'élevaient derrière le pavillon, et Henriette pensa à George Waring. Elle se dit que George était plus près d'elle maintenant que s'il avait vécu. Si elle épousait Stephen, elle ne lui serait pas infidèle, car elle l'aimait d'une autre façon. Ce n'était pas comme si Stephen eût pris la place de George. Elle aimait Stephen avec son âme, d'une manière irréelle.

Mais son corps frissonna comme un fil de fer tendu quand la porte s'ouvrit et que le jeune homme se dirigea vers elle dans l'allée sous les hêtres.

Elle l'aimait ; elle aimait sa minceur, sa pâleur, ses yeux noirs éclairés d'une flamme spirituelle, ses cheveux bruns rejetés en arrière, loin du front, la façon dont il marchait, presque sur la pointe des pieds, comme s'il avait des ailes aux talons.

Il s'assit à côté d'elle. Elle vit ses mains qui tremblaient. Elle devina que le moment venait, qu'il était venu.

— Je voulais vous voir seule parce que j'ai quelque chose à vous dire. Je ne sait comment commencer...

Ses lèvres s'entr'ouvrirent. Elle eut le souffle coupé.

— Je vous ai déjà parlé de Sybille Foster ?

Elle bégaya :

— N... on, Stephen. Je ne me souviens pas.

— Eh bien ! je ne voulais rien vous dire avant que tout fût réglé. Elle ne m'a dit qu'hier...

— Quoi ?

— Qu'elle voulait bien de moi. Oh ! Henriette, savez-vous ce que c'est que d'être terriblement heureux ?

Elle le savait. Elle venait de le savoir, juste avant qu'il lui parlât. Elle restait là, pétrifiée, elle l'entendait lui exprimer sa joie, écoutait sa propre voix lui répondre qu'elle se réjouissait pour lui.

Dix ans passèrent.

Henriette Leigh attendait dans le salon d'une petite maison de Maida Vale. Elle s'y était installée après la mort de son père, deux ans auparavant.

Elle ne pouvait tenir en place. Elle regardait sans arrêt la pendule pour voir s'il était quatre heures, heure à laquelle Oscar Wade lui avait donné rendez-vous. Elle n'était

pas sûre qu'il viendrait, car elle l'avait renvoyé la veille.

Elle se demandait alors pourquoi elle lui avait permis de revenir. Elle ne comprenait pas clairement ce qui se passait en elle. Si elle avait réellement pensé ce qu'elle lui avait dit, elle n'aurait pas dû le laisser revenir. Jamais plus.

Elle ne lui avait pas caché sa pensée. Elle se voyait, très droite sur sa chaise, soutenue par un sentiment d'intégrité passionnée, tandis qu'il restait là, devant elle, hochant la tête, honteux, vaincu ; elle entendait le tremblement de sa voix, tandis qu'elle répétait qu'elle ne pouvait pas ; il devait le comprendre ; rien, non, rien ne pourrait la faire changer d'avis ; elle ne pouvait pas oublier qu'il était marié et qu'il devait compter avec Muriel.

A quoi il avait répondu brutalement :

— C'est inutile. Tout est fini entre nous. Nous ne vivons ensemble que pour la forme.

Et elle, avec une grande dignité :

— Et pour la forme, Oscar, nous devons cesser de nous voir. Partez.

— Le désirez-vous vraiment ?

— Oui, et pour toujours.

Il était parti, honteux, vaincu.

Elle le voyait, soulevant ses larges épaules pour recevoir le coup. Et elle avait pitié de lui. Elle se disait qu'elle avait été dure, sans nécessité. Pourquoi ne se reverraient-ils pas maintenant, puisqu'il avait compris ? Jusqu'alors, la situation n'avait jamais été nettement définie. Maintenant, elle voulait lui demander d'oublier ce qu'il lui avait dit. Et ils pourraient alors rester amis comme si rien ne s'était passé.

Il fut quatre heures. Quatre heures et demie. Cinq. Elle avait fini son thé et ne comptait plus sur lui quand, un peu avant six heures, il arriva.

Il entra comme il l'avait déjà fait une douzaine de fois, de son pas réfléchi, mesuré, méditatif, se tenant bien droit, avec une sorte d'arrogance retenue, ses larges épaules soulevées. C'était un homme d'environ quarante ans, grand et large, aux hanches minces et au cou court ; les traits réguliers paraissaient petits dans le visage carré au teint frais. La petite moustache, coupée court, d'un brun rouge, se héris-

sait sur la lèvre proéminente. Les yeux petits, d'un brun rouge, brillaient d'une flamme inquiétante.

Elle aimait à l'évoquer quand il n'était pas là, mais elle éprouvait toujours un léger choc dès qu'elle le voyait. Physiquement, il était très éloigné de son type d'homme. Si différent de George Waring et de Stephen Philpotts.

Il s'assit en face d'elle.

Il y eut un silence embarrassé, enfin rompu par Oscar Wade.

— Eh bien ! Henriette, vous m'avez dit de venir ?

Il semblait vouloir rejeter toute la responsabilité sur elle.

— Aussi, je pense que vous m'avez pardonné ?

— Oh ! oui, Oscar, je vous ai pardonné.

Il lui dit qu'elle pourrait lui en donner la preuve en dînant quelque part avec lui ce soir même.

Elle ne trouva aucune raison pour refuser. Elle le suivit.

Il l'emmena dans un restaurant de Soho. Oscar Wade dîna bien, d'une façon quelque peu extravagante, donnant à chaque plat son importance. Cette extravagance lui plut. Il n'avait aucune mesquinerie.

Le repas était terminé. Son silence embarrassé lui apprit ce à quoi il pensait. Mais, lorsqu'il l'eut accompagnée, il la quitta à la barrière du jardin. Il trouvait cela préférable.

Elle ne savait si elle était satisfaite ou non. Elle avait éprouvé un moment de juste exaltation et elle en avait profité. Mais elle n'eut plus de paix pendant les semaines qui suivirent. Elle avait renvoyé Oscar Wade parce qu'elle ne le désirait pas beaucoup ; et maintenant, elle le voulait furieusement, d'une façon perverse, parce qu'elle l'avait renvoyé. Bien qu'il ne fût nullement son type d'homme, elle ne pouvait vivre sans lui.

Elle dîna encore et encore avec lui, jusqu'à ce qu'elle connût par cœur le restaurant Schnebler, les panneaux blancs et or du mur, les colonnes blanches avec leurs arabesques de feuillage doré, les tapis turcs, bleu et rouge, doux aux pieds, les banquettes de velours cramoisi qui collait à sa robe, l'éclat des verres et de l'argenterie sur les tables en cercles innombrables. Et les visages des dîneurs, rouges, blancs, roses, bruns, gris, blêmes, ravagés ou joyeux,

les bouches ourlées qui grimaçaient en mangeant, les ampoules électriques en guirlandes qui les désignaient, sous les abat-jour rouges. Tous tremblant dans l'air lourd que la lumière rouge teintait comme le vin colore l'eau.

Et le visage d'Oscar rougissait pendant le dîner. Chaque fois qu'il s'écartait de la table et qu'il méditait en silence, elle devinait ce à quoi il pensait. Ses lourdes paupières se lèveraient ; elle verrait ses yeux fixés sur elle, pensifs, décidés.

Elle savait maintenant ce que serait le dénouement. Elle pensait à George Waring, à Stephen Philpotts et à sa vie — trahis. Elle n'avait pas choisi Oscar, elle ne l'avait pas vraiment désiré ; mais maintenant qu'il s'était imposé à elle, elle n'avait pas le courage de le laisser partir. Depuis que George était mort, aucun homme ne l'avait aimé, aucun autre ne l'aimerait. Et elle avait pitié quand elle le voyait s'éloigner d'elle, vaincu, honteux.

Avant lui, elle avait su le dénouement. Seulement, elle ignorait quand, où, et comment il se produirait. Et Oscar, lui, le savait.

Ce fut à la fin de l'une de ces soirées, après le dîner, dans un cabinet particulier. Il avait dit qu'il ne pouvait supporter la chaleur et le bruit de la salle du restaurant.

Elle monta devant lui, par un escalier raide, recouvert d'un tapis rouge, jusqu'à une porte blanche au second palier.

De temps à autre, ils répétèrent l'aventure furtive, secrète. Parfois, elle le rencontrait dans la chambre au-dessus de Schnebler. D'autres fois, quand sa bonne était sortie, elle le recevait chez elle, à Maida Vale. Mais c'était dangereux, et cela ne devait pas se répéter trop souvent.

Oscar se déclara extrêmement heureux. Henriette n'était pas si sûre de son bonheur. C'était l'amour, ce qu'elle n'avait jamais eu, ce qu'elle avait rêvé, ce dont elle avait été affamée et assoiffée ; mais maintenant qu'elle l'avait, elle n'était pas satisfaite. Elle attendait toujours quelque chose juste au delà, quelque transport mystique, surnaturel qui commençait toujours et qui ne se réalisait jamais. Elle éprouvait pour Oscar une répugnance insurmontable. Mais puisqu'elle l'avait pris pour amant, elle ne pouvait admettre que ce sentiment était dû à une certaine grossièreté. Elle cherchait autre chose.

Pour se justifier, elle s'attachait à ses qualités, à sa générosité, à sa force, à la façon dont il avait créé son affaire industrielle. Elle voulut visiter ses ateliers et voir de près les grosses dynamos. Elle lui demanda de lui prêter les livres qu'il lisait. Mais toujours, lorsqu'elle voulait lui parler, il lui laissait entendre que ce n'était pas pour *ça* qu'elle était là.

— Ma chère, nous n'avons pas le temps, dit-il. C'est gâcher de précieux moments.

Elle insistait :

— Il y a quelque chose de mal entre nous si nous ne pouvons échanger nos idées.

Il s'irritait :

— Les femmes ne comprennent jamais qu'un homme peut discuter autant qu'il veut avec d'autres hommes. Ce qui est mal entre nous, c'est justement cela qui gâche nos rencontres. Nous devrions vivre ensemble. Ce serait la seule chose à faire. Je le voudrais, seulement je ne peux pas détruire le foyer de Muriel et la rendre malheureuse.

— Je croyais que vous aviez dit que cela lui serait indifférent?

— Mais elle tient à son foyer, à sa position et aux enfants. Vous les oubliez.

Oui. Elle avait oublié les enfants. Elle avait oublié Muriel. Elle n'avait pas vu en Oscar un homme marié, avec une femme, des enfants, un foyer.

Mais il avait un projet. Sa belle-mère passerait le mois d'octobre avec Muriel et il pourrait se rendre libre. Il irait à Paris, où Henriette viendrait le rejoindre. Il aurait ainsi le prétexte d'un voyage d'affaires. D'ailleurs, il ne lui serait pas nécessaire de mentir : il *avait* des affaires à Paris.

Il retint des chambres dans un hôtel de la rue de Rivoli. Ils y passèrent deux semaines.

Pendant trois jours, Oscar fut follement amoureux d'Henriette et elle de lui. Parfois, elle allumait l'électricité et elle le regardait dormir à côté d'elle. Le sommeil lui apportait la beauté, l'innocence étendant un voile fin et doux sur sa grossièreté, adoucissant sa bouche, cachant ses yeux.

En six jours, la réaction se fit. A la fin du dixième jour, Henriette, qui revenait de Montmartre avec Oscar, éclata

en sanglots. Comme il l'interrogeait, elle répondit, égarée, que l'hôtel Saint-Pierre était trop odieusement laid, qu'il lui donnait sur les nerfs. Gentiment, Oscar lui expliqua que sa nervosité était due à la fatigue d'une nuit de distractions. Elle essaya de se persuader qu'elle était triste parce que son amour était plus pur et plus spirituel que celui d'Oscar, mais elle savait parfaitement qu'elle avait pleuré par simple ennui. Elle était amoureuse d'Oscar et Oscar l'ennuyait. Oscar était amoureux d'elle et elle l'ennuyait. A chaque instant, la nuit et le jour, l'un se révélait à l'autre comme un insupportable fardeau.

A la fin de la deuxième semaine, elle se mit à douter qu'elle eût jamais été réellement éprise de lui.

Sa passion revint pendant un bref laps de temps lorsqu'ils eurent regagné Londres. Libérés du rythme nouveau que Paris leur avait imposé, ils se persuadèrent que leurs natures romantiques étaient faites davantage pour l'ancien cours de leur aventure fortuite.

Alors, peu à peu, le sentiment du danger s'éveilla en eux. Ils vécurent dans une crainte perpétuelle, redoutant à tout moment d'être découverts. Ils se tourmentèrent mutuellement, en imaginant des accidents qu'ils n'eussent jamais envisagés au début de leur amour. Ils se demandaient si cela valait la peine de courir de tels risques pour ce qu'ils en retiraient. Oscar jura de nouveau que s'il avait été libre, il l'aurait épousée. Il déclara que ses intentions, en tout cas, étaient loyales. Mais elle se demandait : « Et moi, l'épouserais-je? » Le mariage, c'eût été l'hôtel Saint-Pierre de nouveau, sans possibilité d'évasion. Mais si elle ne l'épousait pas, l'aimait-elle encore? C'était tout le problème. Peut-être était-il préférable après tout qu'il ne fût pas libre. Puis, elle se dit que ces doutes étaient morbides et que la question ne devait pas se poser.

Un soir, Oscar vint la voir. Il lui annonça que Muriel était malade.

— Gravement?

— Je le crains. Une pleurésie, qui peut tourner en pneumonie. Nous serons fixés d'une façon ou d'une autre ces jours-ci.

Une peur atroce saisit Henriette. Muriel pouvait mourir de cette pleurésie ; et si elle mourait, il lui faudrait épouser Oscar. Il la regardait d'une façon bizarre, comme s'il devinait ses craintes ; elle comprit que la même pensée lui était venue et qu'il la redoutait autant qu'elle.

Muriel se rétablit ; mais le danger les avait éclairés. La vie de Muriel leur était devenue étrangement précieuse ; elle se tenait entre eux et cette union permanente qu'ils avaient redoutée mais qu'ils n'auraient pas eu le courage de refuser.

Après la certitude, la rupture.

Elle vint d'Oscar, un soir, alors qu'il était avec Henriette dans son salon.

— Henriette, lui dit-il, savez-vous que je pense sérieusement à régler tout cela.

— Qu'entendez-vous par là ?

— Me remettre avec Muriel, la pauvre femme... N'avez-vous jamais pensé que notre petite aventure ne pourrait se prolonger éternellement ?

— Vous ne le désirez pas ?

— Je ne veux pas avoir d'ennuis. Pour l'amour du Ciel, réglons ça proprement. Ce qui est fait est fait. Mais terminons convenablement.

— Je comprends. Vous voulez vous débarrasser de moi ?

— C'est mal de dire ça.

— Enfin... Tout est mal entre nous. Je pensais que vous teniez maintenant à moi. Mais je n'ai jamais eu d'illusion, depuis que vous avez écarté tout ce qui vous gênait.

— Qu'est-ce qui me gênait ?

— Le beau côté de la chose. Ce côté que *je* désirais.

— Le mien, au moins, était vrai. C'était plus propre que ce voile putride dont vous vouliez envelopper tout ça. Vous étiez hypocrite, Henriette, et je ne l'étais pas. Et vous serez plus hypocrite encore si vous osez dire que vous n'avez pas été heureuse avec moi.

— Je n'ai jamais été véritablement heureuse. Jamais un instant. Il y avait toujours quelque chose qui me manquait. Quelque chose que vous ne me donniez pas. Peut-être ne le pouviez-vous pas.

— Je n'étais pas assez idéaliste, peut-être? grogna-t-il.

— Non. Et vous m'avez rendue semblable à vous.

— Oh! j'ai remarqué que vous étiez toujours très idéaliste *après*, quand vous aviez eu ce que vous vouliez.

— Ce que je voulais, s'écria-t-elle. Oh! mon Dieu...

— Si vous avez jamais su ce que vous vouliez.

— Ce que je voulais... répéta-t-elle, en laissant deviner son amertume.

— Allons, dit-il, pourquoi ne pas être honnête? Regardons les choses en face. J'ai été très épris de vous et vous de moi... au début. Puis, nous nous sommes lassés l'un de l'autre, et c'est fini. Mais au moins vous me devez du bonheur, le temps que ça a duré.

— Du bonheur?

— Dont je me suis contenté.

— Vous, oui, parce que, pour vous, aimer ne signifiait qu'une chose. Parce que vous avez rejeté tout ce qui était noble et pur, jusqu'à ce qu'il ne nous reste plus que ça. Voilà ce que vous avez fait de l'amour.

Vingt ans passèrent.

Ce fut Oscar qui mourut le premier, trois ans après la rupture. Il mourut subitement un soir d'une attaque d'apoplexie.

Sa mort apporta un immense soulagement à Henriette. La sécurité parfaite lui avait été impossible quand il était en vie. Mais maintenant, il n'y avait plus une âme sur terre qui connût leur secret.

Cependant, sous le coup de la nouvelle, Henriette se dit qu'Oscar mort serait plus près d'elle que jamais. Elle oublia combien elle l'avait peu désiré, vivant. Mais, bien avant que les vingt années se fussent écoulées, elle avait réussi à se persuader qu'il n'avait jamais rien été pour elle. Il était incroyable qu'elle eût jamais connu quelqu'un comme Oscar Wade. Quant à leur liaison, elle ne pouvait imaginer qu'Henriette Leigh ait jamais pu en être l'héroïne. Le restaurant Schnebler et l'hôtel Saint-Pierre cessèrent d'exister dans son passé. Et si elle s'était permis de se les rappeler, ils eussent juré désagréablement avec la réputation de vertu sacrosainte qu'elle avait maintenant acquise.

Car Henriette, à cinquante-deux ans, était l'amie et la collaboratrice du révérend Clement Farmer, vicaire de Sainte-Marie, Maida Vale. Diaconesse dans sa paroisse, elle portait l'uniforme presque d'une religieuse, la cape, le bonnet, le voile, la croix, le rosaire et le sourire indulgent. Elle était aussi la secrétaire du Foyer de Maida Vale et de Kilburn pour les Filles Repenties.

Ses seuls moments d'exaltation lui étaient procurés par Clement Farmer quand, avec sa soutane et son surplis brodé, sosie austère de Stephen Philpotts, il sortait de la sacristie, montait en chaire, se tournait sur les marches de l'autel et levait les bras en signe de bénédiction ; ses seuls moments d'extase, quand elle recevait la communion de ses mains. Et elle éprouvait un calme bonheur quand la porte de son cabinet se refermait sur leur méditation. Tous ces moments étaient saturés de pureté solennelle.

Mais combien insignifiants, si on les compare à ceux de sa mort !

Elle était couchée dans son lit blanc, sous le crucifix noir orné d'un Christ d'ivoire. Les bouteilles de remèdes et les récipients avaient été enlevés de la table de chevet ; tout était prêt pour les derniers sacrements. Le prêtre allait et venait tranquillement dans la chambre, arrangeant les cierges, le missel et le saint sacrement. Puis, approchant une chaise du lit, il la regarda, attendant qu'elle sortît de sa torpeur.

Elle s'éveilla brusquement. Ses yeux étaient fixés sur lui. Elle eut un éclair de lucidité. Elle mourait, et sa mort la rendait doublement précieuse à Clement Farmer.

— Etes-vous prête ? lui demanda-t-il.

— Pas encore. Je crois que j'ai peur. Faites que je n'aie pas peur.

Il se leva, alluma les deux cierges sur l'autel. Il enleva le crucifix du mur, l'appuya au pied du lit.

— Vous n'aurez pas peur ainsi, dit-il.

— Je n'ai pas peur de l'au-delà. Je pense qu'on s'y habitue. Seulement, ce doit être terrible au début.

— Notre premier état dépendra beaucoup de nos pensées de la dernière heure.

— Il y a... ma confession, dit-elle.

— Et vous recevrez ensuite le saint sacrement. Alors votre esprit restera fermement attaché à Dieu, à votre Sauveur... Vous sentez-vous en état de vous confesser maintenant, ma fille? Tout est prêt.

Son esprit fit un bond en arrière et elle trouva Oscar Wade. Elle hésita : devait-elle lui avouer Oscar Wade? Un instant, elle crut que cela lui serait possible ; mais elle comprit aussitôt qu'elle ne pouvait le faire. Elle ne le pouvait. Ce n'était pas obligatoire. Pendant vingt ans, il avait cessé de faire partie de sa vie. Elle n'avouerait pas ses relations avec Oscar Wade. Elle avait commis d'autres péchés.

Elle fit un choix attentif.

« Je me suis trop attachée à la beauté de ce monde... J'ai manqué de charité envers ces pauvres filles... A cause de ma répugnance intense pour leur péché... J'ai souvent pensé à ceux que j'aimais, alors que je n'aurais dû être occupée que de Dieu. »

Après quoi, elle reçut les derniers sacrements.

— Maintenant, dit-il, il n'y a plus rien à craindre.

— Je n'aurai pas peur si vous me tenez la main.

Il lui prit la main. Elle resta immobile, longtemps, les yeux fermés. Puis il l'entendit murmurer quelque chose. Il s'approcha.

— C'est... la mort. Je pensais que c'était horrible. Et c'est merveilleux !...

Le prêtre desserra son étreinte, comme poussé par une force surnaturelle. Elle émit une faible plainte.

— Oh ! ne me laissez pas partir.

Sa main se resserra sur la sienne.

— Essayez de penser à Dieu, dit-il. Regardez le crucifix.

— Si je le regarde, murmura-t-elle, vous ne me lâcherez pas la main?

— Non, je ne vous abandonnerai pas.

Il lui tint la main, qui ne lui échappa que dans l'agonie finale.

Elle erra pendant quelques heures dans la chambre où cet événement venait de se dérouler.

L'aspect de la pièce lui était à la fois familier et légèrement répugnant. L'autel, le crucifix, les cierges allumés lui rappelaient quelque expérience terrible, affreuse, dont elle ne pouvait se rappeler les détails. Il lui semblait que ces objets avaient été vaguement en relation avec le corps, enveloppé d'un linceul, qui reposait sur le lit, mais la nature de ces relations n'était pas claire, et elle n'associait pas le cadavre avec elle-même. Quand l'infirmière entra et découvrit le corps, elle vit que c'était celui d'une femme entre deux âges. Son propre corps vivant était celui d'une jeune femme d'environ trente-deux ans.

En son esprit, il n'y avait ni passé ni avenir, nul souvenir aigu, cohérent, aucune notion de ce qui allait arriver.

Soudain, la chambre commença à se défaire devant ses yeux, à se fendre en morceaux de parquet, de meubles, de plafond, qui changeaient de place et étaient jetés de tout leur poids sur différents plans. Ils gisaient dans tous les coins ; ils se traversaient et s'accumulaient les uns sur les autres, dans un mélange transparent de perspective disloquée, comme des objets réfléchis par une glace déformante.

Le lit et le corps enveloppé avaient glissé quelque part hors de son champ visuel. Elle restait à la porte, qui était toujours à sa place.

Elle l'ouvrit, se trouva dans la rue, puis devant une maison de grès et de briques jaunâtres, avec un toit pointu en flèche, recouvert d'ardoises. Néanmoins, elle eut un vague éclair de conscience. Ce bâtiment était l'église de Sainte-Marie, Maida Vale. Elle entendait le ronflement de l'orgue. Elle ouvrit la porte, entra.

Elle était revenue dans un espace défini de temps et de lieu et recouvrait quelques souvenirs cohérents. Elle se rappelait les bancs de pitchpin, avec leur dossier gothique et leurs sculptures ; les murs et les colonnes de pierre peinte, avec des arabesques, couleur chocolat ; les rangées des lampes qui pendaient dans les bas-côtés, le grand autel avec les cierges allumés et la croix de cuivre brillante, bien astiquée. Ces choses étaient en quelque sorte permanentes et réelles, ajustées à l'image qui maintenant avait pris possession d'elle-même.

Elle savait ce qu'elle était venue faire. Le service était terminé. Les servants s'étaient retirés du sanctuaire ; le sacristain allait et venait devant l'autel, éteignant les cierges. Elle se dirigea au centre vers une place qu'elle connaissait bien, sous la chaire. Elle s'agenouilla, se couvrit le visage de ses mains. A travers ses doigts, elle apercevait la porte de la sacristie à gauche, au bout de l'aile nord. Elle la regardait fixement.

L'organiste termina la retraite, lentement et doucement, finissant sur deux accords solennels.

La porte de la sacristie s'ouvrit et Clement Farmer sortit, vêtu de sa soutane noire. Il passa devant elle, tout près, tout près du banc où elle était agenouillée. Il s'arrêta. Il l'attendait. Il avait quelque chose à lui dire.

Elle se leva et se dirigea vers lui. Il attendait toujours. Il ne bougea pas pour la laisser passer. Elle approcha, plus près qu'elle ne l'avait jamais fait, si près que ses traits se brouillèrent. Elle releva la tête et, de ses yeux de myope plissés, vit le visage d'Oscar Wade.

Il était là, immobile, affreusement immobile, et lui barrait le passage.

Elle recula ; ses épaules mouvantes semblaient la poursuivre. Il se pencha, la tenant sous son regard. Elle ouvrit la bouche pour crier, mais aucun son n'en sortit.

Elle avait peur de bouger, elle craignait qu'il la suivît. Le mouvement de ses épaules la terrifiait.

Une à une, les lumières des bas-côtés s'éteignirent. Les lampes de l'aile centrale ne tarderaient pas à s'évanouir aussi. Elles avaient disparu. Si elle ne s'en allait pas, elle serait enfermée avec lui, dans l'obscurité redoutable.

Elle se dirigea vers l'aile nord, se guidant à tâtons au pupitre des bancs.

Quand elle se retourna, Oscar Wade n'était plus là.

Elle se rappela alors qu'il était mort. Aussi ce qu'elle avait vu n'était pas lui, mais son fantôme. Il était mort dix-sept ans auparavant. Elle était délivrée de lui pour toujours.

Lorsqu'elle sortit de l'église, elle s'aperçut que la rue avait changé. Ce n'était plus celle dont elle se souvenait.

Le trottoir était dallé et passait sous des arcades. C'était une longue galerie, bordée d'un côté par des boutiques brillamment éclairées et de l'autre par d'épaisses colonnes.

Elle marchait sous les arcades de la rue de Rivoli. Soudain, elle vit un grand porche gris qui faisait saillie. C'était celui de l'hôtel Saint-Pierre. La porte à tambour de verre s'entrouvrit pour la recevoir ; elle traversa le vestibule étouffant. Elle le reconnaissait. Elle reconnaissait le bureau brun rouge d'acajou brillant du portier, à sa gauche, et celui du sous-directeur, du même acajou brillant à sa droite ; elle s'apprêta à monter le grand escalier gris recouvert d'un tapis ; elle gravit les marches sans fin qui tournaient, tout autour de la cage, passa devant la porte à grillage de l'ascenseur, arriva au palier qu'elle connaissait et dans le long corridor, gris-fumée, éclairé par une triste fenêtre à l'extrémité.

C'est là que l'horreur de l'endroit la frappa. Elle n'avait plus le moindre souvenir de l'église Sainte-Marie, aussi ignorait-elle sa course à l'envers dans le temps. Tout le temps et l'espace étaient là.

Elle se rappela qu'elle devait tourner à gauche, puis à gauche.

Mais il y avait quelque chose là ; là, où le corridor tournait devant la fenêtre, à la fin de tous les corridors. Si elle se dirigeait de l'autre côté, elle y échapperait.

Le corridor prenait fin. Un mur nu. Elle dut alors revenir sur ses pas, sur le palier à gauche.

En tournant, devant la fenêtre, elle reprit un autre long corridor, gris-fumée, sur sa droite, et à droite de nouveau où une lampe en veilleuse éclairait une tablette d'angle.

Le troisième corridor était sombre, secret et mal entretenu. Elle connaissait les murs salis et la porte branlante au bout. Il y avait une faible lumière au-dessus. Elle vit le numéro, 107.

Quelque chose s'était passé là. Si elle entrait, cela recommencerait.

Oscar Wade était dans la chambre, il l'attendait derrière la porte fermée. Elle le devina, qui allait et venait. Elle se pencha, l'oreille collée à la serrure et écouta. Elle entendait sa démarche pesante. Il allait du lit à la porte.

Elle fit demi-tour et s'enfuit ; ses jambes se dérobèrent sous elle, elle courut, dans les longs corridors et dans l'escalier, à toute vitesse, aveugle, comme une bête poursuivie, cherchant un abri, croyant entendre des pas derrière elle.

La porte à tambour la happa et la poussa dans la rue.

L'étrange qualité de son état était qu'elle avait perdu le sentiment de la durée. Elle se souvenait confusément qu'il y avait eu jadis un facteur appelé temps, mais elle n'en gardait aucun souvenir précis. Elle était consciente de ce qui se passait ou de ce qui allait arriver ; elle fixait les événements par la place qu'ils occupaient et mesurait leur durée par l'étendue qu'elle parcourait.

Aussi, pensait-elle alors : « Si seulement je pouvais revenir vers le lieu où cela n'arriva pas. »

Revenir plus loin...

Elle marchait maintenant sur une route blanche bordée de vastes prairies. A droite et à gauche, des collines abruptes, courbe après courbe, semblaient trembler sous une brume légère.

La route conduisait à la verte vallée. Elle passait sur le pont en dos d'âne de la rivière. Au delà, Henriette aperçut les deux pignons de la maison grise qui jaillissaient au-dessus du mur gris du jardin. La haute grille le coupait en son centre, entre deux grands piliers de pierre arrondis à l'extrémité.

Et maintenant, elle se trouvait dans une vaste pièce, basse de plafond, aux stores baissés. Elle se tenait devant un large lit à deux personnes. Le corps étendu au milieu, sous le drap blanc, était celui de son père.

Le drap allait de la pointe des pieds jusqu'au cou, puis le rebord du nez au menton.

Elle souleva le drap et le replia sur la poitrine du mort. Le visage qu'elle découvrit était celui d'Oscar Wade, immobile, adouci par la suprême innocence de la mort. Elle le regarda fixement, fascinée, avec une joie froide, impitoyable.

Oscar était mort.

Elle se rappela comment il reposait à côté d'elle, dans la chambre de l'hôtel Saint-Pierre, sur le dos, les mains croisées,

la bouche entr'ouverte, sa large poitrine se soulevant en mesure. S'il était mort, cela ne se reproduirait plus jamais. Elle était sauvée.

Le visage du mort l'effraya, et elle allait le recouvrir, quand elle perçut un faible mouvement, un mouvement rythmique. Comme elle tenait le drap serré, les mains, en dessous, se mirent à lutter, les bouts carrés des doigts apparurent au bord, essayant de repousser le drap. La bouche s'ouvrit, les yeux s'ouvrirent, le visage la regardait fixement avec une expression d'agonie et d'épouvante.

Alors le corps se dressa, les yeux fixés dans les siens. Ils restèrent, lui et elle, un instant immobiles, chacun retenu par la terreur que lui inspirait l'autre.

Soudain, elle fit demi-tour et s'enfuit hors de la chambre, hors de la maison.

Elle s'arrêta devant la grille, regardant de droite à gauche la route, ne sachant de quel côté échapper à Oscar. A droite, par le pont, la colline et la vallée, elle arriverait aux arcades de la rue de Rivoli et aux affreux corridors gris de l'hôtel. A gauche, la route conduisait au village.

Si elle pouvait remonter plus loin encore dans le passé, elle serait libre, elle échapperait à l'étreinte d'Oscar. A côté du lit de son père, elle avait retrouvé sa jeunesse, mais ce n'était pas suffisant. Elle devait se rendre à l'endroit où elle rajeunirait encore, au parc, à cette allée sous les hêtres et au pavillon blanc du carrefour. Elle savait comment les trouver. Au bout du village, la route obliquait à droite, à gauche, à l'est et à l'ouest, devant les murs du parc ; la grille du sud était là, ouvrant sur une ruelle.

Elle courut dans le village, passa devant les granges grises de la ferme de Goodyer, devant la boutique de l'épicier, devant l'enseigne jaune et bleu de la « Queen's Head », devant la poste, avec son unique fenêtre noire sous la vigne, devant l'église et les ifs du cimetière, jusqu'à l'endroit où la grille du sud projetait son ombre délicate sur le gazon.

Ces choses semblaient sans substance, cachées sous une brume translucide qui tremblait et les recouvrait comme un verre fragile. Elles apparurent, flottèrent devant elle, disparurent ; mais au lieu de la grand'route et des murs du parc,

elle aperçut une rue de Londres avec des façades blanches, et, au lieu de la grille du sud, la porte de verre du restaurant Schnebler.

La porte de verre s'entr'ouvrit et elle entra dans la salle. La scène s'imposa à elle avec le contact dur de la réalité ; les panneaux blancs et or, les colonnes blanches aux arabesques dorées, les cercles blancs des tables, brillantes, les visages frais des dîneurs qui remuaient mécaniquement.

Elle se sentit poussée par quelque force irrésistible vers une table, dans un angle, où se trouvait un homme seul. La serviette dont il se servait lui cachait la bouche, la mâchoire, la poitrine et elle ne reconnut pas la partie supérieure du visage. Mais la serviette tomba ; ce fut Oscar Wade. Elle s'avançait vers lui, entraînée, sans pouvoir résister ; elle s'assit à côté de lui et il se pencha vers elle au-dessus de la table ; elle sentit la chaleur de son visage congestionné, son haleine chargée de vin quand il murmura :

— Je savais que vous viendriez.

Elle but et mangea en silence, mâchant, dégustant lentement, reculant à dessein l'issue abominable qui mettrait fin au repas.

Enfin, ils se levèrent ensemble et se dévisagèrent. Son corps lourd, épais, était devant elle, sur elle ; elle sentait presque la vibration de sa force.

— Viens, lui dit-il, viens.

Et elle le précéda, lentement, se glissant entre les tables, entendant derrière elle la démarche pesante, mesurée d'Oscar. L'escalier raide, au tapis rouge, s'élevait devant elle.

Elle recula, mais il la poussa.

— Tu connais le chemin, dit-il.

Au palier supérieur, elle trouva la porte blanche qu'elle connaissait. Elle reconnut les longues fenêtres recouvertes de stores de mousseline, le miroir doré au-dessus de la cheminée qui reflétait la tête et les épaules d'Oscar d'une façon grotesque, entre deux bébés de porcelaine, avec des membres soufflés et des reins fleuris ; elle aperçut la tache épaisse sur le tapis défraîchi près de la table, le divan usé, infâme, derrière le paravent.

Ils allaient et venaient dans la chambre, tournant et retournant comme des bêtes en cage, mal à l'aise, gênés, cherchant à s'éviter.

A la fin, ils s'arrêtèrent, lui à la fenêtre, elle à la porte, séparés par toute la superficie de la chambre.

— Ce n'est pas la peine de vous agiter comme ça, dit-il. Il ne pouvait pas y avoir d'autre solution... que ce que nous avons fait.

— Mais c'*était* terminé.

— Terminé là-bas, mais pas ici.

— Terminé à jamais. Nous en avions fini à jamais.

— Non. Il nous faut recommencer. Et continuer. Et continuer.

— Oh ! non. Non. Tout sauf ça.

— Il n'y a pas d'autres moyens.

— C'est impossible. Ne vous rappelez-vous pas comme nous en avions assez ?

— Me rappeler ? Pensez-vous que je vous toucherais, si je pouvais faire autrement ?... C'est pourquoi nous sommes là. Il le faut.

— Non, non. Je veux m'en aller, tout de suite.

Elle se tourna vers la porte pour l'ouvrir.

— Vous ne pourrez pas, dit-il. Les portes sont fermées.

— Oscar ? Pourquoi avez-vous fait ça ?

— Nous le faisions toujours. Vous ne vous rappelez pas ?

Elle revint vers la porte, la secoua ; elle frappa à coups redoublés sur le panneau.

— C'est inutile, Henriette. Si vous sortiez, il vous faudrait revenir ici. Vous gagnerez peut-être une heure ou deux, mais qu'est-ce par rapport à l'éternité ?

— L'éternité ?

— C'est pour cela que nous sommes là.

— Il sera temps de parler d'éternité quand nous serons morts... Ah !...

Ils étaient poussés l'un vers l'autre dans la chambre, ils s'approchaient lentement, comme les personnages d'une danse monstrueuse, leurs têtes rejetées en arrière, leurs visages détournés pour éviter l'horrible contact. Leurs bras s'élevèrent lentement, lourds d'une répugnance intolérable,

puis se joignirent, avec peine, comme s'ils soulevaient un poids excessif. Ils traînaient les pieds comme si on les tirait de force.

Soudain, ses jambes se dérobèrent sous elle, elle ferma les yeux ; tout son être sombra devant lui dans l'obscurité et la terreur.

C'était fini. Elle s'était échappée, elle revenait vers l'allée verte du parc, entre les hêtres, où Oscar n'était jamais venu, où il ne pourrait la retrouver. Quand elle franchit la grille du sud, sa mémoire redevint soudain jeune et pure. Elle oublia la rue de Rivoli et l'hôtel Saint-Pierre ; elle oublia le restaurant Schnebler et la chambre en haut de l'escalier. Elle avait retrouvé sa jeunesse. Elle était Henriette Leigh, qui allait attendre Stephen Philpotts dans le pavillon devant la grille du sud. Elle se devinait, mince silhouette, se hâtant vers la pelouse entre les rangées de hêtres. La fraîcheur de sa jeunesse l'enveloppait tout entière.

Elle arriva au point où l'allée se divisait en forme de croix. A l'extrémité, sur la droite, le temple grec tout blanc, avec son fronton et ses colonnes, brillait dans les bois.

Elle était assise sur le banc de pierre derrière le pavillon, guettant la porte par laquelle arriverait Stephen.

La porte s'ouvrit, il s'avança vers elle, mince et jeune, glissant entre les arbres de sa démarche légère. Elle se leva pour aller à sa rencontre. Elle l'appela :

— Stephen !

Il avait été Stephen. Elle l'avait vu venir. Mais l'homme qui se tenait devant elle, entre les colonnes du pavillon, était Oscar Wade.

Et maintenant elle marchait dans l'allée qui conduisait de la porte du verger à la barrière ; de nouveau, plus avant dans le passé, là où le jeune George Waring l'avait attendue, près des sureaux. L'odeur des fleurs de sureau la frappa au visage par delà la prairie. Elle sentait sur ses lèvres et dans tout son corps l'émoi innocent de l'adolescence.

— George ! Oh ! George !

Comme elle continuait d'avancer dans l'allée, elle le vit. Mais l'homme qui l'attendait près des sureaux en fleurs était Oscar Wade.

— Je vous ai dit que ce n'était pas la peine d'essayer de vous enfuir, Henriette. Tous les chemins vous ramènent à moi. Vous me retrouverez à chaque tournant.

— Mais, comment êtes-vous venu ici ?

— De la même façon que je suis entré dans le pavillon et dans la chambre de votre père, sur son lit de mort. Parce que j'*étais* là. Je suis dans tous vos souvenirs.

— Mes souvenirs sont innocents. Comment avez-vous pu prendre la place de mon père, de Stephen, de George Waring ? Vous ?

— Parce que je l'avais prise en réalité.

— Jamais. Mon amour pour *eux* était pur.

— Votre amour pour moi en faisait partie. Vous croyez que le passé affecte l'avenir. Ne vous est-il jamais venu à l'idée que l'avenir pouvait affecter le passé ? Dans votre innocence, il y avait le commencement de votre faute. Vous *étiez* déjà ce que vous *alliez être*.

— Je veux m'en aller, dit-elle.

— Et cette fois, je vous accompagnerai.

La barrière, les sureaux et la prairie s'évanouirent. Elle marchait sous les hêtres vers le parc, la grille du sud et le village, se tenant tout près de la rangée de droite des arbres. Elle devinait qu'Oscar Wade l'accompagnait sous la rangée gauche, avançant pas à pas, et, arbre par arbre, à ses côtés. Et bientôt, elle reconnut le trottoir gris et la rangée de colonnes grises à sa droite. Ils marchaient côte à côte dans la rue de Rivoli, vers l'hôtel.

Ils étaient maintenant assis tous deux au bord du lit défraîchi. Leurs bras retombaient, lourds et sans force, leurs têtes s'éloignaient pour s'éviter. Leur passion pesait sur eux avec l'ennui insurmontable, inévitable de l'immortalité.

— Oscar, combien de temps cela durera-t-il ?

— Je ne peux le dire. Je ne sais si *ceci* est un moment d'éternité, ou l'éternité d'un moment.

— Cela finira bien un jour, dit-elle. La vie ne dure pas toujours. Nous mourrons.

— Mais nous sommes *déjà* morts. Ne savez-vous pas ce que c'est ? Ne savez-vous pas où vous êtes ? C'est la mort. Nous sommes morts, Henriette. Nous sommes en enfer.

— Oui. Rien ne peut être pire que ça.

— Vous vous trompez. Nous ne serons pas tout à fait morts, tant qu'il y aura assez de vie en nous pour nous fuir, pour chercher à nous éviter, à nous évader en nos souvenirs. Mais quand nous aurons atteint la mémoire la plus lointaine, il n'y aura plus rien au delà. Il n'y aura plus d'autre souvenir que ça...

Dans le dernier enfer, nous ne nous enfuirons plus ; nous ne trouverons plus de routes, de passages, de portes ouvertes. Nous n'aurons plus besoin de nous poursuivre.

Dans la dernière mort, nous serons enfermés, dans cette chambre, derrière cette porte verrouillée, ensemble. Nous serons là, couchés ensemble, pour toujours et toujours, et si étroitement unis que même Dieu ne pourra nous séparer. Nous ne serons plus qu'une chair et qu'un esprit, qu'un péché répété toujours, et toujours, l'esprit méprisant la chair, la chair méprisant l'esprit ; vous et moi, nous méprisant l'un et l'autre.

— Pourquoi ? Pourquoi ? s'écriait-elle.

— Parce que c'est tout ce qui nous reste. Voilà ce que vous avez fait de l'amour.

L'obscurité se fit dans la chambre et l'effaça. Henriette marchait dans l'allée d'un jardin entre deux hautes bordures de phlox, de pieds-d'alouette et de lupins. Ces fleurs étaient plus grandes qu'elles et se balançaient au-dessus de sa tête. Elle s'accrocha aux hautes tiges et n'eut pas la force de les casser. Elle était toute petite.

Elle se dit qu'elle était sauvée. Elle était redevenue une enfant ; elle possédait l'innocence de l'enfance. Être une enfant, passer toute petite sous les tiges des hautes fleurs, être dans l'ignorance, la pureté et sans mémoire, c'était être sauvée.

L'allée la conduisit le long d'une haie d'ifs à une pelouse verte. Au milieu de la pelouse, il y avait un bassin rond peu profond, entouré d'une rocaille garnie de petites fleurs jaunes, blanches et violettes. Des poissons rouges nageaient dans l'eau trouble. Elle serait sauvée lorsqu'elle verrait les poissons nager vers elle. Le plus vieux, avec ses écailles

blanches, viendrait le premier, levant le nez et faisant des bulles à la surface de l'eau.

A l'extrémité de la pelouse, il y avait une haie privée que coupait une large allée qui conduisait au verger. Elle savait ce qu'elle allait y trouver : sa mère était dans le verger, qui la soulèverait dans ses bras pour jouer avec les pommes dures et rouges qui pendaient de l'arbre. Elle avait retrouvé son souvenir le plus lointain ; il n'y avait plus rien après.

Il y aurait une grille dans le mur du verger. Puis, derrière, un champ.

Mais quelque chose avait changé là, quelque chose qui lui fit peur. Une porte gris-fumée au lieu de la grille.

Elle l'ouvrit et entra dans le dernier corridor de l'hôtel Saint-Pierre.

MAY SINCLAIR

(Traduit de l'anglais par GEORGETTE CAMILLE)

LE NOUVEAU VISAGE DE L'ESPAGNE ROUGE

La *Revue de Paris*, dès les premiers jours de la guerre d'Espagne, a dénoncé les atrocités commises par les Rouges. Un témoignage saisissant sur les fusillades de la *Casa de Campo* a été publié dans notre livraison du 15 septembre 1936 et a eu alors le plus grand retentissement. Par la suite, sous la signature de B. de Jouvenel, de Roland de Marès, de Georges Oudard, du général Duval, de la duchesse de La Rochefoucauld, nous avons publié maints articles favorables à la cause nationale, celle du général Franco. Cette sympathie pour les armées du Gouvernement de Burgos, nous ne songeons certes pas à la répudier. Mais nous n'avons jamais pensé qu'elle devrait porter la moindre atteinte à notre objectivité. Aussi avons-nous trouvé légitime de donner place au témoignage que nous apporte un de nos collaborateurs, Joseph Kessel, qui, revenu d'Espagne rouge, croit pouvoir affirmer que l'ordre y règne et que l'ère des massacres a pris fin. Est-ce là seulement l'effet de la nécessité, les Rouges ayant compris qu'on ne pouvait soutenir une guerre, tout en continuant de massacrer une partie de la population à domicile? C'est fort probable. Et, plus probable encore, qu'une victoire des Rouges (impossible à imaginer) ferait de nouveau passer le pouvoir aux mains des extrémistes. Mais aujourd'hui, il ne s'agit que de constater un fait : un régime d'ordre relatif s'est institué sur les territoires rouges ; les Russes n'y tiennent plus le haut du pavé. Relatons-le en historiens sans parti pris et attendons de connaître l'évolution de la situation pour en tirer une conclusion (N.D.L.R.).

Qui, du lecteur ou du journaliste, a commencé? D'où est venu ce besoin de sensations violentes et de rapidité et de changement dans les émotions, dont on voit, chaque matin et chaque soir, le reflet dans les « manchettes » brutales? Le procès serait long et difficile à instruire. Mais les rabatteurs de l'information et les chasseurs d'inédit, répandus à travers le monde, doivent aujourd'hui renouveler sans cesse la nourriture des imaginations blasées.

Les thèmes les plus aigus, les développements les plus douloureux et les plus importants, la presse ne peut pas les suivre avec quelque constance. A insister trop, on risque de fatiguer le public. Il n'est point, pour un journal, de pire épouvantail.

Une convulsion, une révolution, une guerre, lorsqu'elles éclatent, elles attirent magnétiquement les envoyés spéciaux, les correspondants particuliers, les grands reporters, les photographes, les messagers d'agences. C'est la ruée, la course, l'assaut à la nouvelle, au pittoresque, au comique, au tragique. Pendant quelques jours, les colonnes de journaux sont pleines du sujet. Le télégraphe et le téléphone en saturent le public. Les gros titres l'étourdissent. Sa faculté d'intérêt se trouve vite épuisée.

Alors, on cherche autre chose. L'actualité est là qui commande.

Cependant, la révolution ou la guerre continuent, leurs éléments se modifient. Les rapports des forces et des idées évoluent. Les mois passent. Rien ou presque ne subsiste des facteurs primitifs. Mais le lecteur, lui, en est resté aux images des premiers jours.

Elles sont d'autant plus fortes dans son esprit qu'elles y ont été imprimées avec toutes les ressources de la publicité contemporaine. Elles ne répondent peut-être plus à la réalité. Mais il n'en sait rien. Et il ne tient pas à le savoir. Sa curiosité chasse sur d'autres pistes. Sa paresse s'accommode fort bien de ne pas revoir des notions acquises une fois pour toutes.

Cette déformation quasi-naturelle atteint tous les pays où les journaux sont libres (pour les autres, elle obéit à une règle où le goût public n'est pas consulté). Et nous y participons tous.

Je m'en suis aperçu, au cours d'un voyage récent à travers les territoires soumis à l'autorité du Gouvernement de Barcelone, et qui m'a permis d'appréhender le décalage entre une imagerie stabilisée, qui était la mienne lorsque je quittai la France, et les aspects de la vie espagnole qui, elle, n'avait point arrêté sa marche.

◆

Il faut l'avouer : sur le plan *romanesque* dont je me trouve, quoi que je fasse ou veuille, le prisonnier, je fus si j'ose dire : déçu.

Ce que j'espérais voir surtout, c'était le mouvement passionné, coloré, épique, d'une foule rendue à ses instincts. C'étaient les ouvriers poussant des canons, les volontaires échevelés et armés au hasard, les miliciennes, les camions blindés, chargés d'une troupe hurlante, les chefs de bande, les *guerilleros*.

Je pensais surprendre la terreur répandue sur les villes et les échos des exécutions au petit matin. Je m'attendais au désordre, à la véhémence, à l'atroce. Bref, à tout ce qui avait fait l'affreux romantisme de Barcelone, de Valence et de Madrid, lorsque se déchaîna la guerre civile.

Or, de cette époque rouge qui offrait sans cesse des tableaux intenses et des scènes d'une vigueur furieuse, je ne pus découvrir la moindre trace.

On ne trouve aujourd'hui, dans les villes de l'Espagne républicaine, grandes ou petites, qu'une morne pauvreté et qu'une austère discipline.

Si un frisson collectif les secoue encore, c'est lorsque les sirènes d'alarme annoncent les bombardements aériens. Même alors, tout se déroule suivant un ordre prévu : le courant électrique est coupé, les habitants se dirigent vers les abris, les moteurs des voitures ambulances tournent. On déblaie les décombres, on enlève les victimes. Et la vie recommence.

Vie exclusivement soumise aux besoins de la guerre, orientée selon sa loi impitoyable.

Barcelone... Valence... Madrid.

Quand je ferme les yeux, je revois dans leurs rues les mêmes visages tirés par la faim, les mêmes enfants débiles, les mêmes vêtements ternes et râpés, les mêmes files étirées devant les centres de ravitaillement. Et partout, des maisons éventrées, effondrées, transparentes.

C'est le spectacle du jour.

La nuit, les cités sans lumière sont mortes.

Sur cette misère, sur cette existence en veilleuse, règne un ordre absolu. Il n'y a plus de vengeances individuelles, ni de colère aveugle des masses. Il n'y a plus d'arrestations arbitraires, ni d'incendies d'églises ou de casernes, ni de fusillades sommaires, ni de massacres collectifs.

Il n'y a plus de miliciens, plus de filles hardies et fanatiques, vêtues de salopettes, armées de revolvers et mêlées aux combattants. Campesino, paraît-il, a fait fusiller les dernières, parce qu'elles contaminaient ses hommes.

Ces personnages et ces accessoires appartiennent à un temps révolu.

Il y a maintenant, en Espagne républicaine, des juges, des tribunaux, une police, un gouvernement et une armée. On obéit à la loi. A Barcelone, le dimanche, on dit régulièrement la messe.

Dans le feu de la guerre civile, allant d'échec en échec, voyant se rétrécir sans cesse la peau de chagrin, les partis de la révolution ont senti que tout était perdu pour eux s'ils ne revenaient pas aux règles éternelles de la hiérarchie, de la subordination et de la tolérance réciproque.

Ils ne l'ont pas fait de bon gré. Des mois d'expérience leur ont été nécessaires. Leurs passions ont abattu des victimes par dizaines de mille. La confusion des prérogatives, l'indiscipline, les luttes intestines les ont placés au bord de la défaite irrémédiable.

Alors seulement, ils ont compris que, si l'on veut vivre, il est impossible d'aller contre les lois de la vie.

Ils ont accepté de renoncer à la révolution, pour se vouer vraiment à la guerre.

◆

La guerre...

Je sens combien le mot est monstrueux, lorsqu'il s'applique à une lutte qui oppose les hommes d'une même nation. Pourtant, si l'on a passé quelques jours seulement de l'autre côté des Pyrénées, il s'impose.

— Avant la guerre..., disent, quand il s'agit de 1935, les habitants de Madrid et de Barcelone, avec un sentiment de

regret et de rêve anachronique, pareil à celui que nous éprouvons, en parlant d'« avant 1914 ».

— C'est la guerre ! soupirent les femmes qui piétinent désespérément devant les offices de distribution.

— Nous n'y pouvons rien : la guerre... répliquent, avec un sourire contraint et courtois, les fonctionnaires de tous rangs au journaliste exaspéré par des formalités interminables.

La guerre... La guerre... La guerre...

Elle conditionne tout, dans ces îlots assiégés que forment les territoires gouvernés par Barcelone, dans ces deux tronçons, celui de l'est et celui du centre, que sépare largement la trouée faite au printemps dernier par les troupes du général Franco et dont les frontières sont devenues des fronts continus.

En vérité, il n'y a pas d'arrière, si l'on entend par là une zone abritée et connaissant les privilèges, les loisirs et les plaisirs de la sécurité.

Madrid se trouve sous le feu des canons et des mitrailleuses. Toutes les autres villes, tous les autres bourgs et jusqu'aux villages les plus reculés sont soumis aux bombardements de l'artillerie volante. Les ports sont des cimetières de bateaux. La garantie de vivre n'existe nulle part. Comme dans une guerre entre peuples différents, tous les moyens de défense et d'attaque sont mis en œuvre : tranchées, blockhaus, nids de mitrailleuses, pilonnage d'artillerie, tanks, tirs de barrage. Le réseau des fortifications que j'ai vu autour de la Cité universitaire ne le cédait en rien à ceux dont je me souviens devant Arras ou Reims. Deux mondes étaient séparés par elles.

Cela est si vrai que le problème des réfugiés se pose avec la même acuité qu'il se posait en France, pendant la campagne de 1914 à 1918.

L'Espagne républicaine a, elle aussi, ses régions envahies. Asturiens, Galiciens, Malaguenos, habitants du Levant, Basques — ils ont quitté par centaines de milliers leurs foyers pour gagner les provinces qui résistent à la pression des armées franquistes.

Madrid, bien qu'évacuée en partie, a vu sa population croître de quatre cent mille âmes. Barcelone est passée de

un million deux cent mille à trois millions d'habitants. Les petites villes et les campagnes ont subi proportionnellement le même afflux. Si l'on peut dire encore que l'Espagne est divisée en deux camps sensiblement égaux, ce n'est point par l'étendue du territoire, mais par le chiffre des populations.

Il est hors de doute que les réfugiés ont eu une action profonde sur les conditions matérielles et morales de la république espagnole. Non seulement il a fallu les loger et les nourrir, mais on a dû aussi satisfaire leurs besoins spirituels. Il n'y aurait sans doute pas d'offices religieux à Barcelone, si une puissante et nombreuse colonie basque ne s'y était constituée.

A l'émigration qui brasse les gens et les partis dans un équilibre nouveau, un facteur, plus efficace, est venu s'ajouter : la mobilisation d'une vingtaine de classes.

L'historien racontera un jour comment les bandes formées, au début de la guerre civile, de partisans et de volontaires, armées par un gouvernement aux abois, maîtresses de la vie et de la mort des citoyens, dirigées par des meneurs d'hommes improvisés chefs de troupe, agissant surtout au nom de groupes politiques, comment ces milices communistes, anarchistes, socialistes, qui se disputaient mutuellement armes et équipements, ont été peu à peu fondues, amalgamées, encadrées, pour faire une armée véritable.

Cela n'alla point sans heurts, ni rencontres sanglantes. Mais, à l'heure actuelle, les combattants ne sont plus rangés sous les couleurs des partis. Ils se comptent par bataillons. Ils portent l'uniforme. Les fusils, les balles, les grenades sont de même calibre. On salue strictement les officiers. Les hommes ne retournent plus dormir chez eux, quand l'envie leur en prend. Des Madrilènes se trouvent sur le front d'Estramadure, des Asturiens sur celui de l'Èbre ; des Basques sur celui de Madrid. Les communistes, les anarchistes, les socialistes, les radicaux et les sans-parti tiennent la même tranchée.

Un tel coudoiement, un tel dépaysement effacent les particularismes, feutrent les fanatismes, assurent une cohésion purement nationale qu'il ne faut pas sous-estimer. Surtout au moment où la question de l'ingérence étrangère en Espagne se pose d'une façon plus aiguë que jamais.

Chez les partisans du général Franco, tout montre qu'on supporte impatiemment une aide qui, pour utile qu'elle soit, se manifeste avec trop d'ostentation.

Mais, dans le camp opposé, après le premier élan de gratitude et d'enthousiasme pour les brigades internationales, qui ont indiscutablement sauvé Madrid, il y eut un mouvement de désaffection singulier. Les volontaires avaient-ils fait sonner trop haut leurs exploits et les services rendus? Ou bien, le peuple espagnol est-il ainsi fait que, de quelque côté qu'il se trouve, il s'irrite facilement d'un contact auquel il n'est pas accoutumé?

Je l'ignore, mais quand, pour des raisons de politique internationale, le Gouvernement de Barcelone décida l'évacuation totale des combattants étrangers, il suivit en même temps le sentiment populaire.

J'ai assisté aux dernières cérémonies données en l'honneur du départ des brigades et j'ai senti, sous les hommages de l'éloquence, un soulagement secret.

« Nous allons nous trouver entre Espagnols ! »

Combien de fois n'ai-je pas entendu cette phrase !

— Et les techniciens russes? demandais-je.

On me regardait avec étonnement, avant de répondre :

— Ils sont partis, Dieu merci ! Nous sommes assez grands, maintenant, pour avoir les nôtres.

Un voyageur n'a pas des moyens absolus de contrôle. Mais il me faut reconnaître que, entendant le russe aussi bien que le français, je n'ai pas décelé, soit dans l'armée, soit dans l'aviation, soit dans la police, la présence d'un seul Russe. S'il y a encore quelques instructeurs, ils se cachent bien.

D'ailleurs, l'opinion publique a pour la Russie tout au plus un préjugé favorable. Elle n'oublie pas que toutes ses fournitures, l'U.R.S.S. les a fait payer un bon prix et en bon or.

Par-dessus les partis, les clans, les illusions et la propagande, le nationalisme transforme l'Espagne rouge.

On peut se demander d'ailleurs, si, en fin de compte, ce n'est pas, chez tous les peuples, le sentiment le plus fort.

Je me suis souvent entretenu à Barcelone avec les membres de la Commission militaire internationale, venus pour con-

trôler l'évacuation des volontaires. Elle comprenait des officiers supérieurs français, britanniques, sud-américains, scandinaves, slaves. Leur président était un général finlandais, géant aux yeux bleus, vieux soldat sans détour. Or, lui aussi bien que les autres, ils n'avaient que fierté et attendrissement pour *leurs* volontaires, communistes et libertaires pourtant, mais dont ils rapportaient les faits d'armes glorieux à leur nation.

J'ai appris que les engagés français se battaient moins bien s'ils étaient commandés par des Italiens, des Allemands ou des Tchèques. Eux, les internationaux, ils voulaient des chefs français.

Sur un cargo qui me conduisait de Barcelone à Valence, j'ai rencontré un garçon de Belleville, marié à une Espagnole, qui, démobilisé, allait à Alicante vendre la maison de sa femme, avant de regagner la France.

Il me raconta comment son bataillon s'était trouvé en face de la légion Jeanne d'Arc, composée de volontaires français au service du général Franco, et comment, d'une tranchée à l'autre, ses compatriotes s'interpellaient et s'insultaient en argot de Paris.

— Personne, acheva-t-il avec orgueil, ni eux, ni nous, n'a cédé d'un pouce.

Ils s'étaient pourtant battus avec acharnement, car — hélas ! on l'a noté sur le front d'Espagne — jamais la lutte n'a été poussée avec autant de fureur qu'entre Italiens et Italiens, Allemands et Allemands, Français et Français.

Ces rencontres fratricides seront désormais réservées aux seuls Espagnols. L'aventure des volontaires internationaux est terminée.

Ceux-là mêmes qui, sans patrie, ne peuvent être renvoyés chez eux, sont retirés du front. Ainsi l'a voulu le Gouvernement de Barcelone.

Il a, en effet, dans l'ordre international, et notamment vis-à-vis de l'Angleterre, tout à gagner à cette décision et bien peu à y perdre. Les brigades étaient précieuses par leurs qualités d'entraînement, de discipline, de cohésion, au moment où il n'y avait pas d'armée républicaine. Il en va tout autrement aujourd'hui. Et quelques régiments décimés

par le plus dur labeur guerrier sont d'un très faible appoint dans un choc où les hommes s'affrontent par divisions entières.

Il n'y a point, sur le plan extérieur comme sur le plan intérieur, de meilleure propagande que ce départ.

◆

Quel est donc le Gouvernement qui, de débâcle en débâcle, a su forger une armée; tenir, depuis un an, la population civile dans une demi-famine (les soldats étant très bien nourris); la priver de savon, d'objets manufacturés et de médicaments; réserver l'or et les produits exportables pour le seul achat du matériel de guerre et le travail des usines pour l'armement; inspirer un esprit national, soumettre les partis, rétablir la propriété privée, imposer l'exercice du culte dans Barcelone brûleuse d'églises? Bref, faire à l'Espagne rouge un visage si nouveau qu'on hésite à lui conserver cette épithète.

Ce Gouvernement est formé par des représentants de tous les partis, à l'exception des anarchistes qui lui reprochent d'avoir tué la révolution. Mais sa composition importe peu et la personnalité de ses membres n'importe guère plus. En vérité — et il en est toujours ainsi dans les périodes cruciales — un seul homme compte, qui incarne, à l'heure actuelle, le redressement, l'assouplissement, le changement d'orientation dans le but et la méthode, la volonté de restituer à l'Espagne républicaine un aspect qui ne l'écarte pas de la famille humaine. C'est le docteur Negrin, président du Conseil et ministre de la Défense.

Il a cinquante ans. Jusqu'en 1933, sa vie fut adonnée à la science. Il étudia longtemps en Allemagne, puis enseigna la physiologie à Madrid. Appartenant à l'aile modérée du parti socialiste, il fut élu en 1933 aux Cortès.

Par quelle alchimie secrète ce savant de laboratoire a-t-il découvert et fait reconnaître ses qualités singulières d'homme d'État? Il faudrait le bien connaître, pour suivre sa démarche intérieure. Mais on peut croire que l'Espagne républicaine aux abois a trouvé en lui sa suprême chance de salut. Organisateur, animateur, doué d'une puissance de travail exceptionnelle,

il est partout : sur le front de l'Èbre ou du Sègre, sur celui de Madrid, du Levant, à son ministère. Il ne prend conseil de personne. Il assume toutes les responsabilités. Ses collaborateurs, ses collègues ignorent jusqu'au dernier moment ses décisions. Il pilote lui-même l'avion qui le porte, au-dessus de la zone tenue par les armées de Franco, d'un tronçon à l'autre du territoire qu'il dirige.

Il a créé une force qui ne relève que de lui : le corps des carabiniers. Avant la guerre civile, c'étaient de simples douaniers. Maintenant, sauf pour les cols situés dans la partie exiguë des Pyrénées qui appartient encore à l'Espagne républicaine, la douane n'a plus rien à faire. Pourtant, il y a plus de carabiniers que jamais. Et ils sont recrutés parmi d'anciens combattants, connus pour leur courage et leur résolution. Ils sont mieux payés, mieux nourris, mieux vêtus que la troupe. Ils soutiendront coûte que coûte le Gouvernement. On les appelle communément « les enfants de Négrin ».

Ce chef peut aussi compter sur la police. Elle est satisfaite de se voir rétablie dans ses fonctions, de ne plus avoir à obéir à des commissaires d'occasion, à des meneurs, de ne plus assister impuissante aux pillages et aux meurtres de bandes criminelles ou de foules fanatisées. Elle est dévouée au régime.

Le ministre de la Défense a également la haute main sur le service d'investigation militaire, le S.I.M., qui, dans un pays tout entier soumis à la guerre, a une importance que l'on conçoit aisément.

Bref, tous les rouages de l'ordre, tous les mécanismes évidents et secrets de l'autorité, le docteur Négrin a réussi à les former et à les contrôler.

Pour l'instant, ils sont, pour sa personne, superflus. Sa popularité est telle que déjà elle l'entoure de légendes. Je les ai entendues chez les anarchistes, qui sont hostiles à son programme de mesure et de tolérance, et chez les modérés, qui n'osent pas avouer publiquement leurs convictions.

On dit que sa modestie lui fait briser les appareils des photographes, quand ils les braquent sur lui.

On dit que son fils, capitaine pilote, ayant dû se jeter en

parachute d'un avion en flammes, obtint du docteur Négrin la sentence suivante :

— Comme père, je suis heureux de te revoir, mais, comme ministre de la Défense, je te condamne à un mois d'arrêts, pour n'avoir pas su prévenir l'accident.

Je doute que ces traits soient absolument véridiques. Mais il est significatif qu'ils soient colportés avec une fierté ingénue.

◆

Au cas où les armées du général Franco et les légions italiennes ne pourraient pas forcer militairement les défenses de la Catalogne, l'ascendant du docteur Négrin suffira-t-il à incliner vers une entente, acceptable par tous les hommes qui aujourd'hui le suivent?

Quand on a visité les tranchées et les états-majors, quand on a parlé avec les militants des partis extrêmes, on peut en douter. La tension du combat, la fureur politique semblent rendre impossible toute conciliation. Mais il y a la lassitude d'un peuple affamé, il y a les mornes queues devant les magasins déserts, il y a les campagnes vidées de jeunes gens.

J'ai accompagné, un jour, dans un village, des journalistes français qui, depuis deux ans, n'avaient pas quitté Madrid. Ils essayaient d'obtenir, contre du savon et des cigarettes, quelques œufs et quelques légumes. Les paysans, soumis à la réquisition, cachaient leurs produits, comme tous les paysans du monde. L'argent n'ayant plus de valeur, parce qu'on ne pouvait rien acheter en ville, on en était revenu au troc.

Tandis que mes camarades poursuivaient leur marché, je fus interpellé par une très vieille femme, assise devant un brasero couvert de paille hachée et humide pour que le feu brûlât plus lentement. Elle était si immobile que ses rides semblaient creusées dans une écorce d'arbre.

— La guerre sera t-elle longue encore?

Je ne sus que répondre.

Alors la vieille murmura :

— Les hommes devraient bien se rappeler qu'ils ne sont pas nés d'une pierre.

J. KESSEL

SOUVENIRS D'UN SOLDAT DE LA RÉVOLUTION[1]

Le 27 mai 1799, vers neuf heures du matin, les Autrichiens nous attaquèrent. Nous occupions, côté du couchant, le versant d'un large vallon, dont le fond, de cinq à six cents toises de largeur, nous séparait seul de l'armée ennemie, campée sur le versant opposé au nôtre. Un mince cours d'eau protégeait notre cavalerie, par la difficulté de ses berges. Notre artillerie était au-dessus de nous, sur un plateau élevé, proche de la route de Zurich.

L'ennemi dirigea sur notre centre une forte colonne d'infanterie, flanquée de cavalerie, qui marchait sur nous à pas mesurés, sans que le feu de notre artillerie pût l'arrêter. Malgré les larges brèches qui s'ouvraient dans ses rangs, elle arrivait à portée de fusil. Nous avions les armes apprêtées pour faire feu, quand elle fit un mouvement rétrograde.

Les Suisses, nos alliés, voyant cette retraite, coururent vers l'ennemi. La cavalerie autrichienne les laissa approcher et en fit une horrible boucherie. Sur les six bataillons suisses qui comptaient plus de quatre mille hommes, douze cents hommes à peine revinrent en ligne, et si épouvantés qu'on fut contraint de les mettre à l'arrière.

L'armée autrichienne revint sur nous, mais de biais, cette fois, ce qui gênait fort le tir de notre artillerie, et nous obligeait à un changement de front.

Vers quatre heures du soir, la position n'étant plus tenable,

1. Voir la *Revue de Paris* du 1er janvier 1939.

l'ordre de retraite nous fut donné. La cavalerie et l'artillerie, à quelques pièces près, qui restèrent pour soutenir la retraite, furent placées entre les deux divisions d'infanterie. Tout ceci, étant en marche, nous formions la droite, devant quitter le terrain les derniers.

Les pièces restées à l'arrière firent le même mouvement, montant un terrain en pente. Une de ces pièces versa. Les canonniers demandèrent du secours ; nous sortîmes cinq à six des rangs pour aider à la relever et ensuite à pousser aux roues, pour gagner la route de Zurich. Cette pièce versa une seconde fois. Nous nous trouvions trois à la roue, du côté où elle tomba. L'un eut un bras fracturé, le second une légère contusion à la tête et moi, le troisième, rien. Nous allions la relever une deuxième fois, mais l'ennemi ne nous en laissa pas le temps.

Nous étions menacés d'être pris entre deux colonnes autrichiennes. Notre demi-brigade et le cinquième chasseurs à cheval occupaient encore la crête du plateau. On demanda six hommes par compagnie pour aller en tirailleurs. Comme d'habitude, je me présentai. Un capitaine, un lieutenant, quelques sergents et caporaux pour nous commander, nous étions en tout trente et quelques hommes.

Le capitaine nous conduisit à l'entrée d'un bois-taillis, qui couvrait la pente du côté où devait arriver l'ennemi. Il nous plaça sur un rang, dans un fossé qui nous couvrait jusqu'à la ceinture, et de jeunes pousses de bois nous cachaient entièrement.

Nous étions les seuls Français restés en arrière pour retarder autant que possible la marche des colonnes ennemies. Les Autrichiens se mirent en mouvement, croyant sans doute avoir fort à faire en arrivant sur le plateau. Lorsqu'ils furent à une petite distance, le capitaine donna le signal convenu en faisant feu de sa carabine. Notre premier tir fut terrible. Je crois qu'aucun coup ne fut perdu. L'ennemi s'arrêta court. Mais revenu de sa première surprise, il s'aperçut, par notre feu même, que nous n'étions pas nombreux.

Notre tambour fut tué. Aucun autre ne fut atteint.

Le capitaine, battant lui-même sur la caisse du tambour, donna le signal de la retraite. Les Autrichiens, à quelques pas

de nous, firent un feu roulant. Beaucoup des nôtres furent frappés, et parmi eux notre lieutenant. Nous ne fûmes pas d'abord poursuivis de très près, les Autrichiens ne pensant pas qu'un si petit nombre d'hommes ait pu les attendre sans être soutenu. Joignant notre capitaine, nous profitâmes de ce moment pour recharger et épingler nos armes.

Bientôt cernés de toutes parts, le capitaine nous ordonna de marcher à la baïonnette et de ne faire feu qu'à bout portant. Nous nous dégageâmes de nouveau, laissant sur place bon nombre des nôtres et, parmi eux, notre brave capitaine. Un sergent se mit à notre tête, allant vers la rive du bois. Nous étions très isolés. Nos colonnes étaient fort éloignées et le terrain, entre elles et nous, couvert par des troupes autrichiennes. Nous tombions de fatigue et de besoin. Nous nous jetâmes à terre. Ceux qui avaient du pain en firent part aux autres ; nous visitâmes nos fusils pour les mettre en ordre ; nous fîmes une répartition de nos cartouches. Il nous en restait chacun trois, compris celle du fusil.

Quelques minutes après, nous étions cernés par plus de cent cinquante hommes ; force fut de mettre bas les armes. Les Autrichiens assassinèrent quelques-uns de nous, blessèrent et maltraitèrent les autres à coups de crosse de fusils. Je reçus un si furieux coup sur la tête que, malgré la résistance de ma coiffure, le sang jaillit et me coula sur la figure au point que je ne voyais plus pour me conduire ; à d'autres, on s'était contenté de distribuer force coups de bâton. Caporaux, sergents, sergents-majors, vaguemestres autrichiens portent constamment une canne, un bâton de coudrier, d'environ trois pieds six pouces de long, de la grosseur d'un doigt. Ce bâton est pendu à une des boutonnières du parement côté gauche de l'habit, de sorte qu'à la moindre faute commise, la distribution des coups de bâton se fait à l'instant même.

Ceux qui nous conduisaient avaient droit de vie et de mort sur nous.

Dans le courant de la nuit, le feu prit à la grange où l'on nous avait enfermés ; nous étions sous clef ; le comble était enflammé et menaçait de nous engloutir : nous frappions à la porte, on n'en tenait aucun compte.

Un officier arriva, nos gardiens le persuadèrent que le feu avait été mis par nous ; une distribution de coups de bâton fut ordonnée. On ouvrit la porte et, sans égard pour les blessés, on nous administra en sortant, à fur et à mesure que nous passions, des coups de bâton sur la tête, sur les bras, sur les épaules, en aussi grand nombre que possible.

On nous fit, le lendemain matin, conduire sous bonne escorte dans une petite ville située à trois ou quatre lieues de là. Nous fûmes enfermés dans une vaste halle, avec d'autres prisonniers venus d'ailleurs. Nous étions près de cinq cents.

Quelques-uns de nous, s'approchant des barreaux des portes de notre prison, réclamaient du pain ; ils furent menacés du bâton ; aucun blessé ne reçut de secours, plusieurs périrent des suites de leurs blessures.

Plusieurs de nous avaient, je ne sais trop comment, conservé leur sac. J'étais de ce nombre. La nuit arriva sans qu'on nous ait donné aucun aliment. Il y avait plus de trente heures que nous n'avions mangé. J'étais, pour mon compte, accablé de besoin.

Au moment de m'étendre sur le pavé de la halle, je me rappelai que je devais avoir, dans une poche pratiquée dans la doublure de mon sac, un morceau de vieux suint, avec lequel je graissais mes souliers, mais je n'osais pas espérer qu'il y fût encore.

Je me plaçai dans un angle pour faire ma recherche. Je trouvai le précieux vieux suint à la place où je l'avais mis; il était à peu près de la grosseur d'un œuf de poule. Il était d'un vert-noir, pourvu d'une respectable barbe blanche. Je le saisis, le portai à ma bouche ; en un tournemain il fut avalé.

Je ne sais quel effet cela me fit dans le corps, mais je n'en éprouvai pas la moindre indisposition, et mon appétit fut calmé.

Plusieurs, pendant la nuit, moururent d'inanition.

Un prisonnier suisse, nommé Burgisi, parvint à parler à un bourgeois qui s'était approché d'une ouverture grillée ; il lui raconta notre position. Ce bourgeois fut dire au bourgmestre ce qu'il venait d'apprendre. Le bourgmestre vint trouver le commandant de la troupe autrichienne, auquel il demanda

de nous faire livrer, aux frais de la ville, chacun une livre de pain et un verre de vin.

Cette demande ayant été accordée, nous reçûmes immédiatement les aliments proposés. Il était temps, sans quoi nous périssions.

Le lendemain matin, on nous fit mettre en marche pour nous conduire au Rhin. C'était alors le 29 mai 1799. Nous fîmes, ce jour-là, plus de six lieues. Des commissaires prirent nos noms et le numéro des corps auxquels nous appartenions, puis ils nous dirent que S. M. l'Empereur ferait donner chaque jour, pour chacun de nous, deux livres de pain et quatre kreutzers, ce qui, argent de France, faisait trois sous.

Cette promesse devait être de bonne foi, mais les kreutzers ne furent jamais remis.

Le lieu où nous passâmes le Rhin ne nous était pas inconnu ; nous avions passé dans ses environs une partie de l'hiver précédent. C'était près d'un grand couvent nommé Closter-Himmeln. De là, on nous dirigea sur l'Autriche, par le Wurtemberg et la Bavière. Chaque jour, nous recevions notre ration de pain, puis de l'eau, en quantité suffisante, propre ou non. Si nous réclamions, on répondait par quelques coups de pied ou de bâton. Parfois, on reçut une pomme de terre, cuite à l'eau.

Vers le quatrième jour de marche, nous suivions un buisson après lequel se trouvait attaché un jeune bœuf. Il prit peur et s'élança pour sauter un fossé, il tomba et se brisa les reins. Le propriétaire de cet animal, qui travaillait auprès, le saigna, le mit sur sa voiture et l'emporta chez lui. Les Autrichiens de l'escorte qui, chaque jour, se faisaient fournir la viande par les communes où ils logeaient, reçurent ce petit bœuf entier. L'officier commandant l'escorte ordonna de nous faire participer à cette distribution.

On mit en réquisition tout ce qu'on put trouver de chaudières, de baquets, propres ou non, dans le village. On fit cuire l'animal, y compris les sabots, la fressure, la panse. Cela fit un bouillon du plus beau vert d'oseille. Cette belle couleur était l'effet de la panse et de ses résidus ; c'était le meilleur repas que nous eussions fait depuis notre départ et nous fûmes plusieurs mois sans en faire un aussi bon.

A Ulm, on nous logea dans une caserne, où la paille sur le sol était plus épaisse de vermine que de paille. Dans une chaudière, pour cinquante hommes, on mit une livre de haricots, gros comme un œuf de graisse rance, une poignée de sel, du pain ; quand cela fut cuit, chacun puisa le mieux qu'il put dans le vase commun. Lorsqu'un haricot se présentait plusieurs cuillers se dirigeaient dessus pour le saisir.

Les hommes faibles ne pouvaient supporter un semblable régime. Aussi, lors du départ, plus de trente restèrent étendus sur la paille ; les Autrichiens voulurent faire usage du bâton, mais voyant qu'il frappaient sur des moribonds, ils les abandonnèrent. On n'en entendit plus parler.

Là, nous apprîmes que notre destination était Ingolstadt.

De Ulm à Ingolstadt, il y eut, je crois, huit à neuf jours de marche. Nous arrivâmes à Ingolstadt dans un triste état. Nous fûmes entassés dans un couvent de Jésuites, avec d'autres prisonniers venus d'ailleurs ; c'était au point que nous avions à peine la place de nous tenir debout et, qu'étant couchés, on devait se croiser en partie les uns sur les autres.

Le bâtiment que nous occupions formait un carré régulier, à un seul étage. Chaque chambre n'avait qu'une seule croisée donnant sur les cours et sur un terrain clos. Ces croisées étaient pourvues de barreaux de fer. Nous avions la permission, deux fois par jour, une heure chaque fois, de circuler dans les corridors.

Notre triste régime, l'encombrement des chambrées furent cause que cent cinquante hommes, en quinze jours, entrèrent à l'hôpital. Le commandant de la place nous visita, permit que nous descendions dans les cours deux heures par jour et que deux hommes par chambrée aillent, chaque jour, sous bonne escorte, chercher le pain à la manutention.

Cette manutention était assez éloignée. C'était là une faveur bien enviée. Quel bonheur de pouvoir être plus d'une demi-heure en plein air !

Pour aller chercher le pain, on passait sur une esplanade entre la ville et les remparts, où était la caserne de la garnison autrichienne. Les mieux avisés de nous avaient remarqué, voyant cette garnison à l'exercice, qu'elle ne devait pas compter plus de quinze cents hommes ; que ces hommes étaient des

recrues qui n'en étaient encore qu'aux premiers éléments de l'instruction militaire, que la caserne n'était close que par un mur de quatre pieds de hauteur, présentant des brèches très larges et à fleur de terre ; que, de notre couvent à la manutention, on ne voyait aucun poste ; que les remparts étaient en très mauvais état, et non armés, qu'une des portes de la ville, celle par où nous étions entrés, était sans fermeture.

Nous tirâmes de ces observations la conséquence qu'il serait possible de nous évader et gagner des provinces prussiennes, que nous savions n'être qu'à trente lieues de là.

La plus sérieuse difficulté était de sortir de notre couvent et, ensuite, de nous mettre d'accord sur les moyens d'exécution. La première difficulté fut étudiée avec beaucoup d'ardeur et d'activité pratique. Il s'agissait de s'emparer des armes du poste des cinquante hommes chargés de nous garder, d'enfermer ces hommes dans le couvent en verrouillant la porte cochère, qui en était la seule issue ; l'isolement du bâtiment nous garantissait un temps suffisant pour sortir de la ville et nous en éloigner.

La seconde difficulté était de s'entendre. Nous profitions des moments où nous étions réunis dans les cours pour organiser notre projet d'évasion. Il y avait les décidés, mais aussi bien des timides, un grand nombre de malades. Quatre cents étaient morts de misère depuis notre arrivée. Tout défalqué, nous ne pouvions compter que sur quinze cents hommes environ.

Tout cela marchait assez bien ; on avait désigné un chef par chambrée. Au lieu des provinces prussiennes, trop enclavées dans la Confédération du Rhin, nous voulions gagner la Suisse en longeant les montagnes du Tyrol. Ce moyen était d'autant plus favorable que la plupart de nous avaient parcouru ce pays et que le chemin à faire n'excédait pas cinquante lieues.

Il était sans doute écrit que ce projet ne s'exécuterait pas. Tout fut renversé en un instant. On se fâcha, on se menaça. Nous fûmes dénoncés, enfermés dans nos chambres et bâtonnés. Quelques-uns reçurent plus de vingt coups de bâton.

Nous étions donc retombés dans la plus stricte condition possible et la misère exerçait sur nous ses ravages.

Il y avait trois mois que nous étions dans cette position quand nos gardiens nous apprirent que nous allions être reconduits sur le Rhin pour être échangés. Cette nouvelle nous paraissait si bonne, si inattendue que nous n'y voulûmes croire.

On vint examiner notre linge, nos vêtements ; aucun de nous n'avait changé de chemise depuis plus de trois mois. On nous annonça le départ pour le surlendemain ; cette annonce nous donna une joie folle ; nous sautions, nous gambadions, nous nous serrions la main, nous nous embrassions ; on aurait dit autant d'insensés. Huit cents d'entre nous étaient morts depuis notre arrivée dans cette ville maudite. Nous restions un peu moins de deux mille et fûmes divisés en quatre détachements devant partir successivement un par jour.

Je fus assez heureux pour me trouver compris dans le premier départ.

On fut, dans cette route, bien moins rigide envers nous ; on était bien persuadé qu'en allant de ce côté, nous ne chercherions pas à nous évader. La nourriture était meilleure ; nous avions déjà repris notre gaîté habituelle. Mais cette joie, ce bonheur ne furent pas de longue durée.

A Ulm, on nous logea de nouveau dans cette affreuse caserne où nous avions logé en allant. Le lendemain, on ne parlait pas de partir ; cela commença à nous chagriner. Vers onze heures, nous aperçûmes de notre caserne, qui était sur la rive gauche du Danube, des tourbillons de poussière, au loin, sur la rive droite du fleuve. Les soldats de garde nous apprirent que c'était l'arrière d'une armée russe qui venait de se battre avec l'armée française et qui allait vers le Rhin, commandée par le général Souvarof.

Cette troupe vint camper en face, et non loin de l'extrémité d'un pont dont l'autre bout était tout près de la caserne.

Deux officiers russes vinrent nous voir. Ils parlaient notre

langue très purement. Ils dirent qu'ils avaient battu les Français. Pour achever de nous attrister, un officier autrichien nous annonça que le général Souvarof s'opposait à l'échange de prisonniers et que, le lendemain, nous serions mis en marche pour retourner à Ingolstadt.

Une bombe tombée au milieu de nous n'eût pas fait plus d'effet. Nous passâmes une triste nuit. Beaucoup jurèrent qu'ils ne rentreraient jamais au couvent d'Ingolstadt, dussent-ils se faire tuer ; j'étais de ce nombre.

Le lendemain matin, un carré de quatre cents hommes, cavaliers et fantassins, bien armés et équipés, se disposa pour nous ramener à Ingolstadt. Nous fûmes placés dans ce carré. Nous étions cinq cents malheureux dont une partie tenait à peine debout. Et, comme si toutes ces précautions n'avaient pas été suffisantes, on nous mit en marche par la rive droite du Danube, pour mettre un obstacle de plus entre nous et les petites principautés prussiennes où nous avions eu un premier projet de nous évader.

Par la nouvelle route prise, nous traversions le camp des Russes. C'était la première fois que nous voyions ces nouveaux ennemis de la France. C'étaient de drôles d'hommes, singulièrement accoutrés. L'infanterie était composée d'hommes de petite taille, robustes. Leurs vêtements étaient d'un drap vert foncé ; les habits descendaient jusqu'à la cheville ; leur coiffure était une espèce de shako pointu qui n'avait pas moins de dix-huit pouces de hauteur, de sorte que ces hommes, vus de face, à une certaine distance, paraissaient avoir la figure à la place de l'estomac. Leurs fusils nous parurent énormes ; leurs baïonnettes n'avaient pas moins de deux pieds de longueur. Cet attirail leur donnait un aspect lourd et un ensemble sombre. Il y avait peu de cavaliers.

Nous étions les seuls arrivés jusqu'à Ulm. Les autres détachements avaient reçu un contre-ordre en route.

Nous fîmes, cette première journée, une longue route coupée de deux haltes, où nous étouffions de chaleur et de poussière dans le carré formé par nos gardiens. Ils occupaient les berges de la route et nous serraient au milieu sans que nous en puissions sortir, même pour les plus pressantes nécessités. On nous donna du pain pour deux jours et un peu d'eau.

Dans le village où nous couchâmes, je fus, malgré moi, séparé des « décidés », c'est-à-dire de ceux qui étaient prêts à fuir. Il me fallut demeurer avec le second groupe, dans une autre grange, et bien m'en prit. Les Autrichiens ayant mis leurs postes devant l'unique ouverture de la grange, ces malheureux, décidés à s'évader, coûte que coûte, vers onze heures du soir, montèrent sur une poutre, firent un trou dans la couverture en paille et sautèrent dans un jardin. Une femme, dont la croisée de la chambre à coucher donnait de ce côté, les vit ; elle fut informer la garde. Ces malheureux cernés de toutes parts, furent tués ou grièvement blessés.

De notre côté, sans nous douter de ce qui se faisait dans l'autre grange, nous nous occupions d'un projet d'évasion. Nous connaissions assez bien la route d'Ulm à Ingolstadt, puisque c'était la quatrième fois que nous la faisions, pour savoir qu'entre Donauwœrth et Neubourg, après avoir passé et repassé le Danube, il y avait entre ces deux villes une vaste forêt traversée par la route.

Nous étions, un certain nombre, d'avis que c'était le seul lieu convenable pour tenter une évasion. Il était bien connu de nous que nous devions nous évader par la gauche de la grande route, dans la direction des petites provinces prussiennes, la forêt étant, en outre, plus vaste de ce côté-là. Nous avions remarqué, les trois précédentes fois, que cette forêt était de haute futaie et claire plantée.

Après avoir examiné en détail les chances bonnes et mauvaises, un caporal de notre demi-brigade nommé Dumonteil, caporal des carabiniers du premier bataillon, homme de forte taille, décidé luron, nous dit : « Quant à moi, coûte que coûte, je m'évade, ma décision est prise. Je n'y engage personne ; ceux qui voudront me suivre le pourront. »

A l'instant même, vingt-cinq à trente se décidèrent. J'étais du nombre. Le caporal déclara qu'il donnerait le signal en élevant son shako à bout de bras et en se tenant, dans la marche, le plus possible rapproché de la tête du détachement, pour pouvoir ensuite se précipiter dans le bois.

Le lendemain matin, nous avions déjà traversé la moitié de la forêt, notre caporal donna enfin le signal ; il se jeta en même temps à travers les Autrichiens, sauta le fossé où

nous le suivîmes. Nous l'apprîmes plus tard : plus de la moitié de ceux qui voulurent suivre rentrèrent dans les rangs, les Autrichiens s'étant jetés sur eux. Il s'en suivit un pêle-mêle auquel vinrent se joindre les cavaliers qui, sous le bois de haute futaie, pouvaient nous harceler et nous poursuivre.

Nous comptions beaucoup sur nos jambes. En ce qui me concerne, j'échappai à ce mauvais pas, comme j'avais déjà fait en plusieurs circonstances et comme il m'est arrivé plusieurs fois depuis, comme par miracle...

Je ne fus pas plus de deux ou trois minutes dans la mêlée ou sérieusement poursuivi. Les balles arrivaient avec célérité.

J'avais, en me sauvant, appuyé sur ma gauche ; pendant quelques minutes, je me trouvai seul. J'entendais toujours crier et frapper aussi, le bruit des chevaux sous le bois, mais à une certaine distance et à droite. Je craignais beaucoup de me trouver seul échappé.

Hors d'haleine, j'allais me jeter à terre pour me remettre un peu.

A ce moment, j'aperçus à vingt ou trente pas devant moi un chasseur du même corps qui, après s'être assuré que je n'étais pas un Autrichien, se jeta à terre sous un coin de bois assez touffu.

En arrivant à lui, je me jetai à son côté. Nous étions dans un tel état de fatigue que nous nous regardâmes plusieurs minutes sans pouvoir proférer une parole. Je rompis le silence en disant :

— Mon Dieu ! nous ne sommes que deux.

— Nous sommes assez, répondit mon camarade, pour avoir de la misère. Nous serons encore moins malheureux que dans les mains des Autrichiens.

Nous entendions, du côté de la route, un bruit continuel et, dans le bois, les Autrichiens qui le fouillaient. Mais loin de nous. Nous jugeâmes que la direction que nous avions prise était la bonne. Nous entendîmes encore un ou deux coups de fusil, puis plus rien.

Nous arrivâmes avec précaution au bord d'un chemin vert peu fréquenté qui côtoyait le versant côté midi d'un large vallon, dans lequel une assez grande quantité d'ouvriers,

épars sur plusieurs points, s'occupaient aux travaux des moissons et des foins de seconde coupe. Nous rentrâmes plus avant dans le bois, nous tenant à la rive pour n'être pas vus.

Mon camarade se trouvant avoir un couteau, nous coupâmes chacun un gourdin d'une dimension respectable, car, si nous devions tomber aux mains d'un ennemi quelconque, nous voulions vendre notre vie aussi cher que possible.

A ce moment, il était de règle, dans tous les États d'Allemagne, d'allouer à tout individu qui arrêtait un déserteur une somme de dix thalers, environ trente-six francs de notre monnaie. Une autre raison nous faisait craindre les habitants de la Confédération germanique : depuis plus de cinq ans, en Allemagne, les armées françaises, négligées par le Gouvernement, presque toujours sans vivres, quelquefois sans chaussures, commettaient dans le pays des exactions aux dépens des habitants qui en gardaient rancune et s'en vengeaient quand l'occasion s'en présentait. Aussi était-ce à nous de nous préserver de notre mieux.

Nous descendîmes un fossé qui nous couvrait presque entièrement, de sorte qu'en nous courbant, il était impossible de nous voir. Là, il y avait quelques buissons derrière lesquels était une femme qui ramassait de l'herbe. Lorsqu'elle nous aperçut, elle resta immobile et épouvantée. Nous nous éloignâmes un peu pour lui demander si elle connaissait le chemin pour aller en Prusse. Elle ne put nous répondre et nous fit signe de la main de nous diriger vers le bois qui était à la partie supérieure du vallon. C'était de ce côté-là que nous avions l'intention d'aller.

Quatre hommes, dans le fond du vallon, en nous voyant, avaient cessé leur travail ; ils se rapprochaient les uns des autres ; nous partîmes. L'un d'eux vint près de la femme, lui parla un instant, revint près de ses camarades. Nous étions alors dans le bois et à plus de cinq cents pas. Ces hommes reprirent leurs travaux.

En arrivant au bois, nous trouvâmes une espèce de route de chasse peu fréquentée, couverte d'un beau gazon. Comme sa direction allait vers le Nord, nous la suivîmes.

Voici, sur cette évasion, ce que racontèrent, six mois après,

nos camarades rentrés au corps et qui faisaient partie du convoi.

Il paraît, suivant leur dire, que plus de cent hommes passèrent les fossés au signal du caporal Dumonteil, mais que les cavaliers de l'escorte, vivement lancés, arrêtèrent les moins éloignés qui rentrèrent au détachement. Les quarante hommes échappés furent poursuivis dans un vacarme affreux, cernés ; vingt-cinq furent ramenés, assommés, grièvement blessés ou tués. Trois jours après, nos malheureux camarades étaient réintégrés dans le couvent d'Ingolstadt.

Nous cheminions sur un vert gazon, côte à côte, causant comme si nous avions été dans la meilleure position possible. J'avais, sur les derniers jours, économisé plus d'une livre de pain que j'avais à notre service, dans mes poches. « Tant mieux, dit mon camarade. Je n'en ai pas conservé une seule bouchée. » Ainsi, voilà quelles étaient nos ressources : une livre de pain pour deux hommes qui n'avaient pas mangé depuis le matin, pas un sou en poche, dans un pays dont nous parlions très imparfaitement la langue, où tout le monde avait droit de chasse sur nous.

Nous continuâmes à marcher, en fauchant l'herbe avec nos bâtons, quand, tout à coup, à notre droite, un groupe de douze à quinze ouvriers, à notre vue, s'élancèrent à notre poursuite, poussant des cris de sauvages. Nous nous jetâmes dans un taillis assez garni, nous fûmes hors de vue et hors de danger.

Ce jour-là, jour de notre évasion, était le 8 août 1799. J'avais près de vingt ans.

Tout en marchant, nous causions de nos estomacs vides. J'étais d'avis de manger la moitié de notre unique morceau de pain. Mon compagnon de voyage pensa qu'il fallait encore attendre. Je me conformai très volontiers à cette décision qui me fit d'autant plus de plaisir, malgré le besoin que j'éprouvais, que je vis l'avantage d'être avec un homme prévoyant, un vrai conservateur.

Cela convenu, mon ami continua à battre l'herbe avec son bâton et chantant à demi-voix. Je vis par cette conduite que j'avais pour compagnon de misère un homme solide. Je me promettais bien de ne lui céder en rien.

Nous rencontrâmes un homme âgé. C'était au moment où le soleil se couchait. Nous lui demandâmes de quel côté étaient les provinces prussiennes. Il nous indiqua de la main le chemin que nous avions quitté et laissé à notre gauche. Pendant que nous avions parlé, cet homme, qui était très âgé, n'avait pas ôté la vue de dessus nos gourdins. Il n'avait paru rassuré qu'au moment où nous le remerciâmes des renseignements qu'il nous avait donnés.

Près de l'extrémité nord du bois était un champ d'orge en gerbes. Nous en prîmes chacun une et rentrâmes dans ce bois pour y établir notre quartier général et y passer la nuit. Nous allions dévorer le cher morceau de pain, notre unique ressource, quand nous nous avisâmes d'égrener l'orge, que nous mangeâmes à belles dents. Je ne pourrais dire quelle quantité nous en absorbâmes, mais autant que nos estomacs purent en contenir.

Après ce repas, comme il y avait longtemps que nous n'avions été si proprement couchés, nous nous endormîmes pour nous réveiller avec le soleil. Nous avions passé une nuit fort tranquille, sans même penser aux Autrichiens.

En nous mettant en marche, nous nous trouvions, sans doute par l'effet de notre repas de la veille, avoir l'estomac fortement oppressé. Il nous semblait que si nous buvions, nous serions soulagés.

Il y avait à notre gauche un vallon. Nous y descendîmes ; nous y trouvâmes un petit cours d'eau ; nous en prîmes à cœur joie, espérant nous soulager. Ce fut le contraire qui nous arriva. A peine avions-nous bu que, traversant les buissons, nous nous trouvâmes face à face avec une jeune femme qui, à notre vue, resta comme pétrifiée, sans bouger. Nous lui demandâmes de notre mieux le chemin vers la Prusse. Elle nous montra le plateau que nous venions de quitter. Toujours nous tenant à distance respectueuse, nous lui racontâmes l'état de misère où nous nous trouvions. Elle leva les épaules en signe de pitié, puis elle introduisit sa main dans la poche de son tablier, en tira un gros morceau de pain ; elle le coupa

en deux, nous en donna la plus forte partie. Nous la remerciâmes en faisant autant de salutations que possible. Elle continua son chemin, nous le nôtre. Nous étions alors les heureux possesseurs d'environ deux livres de pain et d'une indigestion complète.

Depuis que nous avions bu de l'eau à longs traits, la gêne que nous éprouvions s'était beaucoup augmentée. Nous n'y tenions plus. Cette orge que nous avions, la veille, mangée sans boire, n'avait pu se digérer. L'eau que nous venions de boire avec abondance faisait gonfler cet aliment au point que nous étouffions. Nous pensâmes qu'en accélérant la marche, la digestion se ferait. Mais cette grave indisposition nous dura plus de sept à huit heures. Ce n'est que vers le soir que nous en fûmes entièrement délivrés.

Notre système était d'éviter les villages et les villes, ce qui augmentait beaucoup l'étendue de notre route. Vers quatre heures du soir, nous fûmes contraints d'appuyer fortement à notre droite pour éviter un bourg et des champs où il y avait beaucoup de monde. Ce mouvement et l'absence de soleil ce jour-là nous avaient singulièrement désorientés.

Dans ce moment d'incertitude, nous marchions sur un terrain très pierreux. Tout à coup, l'un de mes souliers fut décousu, au point que la semelle se trouva entièrement séparée de l'empeigne, ne tenant plus que par le talon. Il ne s'agissait que de le recoudre. Mais comment faire? Nous n'avions pas même le moindre bout de corde.

Je pris ce soulier à la main, marchant pied nu. Je n'avais pas fait trois cents pas que j'avais le pied ensanglanté. Heureusement, le terrain devint moins difficile. Je chaussai le pied malade et marchai pied nu de l'autre.

La nuit allait se clore. Les souffrances que nous avions éprouvées nous avaient tellement fatigués que nous avions tout le corps brisé.

Le lendemain, troisième jour de marche ; j'avais, avant le départ, réparé ma chaussure au moyen d'une petite hart. Je n'avais pas fait cent pas que tout était rompu. Je pris de nouveau le soulier en main. Je souffrais et fatiguais beaucoup. Mon pauvre compagnon d'infortune souffrait de me voir souffrir. Il exigea plusieurs fois que j'accepte un de ses souliers,

de sorte que nous marchions alternativement un pied nu.

Nous passâmes près d'une petite maison. Nous y entrâmes. Nous n'y trouvâmes qu'un vieillard avec deux jeunes enfants. Cet homme était si sourd que nous ne pouvions rien lui faire entendre. Il nous offrit de l'eau.

Dans une autre maison, où nous demandâmes une corde pour attacher mon soulier, un homme nous regarda fixement, dit quelques paroles à sa femme qui sortit. Tout à coup, voulant continuer notre route, nous aperçûmes des habitants du village, armés de bâtons, qui nous suivaient avec un sous-officier autrichien et trois militaires armés. Les soldats firent feu sur nous sans nous atteindre. Nous entrâmes dans un bois ; ne pouvant nous joindre, ils abandonnèrent leur poursuite.

Nous trouvâmes ce soir-là, dans un bas-fond, une meule de foin pour passer la nuit. Nous avions cueilli des pommes qui n'étaient pas en parfaite maturité, mais d'un haut degré d'âcreté. Nous nous en introduisîmes quelques-unes dans l'estomac, mais avec ménagement, pensant à cette indigestion d'orge qui avait failli nous étouffer.

Au soleil levant, nous nous mîmes en marche, n'ayant rien dans les mains, rien dans les poches et seulement quelques mauvaises pommes dans l'estomac.

Nous découvrîmes enfin une maison d'assez belle apparence, au milieu d'un terrain clos de haies vives. Quinze pas avant d'y arriver, une femme seule en sortit, venant à notre rencontre. Elle nous parut âgée d'une quarantaine d'années. Elle nous demanda d'un ton ferme et résolu ce que nous désirions. Nous fouillâmes au fond de notre rhétorique allemande pour lui dire de notre mieux le sujet de notre visite. Je conclus en la priant de nous donner un morceau de pain.

Après avoir eu la bonté de nous écouter attentivement, cette femme nous quitta un instant, revint, nous apportant un morceau de pain d'environ deux livres et huit à dix grosses pommes de terre cuites à l'eau.

Je m'avisai alors de montrer à notre bienfaitrice mon soulier attaché à mon pied avec une hart. Elle se baissa, défit

sa jarretière qui était un long cordon blanc ; elle me donna ce cordon. Nous la quittâmes, faisant nos salutations et nos remerciements. Cette femme paraissait heureuse du bien qu'elle venait de nous faire.

Ce jour-là, nous ne fîmes pas moins de neuf à dix lieues. Les aliments de cette femme nous avaient remis l'estomac. Au coucher du soleil, nous étions sur un plateau sur la pente duquel étaient trois ou quatre petites maisons.

Notre bonne étoile nous avait dirigés de ce côté.

Nous trouvâmes une femme assez mal fagotée ; nous lui demandâmes si, dans ces maisons, il y avait un *schumaker* (cordonnier). Elle nous rit au nez. Nous vîmes qu'elle était idiote.

Trente pas plus loin, je fis la même question à un vieillard qui marchait lentement à l'aide d'un bâton. Il me fit signe de le suivre et, me montrant une toute petite maison, me dit : « C'est là. » Je craignais de ne pas avoir été compris. Mais, à tout hasard, nous entrâmes et le peu d'outils que je vis sur l'appui d'une fenêtre me fit voir que j'avais été compris.

Je présentai mon soulier à l'artiste qui le visita en hochant la tête et les épaules ; puis se posant sur sa sellette, il se mit en devoir d'opérer la restauration de ma chaussure.

Pendant que ce bon cordonnier s'occupait de mon soulier, sa femme nous offrit chacun un siège, composé d'un bout de planche et de trois pieds, tant bien que mal ajustés ; la maison n'ayant pas d'autre siège, la femme se posa sur le bord d'un grabat et la conversation s'engagea entre nous. Malgré mon peu de savoir de la langue allemande, je tournai notre affaire de sorte à faire couler les larmes de la personne qui m'écoutait attentivement.

Pendant ce temps-là, le soulier se réparait et le feu couvert d'une marmite menait grand train les aliments qu'elle contenait.

J'avais eu bien soin, dans ma conversation, de faire entendre à la pauvre femme que nous n'avions pas un sou. Le cordonnier, qui ne s'occupait que du soulier, son travail fini, me remit ma chaussure, paraissant orgueilleux de son travail. Je l'en félicitai et, remettant mon soulier, je lui dis d'une voix mal assurée :

— Combien vous dois-je?

— Quatre kreutzers, me dit-il.

Cette modique somme était tout au plus la valeur du fil qu'il avait employé pour ce travail.

La femme lui dit :

— Mon ami, ce n'est rien; ces pauvres gens sont bien malheureux.

— Eh bien! dit le cordonnier, ce n'est rien.

Nous fîmes toutes nos salutations et tous nos remerciements. La femme nous fit asseoir de nouveau. Elle mit devant nous la marmite qui était au feu, la découvrit; elle était remplie de pommes de terre. Son jeune enfant sur ses genoux, elle fit approcher son mari et, nous ayant donné à chacun un morceau de pain, elle nous invita à prendre comme elle les pommes de terre.

L'homme était tout ce qu'il y a de plus chétif, la femme plus forte, plus rondelette, l'enfant était très faible. La maison était exiguë; elle n'avait pas plus de quinze pieds de long sur treize de large, et haute tout juste pour y tenir debout. La boutique du cordonnier était sur l'appui de l'unique croisée; un seul grabat, trois sellettes; à droite de l'unique porte, une petite maigre vache qui, sans aucune séparation, couchait dans la même habitation.

Après le repas, il restait quelques pommes de terre. Le mari nous les mit lui-même dans les poches. Nous avions beau chercher, nous ne trouvions pas, dans notre savoir, de quoi reconnaître tant de bontés chez ces pauvres gens.

En tenant conversation avec la bonne cordonnière, nous avions appris que nous n'étions plus qu'à cinq lieues d'une petite ville nommée Kaisersberg, où il y avait quelques cavaliers prussiens. Cela nous rendit heureux. La Prusse était alors en paix avec la France.

Il était alors la nuit close et sombre. Le cordonnier vint nous conduire à un pont dont la rive opposée dépendait de la Prusse. Quand il nous quitta, nous lui serrâmes les mains en signe de dernier adieu et nous nous décidâmes à passer le pont, afin de passer le reste de la nuit sur le territoire prussien.

Chemin faisant, nous mangions les pommes de terre que notre bon cordonnier nous avait mises en poche ; des ouvriers nous indiquèrent le chemin à suivre. Nous étions sur une belle route très fréquentée, en pays ami. Depuis plusieurs mois nous n'avions été aussi à notre aise que nous l'étions alors.

Environ trois cents pas avant d'arriver à la porte de la ville, nous vîmes, venant de notre côté, un militaire de haute taille, dont l'uniforme était complètement blanc. S'apercevant sans doute de notre hésitation à nous approcher de lui, cet homme nous tendit les bras, en nous disant, en un français un peu bâtard : « Venez, camarades, venez à moi, je suis votre ami, je suis Prussien. » Il nous serra les mains, nous fit un accueil vraiment amical. Après avoir regardé les boutons de nos habits, où il vit le numéro premier placé au centre d'un corps de chasse, il nous dit : « Vous êtes du premier corps de chasseurs. Il est passé ici hier trois militaires français qui portaient le même numéro que vous, mais au lieu de cors de chasse, ils portaient des grenades. Et ceci, dit-il en touchant nos épaulettes, était rouge au lieu d'être vert. Il y avait, parmi ces trois hommes, un caporal, et tous trois étaient de haute taille. »

Cette description nous indiquait clairement trois carabiniers de notre corps et le caporal devait être Dumonteil, celui qui avait donné le signal de l'évasion. Ce brave Prussien était maréchal des logis de dragons. Il nous fit entrer dans un cabaret, demanda du pain, du fromage et de la bière, nous invita à déjeuner, ce qu'il fit avec nous. Il avait fait la guerre en France en 1792 et partie de 1793, il avait été fait prisonnier et avait été très satisfait de la manière dont il avait été traité en France. Il avait gardé un souvenir agréable des Français.

Ce maréchal des logis nous proposa, comme il avait fait la veille à nos camarades, de prendre du service en Prusse. Nos camarades avaient refusé l'offre, nous en fîmes autant. Il n'en fut nullement choqué, nous délivra un certificat constatant notre arrivée sur le territoire prussien et nous renseigna sur les lieux que nous devions traverser.

« Vos amis sont passés ici hier dans la soirée, nous dit-il. Ils étaient très fatigués. En forçant la marche, il est présumable que vous les rencontrerez, aujourd'hui ou demain. »

Ceci dit, notre bon maréchal des logis nous fit prendre un verre de schnapp et eut la bonté de venir nous conduire hors la ville, comme il avait fait pour nos camarades.

Nous étions restaurés, nous avions le plus ardent désir de joindre nos amis ; nous fîmes, sur une très belle route, six à sept lieues sans nous arrêter une minute.

Après cette longue marche, nous arrivâmes dans un lieu élevé, un beau plateau d'où la route dominait tous les environs à une grande distance. Là, nous nous reposâmes à l'ombre d'un pommier dont les fruits, qui étaient, je crois, des pommes d'août, étaient bien meilleurs que ceux que nous avions trouvés jusqu'alors.

Il y avait à peu près une demi-heure que nous étions là quand nous vîmes arriver près de nous un vieillard qui marchait à l'aide d'un bâton. Cet homme était d'une maigreur excessive. Passant vis-à-vis de nous, il s'arrêta pour nous regarder, puis, s'approchant de plus près, il nous dit d'une voix tremblante, en bon français :

« Si je ne me trompe, mes enfants, vous êtes des militaires français ? »

Sur notre réponse affirmative, il vint s'asseoir près de nous et commença à nous raconter les motifs pour lesquels il se trouvait dans ce pays.

Il nous dit qu'à la révolution de 1792, il était, en qualité de valet de chambre, au service d'un noble qu'il nous nomma, mais dont je n'ai pas retenu le nom ; que, par la suite, ses maîtres, s'étant trouvés dans la gêne, avaient réformé une partie des hommes à leur service, dont lui, le plus âgé ; que ses maîtres ne l'avaient cependant pas totalement abandonné, qu'ils lui fournissaient la nourriture et quelques vieux vêtements.

Cet homme nous questionna ensuite. Comme nous n'avions rien à lui dissimuler, nous lui racontâmes notre histoire telle qu'elle était. Alors, il leva les yeux au ciel, en nous disant : « Mes chers enfants, vous avez fait là une entreprise que je considère comme impraticable ; vous êtes ici sur une petite

contrée prussienne ; dans quelques heures, vous serez dans un pays où tout sera contre vous. Seriez-vous cinquante et armés, vous n'échapperiez pas aux dangers qui vont vous menacer de toutes parts. »

Ce brave homme nous disait là des choses que nous savions, mais nous ne les regardions pas d'un œil aussi sinistre.

Ce vieillard allait continuer sa route. Il avait déjà fait deux ou trois pas, il se tourna vers nous et, nous regardant d'un air d'intérêt, il nous dit : « Pauvres amis, vous n'avez sans doute pas un sou en poche ; vous n'avez peut-être rien mangé de ce jour. »

Disant cela, il porta la main à la poche de sa culotte, tira une pièce de vingt-quatre kreutzers, puis, la tenant dans ses doigts, il nous dit : « Je suis bien malheureux ; vous pouvez en juger par ma tenue et par l'ensemble de ma personne ; mais partout où les Français se rencontrent, ils doivent s'assister. Voilà, je vous le jure, tout ce que je possède d'argent ; je vous le donne, vous en avez plus besoin que moi. » Ce qu'il nous donnait était d'une valeur d'environ dix-sept sous, argent de France.

Je ne pense pas avoir jamais vu vieillard plus caduc que ce brave homme. Il était d'abord de petite taille et affaissé par son grand âge ; d'une maigreur extrême, totalement dépourvu de cheveux. Sa tenue était un chapeau en caloquet, forme en usage en 1790, cravate noire des plus minces, chemise presque invisible, habit, veste et culottes ci-devant noires, présentement presque couleur feuille morte, et si fin, si mince qu'on voyait, en plusieurs endroits, sa chair à nu ; des bas de soie si claire qu'il n'y avait rien par place, des souliers passables, probablement parce que le brave homme ne marchait pas souvent.

Nous en étions toujours à attendre nos camarades quand, passant une dernière revue autour de nous, nous vîmes bien loin sur la route des hommes qui s'arrêtèrent sur le beau milieu du pavé ; le cœur nous battait, quoique nous ne puissions bien distinguer, si ce n'est la marche qui nous semblait être dans le genre militaire. Ce n'est que lorsque nous pûmes distinguer les épaulettes rouges que nous reconnûmes que c'étaient bien là nos trois amis. De leur côté, ils

nous observaient aussi et, comme si un commandement nous avait été fait, nous courûmes les uns vers les autres, nous nous embrassâmes, nous nous serrâmes les mains, mais sans pouvoir proférer une parole, tant nous étions saisis de joie.

Il faut s'être trouvé dans une pareille circonstance pour sentir le bonheur d'une semblable réunion. Depuis six jours nous étions dispersés.

Nous prîmes position sous le pommier. Nos amis nous racontèrent qu'ils avaient été poursuivis par des recruteurs autrichiens. Chacun de nous raconta ce qui lui était arrivé. Il fut question, maintenant que nous étions de force, de pourvoir à notre organisation militaire et financière. Nous nous trouvâmes possesseurs d'une somme de onze francs soixante-cinq centimes en joignant nos quatre-vingt-cinq centimes à ce qu'avaient en poche nos camarades. Quelle richesse! C'était à en perdre la tête. Nous autres, pauvres malheureux, qui, le matin du même jour, ne possédions pas un sou, nous étions, l'après-midi, propriétaires d'une semblable somme!

Depuis bien longtemps, nous ne nous étions pas vus aussi riches, pas même sous les drapeaux de la République qui avait pris la mauvaise habitude de nous oublier complètement.

Ah! mon pauvre cordonnier, si tu n'avais été qu'à deux lieues de nous, quel plaisir j'aurais eu à te payer largement la réparation de mon soulier.

Après avoir établi l'état de notre caisse, nous pensâmes à notre organisation militaire. Nous avions la conviction qu'une association quelconque ne peut exister sans chef. Nous avions parmi nous un caporal ; de toute justice, il devait être désigné pour nous commander. Aussi le fut-il à l'unanimité. Voici une première affaire réglée. Nous avions de l'argent en caisse, il nous fallut procéder à la nomination d'un caissier. On alla aux voix. Je fus nommé à ce poste important. Je n'étais pas fâché de cela. Je pensais qu'en cas de danger, mes camarades défendraient ma personne pour sauver la caisse.

Il restait à nommer un interprète. Le choix n'était pas

difficile à faire. Nous avions un Alsacien parlant fort bien l'allemand. Il fut nommé à l'unanimité, sa voix comprise.

Vers sept heures du soir, nous aperçûmes à notre droite un village qui dépendait de la Prusse. Nous nous dirigeâmes vers une petite ferme ; là, nous nous adressâmes à une femme qui parut être la maîtresse. Notre interprète lui demanda, en levant la tête très haut, si elle pouvait, en payant, nous procurer à manger et nous donner le gîte. Cette femme hésitait. En ma qualité de caissier et archiviste, j'exhibais les certificats que le maréchal des logis nous avait délivrés. Elle en fit lecture, après quoi, elle nous conduisit dans un local où il y avait de la paille ; elle étendit des draps et nous dit :

« Reposez-vous, je vais préparer à manger. »

Environ une heure après, le maître de la maison, étant rentré, vint nous inviter à le suivre.

Nous conduisant à la cuisine, il nous fit placer à une table sur laquelle étaient déposées une belle et bonne soupe au lait, des pommes de terre en grande tenue et de la petite bière. C'était le meilleur repas que nous eussions fait depuis longtemps. Nous passâmes une très bonne nuit. Au moment du départ, notre interprète demanda combien nous devions, tandis que je portais la main à la poche pour en sortir les espèces. Nous eûmes alors la satisfaction d'entendre cette bonne femme nous dire : « Vous ne devez rien, mes enfants ; que le bon Dieu vous conduise jusque chez vous en bonne santé ! »

Qu'elle parlait bien, cette femme, qu'elle nous parut bien élevée ! Sur ce, nous mîmes bas les casques et l'interprète fit les remerciements les plus complets au nom de toute la société.

Ce jour-là était le 12 août 1799. Il fut convenu que si l'un de nous avait le malheur de tomber au pouvoir d'un ennemi quelconque, nous devions, pour le délivrer, nous battre jusqu'à extinction.

Avant d'arriver à un village où l'on nous avait dit qu'il y avait des sous-officiers recruteurs autrichiens, nous fîmes une halte. Nous étions convenus d'éviter ce village. Le caporal Dumonteil changea tout à coup d'intention. Il se leva brusquement, fit avec son bâton le moulinet autour de sa tête en disant qu'il y aurait lâcheté à cinq Français de reculer devant

quatre Autrichiens. Ce raisonnement n'était pas juste. Les quatre Autrichiens avaient des armes et pouvaient compter sur les habitants ; nous n'avions que des bâtons. La traversée de ce village nous valut une poursuite avec des cris sauvages de vingt-cinq à trente hommes armés de fourches et de trois militaires armés de leur fusil, dont les balles faillirent nous atteindre.

Nous prîmes cela pour une leçon, nous promettant d'être plus prudents.

Nous étions à environ quatre lieues de Bayreuth. Nous ne pouvions nous dispenser d'y passer, attendu que c'était là que devaient être renouvelés nos passeports. C'était un dimanche, le 18 août 1799. Il faisait un bien beau temps. Après nous être reposés dans une ferme charitable, nous décidâmes d'aller ce soir-là coucher à Bayreuth. Il était alors environ trois heures de l'après-midi. Arrivés à un quart de lieue de la ville nous nous arrêtâmes pour nous reposer et nous mettre sur le meilleur pied possible pour nous présenter devant les autorités militaires prussiennes, dont nous voulions obtenir un certificat afin de pouvoir continuer notre route. Nous déposâmes nos bâtons dans un fossé. Arrivés près de la porte, nous vîmes sur le boulevard extérieur une très grande quantité de promeneurs. Alors notre caporal nous fit marcher deux à deux, lui en tête, et nous passâmes ainsi devant les promeneurs dont nous n'étions séparés que par un petit fossé, qui bordait la route et la promenade.

Nous marchions au pas, sans dire un mot. Au nombre des curieux qui s'étaient arrêtés pour nous voir passer, une dame dit à haute et intelligible voix, en bon français :

— Ce sont des militaires français.

— Excepté le plus petit, dit une autre dame. C'est un Autrichien.

Comme cette épithète s'adressait à moi, je me retournai vers cette personne, et lui dit :

— Vous vous trompez, madame ; il est français comme les autres.

Je n'avais pas fini ces paroles, qu'une douzaine de personnes passèrent le petit fossé, et nous cernèrent en nous

accablant de questions faites en notre langue. Tous paraissaient prendre beaucoup d'intérêt à nous. Nous leur racontâmes les choses telles qu'elles s'étaient passées.

Nous nous aperçûmes que nous avions affaire à des émigrés français, pleins de bienveillance. Quelques-uns parurent se concerter entre eux. Ensuite, ils nous proposèrent de les suivre, ce que nous acceptâmes. En entrant à la porte de la ville, nous donnâmes nos passeports. Le chef du poste nous dit qu'il fallait aller au bureau de la place. Quatre de ces messieurs vinrent avec nous. Arrivés au bureau, l'un de ces messieurs dit un mot au secrétaire, lui remit nos papiers. Nous sortîmes sur l'ordre de revenir le lendemain chercher un nouveau passeport.

Tout en causant, nous arrivâmes à une auberge de bonne apparence, où, en notre présence, ces messieurs tinrent à l'hôtelier ce propos, que nous comprîmes en bonne partie, mais que notre Alsacien nous tira à clair : « Voilà cinq militaires français, nos compatriotes. Vous allez les loger et bien nourrir pendant deux jours. Ayez bien soin d'eux. Ils ont besoin de repos et de bonne nourriture. Leur dépense sera pour nous. »

L'hôtelier fit de grands saluts aux personnes qui parlaient si bien, et nous pria de le suivre. Il n'y avait pas une demi-heure que nous étions arrivés, on nous servit dans notre chambre un repas composé de soupe, bouilli, rôti, salade, bon pain, bière forte. Ah ! pour cette fois, plus de misère. Ceci sentait la cuisine bourgeoise à plein nez.

Les lits étaient aussi bons que le repas, ce qui fait que nous ne reposâmes pas une minute. Les anciens militaires, éprouvés par force misères, savent très bien qu'après de longues fatigues on est plusieurs nuits sans pouvoir dormir dans un lit. Plus il est bon, plus on est mal. Aussi, la nuit suivante, nous eûmes la précaution de coucher sur nos paillasses, et nous passâmes une bien moins mauvaise nuit.

Depuis que nous étions en route, nous nous rasions tous les cinq avec un mauvais rasoir que notre caporal avait trouvé dans la prison d'Ingolstadt dans la poche d'un de nos camarades décédé. Il n'avait pas été repassé depuis plusieurs années. Nos bienfaiteurs avaient sans doute remarqué qu'il y avait un peu de temps que nous n'avions passé sous la main

du barbier. Vers huit heures du matin, un de ces artistes arriva, nous rasa en bons bourgeois. La cérémonie faite, on nous servit chacun une bonne et volumineuse tasse de café au lait, sucré à discrétion, pain et beurre frais. Puis on nous demanda vers quelle heure nous désirions déjeuner. Le caporal indiqua midi.

Vers dix heures, quatre de ces messieurs arrivèrent. Comme il était encore trop tôt pour aller au bureau de la place, ils nous firent beaucoup de questions sur la situation de la France, sur l'opinion de ses habitants. Diable! Cela était embarrassant. Nous étions hors du cercle de nos connaissances; nous nous déclarâmes incompétents, attendu que, depuis plusieurs années, nous avions presque toujours été hors du territoire français, et que nous ne connaissions nullement l'opinion de la France.

« Mais enfin, nous dirent-ils, que pense l'armée? Est-elle heureuse? Si un roi venait prendre la tête du Gouvernement en France, qu'il fasse la paix, qu'il vous renvoie chacun chez vous, ne seriez-vous pas plus heureux que vous ne l'êtes sous un Gouvernement comme celui que vous avez? »

Alors, sans être ni politiques, ni diplomates, nous sentîmes ce dont il était question, et nous nous empressâmes de répondre que nous ne désirions rien autant que la paix et un souverain qui pourrait se passer de nos services; puis nous ajoutâmes, comme pour renchérir, que si cependant nous avions un roi, et que nos services pussent lui être nécessaires, nous ne demanderions pas mieux que de les lui donner. Alors, ces messieurs nous serrèrent les mains en signe de satisfaction. Nous fûmes parfaitement contents les uns des autres.

A la place, le commandant nous parla de nous enrôler. Il perdit son latin à se mêler au triste métier de recruteur. Avec un peu d'humeur, et après avoir posé le cachet des armes de Prusse sur les passeports qu'il nous remit, il refusa de nous donner les renseignements que nous demandions sur la route à tenir pour gagner le bas Rhin.

Poursuivis par les recruteurs, nous gagnâmes l'hôtellerie où nous passâmes notre temps à faire une partie de cartes que l'hôtelier nous força d'arroser de quelques verres de bière.

Le lendemain matin, nous nous disposâmes au départ. Ces messieurs nous accompagnèrent sur la route jusque hors de la ville, comme de vrais Français, quoique émigrés, aristocrates, si on veut. Le lendemain de notre départ de Bayreuth était le 22 août 1799. Nous marchions avec la plus grande confiance, quand nous comprîmes que nous étions en pays ennemi. Nous vîmes les habitants s'appeler, courir d'une maison à l'autre, s'armer de longs bâtons ; cinq à six coups de fusil furent tirés sur nous. Nous ne fûmes pas davantage poursuivis.

Chemin faisant, on nous montra un vieux manoir en ruines, où, disait-on, il se faisait un sabbat qui s'entendait à une grande distance. On y voyait des fantômes, des hommes sans tête, toutes sortes d'absurdités, dont on ne se privait pas, alors, pas plus en Allemagne qu'en France, ce qui prouve qu'il y a des crédules et des sots dans tous les pays.

Nous nous couchions en même temps que le soleil, et faisions bon nombre de lieues chaque journée, quelquefois bien accueillis, parfois traqués comme des chiens galeux. Poursuivis par des cris sauvages, il nous fallut, une fois, passer une rivière, et, comme je ne savais pas nager, je pris le caporal par la veste. Nous étions comme six canards. Je n'étais pas plus franc, mais avec l'aide du caporal, j'arrivai aussi tôt que les autres. Nous nous cachions de jour dans les forêts, attendant la nuit pour traverser les vallons, les chemins découverts, et prendre la route. Parfois, sous une forte pluie, il nous fallait marcher durant des heures, l'estomac vide, et, cependant, ne nous décourageant pas. Sous les bois de hautes futaies, après les hurlements sauvages qui nous poursuivaient, nous entendions les rires, les éclats de voix, les cris d'animaux, chevaux, vaches, moutons et porcs, tout le bruit de gens qui revenaient d'une foire. Quand la nuit était close et extrêmement sombre, ne pouvant boire faute de boisson, ou bien, la soif passée, la faim arrivait, et nous cherchions les fermes, dont les chiens, à notre approche, faisaient un grand bruit. Presque toujours en pays ennemi, nous ne demandions de l'aide que lorsque nous tombions de fatigue et de besoin.

Comme dit le proverbe, la faim chasse le loup hors du bois. Pour avoir à manger, si l'homme disait oui et la femme, non, le mari se tenait pour battu ; je pouvais présenter de l'argent à la criarde, elle ne daignait pas regarder et redoublait ses cris qui ameutaient les voisins. Dans ce cas, il fallait marcher, courir même, malgré l'extrême fatigue. Il nous arriva ainsi, une fois, de nous égarer et de perdre totalement la direction qu'avec beaucoup de peine nous avions réussi à prendre.

Mais après quelques heures de recherches, nous trouvâmes enfin un poteau qui portait les armes de Prusse.

En passant sur une petite place près de l'église, nous vîmes la garnison à l'exercice. Il y avait là trente-cinq à quarante hommes. Nous nous arrêtâmes un moment pour regarder le maniement des armes qui avait beaucoup de rapport avec le nôtre. L'officier nous demanda si c'était ainsi que nous exécutions les mouvements. Notre Alsacien lui dit que c'était cela, à quelques exceptions près, et que s'il voulait nous confier pour un moment des fusils, nous lui en donnerions un échantillon. L'officier était le plus joli petit bonhomme qu'il soit possible de voir ; il pouvait avoir environ dix-huit ans ; délicat, mignon, il n'avait pas un poil de barbe, mais bien la place pour en mettre, quand il plairait à Dieu de lui en donner.

On fit faire repos à la troupe, on nous donna des armes, et notre caporal nous commanda le maniement, jusques et y compris la charge précipitée à volonté. Quoi qu'il y eût plusieurs mois que nous n'eussions tenu de fusil et que ceux-ci fussent bien plus matériels et plus lourds que les nôtres, il paraît que nous nous en acquittâmes assez bien. Nous fûmes très applaudis par les officiers et sous-officiers ainsi que par les soldats qui formaient cercle autour de nous.

Nous ne sortions pas riches de cette petite ville. Le peu de dépenses que nous avions faites réduisaient nos finances à la somme de 10 fr. 20. Nous avions pris quelques renseignements sur la route que nous avions à tenir pour passer le Rhin en-dessous de Coblentz. On nous blâmait de passer par Hesse-Cassel où ces messieurs de Bayreuth nous avaient dit de nous présenter au consul français. Il nous fallut faire onze lieues pour nous y rendre. A cinq heures, nous arrivâmes à la ville,

nous déposâmes nos bâtons; nous fûmes pour présenter nos très humbles respects au citoyen consul de la République française; nous trouvâmes les bureaux fermés. Le lendemain, nous arrivâmes au bureau à huit heures. Le temps était pluvieux. Nous entrâmes dans le vestibule. On nous dit que le consul ne serait pas visible avant neuf heures.

A neuf heures, un jeune homme de vingt-quatre à vingt-cinq ans, bien mis, de bonne façon, descendit du premier, traversa le corridor. Passant près de nous, il nous demanda qui nous étions, ce que nous désirions : « Français, dit le caporal. Nous désirons parler au citoyen consul de la République. »

Le jeune homme ouvrit le bureau, y entra : nous exhibâmes nos passeports et notre caporal dit, qu'étant très malheureux, nous venions solliciter des secours pour continuer notre route et rentrer en France. C'était donc là le consul? Nous n'en avions jamais vu, mais il nous semblait que ce devait être un homme d'âge et de poids.

Le consul, car c'était lui, nous dit alors d'un ton brusque :

— Vous vous êtes trompés, nous n'avons pas de fonds pour ces sortes de choses, nous ne pouvons vous donner aucun secours.

— Eh bien! dit le caporal, nous n'avons d'autre ressource que de rester dans cette ville, où nous mendierons pour vivre. Probablement, on nous arrêtera, nous nous réclamerons de vous. Vous ne pourrez pas nier que nous sommes Français, et que nous nous sommes adressés à vous pour avoir des secours.

Le jeune consul se gratta la tête et parut radouci. Il passa dans la pièce voisine où nous l'entendîmes causer à demi-voix; il revint, nous remit nos passeports visés et tira de sa poche un papier qui contenait quelques pièces de monnaie.

Notre caporal salua, fit demi-tour. Nous en fîmes autant. Une fois dehors, nous reconnûmes que le papier contenait une somme de 12 fr. 60; force fut de nous en contenter, et nous pensâmes bien que sans la fermeté de notre caporal, nous n'eussions rien reçu.

Nous passâmes devant une auberge trop belle pour notre bourse. Dans une autre, nous nous trouvâmes avec un commis-

voyageur d'Aix-la-Chapelle, qui connaissait très bien toute la ligne du Rhin. Le pays d'Aix-la-Chapelle était au pouvoir des Français. Ce commis nous considérait comme ses compatriotes. Il nous donna par écrit le nom des lieux où nous devions passer pour joindre la rive droite du Rhin. Il avait pointé sur sa note les endroits qu'il jugeait les plus dangereux ; les Autrichiens étaient sur toute la rive droite du fleuve, on risquait d'être visité, interrogé, arrêté. Cet homme bienfaisant nous fit restaurer. Nous nous quittâmes en amis. C'était le 30 août 1799. Après avoir fait sept lieues, nous reçûmes de la nourriture, dans un manoir, où un homme et une dame âgée avaient la douleur peinte sur leur figure. Nous pensâmes qu'il était arrivé en ce lieu quelque grand malheur. Nous mangions comme des hommes qui mouraient de faim. Singulière vicissitude de la vie humaine : un jour nous étions traités sans bourse délier ; un autre jour, nous ne pouvions rien obtenir en payant, on nous recevait en ricanant, ou, de la main, de la tête, de la parole, on nous invitait à sortir, criant après nous jusqu'à ce que nous fussions dans la rue. L'emploi de caissier devenait à peu près inutile, avec 8 fr. 25 en caisse. Ce n'était cependant pas une raison pour nous décourager, nous espérions bien vivre encore, même sans argent.

Dans ce lieu où nous avions couché cette dernière nuit, on nous dit que, par une route directe qu'on nous indiqua, il n'y avait que quinze lieues pour aller à Coblentz. Pour gagner le point où étaient les troupes françaises, il y avait à peu près trente lieues. C'était, disait-on, la 109e demi-brigade qui occupait ce poste. Cette nouvelle nous avait beaucoup tranquillisés. Elle levait pour nous les difficultés que nous eussions pu éprouver pour passer le Rhin.

Nous avions reçu ce jour-là tant de renseignements divers que nous ne savions presque plus quelle route prendre ; toutes celles qu'on nous avait indiquées présentaient des difficultés plus ou moins grandes.

Les Autrichiens occupaient toute la plaine entre les montagnes et le Rhin ; ils venaient rarement dans la montagne. Nous étions certains qu'en prenant le chemin par la montagne nous n'avions rien à craindre, si ce n'était la grande

difficulté de traverser la plaine à la barbe de l'ennemi.

Nous arrivions au terme de notre route. Nous devions, suivant nos prévisions, être, dans vingt-quatre heures, délivrés, pris ou tués. L'un de ces trois cas devait nécessairement se réaliser. Mais nous avions confiance que ce serait le premier. Dans l'un ou l'autre cas, nous n'avions besoin d'argent que pour la journée.

Lorsque nous eûmes fait, ce jour-là, environ deux lieues, nous nous trouvâmes sur un plateau élevé d'où la vue découvrait le pays situé entre le Rhin et les montagnes. On voyait parfaitement une partie de la ville de Coblentz dont nous étions à environ deux bonnes lieues.

On voyait aussi dans la partie de la plaine la plus rapprochée de nous des cavaliers autrichiens circulant d'un village à l'autre. Nous nous arrêtâmes pour manger le pain que nous avions en poche. On tint conseil pour se préparer à faire le saut périlleux pour lequel nous marchions depuis si longtemps. Chaque chose y fut arrêtée, et l'exécution en fut sacrée pour nous.

Voici les moyens qui furent arrêtés en vue de l'accomplissement de notre projet : nous gagnerions un ravin que nous connaissions pour avoir séjourné de longs mois dans cette région. Ce ravin, pendant l'hiver, contenait un courant d'eau formé par les eaux de la plaine et des montagnes. Nous savions par expérience qu'en prenant ce ravin dont l'eau, dans la saison, devait être à peu près nulle, nous aurions peu à craindre, attendu que les patrouilles ne suivent jamais les bas-fonds; puis là, nous n'avions rien à craindre de la cavalerie.

Il fut aussi arrêté que nous marcherions les uns derrière les autres, à une certaine distance, afin de mieux voir et de mieux écouter; que nous éviterions par tous les moyens possibles de rencontrer l'ennemi ; que si, malgré tous nos soins, nous tombions dans une patrouille, et si cette patrouille était en nombre égal au nôtre, au mot du caporal « touche », nous nous précipiterions sur les hommes pour les désarmer, leur imposant silence, la baïonnette en avant. Nous connaissions la lenteur des Autrichiens. Nous étions persuadés de la réussite du moyen. Nous l'eussions, au besoin, pour notre conservation, porté à l'extrême.

Si, au contraire, nos ennemis se rendaient de bonne grâce, nous les ferions marcher devant nous, sauf à aviser par la suite.

Si, enfin, nous tombions en main d'une force majeure, nous nous porterions déserteurs, nous accepterions du service, dans l'espoir de jouer des jambes à la première occasion. Mais nous ne devions employer ce dernier moyen qu'à toute extrémité.

Nous voilà donc bien en route, à la garde de Dieu et à la barbe de l'ennemi. Il ne restait plus qu'à agir, ce que nous fîmes. Le sort en était jeté. L'un de nous pensa que si nous étions capturés, le passeport prussien serait compromettant pour nous. Ne voulant pas nous en dessaisir, je le plaçai entre le bombé et la chenille de mon casque où il se trouvait parfaitement caché.

La nuit était venue, très sombre. D'où nous nous trouvions, on voyait tous les feux et bivouacs de la plaine. Ils n'étaient pas très nombreux, et moins encore dans la partie de droite où nous devions passer.

Arrivés à notre petit ravin, nous en prîmes la rive droite. Il était presqu'à sec. Sur la berge que nous tenions, il y avait, presqu'à demi-côte, un petit sentier à peine frayé, qui ne devait être fréquenté que par les bergers.

Il y avait à peu près une petite demi-heure que nous marchions sans mauvaises rencontres, lorsque nous entendîmes à notre droite un bruit de pas cadencés qui devaient être ceux d'une patrouille. Nous entendîmes se joindre à cela un petit cliquetis d'armes. Alors, plus aucun doute. Nous nous arrêtâmes. Cette patrouille passa à environ trente pas dessous nous. Nous ne la vîmes pas ; elle ne pouvait nous voir, à cause de l'obscurité de la nuit. Cette patrouille passa le ravin. Puis nous entendîmes des pas de chevaux, des bruits d'armes et de harnais. C'était une patrouille de cavalerie allant à la rencontre de la première ; les mots d'ordre furent échangés, et les patrouilles s'éloignèrent.

Suivant nous, pour rejoindre, sur la rive droite du Rhin, les positions gardées par la neuvième demi-brigade, nous devions avoir fait les deux tiers du chemin, sur les deux fortes lieues que nous avions à faire. Nous suivions les coudes du

ravin dont nous connaissions les détours. D'un poste très proche, un factionnaire tira sur nous. Ce coup ne nous atteignit pas. Nous vîmes, à la lueur du feu, le poste sous les armes, mais nous ne fûmes pas poursuivis.

Nous appuyâmes à gauche, dans un terrain coupé de haies et de fossés. Nous reconnûmes que nous étions près d'un rempart bastionné, restauré quand nous avions campé dans ce pays. Nous prîmes la ligne extérieure des jardins, pour nous rendre au bord du Rhin, où il y avait une porte que nous connaissions, et où nous pensions trouver un poste de la 109e demi-brigade. Nous arrivâmes sans encombre à cette porte ; nous marchions lentement, mais en faisant exprès un peu de bruit, pour attirer un « qui vive ? ». Point de qui vive. Cela nous sembla bien singulier. Après quelques pas, nous appelâmes à demi-voix : « Camarades de la 109e ? ». Aucune réponse. Nous approchâmes. Le poste était fermé par un ouvrage en terre palissadé, défendu par un profond fossé.

Comme nous savions que le terrain n'était pas fortifié du côté du Rhin, nous descendîmes au fleuve, dont nous n'étions qu'à quelques pas. Nous appelâmes de nouveau. Point de réponse. Le fossé étant à sec, nous y descendîmes. Il fut impossible d'atteindre aux palissades. On m'éleva à bout de bras. Je m'accrochai au bois, je secouai si fort qu'un pieu s'arrachant tomba avec moi dans le fossé. Le caporal monta à son tour, élargit la brèche, y passa et s'étant mis à plat ventre sur les palissades, nous saisissant par les mains, nous fit la courte échelle. L'Alsacien qui avait servi d'échelle restait le dernier. Nous le montâmes en lui tendant deux de nos bâtons. Il en saisit un avec chaque main. Nous le hissâmes, mais non sans peine.

Il devait être près de deux heures du matin. Nous savions que la rue que nous tenions nous conduisait à la tête du pont de bateaux établi sur le Rhin. Nous arrivâmes à trente pas de cette tête. Nous appelâmes. Silence complet. Nous retournâmes dans la rue, où il y avait une auberge. On nous ouvrit. L'aubergiste nous apprit que la 109e demi-brigade avait un bataillon dans l'île au milieu du Rhin ; l'autre bataillon était, depuis deux jours, parti pour Coblentz. Il nous tranquillisa en ajoutant qu'au jour il nous ferait passer par les derrières

de sa maison, monter sur les redoutes, d'où nous pourrions faire des signaux aux troupes qui étaient dans l'île.

Nous attendîmes le jour avec impatience. Alors l'aubergiste nous conduisit à la tête du pont d'où nous vîmes l'île, à cent cinquante pas de nous. Nous fûmes quelque temps sans être compris. Nous mîmes nos casques au bout de nos bâtons, puis nous fîmes des mouvements télégraphiques avec les bras.

Nous vîmes quelques hommes montés sur le parapet avec un officier qui braqua sur nous une lunette, mit son chapeau au bout de son épée, pour nous faire entendre qu'il avait compris. Bientôt quelques hommes armés sautèrent dans une barque et vinrent à nous. La barque était encore à six pieds du bord que nous étions déjà dedans.

En mettant le pied sur le terrain où nous trouvions nos compatriotes, nous nous sentîmes soulagés d'un énorme poids.

CAPITAINE GERVAIS

(A suivre.)

TEXTE ÉTABLI PAR MADAME HENRY COULLET

L'AVIATION
ET LE SERVICE POSTAL

Les Français se flattent volontiers d'être à l'avant-garde de leur temps. Ils s'abusent un peu sur ce point, malheureusement. Et ils se laissent parfois devancer sur des terrains où leur retard apparaît aujourd'hui gros de périls.

Nous en voulons prendre pour indice et pour preuve la question de la poste aérienne.

I. — LA RÉVOLUTION APPORTÉE PAR L'AVIATION DANS LES SERVICES POSTAUX

Le principe qui a présidé, en tout temps et en tous lieux, à l'activité des administrations postales peut se résumer en ces termes : « L'acheminement idéal du courrier est celui qui conduit à sa destination l'objet confié à la poste *par le plus court chemin, dans le moindre délai, et avec le minimum de manipulations.* »

Aussi, à toutes les époques, la poste a-t-elle toujours profité du moyen de locomotion *le plus rapide.* Et l'on pourrait classer, au cours de l'histoire, les nations et les régimes dans l'échelle de la civilisation d'après le développement de leur service postal, compte tenu des moyens dont leur temps disposait.

La poste autrefois.

La poste existe, en effet, depuis que la civilisation est apparue dans les sociétés humaines. Elle existait chez les Grecs, chez les Mèdes, chez les Assyriens, au dire des anciens auteurs. Chez les Perses, elle avait atteint, au IVe siècle avant notre ère, du temps où régnait Cyrus, un haut degré de perfection, qui fit l'admiration d'Hérodote.

« Rien, écrit Hérodote, n'est plus expéditif que le mode de transmission des messages, inventé et employé par les Perses. Sur chaque route sont échelonnés, de distance en distance et par chaque journée de marche, des relais d'hommes et de chevaux, remisés dans des stations spécialement établies à cet effet. Neige, pluie, chaleur, ténèbres, rien ne doit empêcher les courriers de remplir leur office et de le faire avec la plus grande célérité. Le premier qui arrive passe les dépêches au second, celui-ci au troisième, et ainsi de suite jusqu'à ce que le message soit rendu à destination. »

César explique, dans ses *Commentaires*, le remarquable service de courriers qui existait en Gaule lors de la conquête, et qu'il n'eut qu'à romaniser. Auguste le perfectionna à sa manière : il substitua une voiture au cavalier, et en profita pour violer le secret des correspondances afin de mieux surveiller les patriciens, les fonctionnaires et les monarques protégés. Ce fut la première apparition du « cabinet noir ».

Saluons au passage un souvenir qui flattera nos postiers : un pape exerça, durant quinze mois, la profession de « facteur ambulant » ; c'était saint Marcel, qui succéda en 308 à saint Marcellin sur le trône de saint Pierre. En ce temps-là, Constantin n'avait pas encore triomphé, et Maxence, son rival à l'empire, occupait Rome. Il se plut à humilier ainsi les chrétiens, dont toutes les sympathies allaient à Constantin.

En France, du temps même des Mérovingiens, ces sages monarques qui voyageaient, dit-on, en charrettes à bœufs, le transport des courriers fit l'objet de divers *capitulaires* — de décrets-lois, dirions-nous aujourd'hui. Charlemagne,

comme il convient à sa gloire, fut un grand réorganisateur des services postaux à travers son immense empire. Louis XIV, en son temps, suivit cet exemple. Ce fut alors que les premières « boîtes à lettres » firent leur apparition à Paris. Les Parisiens, ennemis de cette nouveauté, commencèrent par les remplir d'ordures ; puis ils les brisèrent durant la nuit. Il fallut, pour les protéger, y peindre les armes royales : toute violence contre elles devenait dès lors crime de lèse-majesté.

Lorsque Colbert arriva au pouvoir, le service des postes était rattaché à la ferme des aides. Les commis faisaient seuls fortune, et fixaient arbitrairement le montant des taxes pour le transport des lettres. La recette de l'État ne dépassait pas 100 000 livres par an.

Colbert sépara la poste du bail des aides et fixa par ordonnance le tarif des lettres. La taxe fut diminuée dans des conditions considérables, et en même temps simplifiée. Une déclaration royale, enregistrée au Parlement à la date du 21 mars 1673, déterminait comme suit le prix du transport : au-dessous de 25 lieues, 2 sous ; de 25 à 60 lieues, 3 sous ; de 61 à 80 lieues, 4 sous ; et, au delà, quelle que fût la distance, 5 sous.

Le résultat de la réforme ne se fit pas attendre. Colbert obtint 1 200 000 livres pour le premier bail. Puis les recettes s'élevèrent peu à peu, si bien que, dès la fin du règne de Louis XIV, la poste rapportait 3 700 000 livres au trésor. En 1788, la ferme des postes produisait 17 310 000 livres.

La poste au XIXe siecle.

Jusqu'au milieu du XIXe siècle, le port d'une lettre dépendait de la distance à laquelle elle devait être transportée. Cette règle apparaissait à tous comme équitable et logique, et personne ne songeait à la discuter. Le nombre des correspondances était médiocre, car la sage modération de Colbert avait été abandonnée, et le tarif augmenté. Le port d'une lettre coûtait 4 sous de Paris à Versailles, mais il s'élevait à 1 franc pour Marseille, somme considérable pour l'époque et qui correspond à plus de 20 francs d'aujourd'hui.

C'est alors qu'un certain Rowland Hill, un Anglais quelque peu original sans doute, soutint une thèse qui le fit passer pour fou. Il demandait que le transport d'une lettre fût taxé à un prix uniforme, un penny, quel que fût le lieu de sa destination, sur un point quelconque du territoire britannique.

Une pareille idée parut insensée à ses contemporains. Elle sembla aussi contraire à l'équité : ne fallait-il pas faire payer chacun, très strictement, en proportion du service qui lui était rendu ? Et les spécialistes de l'administration postale établirent solennellement, avec statistique à l'appui, que cette mesure entraînerait, en un court laps de temps, la faillite de leur service.

Mais Rowland Hill était par nature entêté. Il poursuivit sa propagande avec ténacité. Et comme le public devait bénéficier de la mesure qu'il suggérait, il en obtint l'appui. La réforme fut votée par le Parlement.

Aussitôt, le volume du courrier enfla brusquement. Symptôme plus encourageant encore, il s'accrut de façon continue. Pour des frais légèrement plus élevés, la recette globale doublait, quintuplait, décuplait. Quelques années plus tard, la réforme anglaise était adoptée par tous les pays.

Les statisticiens qui avaient prédit la faillite des postes se faisaient gloire maintenant du succès de la réforme. Quant à Rowland Hill, personne ne le traitait plus d'insensé. C'était bien pire : on avait oublié jusqu'à son nom.

L'Histoire n'étant qu'un éternel recommencement, on va voir que nous assistons aujourd'hui à la répétition de cette aventure.

Le principe directeur de la poste.

Le principe directeur de toutes les administrations postales a toujours été, avons-nous dit, d'utiliser le moyen de locomotion le plus rapide pour porter le courrier à sa destination.

Nous posons alors, avec tout le public, cette question : *qu'attendons-nous pour confier à l'avion tout le courrier postal, chaque fois qu'il en résulte un gain de temps efficace?*

Le public, qui remet un pli à l'administration postale, a le droit d'exiger que, en échange de la rémunération qu'il paie

et que la loi a d'ailleurs fixée arbitrairement, sa lettre soit acheminée par les moyens les plus rapides.

Le public n'a pas à se préoccuper des moyens employés par le transporteur, ni du prix de revient du transport. *Le service postal est un tout. L'État a calculé sa rémunération sur l'ensemble, et il a fixé sa recette sur une moyenne.* Tantôt la lettre à lui confiée sera transportée d'une rue à l'autre de la même ville par les soins d'un facteur ; tantôt elle sera confiée aux chemins de fer, tantôt aux navires et tantôt à l'avion. Une seule règle s'impose à lui : la lettre doit emprunter la voie la plus rapide, et le port de la lettre doit être identique d'un bout à l'autre du territoire français.

La voie la plus rapide, qu'est-ce à dire, sinon que désormais tout le courrier de première catégorie (lettres et cartes postales) doit être acheminé *par avion, sans surtaxe, lorsque l'acheminement par air assure un gain de temps appréciable.*

C'est ce principe que défendait un de nos ministres des P.T.T., ouvrant la Conférence internationale des postes de Paris, en juin 1937, quand il disait : « Nous avons toujours estimé, dans toutes nos administrations postales, que le message devait être particulièrement rapide ; que, *sitôt qu'apparaissait un nouveau moyen de locomotion, il devait être mis au service de la transmission de la correspondance* ; enfin, *qu'il ne devait pas y avoir de différence entre les divers moyens de transports postaux*, et que tous devaient être conjugués pour le plus grand bien des relations internationales. »

Contre cette mesure qui s'est imposée déjà en maints pays, et qui finira bien par s'imposer chez nous — après des retards, hélas ! gros de périls pour la France — ceux qui n'en comprennent pas encore l'urgence répondent : « Le transport par avion est plus coûteux ; il est donc équitable et logique que ceux qui en profitent paient davantage ».

Vous reconnaissez là, sous une forme nouvelle, le raisonnement des adversaires de Rowland Hill, qui soutenaient, il y a un siècle, qu'une lettre devait payer d'autant plus cher que le lieu de sa destination était plus éloigné, et cela afin d'éviter la banqueroute de l'administration postale.

En raisonnant comme ils le font, les partisans de la surtaxe aérienne oublient que la poste est, au premier chef, un service

public. Or, ce que nous demandons aux services publics, c'est moins la contrepartie des services particuliers que nous recevons d'eux, que les possibilités et les garanties qu'ils nous offrent. Tous les contribuables, par exemple, paient des impôts pour assurer le fonctionnement du service judiciaire, auquel la plupart d'entre eux n'ont point recours. C'est en vertu du même principe, qui domine la législation des pays civilisés, que nous affranchissons aujourd'hui au prix unique de 90 centimes la lettre que nous expédions, quel que soit le lieu de sa destination. C'est aussi en vertu du même principe que le prix de l'affranchissement d'une lettre doit rester le même, quel que soit le moyen de transport employé.

La lutte pour l'avion.

Tout le monde est d'accord aujourd'hui pour reconnaître que l'avion constitue un moyen de transport du courrier particulièrement indispensable à l'époque où nous vivons.

Certes, pour l'intégrer avec toute l'importance qui lui revient dans nos modes de transport, il y aura des difficultés et des résistances à vaincre. Mais n'en est-il pas ainsi pour tout progrès humain?

Lors de l'apparition des chemins de fer, le courrier était confié aux *malles-postes*. Celles-ci en tiraient une partie appréciable de leurs revenus. Aussi, critiques et résistances ne firent pas défaut quand on parla de confier le courrier public à des entreprises nouvelles! Des contrats liaient l'administration aux anciennes compagnies de transports qui en exigeaient le respect. Mais le progrès finit par imposer ses lois. Les intérêts particuliers doivent se taire quand l'intérêt de la nation est en jeu.

« La poste, disait en juin 1938 M. K. Orth, chef de la délégation postale allemande à la Conférence internationale de Bruxelles qui l'avait élu président, est sur le point de réaliser un progrès semblable ou égal à celui qu'elle a fait il y a un siècle, quand le transport du courrier effectué jusqu'alors par la malle-poste fut transféré aux chemins de fer, qui commençaient à cette époque à couvrir notre vieux con-

tinent de leurs rails étincelants. L'œuvre commencée par le chemin de fer va être couronnée de nos jours par l'avion ».

Non seulement, en effet, l'avion permet le transport le plus direct du courrier d'un point à un autre, en ligne droite, sans avoir à se soucier des obstacles, montagnes ou océans, mais, à distance égale, sa vitesse est trois fois supérieure à celle des meilleurs transports en surface.

Aussi les gains de temps sont-ils considérables, particulièrement sur les grandes distances : un jour, pour le courrier à destination de l'Algérie et de la Tunisie ; trois à quatre jours, pour le Maroc ; six à huit jours, pour le Sénégal, le Soudan, la Mauritanie ; seize à dix-huit jours, pour l'Indochine ; treize à trente jours, pour Madagascar, selon le lieu de destination ; huit jours pour le Brésil ; douze jours pour l'Argentine ; quinze jours pour le Chili. De même une lettre expédiée par avion de Londres à Stamboul parvient à destination le lendemain même, alors qu'il lui faut, par les plus rapides voies terrestres et maritimes conjuguées, quatre jours environ.

On comprend, devant de tels services rendus, que la poste aérienne ait pris, au cours de ces dernières années, un constant et magnifique développement.

Avons-nous fait, en France, tout ce que nous devions, et même tout ce que nous pouvions pour intégrer l'aviation commerciale et la poste aérienne dans le rythme de notre vie ?

Avant de dresser le bilan de notre action, et de le comparer à ce que nous aurions pu faire, nous allons examiner ce que les autres pays ont réalisé.

II. — LE DÉVELOPPEMENT DE L'AVIATION COMMERCIALE ET POSTALE DANS LE MONDE

Les premières liaisons postales aériennes datent d'il y a dix-neuf ans. Ce fut la ligne Paris-Londres qui les inaugura, en 1919.

Cinq années plus tard, en 1924, douze lignes reliaient les principales capitales de l'Europe. Et deux lignes impériales assuraient déjà la liaison de la France avec ses colonies africaines. A cette époque, une seule ligne aérienne traversait

les États-Unis. Les routes survolées par l'aviation commerciale ne représentaient alors que 30 000 kilomètres, avec 14 millions de kilomètres parcourus annuellement.

Dix années plus tard, le réseau mondial représentait 330 000 kilomètres et les avions parcouraient annuellement 160 millions de kilomètres. Le réseau américain venait en tête, avec 77 500 kilomètres de routes et 88 millions de kilomètres parcourus.

Aujourd'hui, on estime à près de 400 000 kilomètres — dix fois la circonférence du globe terrestre — les routes aériennes parcourues par des milliers d'appareils qui couvrent chaque année près de 200 millions de kilomètres, transportant des milliers de tonnes de courrier.

Désormais, l'avion est reconnu, par tous les grands pays civilisés, comme le mode de transport idéal pour la poste.

Deux nations ont porté le maximum de leur effort sur la création de leur réseau intérieur : ce sont les États-Unis d'Amérique, où des distances considérables séparent les grandes cités de l'Atlantique de celles du Pacifique (il faut quatre jours de chemin de fer pour aller de New-York à San-Francisco et dix-sept heures en avion), et l'Allemagne, que les entraves du Traité de Versailles ont longtemps contrainte à concentrer tout son labeur sur son propre territoire.

Mais ce furent surtout sur les liaisons intercontinentales, soit avec l'étranger, soit avec les territoires coloniaux, que portèrent les principaux efforts de l'aviation.

Ce qu'ont fait les autres.

L'Angleterre possède un réseau aérien de 25 à 30 000 kilomètres. Ses principales lignes relient Londres au Caire, au Cap, à Singapour, à l'Australie. Elles sont exploitées par les Imperial Airways.

La Hollande, représentée par la K.L.M., dessert un réseau de 20 000 kilomètres environ, dont la principale ligne, reliant Amsterdam à Batavia, couvre 14 300 kilomètres.

L'Allemagne, par les soins de la Lufthansa, exploite un réseau de près de 30 000 kilomètres. Ses principales lignes

sont Berlin-Moscou, longue de 1 670 kilomètres, et Berlin-Buenos-Ayres, longue de 13 000 kilomètres.

L'Italie possédait un réseau aérien de 20 000 kilomètres avant la conquête de l'Éthiopie. Elle l'a prolongé depuis lors par une ligne Rome-Addis-Abeba. Son aviation est aux mains de l'Ala Littoria.

Quant aux États-Unis, leur réseau, parcouru nuit et jour par les avions des Pan American Airways, représente presque le quart du réseau mondial. Il s'étend principalement sur l'Amérique Centrale et l'Amérique du Sud, avec un tronçon survolant l'Alaska. D'autres lignes sont à l'étude pour relier le continent américain à l'Europe par dessus l'Atlantique, et à l'Asie par dessus le Pacifique.

Ce qu'a fait la France.

En face de cet effort universel, qu'a fait la France au cours de ces derniers années?

La France a suivi l'exemple que lui donnaient les autres pays en fusionnant les diverses entreprises qui assuraient les liaisons de la métropole avec l'étranger ou avec ses colonies. Elle a ainsi créé, pour les relations extérieures, une grande compagnie : Air-France, et elle lui a donné l'exclusivité des subventions de l'État. A côté d'elle, deux autres compagnies, avec tête de lignes à Alger, desservent l'Afrique française et Madagascar.

Notre réseau représente 38 000 kilomètres, et nos avions couvrent environ 10 millions de kilomètres par an.

Pour le développement de son aviation commerciale, la France a donc fait de méritoires efforts. D'où vient que les résultats n'ont pas toujours répondu à ses sacrifices?

De ce que, surtout, les pouvoirs publics, en l'occurrence l'administration des postes, n'ont pas consenti à faire ce que l'on a fait dans maints autres pays, dans ceux qui, justement, sont aujourd'hui à la tête du développement aérien : *confier à l'avion, sans surtaxe, la poste, toute la poste, chaque fois que ce mode de transport s'impose dans l'intérêt de l'usager.*

Sur ce point, cependant, les exemples de l'étranger et les

encouragements de l'expérience ne nous ont pas fait défaut. Mais souvenez-vous de l'histoire de Rowland Hill... Nous sommes encore de ceux qui boudent la réforme nécessaire, la réforme qui demain s'imposera partout.

Le problème tel qu'il se pose.

Il est établi, en effet, que *seul* un fret postal abondant permet aux compagnies aériennes de vivre commercialement et de prospérer. Il est établi également que *seul* le transport aérien sans surtaxe assure aux compagnies un fret suffisant.

Divers pays l'ont compris et ont appliqué la mesure qui s'imposait. L'accroissement du fret postal a été tel que le déficit ancien, loin de s'accroître, y est en voie de régression.

Certaines nations comme l'Allemagne, les Pays scandinaves, la Hollande, l'Angleterre, ont déjà appliqué à leur service intérieur le régime de la poste aérienne sans surtaxe. La Suède, la première, l'adopta pour ses relations avec l'étranger. Son exemple fut bientôt suivi, et des accords spéciaux furent passés entre divers pays pour assurer, dans ces conditions, leurs relations postales par la voie aérienne. C'est alors que certains d'entre eux prirent l'initiative de réunir à La Haye, en avril 1937, une conférence restreinte où huit États furent représentés, et dont le but était d'étendre à toute l'Europe le système du transport postal aérien non surtaxé.

Enfin, la Conférence internationale de Bruxelles s'est réunie en juin 1938, et, « *considérant que le moment est venu de généraliser le transport aérien du courrier non surtaxé en Europe chaque fois qu'il en résultera un avantage dans la distribution* », elle a émis le vœu que ce régime soit appliqué aux relations postales européennes dans leur ensemble. La mise en application de ses décisions, qui dépend des divers États, a été fixée au 1er août 1939.

Ainsi, le principe que le courrier doit être confié sans surtaxe aux transports aériens chaque fois qu'il en doit résulter un gain de temps, va entrer dans le régime des rapports postaux européens.

Cela est bien ainsi. Mais qu'a fait et que va faire la France,

non plus dans ses relations avec l'étranger, *mais chez elle, sur son propre territoire?*

Sur le réseau intérieur français, la poste par avion existe. Elle est assurée par la Compagnie Air Bleu.

Elle doit être développée de plus en plus, en application du principe que nous avons posé. Et il ne doit pas être question de surtaxe, quelle que soit la voie empruntée par la lettre : aérienne, terrestre ou maritime. Car il ne doit exister que deux tarifs : l'un pour communiquer avec une terre française; l'autre, avec l'étranger.

Mais alors se pose pour nous, dans toute son acuité et dans toute son urgence, le problème de nos relations franco-coloniales.

Les liaisons impériales.

Tous les pays qui possèdent un empire colonial entretiennent avec lui des relations économiques de plus en plus importantes, dont le courrier est le symbole et l'instrument. Dans tous ces pays, pour les relations postales entre la métropole et ses colonies, le tarif intérieur est appliqué et *l'affranchissement est le même, que la lettre traverse la rue ou traverse les mers.*

Si donc l'on admet que l'avion est devenu aujourd'hui un mode de transport normal de la poste, comment pourrait-on maintenir un régime d'exception *à l'égard de nos seules colonies*, en frappant d'une surtaxe arbitraire et d'ailleurs considérable les lettres à elles destinées, ou provenant de nos colonies à destination de la métropole?

Veut-on frapper les peuples de notre empire d'une sorte de *pénalité postale?*

La Grande-Bretagne et la Hollande, deux pays colonisateurs comme la France, nous offrent sur ce point un enseignement qu'il convient de méditer et un exemple qu'il nous faut suivre. La Grande-Bretagne transporte aujourd'hui par avion, au taux du tarif intérieur anglais, tout le courrier de première catégorie à destination des divers pays qui constituent l'empire britannique. Et les Pays-Bas font de même : le Gouvernement hollandais fait transporter désormais par les avions de la Compagnie K.L.M. toutes les correspondances à destination des Indes néerlandaises, et ce, sans surtaxe.

Rappelons, en passant, que, pour les Indes, les Imperial Airways ont cinq départs par semaine, et la Compagnie K.L.M. trois pour les Indes néerlandaises.

Et nous, qu'attendons-nous pour prendre la même décision? Nous désintéressons-nous à ce point de notre magnifique empire colonial, dont le concours moral et matériel nous sera peut-être si nécessaire demain, que nous continuons à le frapper d'une pénalité fiscale et de le traiter moins bien que les pays étrangers, que tel pays européen, par exemple, avec lequel nous pouvons nous trouver, quelque jour prochain, en brutal conflit?

Nos peuples coloniaux sentiraient profondément l'injustice du procédé et ne l'oublieraient pas.

Il n'est point, d'ailleurs, pour leur donner satisfaction, de gros frais à engager, de lignes à créer. Notre vaste territoire colonial est admirablement desservi par tout un réseau de lignes aériennes, qui, toutes, contribuent à rendre la France plus proche de ses colons, plus proche aussi des ses enfants de couleur. Mais, pour qu'elles jouent leur rôle, il faut utiliser ces lignes rationnellement, les exploiter à plein rendement, leur demander le maximum d'activité et de services. Le transport de la totalité de la poste, grâce à la suppression de la surtaxe, est le plus important de ceux qu'elles peuvent rendre.

La poste aérienne sans surtaxe s'imposera demain au monde entier avec la force de l'évidence. Elle s'impose déjà aux plus averties, aux plus politiques des grandes nations. Il serait coupable, presque criminel, de nous laisser plus longtemps distancer. Les lignes étrangères sont souvent en concurrence avec les nôtres sur les routes aériennes, même sur nos routes impériales; si nous leur laissons gagner certaines positions, il nous sera peut-être difficile de les en déloger plus tard.

Raisons d'agir.

Il faut agir, et agir vite, si l'on veut sauver l'avenir de la France et la sécurité de son empire.

La mesure que nous préconisons : confier la totalité du courrier franco-colonial, sans surtaxe, à nos lignes aériennes servirait puissamment l'intérêt de la collectivité nationale

à un triple point de vue : *la cohésion de la France d'outre-mer, la modernisation de notre outillage postal, le développement de la puissance aérienne française.*

La généralisation et la multiplication des échanges postaux rapides entre la métropole et ses provinces lointaines feraient mieux sentir à tous les peuples de notre empire la présence et la proximité de la mère patrie ; elles y affirmeraient notre prestige et notre puissance ; elles nous fourniraient la possibilité d'y conquérir de nouveaux marchés.

L'outillage développé et modernisé de notre aviation postale serait la source d'un trafic accru ; il créerait des mouvements d'échange intensifiés non seulement entre la métropole et les territoires de son empire, mais entre la France et les divers pays étrangers desservis tout le long de nos liaisons transcontinentales.

L'aviation, sous toutes ses formes, y trouverait également son profit. Nos compagnies d'aviation civile verraient automatiquement s'assainir leur situation financière. Elles pourraient normaliser leur exploitation commerciale, grâce au fret postal qui, seul, constitue, nous le savons, une base efficace de trafic pour les réseaux aériens.

L'aviation française, dans son ensemble, trouverait aussi, à cette réforme, d'autres avantages singulièrement précieux. La fréquence intensifiée des services aériens, provoquée par l'accroissement notable du fret postal, entraînerait automatiquement l'augmentation et le renouvellement plus rapide de notre matériel volant. Des commandes seraient passées à notre industrie aéronautique pour la construction d'appareils d'une plus grande capacité de transport, appareils dont l'usage, moins onéreux, contribuerait à l'abaissement du prix de revient. Le triplement de tous les services aériens ferait enfin entrer les transports par avion dans la vie normale du pays.

Et qui ne voit tous les avantages qui en résulteraient pour la France dans ce siècle de fer où nous vivons : reprise et intensification du travail dans notre industrie aéronautique ; accroissement du personnel spécialisé de l'aviation : ouvriers, mécaniciens, pilotes ; rythme plus rapide de nos fabrications et potentiel accru de nos usines..?

Les objections administratives.

Qui donc pourrait s'élever contre la mesure dont nous réclamons l'adoption, s'il est en possession des données du problème et s'il en comprend la gravité pour l'avenir de notre empire colonial, pour l'avenir de la France ?

Des objections de deux ordres ont été soulevées naguère : des objections techniques et des objections financières.

Les premières ont été, après examen, abandonnées sans discussion. M. Allègre, directeur général d'Air-France, a déclaré lui-même, au dernier Congrès des transports aériens, qu'il n'y avait aucune objection technique à la mise en application de la mesure.

Restent les objections financières.

Un rapport, rédigé par l'Administration après consultation des Ministères intéressés, P.T.T., Air et Colonies, conclut en ces termes :

« Les résultats obtenus ont fait ressortir que le transport du courrier non surtaxé par la voie de l'air dans les relations entre la métropole et les colonies se traduirait pour l'Administration des P.T.T. par un accroissement de dépenses de l'ordre de 36 millions environ. D'autre part, une dépense supplémentaire annuelle de 30 millions environ serait à la charge des colonies pour l'organisation du service dans le sens retour.

» Or, le Ministère des Colonies a déclaré que la plupart des offices coloniaux, en raison de la modicité de leurs ressources budgétaires, se trouvaient dans l'impossibilité absolue de supporter pour le moment la part de dépenses qui leur incomberait. Dans ces conditions, si l'on ne veut pas défavoriser certaines de nos possessions lointaines, le budget national se trouverait dans l'obligation de prendre ces dépenses à sa charge.

» En raison de la situation financière, il n'a pas été possible de poursuivre la réalisation de ce projet. »

RÉPONSE AUX OBJECTIONS : CE QU'ON PEUT FAIRE TOUT DE SUITE.

Les circonstances actuelles apparaîtront peut-être, aux esprits timorés, peu favorables en effet à la mise en train d'un régime comparable au système anglais et hollandais pour les relations franco-coloniales. Nous pensons, pour notre part, qu'il est regrettable, et même périlleux en plus d'un sens, de priver plus longtemps l'empire français d'un système libéral que nous adoptons pour nos relations avec l'étranger.

Mais à toute chose il faut un commencement. Et puisque, *de l'aveu même de l'Administration*, il est une ligne sur laquelle l'essai peut dès maintenant être tenté, la ligne France-Indochine, le ministre des Colonies, M. Mandel, avec cet esprit de décision que nous lui connaissons, a le devoir de le réaliser sans plus tarder. Cette ligne nous servira de terrain expérimental et nous permettra par la suite d'étendre le bénéfice de ce système à tout l'empire français.

C'est la suggestion que faisait un rapport soumis tout récemment aux pouvoirs publics.

Après avoir souligné qu'il était tout à fait rationnel que les avantages consentis dans le régime européen (transport aérien sans surtaxe) fussent étendus, *a fortiori*, aux relations franco-coloniales, le rapport concluait que, *pour le moment*, il n'apparaissait guère possible de s'orienter vers une mesure générale, mais plutôt vers une limitation du problème en amorçant ce transport sur une ligne déterminée.

« Seule, déclare le rapporteur, la ligne France-Indochine serait susceptible de donner à cette organisation nouvelle sa pleine efficacité. Sur cette ligne, en effet, la question du matériel, qui est primordiale, ne se poserait pas. D'autre part, ainsi que l'a fait connaitre le Ministère des Colonies, l'Indochine seule peut disposer de ressources budgétaires suffisantes lui permettant de financer un service en sens inverse».

Le transport du courrier ordinaire, sans surtaxe, sur cette ligne nécessiterait à l'aller, pour le budget des P.T.T., un complément de dotation, dans les débuts tout au moins, de 10 millions — somme qui, par l'accroissement des recettes

postales entraînées par l'intensification du courrier, ne tarderait sans doute pas à diminuer, comme le prouve une expérience constante. De son côté, l'Administration postale indochinoise devrait fournir une somme approximative de 7 millions pour la réexpédition par avion de la totalité du courrier en provenance de son territoire.

La liaison France-Indochine représente spécifiquement la ligne où la poste aérienne s'impose. Sur nulle autre peut-être le gain de temps n'est aussi considérable : une lettre, par la voie terrestre et maritime, parvient de Paris à Saïgon en vingt-quatre ou vingt-cinq jours ; en cinq jours et demi par l'avion, bientôt en quatre jours et demi.

III. — IL FAUT AGIR

Il est donc urgent de mettre un terme à une situation à la fois humiliante et périlleuse pour la France.

Humiliante parce que, il y a quelques années encore, la France, berceau de l'aviation, était à la tête des pays européens, et de loin, pour l'importance du fret postal, et qu'elle est en train de tomber au dernier rang.

En effet, en 1928, la France occupait le deuxième rang parmi les cinq grandes puissances aériennes mondiales, se classant aussitôt après les États-Unis pour le trafic postal, et le troisième rang pour le total des kilomètres parcourus et le trafic kilométrique en passagers. Aujourd'hui, elle occupe le cinquième rang pour le trafic postal kilométrique ; le cinquième rang pour les kilomètres parcourus ; le quatrième pour le trafic kilométrique en passagers.

Cette rétrogradation n'est pas le résultat d'un amoindrissement de notre trafic. Elle est l'effet de l'accroissement rapide du trafic aérien des autres pays, tandis que le nôtre restait presque stationnaire.

Qui ne progresse pas recule. Cette loi d'airain des sociétés modernes est vraie surtout en matière d'aviation, où la compétition internationale se fait chaque jour plus ardente pour la suprématie des routes du ciel.

Aussi, tout récemment, un rapport officiel s'exprimait en ces

termes, auxquels nous nous rallions sans réserve : « L'institution de la poste aérienne sans surtaxe dans les relations entre la métropole et les colonies, si elle peut apparaître au premier abord comme une réforme sans grande envergure, possède en soi une portée incalculable. On peut affirmer, sans crainte d'exagération, que c'est là une question de vie ou de mort pour l'aviation marchande française, qui ne peut se développer dans la vie artificielle, privée de toute réalité économique, qui est encore la sienne aujourd'hui. »

Mais, avons-nous dit, la situation présente de l'aviation commerciale française n'est pas seulement humiliante pour nous, par notre régression constante dans l'échelle des grandes puissances aériennes du monde. Elle est également périlleuse pour le pays, et d'autant plus périlleuse qu'on tarderait davantage à y porter remède.

Seul, en effet, comme nous l'avons déjà signalé, le développement intense de notre aviation commerciale peut doter notre pays d'une industrie aéronautique puissante, disposant d'une abondante main-d'œuvre spécialisée ; seul aussi, il peut lui donner en grand nombre des mécaniciens et des pilotes entraînés.

Il y va du salut des ailes françaises, mais aussi du salut de la France. Car c'est le dépérissement de notre industrie aéronautique, avec toutes les conséquences qu'il a entraînées, qui nous a placés dans cet état d'infériorité où nous fûmes contraints récemment de céder devant certaines menaces. Les douloureux événements qui se sont déroulés au cours du mois de septembre 1938 ont causé dans l'opinion française une profonde émotion, qui ne s'est pas encore éteinte.

Les congrès de nos corps élus : Chambres de Commerce, Chambres d'Agriculture, Chambres des Intérêts miniers, Union Coloniale, Congrès de l'Outillage national, Conseillers du Commerce extérieur, se sont, à maintes reprises, prononcés à l'unanimité en faveur de la suppression de toute surtaxe pour le transport du courrier aérien à destination de l'empire français. L'heure est venue d'entendre leur voix et de leur donner satisfaction.

La méthode progressive que nous proposons s'impose à la raison. Elle s'impose si bien que les Ministères intéressés

y sont particulièrement favorables : M. Mandel l'approuve pleinement, M. Guy La Chambre en est un des plus chauds partisans, tout comme M. le conseiller d'État Quenot, directeur des services postaux.

Seul, le Ministère des Finances ne partage pas la même façon de voir, sans doute par suite de l'augmentation, même très faible, des dépenses qu'il faudra nécessairement prévoir. Dépenses qui pourraient d'ailleurs être imputées, au budget annexe des P.T.T., 2e section, alimenté par l'emprunt. Il suffirait, pour trouver des crédits disponibles, de retarder la construction de deux nouveaux bureaux de poste, petit sacrifice pour la réalisation d'une œuvre d'un aussi grand intérêt national.

Allons-nous donner plus longtemps aux peuples de notre empire, si loyaux envers la mère patrie, ce spectacle de se voir traiter plus durement, et plus « en étrangers », que les Allemands et les autres peuples européens?

Allons-nous aussi nous donner le ridicule, aux yeux de la postérité, de représenter le dernier carré des adversaires de Rowland Hill, qui traitaient d'insensé le novateur hardi, en attendant de se glorifier des résultats heureux d'une réforme qu'ils avaient combattue longtemps de toute la puissance de leur incompréhension et de leur entêtement?

Pour ma part, je m'y refuse, et ne puis m'empêcher de penser qu'il y a un siècle l'Administration des Postes hollandaises refusait d'admettre l'usage de la bicyclette pour la remise du courrier, parce qu'elle considérait ce moyen de locomotion « comme dangereux, trop hardi et susceptible de compromettre la distribution régulière des lettres ».

Ayant déjà dénoncé à la tribune du Parlement nos retards et nos lenteurs, je m'y emploierai à nouveau, car il est nécessaire de convaincre sans plus tarder, à défaut du Gouvernement, mes collègues du Parlement de la force et de la logique de cette thèse.

JEAN DE BEAUMONT,
Député de la Cochinchine.

APRÈS LE CONGRÈS SOCIALISTE

Le Congrès socialiste, qui s'est tenu à la mairie de Montrouge les 24, 25 et 26 décembre, a été le dernier événement politique marquant de l'année. Il a, en même temps, mis en évidence et formulé clairement dans des motions, qui, pour une fois, excluent toute ambiguïté, le malaise où se débat le parti depuis les accords de Munich. Pendant la période de tension européenne, une certaine cohésion apparente avant masqué les dissentiments qui séparaient déjà M. Léon Blum de M. Paul Faure. Ce n'est que plus tard que le chef du parti socialiste s'est avisé de considérer comme une défaite ce qu'il avait d'abord accepté comme un pis aller. L'approbation sans réserve que M. Paul Faure avait donnée aux accords de Munich se mua peu à peu en l'espoir qu'ils serviraient de base à une politique d'apaisement international. Le fossé s'élargissait entre lui et M. Léon Blum. Tandis que ce dernier sortait de la réserve initiale et prudente où il s'était maintenu pendant la crise pour prendre une attitude d'hostilité caractérisée contre les effets de la politique de Munich, M. Paul Faure faisait de la nouvelle paix le thème de commentaires optimistes pour l'avenir.

Les mêmes courants opposés se dessinaient, à la même époque, dans les milieux syndicalistes. La *Vie ouvrière*, d'inspiration moscoutaire et organe des éléments communistes de la C.G.T., avait adopté, dès le début du conflit, la position belliciste de *l'Humanité*; mais dans *Syndicats*,

organe du syndicalisme intégral, qui inscrit en tête de son programme l'affranchissement de la C.G.T. de toute influence politique, M. René Belin prenait résolument la défense de la paix et du rapprochement franco-allemand, Le 26 octobre, il écrivait :

Qu'il y ait eu un parti de gens pour considérer sans frémir la possibilité d'une guerre mondiale ne fait pas de doute. Ce parti s'est placé sur le plan de l'idéologie (la démocratie perd la face dans le monde — l'hitlérisme remporte un succès), sur le plan de la patrie française (la France est plus faible aujourd'hui qu'elle n'était hier — l'Allemagne est l'ennemie capitale de la France) et sur le plan de l'honneur (la France était engagée, elle s'est déshonorée).

Je trouve tout cela très bien. Il y a du vrai dans toutes ces propositions et j'accepterais volontiers de les examiner si je ne croyais qu'il y a d'abord une question préalable à résoudre. La question préalable est de savoir s'il était possible à la France de faire la guerre, si elle était en situation matérielle et morale de faire la guerre.

Je crois que notre pays n'était pas à même de faire la guerre, parce qu'il est financièrement, industriellement et moralement dans un état lamentable. Et que la guerre, la guerre moderne, cela se fait avec de la finance, avec une industrie, avec un moral.

Et je crois que jeter une nouvelle fois ce pays dans la guerre, c'est vouloir son suicide. Il n'y a jamais d'honneur à se suicider.

Le 14 décembre — toujours dans *Syndicats* — M. Claude Liochon s'exprimait ainsi :

Le souci de la paix doit nous faire admettre les régimes politiques des autres pays tels qu'ils sont, en considérant qu'il ne dépend pas de nous qu'ils changent. La lutte contre la dictature de diverses couleurs est d'ordre national. Nous devons l'envisager au point de vue strictement français. Il faut choisir entre cette attitude et la guerre idéologique. Nous devons résister à toute idée de croisade.

La paix franco-allemande, elle n'a pas été faite sous le règne de Hohenzollern. Ce fut un tort et un malheur. Pouvons-nous et devons-nous la faire sous le règne de Hitler? C'est certain et c'est nécessaire.

Qu'il y ait entre les deux peuples de France et d'Allemagne des divergences graves? C'est sûr. Doivent-elles justifier un état permanent de menace de guerre? Non. Nous n'avons pas su faire la paix avec la République de Weimar, ainsi nous avons favorisé la dictature hitlérienne. Réparons la faute dans l'intérêt supérieur de la paix.

Le 28 décembre, dans ce même journal, M. Marcel Roy refusait de considérer les accords de Munich comme une pointe contre la paix et déclarait qu'il n'en avait pas rougi, ni ne s'en était senti diminué. Dans une colonne voisine,

M. Jean Duperquier mettait la classe ouvrière en garde contre une guerre « où elle avait tout à perdre ».

Ainsi les divergences qui s'accusaient dans la rédaction du *Populaire* se répercutaient en profondeur dans les rangs syndicalistes. A mesure que les oppositions se fortifiaient, il apparaissait que la distinction à établir entre elles était fonction de la sujétion étrangère qui s'exerçait sur les clans opposés à la politique de Munich. Le pacte franco-soviétique devenait la clé de toutes les interprétations. Il était de plus en plus significatif que les partisans de l'indépendance syndicale fussent pour la paix, basée sur les négociations et les accords, et que ceux qui étaient inféodés à Moscou fussent pour la guerre. Qu'on le veuille ou non, il se mêlait au néo-patriotisme du parti communiste et des fractions syndicalistes à sa dévotion une inspiration étrangère qui le rendait plus alarmant qu'efficace. Chez les uns, la préoccupation était purement française. Chez les autres, elle déviait sous l'influence d'une politique étrangère à l'intérêt national.

Dans le débat qui s'ouvrit à Montrouge, la veille de Noël, M. Paul Faure représentait donc un certain nombre d'aspirations qui correspondaient à l'esprit de classe et au pacifisme traditionnel du socialisme, mais se dérobaient à l'attraction de Moscou. M. Léon Blum, au contraire, se ralliait à la politique extérieure de M. Péri et tendait à placer la France, pour faire front contre les États totalitaires, dans l'étroite dépendance de la Russie.

Le fait nouveau n'est donc pas la fidélité de M. Paul Faure à son passé, ni à celui de son parti : c'est plutôt la conversion de M. Léon Blum, protagoniste du désarmement intégral et unilatéral, au dogme de la défense nationale et à la politique des surarmements. On a dit que cette évolution n'était pas moins dans la ligne historique du jauressisme que ne l'est le pacifisme de M. Paul Faure dans celle du guesdisme. Il est vrai, en effet, que Jaurès proclamait, sous certaines conditions, la nécessité d'une armée et la sainteté du devoir militaire si le pays était envahi. Mais il fut tout de même l'homme qui refusa de croire à la guerre en 1914, et qui n'en voulait surtout pas si l'on devait la faire contre l'Allemagne avec la Russie pour alliée.

La veille de sa mort, il disait à Malvy, ministre de l'Intérieur dans le cabinet Viviani :

— Eh quoi ! monsieur le ministre, vous allez permettre cela ! La France de la Révolution entraînée par les moujiks contre l'Allemagne de la Réforme.

Quelques heures avant d'être assassiné, il « parlait » avec Renaudel de son article du lendemain :

— Je vais écrire, disait-il, un nouveau *J'accuse*. J'accuse la Russie d'avoir voulu la guerre. J'accuse la France de n'avoir pas su l'empêcher.

M. Blum n'écrirait plus aujourd'hui cet article-là, mais ne craint-il pas qu'un autre, un jour, l'écrive contre lui ?

Le patriotisme de Jaurès était germanophile et russophobe. Celui de Blum n'est-il pas hitlérophobe et bolchevisant ? On peut se le demander — et lui-même sent bien qu'une évolution comme celle qu'il vient d'accomplir ne peut manquer d'appeler plus d'une réserve et d'une suspicion. On a peine à admettre, en effet, après une guerre comme le monde n'en avait jamais connu, qu'un homme de son envergure ait attendu d'être au déclin de l'âge pour comprendre la nécessité d'une armée et les besoins de la défense nationale.

★ ★

A la veille du Congrès, les thèses qui s'affrontaient étaient nombreuses. Rappelons-les :

1° La non-résistance défendue par MM. Deixonne et Zoretti : elle impliquait la revision des traités, la convocation d'une conférence internationale, sous la présidence de Roosevelt, pour étudier la limitation des armements, les problèmes espagnol et juif, la question des minorités en Europe centrale et orientale, la question coloniale, celle des matières premières, des débouchés, des migrations.

L'éventualité d'une guerre n'y était admise que dans le cas d'une agression armée et caractérisée contre le sol national. Mais l'union nationale était exclue comme périlleuse pour les destins du socialisme. A plus forte raison la formule « d'unité française », lancée par M. Blum et ses amis, devait être considérée comme dangereuse par les chances qu'elle

donnerait au capitalisme de constituer une économie de guerre à son profit.

Une autre motion, de madame Nadia Gukowski, répudiait en bloc l'armée, la défense nationale, le sentiment national, le sentiment impérial et demandait que la France « renonçât à la gloire militaire, ainsi qu'à la politique de prestige et que par un désarmement partiel, immédiat et symbolique elle déclare son amitié à tous les peuples » ;

2° Une conception de la paix selon M. Weill Raynol et ses amis : la France doit se défendre par les armes si son territoire est attaqué ; approbation des accords de Munich ; retrait des forces italiennes et allemandes en Espagne ; désaveu d'un blocus contre les côtes espagnoles ; renonciation au pacte franco-soviétique après accord entre toutes les puissances européennes et la conclusion d'un traité de non-agression entre l'Allemagne et la Russie ; remise par la France à la S.D.N. de son mandat sur les colonies allemandes ; réduction progressive des armements ;

3° La motion Paul Faure : approbation des accords de Munich qui nous ont permis d'éviter le pire dans l'immédiat ; la France doit faire comprendre aux États totalitaires, et au besoin au Gouvernement anglais, qu'elle ne saurait s'associer à une politique favorable au général Franco. Le ravitaillement de l'Espagne républicaine doit rester libre et les volontaires étrangers doivent être retirés au Gouvernement de Burgos ; la France doit défendre l'intégrité de son territoire, son indépendance et ses libertés. Pas de croisade idéologique. Combattre le fascisme, ce ne doit pas être faire la guerre au fascisme. Et cela ne doit pas empêcher de rechercher « les conditions de coexistence paisible » entre les pays de démocratie et les États totalitaires.

La sécurité collective demeure un but important. Mais elle doit reposer sur l'existence d'une véritable Société des Nations. Elle doit aussi se fonder sur le désarmement ou tout au moins sur la limitation des armements. Toutefois, M. Paul Faure et ses amis reconnaissaient que, momentanément, la France ne pouvait renoncer aux précautions militaires indispensables ni aux pactes défensifs avec les peuples pacifiques.

Le parti socialiste, disait encore M. Paul Faure, devait

provoquer toutes les négociations avec tous les pays et sur tous les terrains ; il scellerait avec joie l'entente qui pourrait s'instaurer entre la France et l'Allemagne, bien qu'il ne goûtât guère les pratiques hitlériennes. Si la France devait accepter pour sauver la paix de nouvelles transactions, elle devrait « réclamer en échange des réalités substantielles dans la voie du désarmement ». Une conférence internationale devait être convoquée pour résoudre les problèmes de frontières, d'échanges économiques, de matières premières, de débouchés ou de mandats coloniaux. Dans sa conclusion, M. Paul Faure résumait les motifs sociaux de cette acceptation résignée d'une entente avec ces États totalitaires :

La guerre ou les menaces de guerre, disait-il, aboutissent à la réaction sociale, à l'arrêt du progrès, à l'éclipse de la liberté. Le socialisme appelle au contraire les peuples à l'action respective, au combat lucide pour la paix et, face au danger qui les menace, il leur crie sa confiance en l'avenir ;

4° La motion Léon Blum : elle rappelait que personne ne choisit la guerre, ni dans le parti, ni dans le pays. Mais le problème véritable était de savoir si le parti socialiste pouvait aujourd'hui s'abstraire de la situation présente de la France et de l'Europe pour la raison qu'il n'en était pas responsable. Mêlé à la gestion de la vie nationale, il devait voir la réalité immédiate — et d'abord les dangers de guerre, dangers qui avaient pour cause directe la politique de domination et de prosélytisme conquérant poursuivie par les dictatures totalitaires.

Contre ces menaces, l'action concertée des prolétariats, possible au temps de Stuttgart et même en 1914, n'était plus praticable aujourd'hui. Le parti socialiste était donc obligé de définir les limites au delà desquelles ne pourrait pas être poussé l'effort de négociation et de conciliation.

La résolution de M. Léon Blum engageait donc le parti à déclarer « qu'il participerait totalement et sans réserves à la défense du pays contre toutes les agressions ou entreprises qui menaceraient l'intégrité de son territoire, la plénitude de sa souveraineté et de son indépendance politiques ; aucune concession exigée sous menaces de guerre ne serait tolérée ».

En conséquence, l'efficacité technique de l'appareil de la défense nationale devait être portée au plus haut degré, ce qui

n'excluait pas la conclusion de contrats d'assistance mutuelle avec les autres États pacifiques, avec ceux qui recherchaient comme la France « la paix dans le respect des indépendances nationales et dans l'organisation des ententes internationales ».

Les contrats existants, disait M. Léon Blum, que la France ne serait pas résolue à remplir dans la plénitude de leur lettre et de leur esprit doivent être dénoncés franchement. Ceux qui subsisteront — au premier rang desquels le parti place l'entente anglo-française et le pacte franco-soviétique — doivent être exécutés avec loyauté et avec courage.

Le parti ne s'oppose nullement aux conversations directes avec les dictatures totalitaires, sous la seule condition qu'elles soient dirigées vers l'éclaircissement et le règlement d'ensemble des problèmes européens. Mais ce qu'il souhaite et appelle de toute son énergie, conformément au vœu spontané de la classe ouvrière, c'est la réunion d'une vaste conférence internationale symbolisant par elle-même l'indivisibilité de la paix, où toutes les nations, grandes et petites, auraient le même accès, qui se saisirait de tous les litiges, qui envisagerait librement toute les solutions susceptibles de conduire à l'entente politique et à la coopération économique des peuples.

Le parti est convaincu que l'organisation stable de la paix en Europe serait pour la France la véritable revanche de la défaite qu'elle vient de subir. Il professe plus fermement que jamais que toute paix organisée est une paix désarmée. Il place au premier plan des travaux de la conférence qu'il réclame le désarmement général, conception propre du socialisme marquée depuis vingt ans de sa pensée et de sa volonté.

Toute initiative de paix, inspirée par la faiblesse ou la peur, n'avait aucune chance, selon M. Blum, de conjurer la guerre.

C'est pourquoi, concluait-il, les deux tâches doivent être menées de front : d'une part, l'appel puissant et retentissant vers l'organisation de la paix générale ; d'autre part, le redressement de l'attitude nationale, le rassemblement et l'exaltation de toutes les énergies et avant tout des énergies populaires dont la confiance et l'élan représentent la force la plus précieuse du pays.

A cette énumération manque l'habituelle et incendiaire motion de M. Zyromski. Il avait préparé un texte plein de flamme patriotique et d'ardeur combative. Mais finalement il se rallia à celui de M. Léon Blum pour grossir sa majorité.

En fait, le Congrès ne se battit que sur les deux motions de Léon Blum et de Paul Faure. Le premier revenait à recommander vis-à-vis des États totalitaires une politique de vigueur et d'intransigeance impliquant le risque de guerre. L'autre se bornait à demander que l'on usât de toutes les ressources de la négociation et de la diplomatie avant de se résigner au conflit. La phrase capitale de sa motion était celle-ci : « Le

socialisme s'efforce de rechercher de façon permanente les conditions de coexistence paisible des pays démocratiques avec les pays totalitaires. »

Autrement dit, pour M. Paul Faure, la paix devait être maintenue par l'action traditionnelle et internationale, pour le désarmement et le socialisme. Pour M. Blum, la paix ne pouvait être sauvée que par la défense nationale et le barrage collectif devant le fascisme.

L'impression qui se dégage de cette apologie du militarisme est qu'on ne pouvait plus catégoriquement tourner le dos à son passé que venait de le faire M. Léon Blum. Déjà, le pouvoir lui avait imposé pas mal de concessions doctrinaires, mais il avait des excuses : la nécessité de composer avec les alliés du socialisme et la responsabilité de la direction. Dans l'opposition, son élan n'a pas ralenti. Il n'a plus d'excuses, mais il y trouve des avantages, tel, notamment, celui de pouvoir dénoncer chaque matin la grande trahison de M. Georges Bonnet.

Le scrupule avec lequel M. Léon Blum s'est attaché à se contredire sur les points essentiels de sa doctrine témoigne, sinon d'un grand courage intellectuel, du moins d'un profond mépris pour les idées et pour les hommes qui ont la faiblesse de les prendre au sérieux. En 1922, il écrivait sur le pacte franco-soviétique qu'il préconise aujourd'hui comme moyen de paix :

« Pas un seul instant, nous ne saurions admettre que la reconnaissance des Soviets prenne le caractère d'une nouvelle alliance franco-russe, directement ou indirectement dirigée contre l'Allemagne ». Or, la Russie, comme l'indiquera Marcel Thiébaut[1], était déjà un état prolératien.

« Ce ne sont pas les risques de guerre, écrira encore M. Blum, qui déterminent et justifient les armements. Ce sont les armements qui déterminent par eux-mêmes un danger de guerre.[2] »

En 1932, dans une réunion publique, il s'écriera : « Plus il y a de danger dans le monde et plus il faut désarmer. »

Enfin, ne laisse-t-il pas échapper un jour cette phrase innocente :

1. *En lisant M. Léon Blum.*
2. Les problèmes de la paix.

« La ligne Maginot, je vous le demande, à quoi peut-elle bien servir ? »

Nous savons bien qu'une conversion suppose une foi nouvelle qui emporte les restes de l'ancienne. Mais comment M. Blum fut-il touché par la grâce, comment lui est venue la lumière qui illumine maintenant son esprit? Car, enfin, le péril allemand ne date pas d'hier, et si maintenant, il parle le langage de feu Franklin-Bouillon, Dieu sait que M. Léon Blum ne lui ménagea pas, de son vivant, ni les sarcasmes, ni les quolibets. M. Léon Blum n'est pas à court d'arguments pour expliquer ce qui nous surprend. Il ne s'est pas montré moins explicite dans sa motion que dans le très beau discours qu'il prononça au Congrès, à la veille du vote. Il a même invoqué des noms que l'on n'a pas accoutumé de trouver sur ses lèvres : Louis XIV, Richelieu. Où est-il le temps où, pour lui, l'Histoire de France commençait à la Révolution française? Mais le néophyte du patriotisme a accepté en bloc tous les mystères de sa nouvelle religion. Il oppose à la politique de l'empire celle du grand roi et du cardinal. « Entre les deux, il n'y a pas le choix. » Mussolini a cédé sa part en Europe centrale en échange d'une entière liberté d'action en Méditerranée et en Afrique. Donc, partout où la France ira, elle se heurtera au même adversaire. Quant à l'Allemagne, rien ne nous assure qu'après avoir atteint ses objectifs à l'est de l'Europe, elle ne se retournera pas contre nous.

Tous les faits sur lesquels se base M. Blum pour justifier sa position sont rigoureusement vrais ; les conséquences qu'il prévoit, nous les prévoyons aussi. Mais pourquoi fut-il pendant dix ans contre toutes les politiques qui avaient pour objet soit le recouvrement des réparations, soit notre présence sur le Rhin?

N'est-il pas l'homme qui, par sa critique systématique des traités, a le plus puissamment contribué en France au relèvement de l'Allemagne?

La conclusion de Munich, qu'il appelle aujourd'hui une *défaite*, n'est autre chose qu'une nouvelle amputation des traités qu'il a toujours combattus. S'il est un État dont la création a symbolisé l'esprit de Versailles et les secrètes tendances des négociateurs, c'est bien la Tchécoslovaquie. La

mésaventure dont elle vient d'être victime indigne M. Blum, mais toutes celles que la France a connues depuis 1918, l'ont laissé parfaitement indifférent, et parfois vaguement hostile à l'exercice de nos droits. La cause de son évolution récente étant extérieure au pays, les conséquences devaient logiquement l'associer à une politique d'inspiration étrangère.

Dans l'affaire de l'Anschluss, que l'on a soigneusement évité d'évoquer au Congrès, sa position fut plus révélatrice encore. Les social-démocrates autrichiens, Adler, Bauer et Renner, dès le lendemain de la guerre, s'étaient prononcés pour le rattachement à l'Allemagne. Après les émeutes de Vienne et la dispersion aux quatre coins de l'Europe des chefs socialistes, quelle fut donc l'attitude de M. Blum? Il avait le choix entre l'assouvissement de sa rancune idéologique contre Dollfuss et Schuschnigg et le soutien circonstancié qu'il pouvait accorder à leur politique d'indépendance nationale dans l'intérêt de la France et de l'Europe. Il n'hésita pas. Nul parti n'a été, plus que le sien, férocement hostile à Dollfuss et à Schuschnigg, adversaires de l'Anschluss et de l'hitlérisme.

Mais en 1936, quand l'Allemagne se réinstalle en Rhénanie, quand sa menace, cette fois, est directement dirigée contre la sécurité française, M. Léon Blum ne bronche pas. Il n'a pas d'opinion sur la guerre préventive. On est à la veille des élections ; la paix et le désarmement font encore partie du programme électoral des socialistes. Il ne s'agit pas de compromettre, par une fausse manœuvre, les chances qui s'offrent.

En tout, M. Léon Blum n'a jamais cessé d'être guidé par des mobiles idéologiques. Est-ce encore cette constante préoccupation que tend à masquer aujourd'hui son ralliement à la Défense nationale? Il a rappelé, dans son discours de Montrouge, l'étrange thèse qu'il soutenait à l'époque où il était encore pacifiste et « désarmant ». « La France, disait-il alors, doit donner l'exemple du désarmement. Si elle désarme, les autres nations désarmeront ! » Ce qui revenait à dire que les réarmements des États étaient justifiés par les armements de la France. En d'autres termes, l'invitation qu'il adressait à son pays contenait encore, contre sa politique, une perfide accusation. Or, un simple rapprochement de dates suffira pour démontrer à quel point le raisonnement de M. Léon

Blum était fallacieux et contraire à l'évidence des faits. Depuis la guerre, la France était venue progressivement au service de dix-huit mois, puis d'un an, Quand la croisade évangélique de M. Léon Blum en faveur du désarmement battait son plein, la France était sur la voie du désarmement et l'Allemagne sur celle du réarmement. En 1930, celle-ci avait sorti de nouveaux modèles d'avions et activé la mise au point des géants Junker et Dornier. Son budget de guerre qui était, en 1924, de 459 millions, était, en 1930, de 800 millions de marks-or. Depuis elle a fait mieux.

Par conséquent, conformément au vœu de M. Blum, la France s'efforçait de donner l'exemple du désarmement aux autres peuples. Non seulement elle ne fut pas suivie, mais à la diminution de ses forces militaires, l'Allemagne répondait en augmentant les siennes.

« Ce n'est pas nous qui avons changé, dira encore M. Blum, dans son discours de Montrouge ; ce n'est pas nos convictions, ni notre attachement à l'action d'hier, ni nos vœux ardents pour demain. Ce qui a changé, c'est la réalité immédiate, présente, qui nous cerne. »

Devons-nous nous étonner que M. Blum ait attendu le drame tchécoslovaque pour s'apercevoir d'un changement qu'il était aisé de prévoir dès juillet 1932, quand l'Allemagne se retira, une première fois de la conférence du désarmement, qui devint probable quand elle récidiva en octobre 1933, qui se transforma en certitude quand elle abandonna la S.D.N., qui, enfin, prit sa réelle signification quand, le 22 mars 1934, elle publia son budget militaire?

Indifférent ou inaccessible à tous les démentis que lui infligeaient les faits, M. Blum attendit que l'Allemagne eût réalisé tous ses objectifs, ou la plupart, pour s'en alarmer. L'affaire tchèque était une suite, non un commencement. C'en fut pourtant un pour le leader socialiste. Pourquoi? Parce que sans doute, dans l'intervalle, les élections de 1936 et les responsabilités du pouvoir, l'espoir, quand il les eut perdues, de les retrouver bientôt, avaient retardé chez M. Blum l'accomplissement des vastes desseins qu'il portait en lui. Dans son discours de Montrouge, il s'est défendu avec beaucoup d'habileté d'avoir évolué sous la pression de calculs ethniques ou

idéologiques. En ce qui concerne le racisme, nous regrettons pour lui qu'il n'y trouve pas de raisons suffisantes pour légitimer sa nouvelle politique. S'il était un cas où la guerre pourrait être une solution efficace, ce serait bien celui où s'imposerait la défense de la civilisation contre la barbarie raciste ou anti-catholique.

Mais ce cas-là, M. Blum ne l'envisage pas. Il a même rappelé, à ce propos, son discours de Lyon et la visite du Dr Schacht, ce qui du reste ne prouve rien, car on ne voit pas comment il aurait pu se dérober à ses devoirs de président du Conseil en même temps qu'aux explications que n'eussent pas manqué de lui demander certains chefs radicaux.

Certes, il pourrait être infiniment réconfortant de constater que la majorité qui vote des crédits militaires se transforme peu à peu en unanimité, mais ce n'est là qu'un avantage immédiat en vue d'objectifs qui demeurent obscurs. Tout le passé de M. Blum nous invite à penser qu'il s'efforce de couvrir, sous le pavillon national, une vaste entreprise idéologique plus susceptible de diviser la France que de l'unir devant un agresseur éventuel.

★ ★

Pour l'instant, c'est l'unité du parti socialiste qui fait les frais de la conversion de M. Blum. La majorité qu'il a obtenue, il la doit à M. Lebas et aux délégués de la Fédération du Nord qui dispose d'un nombre considérable de mandats. Comment M. Lebas s'est-il rallié finalement à M. Léon Blum ? L'explication paraît être tout à son éloge. Il a connu l'invasion, la guerre et y a tenu un beau rôle. Les arguments qui lui semblaient suspects, pour des raisons de mystique sociale, chez un Franklin-Bouillon ou un Maginot, lui ont paru convaincants dans la bouche de M. Léon Blum, chef de son parti.

Il y a beaucoup moins à dire sur la motion de M. Paul Faure que sur celle de M. Léon Blum, parce qu'elle ne suggère rien de nouveau. Elle est le résumé fidèle de ce que furent ses efforts de militant dans le passé. La fidélité qu'elle témoigne à une doctrine déjà ancienne n'appelle pas de commentaires bien originaux et les préventions qu'elle suscite, pas davan-

tage. M. Paul Faure a contre lui son antimilitarisme de fondation et tous les désaveux que les réalités ont infligés à son pacifisme. Il est bien dans la tradition socialiste, mais cette tradition-là a fait fiasco. Entre la position de M. Léon Blum, qui prend prétexte des difficultés internationales pour mettre l'armée française au service de son idéologie et celle de M. Paul Faure, qui s'interdit toute vigilance et toute curiosité dans les affaires d'Europe, il n'y a pas de choix possible.

C'est par là, sans doute, qu'il convient d'expliquer le millier d'abstentions dans le vote final. M. Blum, toutefois, l'emporta par 4 322 mandats contre 2 837 à Paul Faure. Le parti socialiste était bien coupé en deux.

★ ★

L'intérêt qui s'est dégagé des débats est double : d'une part, ils ont rompu la collaboration de quelques hommes que les responsabilités du pouvoir avaient étroitement unis et, par là, ils ont rendu difficile, sinon impossible, la reconstitution d'une équipe ministérielle. D'autre part, ils ont créé dans le parti, donc dans le pays, des courants nouveaux qui renversent les données habituelles des campagnes électorales et accentuent au Parlement la confusion des doctrines et le morcellement des groupes.

Tant que le parti socialiste demeurera dans l'opposition — et il semble qu'il y soit revenu pour un moment — ses divisions internes seront sans influence sur la politique générale de la France. Il est certain même que l'opposition irréductible à laquelle MM. Blum et Paul Faure sont également décidés, chacun pour des raisons différentes, survient à point pour masquer leurs dissidences et retarder leurs effets.

L'autorité personnelle de M. Blum sort plutôt diminuée de ce Congrès. Étant donné l'extraordinaire prestige dont il jouissait auprès de ses troupes, la forte minorité qui est allée à la motion de Paul Faure implique un sérieux échec pour le chef socialiste. La perspective de reconquérir le pouvoir s'en trouve reculée. Avant de songer à y remonter, le parti devra panser ses plaies et il n'est pas dit qu'elles se fermeront de sitôt.

« L'unité nationale » formule de M. Blum et à laquelle s'étaient ralliés quelques membres de l'Union socialiste et de certains groupes du centre, est périmée. Enfin, le parti socialiste, avec ses déchirements intérieurs, n'offre plus de garanties à des alliés éventuels, pas même aux communistes dont M. Paul Faure réprouve les menées extérieures. Ils ne peuvent s'unir que dans l'opposition et les derniers épisodes du vote du budget ont prouvé que c'était déjà fait, ce qui, pour le pays, revient à dire que l'hypothèque marxiste sur la politique française est levée.

GEORGES SUAREZ

DEUX ÉCRIVAINS ANGLAIS

LES SILENCES DE RICHARD HUGHES

Entre les arbres du square, îlot de silence derrière la rue passante, s'élèvent les toitures pointues de petites maisons couvertes de lierre. On y trouve des cabarets sombres comme la cale d'un bateau. Les maisons de thé sont tenues par des jeunes filles qui parlent avec l'accent d'Oxford, et, malgré les nouveaux immeubles de briques plus élevés que des usines, ce quartier n'a pas perdu son individualité. C'est Chelsea, un village au cœur de Londres.

La demeure où je viens de pénétrer est, comme toutes les autres maisons, anonyme en même temps que très personnelle. La porte, peinte en bleu, est dissimulée derrière deux citronniers nains aux feuilles détrempées par la pluie; l'escalier en colimaçon ne donne que sur une pièce par étage. Des piles de livres sont entassées dans les coins, un feu de charbon brûle dans la cheminée, malgré la chaleur estivale. C'est l'habitation d'un écrivain; mais on devine aux rideaux de chintz à demi-fermés, à l'emplacement des tableaux, aux objets ravissants et inutiles dispersés sur la table que cette maison est plutôt un lieu de passage ou un pied-à-terre, un abri de quelques jours pour un voyageur.

Richard Hughes n'est pas un Londonien, il ne fait pas partie de clubs littéraires, il n'écrit jamais d'articles. Ses amis ne sont pas avertis de sa venue prochaine. Pour l'atteindre, il

faut le surprendre. Son visage délicat, que prolonge une barbe aux reflets châtains, taillée en pointe, qui adoucit les traits au lieu de les durcir, ses yeux, d'un bleu limpide, d'une intensité presque féminine, sa carrure d'athlète font penser à quelque explorateur. Il a l'aisance, le geste doux des hommes du large.

Il dit : « J'aime la mer parce qu'elle exalte les plus hautes vertus de l'homme. »

Mais ce voyageur est en réalité un pur sédentaire. Il a toujours habité ces provinces peu connues du pays de Galles, « éloignées, dit-il, des régions industrielles, où la poussière de charbon n'a pas encore recouvert les champs qui bordent la côte, où les gens ne font pas un travail pour de l'argent, mais parce qu'ils l'aiment ». Lui-même a conservé l'accent léger des Gallois, qui comprennent le patois des Bretons, et dont les chants profonds, qui résonnent parfois si tristement dans les rues de Londres, évoquent les hautes falaises de craie battues par la tempête.

Richard Hughes habite presque toute l'année la tour d'une forteresse, dont les hautes toitures, « détruites par les troupes de Cromwell, n'ont jamais été reconstruites ». Les devoirs, le mariage, la famille l'ont obligé à prendre maintenant cette demeure spacieuse. Il préférait peut-être l'humble chaumière de paysan qu'il avait achetée au sortir de l'université. Les champs coupés d'ajoncs, les hautes falaises, le petit port où il mouille son bateau par gros temps, l'étude et la compagnie de quelques paysans constituent le climat de cet artiste aussi pur que les peintres de la Renaissance.

Il y a neuf ans, Richard Hughes publiait son premier roman : *Tempête sur la Jamaïque*. Les lettrés et les écrivains saluèrent en ce jeune homme de vingt-neuf ans l'un des plus authentiques romanciers. Bientôt, on se demanda ce que serait son prochain livre. Un récit d'aventure ? Un conte fantastique ? Un roman ? Mais Richard Hughes passe la plus grande partie de son temps en mer, à bord d'un cotre léger aussi puissant qu'un thonier. Cet amour de la mer, devenu si tenace qu'il semble l'éloigner aujourd'hui de toute autre occupation, est né en réalité d'une expérience littéraire. Le romancier est souvent un acteur qui vit l'existence de ses personnages et assume des personnalités

différentes qu'il transposera plus tard dans ses livres. Ainsi, lorsque Richard Hughes écrit *Tempête sur la Jamaïque*, il cherche à connaître le monde des marins, pêcheurs de haute mer, équipages des cargos qui descendent jusqu'au Cap ou longent les côtes des îles les plus lointaines, vieux navigateurs aux visages de terre cuite, à barbe d'écume, sans âge, sans patrie, mais qui conservent dans leur regard une étincelle de jeunesse éternelle. Il les accompagne, d'abord en curieux, puis en touriste, bientôt en ami, et maintenant, il ne peut les quitter. On ne joue pas avec les éléments, la passion de la mer est devenue plus exigeante que les devoirs de l'artiste. Les années passent, cinq ans, sept ans, le public se lasse d'attendre. Les critiques disent : « Ce n'était que l'écrivain d'un seul livre. » Après neuf ans de silence, Richard Hughes apporte enfin à son éditeur le manuscrit de son second roman. Il s'excuse de son retard :

« Je suis lent, dit-il, je prends beaucoup de temps parce que j'écris des livres courts. »

Richard Hughes tourne les feuillets du livre qui vient enfin de paraître. Il me montre du doigt l'en-tête d'un chapitre

« J'ai mis plus de six mois pour écrire ces quelques pages. »

Il sourit, il repose l'ouvrage. Son visage, déjà marqué, a conservé encore la trace de l'adolescence. Ses traits sont un parfait alliage de jeunesse et de maturité.

A l'âge de dix-huit ans, il a publié un premier recueil de poèmes, qui fut remarqué par le cercle de Bloomsbury. « A cette époque, dit-il, j'étais étudiant à Oxford avec Charles Morgan », et il me tend une autre plaquette de vers, parue quelques années plus tard. Aujourd'hui, Richard Hughes est un poète qui se dissimule sous l'apparence d'un romancier. Il écrit en prose, mais avec l'expérience du poète qui « respecte et qui aime les mots au même degré que la brièveté ».

Ce goût du dépouillement, du terme exact, ce style de chiffres peuvent dérouter. Il faut lire ses romans à haute voix, comme on lit un poème. Richard Hughes applique à la prose la technique poétique de Keats. Il sait comment vaincre la résistance instinctive du lecteur, il se méfie des descriptions qui sont toujours doublement déformées par l'œil du narrateur et par l'imagination du lecteur, et pour l'atteindre, le saisir

et l'entraîner, il parle à l'oreille, il éveille l'odorat, il attaque les sens les plus vulnérables; ainsi le lecteur n'est plus un spectateur, il participe lui-même au récit, il est entraîné dans l'orage de la *Tempête sur la Jamaïque*, il sombre avec le cargo de *In Hazard*.

Richard Hughes a également l'imagination du poète. « J'avoue, dit-il, que je ne me suis jamais aventuré sur les mers du typhon, je n'ai pas été à la Jamaïque. » Ses évocations, jaillies d'une simple impulsion intérieure, mais soumises aux rigueurs de l'art, aux lois de l'observation, à une précision presque scientifique, peuvent apparaître à des artistes plus subjectifs comme une création artificielle de l'esprit à laquelle il manquera toujours l'élément humain, cette matière intime que seul communique l'écrivain qui adhère intégralement à son sujet et dont les personnages sont les reflets de sa propre personnalité. Mais Richard Hughes est plus près de ses lecteurs; ce qu'il reconstitue pour lui-même, il le reconstitue également pour le public.

Richard Hughes échappe aux écoles littéraires. C'est parce qu'il est audacieux qu'il reprend comme thème de son second roman, *In Hazard*, le sujet du *Typhon* de Conrad, la lutte de l'homme contre les éléments; mais il écrit comme Ruskin et atteint un degré de profondeur dans l'analyse psychologique qui est sans exemple dans la littérature anglaise. Les enfants de *Tempête sur la Jamaïque* et les marins de *In Hazard* sont des êtres libres qui vivent dans un monde où les drames de classe, la passion, la laideur, la haine n'existent pas. L'enfant, livré au monde des grandes personnes, est aussi seul que le marin en proie aux forces des éléments déchaînés; ils sont l'un et l'autre en présence de ce que Richard Hughes définit comme *a problem of conduct*, un cas de conscience, qui fait appel aux plus hautes vertus, aux plus sûrs instincts.

LES DEUX VISAGES D'ANN BRIDGE

« Est-il vrai que ce sont les secrétaires permanents du Foreign Office qui ont suggéré le titre de votre prochain livre? »

Ann Bridge ne pourra pas me répondre. Deux personnes attendent dans l'antichambre, la secrétaire, qui se tient à

l'écart comme un officier d'ordonnance, tapote avec ses doigts aux ongles rongés le bloc où est inscrit la liste des lettres à dicter. Le téléphone ne cesse de sonner, et maintenant la ligne va être occupée pendant quinze minutes. Le ministre s'impatiente au bout du fil, car on lui a envoyé la mauvaise liste des convives du déjeuner qu'il doit présider tout à l'heure. C'est impardonnable : on a confondu le maharajah de Bibla avec l'émir Héri Zefa.

« Il fut un temps, me dit Ann Bridge, où je ne pouvais travailler à mon roman qu'entre six heures et sept heures cinquante le matin et, lorsque la femme de chambre frappait à ma porte, je savais qu'à partir de ce moment-là je ne pourrais trouver de toute la journée un seul instant pour écrire. »

Ann Bridge écrivain, « la Vicki Baum anglaise », est en même temps la femme d'un diplomate renommé. Elle est active et industrieuse comme une paysanne de son pays.

Je la revis, il y a quelques années, dans sa maison de campagne, à Bridge End. Elle bêchait elle-même le jardin, elle essaimait les abeilles, et le soir, en robe de tulle, près de la cheminée, elle attendait le retour du ministre. Il ne rentrait jamais du Foreign Office avant la tombée de la nuit, souvent fatigué, le regard absent, chargé de dossiers. Elle l'aidait à composer un long mémorandum, ou parfois, sous une pluie battante, l'accompagnait à Londres, à quelque réception officielle. Aujourd'hui, je la retrouve dans un petit appartement près de Belgrave Square, aussi active, aussi préoccupée. Sous les mèches blondes, sa chevelure, légèrement cendrée, adoucit l'éclat du regard bleu, incisif. La bouche est ronde, naïve, toujours souriante.

— Allez-vous rejoindre votre mari au Mexique ?

— Mais oui, je l'espère.

Elle étale sur le tapis les plans de sa future demeure.

— Quel changement après Pékin !

— Mais savez-vous que ce poste n'est pas sans danger, la légation doit avoir en réserve des fusils et des cartouches depuis cette affaire de pétrole.

Quelques jours plus tard les relations diplomatiques entre la Grande-Bretagne et le Mexique étaient rompues, le ministre quittait le pays précipitamment.

— Il est nommé à Hendaye, me dit Ann Bridge. Mes plans sont de nouveau bouleversés.

— Mais l'accompagnerez-vous?

— Naturellement.

On a dit à Ann Bridge : « Vous êtes une femme célèbre, vous êtes un très grand écrivain. C'est à votre œuvre littéraire que vous devez consacrer tout votre temps. »

Son premier roman : *Peking Picnic*, document authentique sur la Chine, fut un succès étourdissant. Quelques sceptiques dirent alors : « Ce n'est peut-être qu'un livre de mémoires transposées, ce n'est pas encore une œuvre de vrai romancier. » Mais l'année suivante, un hommage unanime accueillit la publication de *Ginger Griffin*, cette incomparable satire du monde diplomatique.

Depuis cinq ans, Ann Bridge a publié un roman chaque année, elle est un des écrivains le plus lus en Angleterre et en Amérique. Ses romans ont été publiés en Italie, en Allemagne, dans les pays scandinaves. Mais ils ne sont pas encore connus en France. Les Français se flattent pourtant de connaître et d'apprécier la littérature anglaise, mais, en réalité, ils n'aiment qu'un type d'ouvrage très particulier : les romans de sentiment. Ils lisent Dickens, mais ils apprécient peu l'humour anglo-saxon. Ann Bridge est un écrivain de comédie. Son humour léger n'exclut pas le sentiment ou l'émotion, la peinture authentique des mœurs. Le monde fermé de la diplomatie, ces types disparates, ces individus parfois excentriques, mais secrets, prisonniers de leurs conventions, constituent un admirable champ d'étude. Jusqu'à maintenant, les diplomates n'ont inspiré que de graves ouvrages. Mais voici qu'un observateur impitoyable se glisse parmi eux. Dans les sombres couloirs du Foreign Office, à la légation de Pékin, dans un palais de marbre rose, où les chefs de missions étrangères se retrouvent à l'occasion d'une cérémonie officielle, apparaissent enfin de vrais individus, qui ressentent les mêmes passions ou les mêmes déceptions que nous, des êtres de chair qui ont une destinée humaine.

— Mais, Ann Bridge, vous n'avez pas seulement écrit des romans sur les diplomates, vous n'avez pas seulement tracé le portrait de ces aristocrates anglais, grands amateurs de

sport, chasseurs de renard, joueurs de polo, timides en compagnie de femmes, mais qui conservent avec l'âge un cœur sentimental d'adolescent, vous avez décrit la vie des paysans chinois dans une langue aussi pure que celle de Pearl Buck. Il m'a semblé, à la lecture de votre dernier roman, que vous aviez passé votre vie dans une ferme italienne. Dites-moi, voyageuse qu'un décret du Foreign Office peut envoyer à Pékin, au Mexique, en Espagne révolutionnaire, quel est votre climat véritable, votre terre d'écrivain?

Ma question est peut-être indiscrète, car Ann Bridge fuit mon regard qui l'interroge. Elle a renvoyé la secrétaire trop consciencieuse, elle ne répond plus au téléphone, elle est absente. A travers les feuillages du square s'élève une lumière irisée qui se propage dans la pièce. Entre les rideaux de cotonnade apparaît une tache de ciel bleu encadrée de nuages floconnés. O ciel de Londres, changeant comme un visage de femme!

— La vie des paysans chinois, dit Ann Bridge, ou celle des fermiers italiens, des diplomates et de ce monde que vous aimez dans mes livres n'est pas, en réalité, complètement différente de celle des paysans anglais. C'est parmi eux que j'ai grandi, c'est dans cette campagne anglaise, que je n'ai pas quittée un seul jour avant l'âge de dix-sept ans, que j'ai développé le don d'observer et de sentir simplement. Enfant, je suivais sur mon poney gris les chasses de mon père. Je m'arrêtais chez les fermiers, chez les petites gens du voisinage, puis, en rentrant, je griffonnais sur mon carnet, j'évoquais dans une langue puérile ce que j'avais ressenti ce jour-là. Je n'ai jamais cessé de griffonner pendant trente ans, et puis, un jour, un de mes amis publia un poème que j'avais écrit en cachette. On me demanda d'écrire un livre. J'étais en Écosse; je songeais à Pékin. C'est ainsi que j'ai composé mon premier roman.

Aujourd'hui, dans le monde complexe et changeant où je suis obligée de vivre, je cherche à conserver cette sincérité première de l'enfance. Mes vrais devoirs sont au centre de l'agitation et du mouvement. Je suis la femme d'un diplomate dont les travaux sont beaucoup plus importants que mes écrits. Je reçois, je voyage, j'élève mes enfants, mais, dès

que j'écris, je reviens à la source première du monde que je n'ai jamais vraiment quittée, car je le retrouve partout, le monde des paysans de mon comté. Cet art d'évoquer est un privilège qui peut m'être retiré si je lui donne une plus grande place dans ma vie que celle que je lui ai accordée jusqu'à maintenant. C'est un secret.

GÉRARD BOUTELLEAU

Note :

Œuvres de Richard Hughes.

— A High wind in Jamaïca (1929) (Roman) publié en français sous le titre de Tempête sur la Jamaïque (Plon).
— A Moment of Time (Nouvelle).
— Confessio Juvenis (Poèmes).
— In Hazard (1938) (A sea Storm) doit paraître prochainement en traduction (Stock).

Œuvres de Ann Bridge.

Romans :

Peking Picnic (1933).
The Ginger Griffin (1934).
Illyrian Spring (1935).
Enchanters nightshade (1936).
The Song in the House (1936) (Nouvelle).

LE MOUVEMENT LITTÉRAIRE

Le livre de M. Maurois sur Chateaubriand[1] se lit avec beaucoup de plaisir, d'intérêt, et quelquefois d'émotion — plus d'émotion peut-être qu'il n'entrait dans le dessein de l'auteur d'en faire ressentir au lecteur. Car sur plus d'un point, on a le sentiment, à tort peut-être, que M. Maurois ne prend point entièrement au sérieux les drames qui agitent la vie de son héros. Mais c'est là le pouvoir de l'Enchanteur. Son historien a beau nous avertir et nous faire toucher du doigt les faiblesses du héros, il reste un héros. Prestiges peut-être, mais invincibles. Quand M. Maurois nous a bien montré certains calculs, l'Autre n'a qu'à paraître, et, d'un geste, il balaie les objections. Déjà l'ironie de Jules Lemaître avait en vain versé ses acides sur ce bronze rayonnant.

L'ouvrage de M. Maurois est plein de talent. A chaque page on est frappé par la finesse et le rassemblé de l'analyse. L'auteur a pour peindre son modèle des formules saisissantes. Voici Chateaubriand à vingt-trois ans, partant pour l'Amérique. M. Maurois vient d'énumérer les éléments de son caractère : « Tout cela fait un monde tourmenté de contradictions et de désirs dont il ne s'évadera que par la création, le mystère et la frivolité. » Pendant l'émigration, en Angleterre, Chateaubriand tombe amoureux de Charlottes Ives. Elle l'aime aussi et, à la fin, il est contraint d'avouer qu'il est marié.

1. Grasset.

Sur quoi il s'enfuit. C'est de ce drame que naît en lui l'idée qu'il est un être fatal et funeste. « A coup sûr, il avait fait le malheur de Charlotte. Et comment? Par son obstination au silence, par son esprit de retenue et de solitude intérieure qui ne lui permettait pas de parler, à qui que ce fût, de ce qui le faisait le plus vivement souffrir... Le génie littéraire peut naître d'un tel mélange de silence et de douleur. Les passions comprimées dans un cœur trop bien clos fusent en personnages de fiction. » — Les années passent et nous voyons se dérouler cette étonnante vie amoureuse, où les femmes font figure poétique de victimes. Mais Chateaubriand a-t-il été vraiment un don Juan dangereux et cruel? « C'est un fait, répond M. Maurois, qu'il rendit malheureuses presque toutes les femmes qu'il aima, mais n'était-ce pas un peu parce qu'elles étaient malheureuses avant même qu'il les rencontrât? On accuse assez facilement l'amour de conduire de pauvres femmes à la folie; ne serait-il pas aussi raisonnable de se demander si ce n'est la folie d'abord qui les avait conduites à l'amour? » — Et voici maintenant une explication qui n'est pas moins clairvoyante de sa conduite politique sous la Restauration : « Rejeté dans l'opposition, il avait oublié les intérêts du pays parce qu'il n'en était pas l'administrateur, et acquis, par rancune et dégoût, tous les défauts qui devaient, après coup, justifier sa disgrâce. » On trouve tout au long du livre une foule de ces phrases pénétrantes et profondes. Je n'en veux plus citer qu'une, qui est fort belle, sur cette fidélité de Cassandre qu'il garda après 1830 à la branche ainée. « Jusque dans la ruine, il poursuivait de son indifférence la dynastie qu'il accablait de ses sacrifices. » Tout tient dans cette formule.

M. Maurois est un romancier, dans ce sens que les hommes lui apparaissent comme des systèmes psychologiques, qu'il se plaît à reconstruire. Les historiens n'en demandent pas tant, et sont contents quand ils ont vérifié des faits. Mais il y a dans le talent de M. Maurois quelque chose de très particulier. Il n'est vraiment à l'aise que quand ces êtres qu'il fait vivre ont déjà vécu. Et même, il choisit de préférence les plus illustres et les plus excessifs d'entre eux. De sorte qu'il a construit une œuvre personnelle et même unique. Comme un historien, il interroge les documents avec conscience. Il

fait même effort pour en obtenir d'inédits. Et, là-dessus, comme un romancier, il construit un personnage.

Mais, direz-vous, c'est le devoir d'un historien. — Je ne le crois pas, et nous sommes là au vif de la question. L'épouvantable médiocrité de nos contemporains la rend évidemment plus difficile à exposer, mais je crois qu'un historien a achevé sa tâche quand, ayant montré, analysé, expliqué les faits, il laisse au lecteur le soin de les assembler dans cette architecture idéale et probablement vaine qu'on appelle un portrait. Prenons pour exemple un chef-d'œuvre incontesté. Quand Mommsen, dans son *Histoire romaine* (je parle de la partie qui s'étend des Gracques à César), expose les faits, il fait œuvre d'historien. Même la page mémorable où il montre Cicéron, « de sa voix claire bien connue », annonçant au peuple la mort des complices de Catilina, est encore de l'histoire. Les admirables portraits de Cicéron et de Caton sont de la littérature. La synthèse est interdite aux historiens.

Or, ce que fait M. Maurois, au moins dans son *Chateaubriand*, est essentiellement une synthèse. Une synthèse précédée, naturellement, d'une préparation analytique qui a été faite très scrupuleusement, et que je ne songe pas à contester. Mais une fois qu'il a rassemblé ses matériaux, l'auteur a, de toute évidence, cherché à leur donner une certaine unité. En quoi il est sorti du domaine de l'historien pour entrer dans le domaine du romancier. Je ne l'en blâme en aucune façon. A tort ou à raison, dès qu'il annonce un livre sur Chateaubriand, la majorité des lecteurs lui demande cette synthèse, cette architecture, ce système, ce portrait. Et comme il n'y est que trop porté, il construit ce modèle d'un Chateaubriand satisfaisant pour l'esprit. L'ajustage mécanique ainsi découpé et rivé doit satisfaire à deux conditions. On doit pouvoir, sans le ruiner, y incorporer tous les faits connus. Il doit lui-même constituer un ensemble logique et tenir en équilibre.

Autant dire qu'il peut se mettre en formule. Et, en effet, M. Maurois a trouvé une formule, d'ailleurs très ingénieuse. Il a supposé que dans la première partie de sa vie, l'œuvre de Chateaubriand avait été de composer son personnage, et dans la seconde partie, de s'y conformer. Il a même cru démêler l'origine de cette théâtralité dans l'épisode, auquel

nous avons fait tout à l'heure allusion, avec Charlotte Ives. « Plus tard, dit-il, on devait souvent lui reprocher son manque de sincérité, son constant besoin de jouer un rôle. Il importe d'observer ici ces défauts à leur source et en un temps où ils ne sont encore chez lui que difficulté d'expression et pénible conscience de la fausseté de sa position. »

Une fois qu'il a mis la main sur cette explication, M. Maurois ne la lâche plus. Non pas qu'il accuse précisément Chateaubriand d'imposture ou d'hypocrisie. Il lui reproche d'avoir passé sa vie à modeler sa statue. On pourrait lui répondre qu'après tout ce n'est pas si mal et qu'on fait des héros avec ce sentiment-là. Mais quand M. Maurois explique par ce goût des belles attitudes des actions qui relèvent visiblement d'un sens profond de l'honneur, il est impossible de le suivre. On sait en quels termes magnifiques Chateaubriand a donné sa démission de pair en 1830. Voici comment M. Maurois le juge : « Le Gouvernement de juillet lui avait offert les honneurs et la fortune. Comme au temps du duc d'Enghien, il avait choisi l'honneur et la pauvreté. Il avait tout perdu pour rester fidèle à des princes qui l'avaient chassé et persécuté. L'attitude était belle et devait enchanter ce sculpteur de sa propre existence. Peut-être nous toucherait-elle plus vivement si elle avait été moins consciente. »

J'avoue que ces deux dernières phrases me déconcertent. Eh quoi ? M. Maurois reconnaît que Chateaubriand a, pour l'honneur, à un âge où les sacrifices sont plus difficiles, sacrifié, je ne dis pas seulement la fortune, mais la sécurité matérielle de sa vie. Et il appelle ce sacrifice du théâtre. Que le ciel nous envoie beaucoup de comédiens de cette sorte ! La démission que Chateaubriand avait donnée après l'exécution du duc d'Enghien comportait des périls plus graves encore. Pendant toute sa vie, on voit Chateaubriand accepter la ruine ou risquer sa vie pour obéir à ce qu'il juge l'ordre de l'honneur. Il me semble bien injuste de nommer mise en scène cette fierté de gentilhomme, ressort des monarchies, comme dit Montesquieu. Au surplus, en 1830, la noblesse de France, presque tout entière, a fait comme Chateaubriand. En cela, elle a donné raison à M. Maurois quand il accuse cette retraite d'avoir mal servi le pays. Car on ne peut douter

qu'en renonçant à la vie publique, l'aristocratie s'est suicidée. Mais il est difficile de mettre cet hara-kiri sur le compte du cabotinage.

M. Maurois parle comme madame de Boigne et la duchesse de Broglie. Il parle comme les orléanistes. C'est qu'à vrai dire, il a lui-même plus de sympathie pour la Monarchie de juillet que pour la Restauration et pour le juste milieu que pour les ultras. Son livre nous enchante souvent, et malgré l'honnêteté évidente de son travail (on trouvera dans l'ouvrage même presque tous les arguments à lui opposer), il nous paraît souvent injuste. C'est que l'auteur et le héros sont trop différents. Chateaubriand a trop de violence et d'âpreté. M. Maurois, tout en modelant sa statue, a adouci les traits, comme il avait fait pour Shelley et pour Byron. Il est inévitable qu'un artiste arrange un peu le modèle. Besnard avertissait un jour une femme, dont il faisait le portrait, qu'elle ne trouverait point sur la toile tout l'espace qu'elle avait entre le nez et la bouche, parce que lui, Besnard, et tous les siens, avaient cet intervalle plus petit. Seulement, la différence entre le peintre et le modèle profite rarement à la ressemblance. Quand il existe entre eux une antipathie évidente, le spectateur ne peut que le regretter. Entre Chateaubriand et M. Maurois, cette antipathie est une rivalité de provinces. M. Maurois est normand, et il a de ses compatriotes la finesse et la méfiance ; Chateaubriand était breton.

*
* *

M. Abel Bonnard a assemblé les pages les plus savoureuses de ses voyages, et il a fait de cette anthologie un livre exquis, qu'il a appelé *le Bouquet du monde*[1]. Rome, la côte dalmate, Athènes, Constantinople, la Chine repassent devant nos yeux ; et l'on sait que le livre de M. Bonnard sur la Chine est un des plus beaux qu'il ait écrits. Puis, changeant de cap, il va en Andalousie, au Maroc, au Brésil. A travers sa sensibilité et sa raison, une certaine image de ces pays se forme ; et ce que nous apporte le livre, c'est ce mélange de sensations savourées, de caractères démêlés, de choix savants et de recons-

1. Grasset.

tructions rapides. Tout ce travail est fait avec une netteté de vue et une finesse de sens, qui sont les qualités mêmes de celui qui parcourt le monde. Et tandis que nous croyons surprendre ce premier contact, nous nous apercevons, au contraire, que ce qui nous est livré est une quintessence de culture. Chaque page est comme une goutte de parfum. Il est possible que l'impression reçue se transforme par une élaboration instantanée et devienne aussitôt cette analyse tracée en arabesques, cette rêverie frémissante, cette réalité métamorphosée en esprit. Nous croyons assister à ce travail, dont nous voyons à la fois les deux bouts. Et ce qui fait le charme unique de l'ouvrage, c'est qu'il garde la fraîcheur et le frémissement de la nature, dans le temps même que celle-ci devient pensée.

Prenons pour exemple ces pages sur Rome par où le livre commence. C'est d'abord une promenade de l'auteur lui-même dans une nuit romaine. Il accueille les impressions sans les choisir, ni les trier encore : tout, dit-il, m'était un signe de Rome. « Je ressortais ; un palais tordait ses lignes dans l'ombre, mais, dans sa façade obscure, j'apercevais à l'entresol, toute dorée au dedans par la clarté d'une seule chandelle, la chambre, petite comme une coquille, où une vieille faisait son ménage avant de dormir. Près d'une colonnade ténébreuse, un cabaret était plein d'une lueur roussâtre et d'un rude bruit de voix. Je marchais longtemps, reconnaissant des églises, essayant de me perdre un peu. Soudain, le Colisée était devant moi, colossal et vaporeux, à la fois plus présent et moins réel que pendant le jour. »

Voilà la première rencontre avec les choses, surprises par un œil extrêmement sensible et aussitôt traduites en tableaux achevés. J'imagine que le lecteur aura goûté ceux-ci, où chaque mot est si riche. Mais aussitôt commence le travail propre de l'esprit. « J'aspire, a dit M. Bonnard, à me rendre compte de mon bonheur. » De l'impression première, l'écrivain dégage un caractère ; de la sensation, une vérité. « Ainsi, dès mon retour, je reconnaissais un élément principal du charme de Rome : c'est le heurt du grandiose et du familier, la plus simple vie déroulée au bas du plus auguste décor. » Suit une page brillante et profonde sur ce thème : fraternité

à Rome de l'humble et du superbe, mélange d'incurie et de majesté. En même temps, la mémoire disciplinée de l'écrivain, son expérience enrichie d'innombrables images lui apportent des éléments de comparaison : Florence et Venise. Il revient à Rome, découvre de nouveaux caractères, les trie, les assemble, les compare encore et finit par le tableau définitif, celui qui est purement romain, et qui remplacerait au besoin tout le reste : « Je revois certains jours d'hiver, sans aucun nuage, où la lumière romaine triomphait avec une splendeur que je n'ai retrouvée nulle part. La saison avait supprimé la prolixité des feuillages ; tout n'était que lignes certaines, altière netteté de l'architecture. Le haut des palais plongeait dans un empyrée immédiat, de sorte qu'on ne pouvait renverser la tête sans être enivré de cette gloire du ciel qui investissait la vie de la terre, si brusque, si voisine, si éclatante qu'on était étonné de ne pas y voir voler des archanges. Toutes les choses comparaissaient avec le même degré de présence. »

On retrouverait cette même démarche de l'esprit dans tous les chapitres du livre, avec des variantes selon l'impression que l'auteur a reçue. Au Brésil, par exemple, l'analyse l'emportera sur l'éblouissement. A Raguse, que M. Bonnard a décrite dans une page délicieuse, ce sont les mille tableaux captés par la rétine qui reconstitueront d'eux-mêmes ce que l'histoire nous apprend de la vieille république. Il est enfin un point du monde où la vision et la pensée n'ont plus fait qu'un, et où la sensation est devenue raison. C'est à l'Acropole, devant le Parthénon. L'émotion ressentie était celle de la perfection, et la perfection est redevenue émotion pour arracher au voyageur sa pensée la plus profonde et sa phrase la plus parfaite.

*
* *

M. André Fraigneau a composé un livre très joli, très délicat, très sensible, qu'il a appelé *la Grâce humaine*[1]. Il a essayé de surprendre ce moment qui est entre l'enfance et l'adolescence, — entre treize et quinze ans, nous dit-il, — et qu'il appelle le temps de la transparence. C'est l'âge où l'esprit s'éveille à mille impressions, qui ne sont plus, en effet,

1. Gallimard.

de l'enfance ; et cependant il ne porte pas encore le vêtement opaque de l'adolescence, tissé d'inquiétudes, d'aspirations, de vanité et d'humilité. L'adolescence « débute avec les pantalons longs, la première barbe ».

Cette explication nous suffisait et je crois qu'il faut s'y tenir. M. Fraigneau l'a un peu alourdie de justifications, d'une note qui se réfère à M. de Montherlant, d'une prière d'insérer qui se rapporte aux événements de septembre. Nous n'en demandons pas tant. En fait, l'auteur nous propose six jolis dessins d'enfants, surpris en ce moment de grâce dont il a essayé de fixer le caractère.

Il est malaisé de rendre le charme de ces petits récits, et je sens bien que la poudre du pastel va me rester aux doigts. Le premier conte n'est qu'un geste. Dans un compartiment plein, deux enfants sont montés. En face d'eux sont assis deux gendarmes, pour qui ils n'ont pas de sympathie. Et à côté d'eux est assis un enfant comme eux, les menottes aux mains. Qu'a-t-il fait ? Un des gendarmes, qui paraît assez brave homme, le dit. Il a essayé de s'évader d'un pénitencier. Ce compartiment peuplé de paysans a les yeux fixés sur le fugitif qui se raidit pour ne pas pleurer. Que se passe-t-il dans le cœur des deux jeunes voyageurs ? Devant cette curiosité, non pas méchante, mais grossière et basse, ils se sentent solidaires du captif. « C'était nous-mêmes que l'on outrageait là. Sans doute cédions-nous à une attirance facile, à un mépris des lois qui plaisait à notre jeunesse et au goût littéraire de cette époque. Mais il intervenait autre chose que de l'enfantillage et de la mode dans notre brusque désir de venir en aide à ce fuyard humilié. Que faire ? » Celui qui parle ainsi s'est avisé que le soleil couchant frappait d'un rayon cruel le visage du prisonnier. Et il est allé tirer le store. C'est tout. Mais ce petit récit a beaucoup de grâce et de vérité. Et cette faculté pour un jeune garçon en vacances de ressentir tout à coup avec le cœur d'un autre, qui est un fugitif rattrapé, est le premier trait dont M. Fraigneau ait marqué l'âge de la transparence.

Dans une seconde nouvelle, c'est encore un adolescent qui parle, quoiqu'il ne joue guère que le rôle d'un témoin. Nous ne le connaissons que sous le nom familier de Lapin, que lui donne sa cousine Héléna. Les deux enfants sont des créoles,

revenus en France et qui habitent à Toulon chez un oncle amiral. L'histoire est celle de deux jeunes officiers, fils d'un ami de l'amiral. Ils font tous deux à Héléna une déclaration identique, et le destin tranche la difficulté en les faisant périr dans l'explosion d'un dirigeable. Le tableau de l'existence de Lapin à treize ans, chaperonnant Héléna, rêvant de vivre auprès d'elle et de donner tout ce qu'il a aux enfants de sa cousine, la simplicité de ces cœurs, l'émotion répandue dans tout le conte rendent ces pages charmantes.

Le troisième de ces gamins que nous montre M. Fraigneau s'appelle Coucou, et son histoire est celle de l'amitié d'un enfant pour un homme. La quatrième, celle de l'amitié de deux frères. La cinquième, la surprise d'un enfant qui découvre le secret de deux amants. Dans la sixième enfin, l'auteur reprend son rang d'homme et représente un père qui, à une brusque inquiétude, découvre tout à coup l'amour qu'il a pour son fils. Tout cela est évidemment assez frêle, et tous ces pré-adolescents passent comme des ombres. Mais la sensibilité de l'auteur et le don qu'il a de conter attestent un écrivain.

HENRY BIDOU

LE THÉATRE

Cyrano *à la Comédie-Française.* — *Maurice Martin du Gard :* La Fenêtre ouverte (*Mathurins*). — *Emmet Lavery :* La Première Légion (The First Legion), *version française de Jean Silvain* (*Vieux Colombier-René Rocher*). — *Madame Spinelly dans* la Dame de chez Maxim (*Odéon*).

L'ENTRÉE de *Cyrano* au répertoire de la Comédie-Française, en même temps qu'elle avait été unanimement approuvée par l'opinion, n'avait pas été sans provoquer un vif mouvement de curiosité. Les critiques, en particulier, se demandaient si ou comment la pièce « tiendrait ». Cette attitude interrogative était d'autant plus surprenante qu'il ne s'agissait pas, dans l'espèce, d'un de ces ouvrages célèbres comme il arrive qu'on en exhume et que les critiques prennent la précaution de relire avant d'assister à leur représentation, mais d'un ouvrage qui, depuis son prodigieux triomphe en décembre 1897, n'avait cessé de demeurer vivant, point seulement dans les esprits, mais sur les planches, ayant été souvent repris à Paris, et chaque fois ayant tenu l'affiche longtemps, étant constamment joué en province, et toujours et partout avec le même succès. Cependant, l'attente de la première au Théâtre-Français était telle qu'il semblait que cette persistance de vie, cette continuité de faveur auprès du public ne comptassent pour rien et que, tout au moins le soir où l'aréopage de la critique serait rassemblé, le sort de la pièce

allait être suspendu, son avenir remis en question. Eh bien, l'épreuve accomplie, et dans des conditions d'interprétation qui ne furent pas toutes bonnes, le destin de *Cyrano* n'a pas sensiblement changé. L'œuvre continue d'attirer la foule, mais la critique est restée généralement en deçà de cet enthousiasme. Je n'oublie point que, lors de la création, il y eut Faguet qui délira. Mais il y eut aussi Jules Lemaître, qui fut réticent. Or, nul critique n'a déliré aujourd'hui, mais les remarques de Jules Lemaître ont refleuri, diversement nuancées selon le tempérament personnel des auteurs, en beaucoup d'articles. Elles composent encore le fond des jugements écrits.

Ce qui a disparu complètement, c'est la négation absolue, sombre, furibonde qui accueillit le triomphe de *Cyrano* dans les milieux littéraires à la fin du siècle dernier. J'avais vingt ans à cette époque et je m'en souviens fort bien. De toutes les chapelles du Symbolisme, où le culte, d'ailleurs, déclinait, des clameurs s'élevèrent. C'est que ce succès en coup de foudre les avait ébranlées jusque dans leurs fondements. En cette même année 1897, quelques mois avant *Cyrano*, un pénétrant observateur des mœurs parisiennes, M. Fernand Vandérem, dans un roman spirituel et profond, intitulé *les Deux Rives*, avait noté les curieuses divergences de climat intellectuel, esthétique et moral qui faisaient alors de la Rive droite et de la Rive gauche de la Seine comme deux pays distincts dans la capitale française. Or, la Rive droite se ruait à *Cyrano*. La Rive gauche insultait à cette gloire naissante. Il est vrai qu'elle assiégeait aussi les guichets de la Porte-Saint-Martin, mais elle rentrait du spectacle déconcertée, avec le remords souvent d'avoir cédé à l'entraînement général et d'avoir applaudi. Aujourd'hui, *Cyrano* étant passé sur le plan historique, les destinées de cette pièce déjà ancienne et celles de la littérature actuelle étant depuis longtemps séparées, nulle trace des vieilles colères ne pouvait encore subsister. Au surplus, un fait dont il était impossible de ne pas tenir compte aujourd'hui lors de la revision du procès, c'était le suivant : la pièce, après plus de quarante ans, conservait son action sur le public, elle avait duré. Néanmoins, quelque chose reste, m'a-t-il semblé, de l'esprit d'autrefois : c'est, dépouillé de toute mauvaise humeur, voire teinté désormais de sympathie cordiale,

comme un lointain reflet des sentiments que les délicats, en 1897, ont montré à l'égard de l'ouvrage. Tout se passe comme s'il y avait, entre raffinés appartenant à des générations différentes, même éloignées, non pas accord du goût, car le goût change, mais solidarité. Quoique le contenu de ce qu'on nomme la délicatesse littéraire, quoique les pointes du raffinement ne soient plus à présent les mêmes qu'il y a quarante et un ans, c'est encore au nom d'une certaine qualité artistique, d'un certain *titre* (au sens où ce mot désigne la proportion d'or unie à l'alliage) que d'aucuns, parmi nos contemporains, se défendent d'éprouver pour *Cyrano* une admiration sans mélange. Ils admettront volontiers, avec une générosité qu'ils ne manqueront pas de souligner comme une preuve évidente de leur bon vouloir, que l'œuvre est aujourd'hui consacrée. Là-dessus, aucun doute, en effet ; le succès qu'elle obtient à la Comédie-Française l'atteste. Mais ils laisseront entendre que, dans l'avenir (un avenir qu'on ne précise pas ; une nouvelle période de quarante ans peut-être), il pourrait bien y avoir du déchet.

Quant à moi, je ne ferai de réserves que sur deux points : 1° le tissu de la langue ne me paraît pas toujours très bon. Je veux dire que, sous l'étincelante broderie qui la recouvre, la trame cachée de la phrase n'est pas d'une qualité égale à celle du style de Corneille ou de Hugo, par exemple ; 2° Malgré de merveilleuses réussites, la métrique n'est pas non plus sans défaut. Dans les « scènes d'ensemble », le vers est positivement pilé, réduit en poudre. Il n'existe plus que sur le papier dans ses éléments les plus matériels : le compte arithmétique des syllabes et la rime, laquelle, d'ailleurs, n'étant plus préparée, amenée par le rythme interne du vers, échappe le plus souvent à l'oreille dans ces passages. A l'opposé, dans les tirades, la rime devient, à elle seule, le pivot de tout le système. Il en résulte que, entre les rimes, à l'intérieur du vers, les accents qu'il faut au vers pour qu'il ait sa tenue sont négligés. Or, la rime porte sur la dernière syllabe. Restent dans l'alexandrin onze autres syllabes entre lesquelles les accents doivent être distribués. C'est sur cette énorme étendue de l'instrument que la phrase de Rostand, comme une main qui court sur un clavier en effleurant les touches, se précipite souvent sans

marquer de notes intermédiaires suffisantes, tant elle a hâte de courir à l'extrémité du vers pour y faire sonner la rime *fortissimo*.

Cela dit, mon sentiment général sur la pièce est beaucoup plus proche de la chaleureuse adhésion du public que de l'opinion réticente des raffinés. Je n'entends pas louer ici seulement la noble inspiration de l'ouvrage ; car je me méfie toujours un peu des jugements où il est dit d'une œuvre littéraire qu'elle est le reflet d'une belle âme ; il est rare qu'ils ne dissimulent pas cette pensée que l'art y est inférieur à la vertu. C'est sur le plan proprement esthétique qu'il me paraît que *Cyrano* est une œuvre admirable. Et sur ce plan, je puis encore préciser les différents points de vue où je me place pour en juger ainsi. Ils sont nombreux et tous d'une importance capitale : la sûreté de la construction dramatique, la fertilité de l'invention scénique, la science de l'effet, le mouvement enchaîné des morceaux dans la scène, des scènes dans l'acte et des actes entre eux, les suspens habilement ménagés et les rebondissements savamment préconçus de l'intérêt, les oppositions frappantes de couleurs, le cliquetis étourdissant des rimes, la surabondance des images, le feu roulant des trouvailles verbales, l'étincellement de l'esprit, tout cela suppose une réunion de dons magnifiques, portés à leur plus haut degré de force expressive par une rencontre heureuse d'un tempérament avec un sujet. Tous ces gages de grand succès et de longue durée peuvent se résumer en une ligne : nous sommes au théâtre et *Cyrano* est essentiellement du théâtre. Un certain théâtre, dira-t-on. Oui, mais celui-là qu'il vise à être, il réussit à l'être complètement. D'aucuns ont cru pouvoir conclure en disant que Rostand restait un merveilleux « petit maître ». Le mot répond à un désir d'équité, tout en marquant la volonté de ramener les choses à leurs justes proportions ; mais il ne me semble pas exact, tout au moins en ce qui concerne *Cyrano*, qui reste le chef-d'œuvre de Rostand. Si l'on examine à la loupe une page extraite de *Cyrano*, il est vrai que les qualités d'imagination qu'on relèvera et le tour précieux du langage qu'on y pourra noter ne sont souvent que d'un « petit maître ». Mais juger *Cyrano* d'après un morceau détaché, c'est le trahir. C'est oublier qu'un mor-

ceau n'est qu'un moment; que, dans une pièce qui commence à huit heures trente et finit à minuit, il y a une multitude de moments, et que tous les moments dans *Cyrano* ont leur intérêt, leur résonance, leur feu. En d'autres termes, l'auteur cesse d'être un « petit maître » quand, aux qualités de « petit maître » qui caractérisent tel ou tel morceau pris isolément s'ajoutent les puissants dons que j'ai énumérés plus haut; lorsque passe à travers l'œuvre entière ce souffle que nul « petit maître » n'a jamais eu; lorsque les traits succèdent aux traits sans répit, lorsque la flamme pétille durant trois heures d'horloge sans que la température baisse une minute.

Il faut féliciter M. Édouard Bourdet. C'est à lui que nous devons l'entrée de l'ouvrage au répertoire. En outre, l'effort de redressement qu'il a entrepris en ce qui concerne l'interprétation du théâtre classique se poursuit avec bonheur. Entre autres plaisirs que la Comédie-Française nous a donnés depuis le commencement de la saison, nous avons eu celui d'entendre M. Yonnel dans le rôle de Néron, de *Britannicus*, M. Bertin dans l'*Anglais ou le fou raisonnable*, M. Ledoux, dans *le Testament du Père Leleu*. Et *le Cantique des Cantiques* nous a consolés de *Tricolore*.

Dans *Cyrano*, évidemment, M. Brunot est loin d'égaler Coquelin, mais il n'y a plus de Coquelin nulle part, hélas! Le rôle, ici, étant la pièce même, on est surpris qu'elle ait pu encore monter si haut avec ce fléchissement du ton qui crée au centre de l'ouvrage comme une poche d'air. Mais M. Brunot s'est montré ailleurs trop bon comédien pour que j'insiste. Il n'y a guère qu'à louer dans le reste de l'interprétation. Les rôles de Roxane et de Christian n'ont jamais été mieux tenus que par madame Marie Bell et M. Martinelli. M. Escande (Guiche), M. Debucourt (Le Brét), M. Ledoux (Carbon de Casteljaloux) ne méritent que des compliments.

Les décors et costumes de M. Christian Bérard sont d'un goût exquis. Certains ont reproché à l'artiste de s'être trop peu soucié de l'exactitude, surtout dans les dessins, nuances et accessoires des costumes. Mais il ne s'agit pas ici d'une reconstitution historique pour musée. *Cyrano* est un drame héroïcomique, une légende. C'est la fantaisie qui est en accord avec l'esprit de l'œuvre et non pas l'érudition vétilleuse.

Sans doute le peintre Roybet, s'il vivait encore et si on l'eût chargé d'habiller la pièce, eût adopté un autre parti pris. Mais on frémit d'y songer.

*
* *

Avec *la Fenêtre ouverte*, M. Maurice Martin du Gard abordait le théâtre pour la première fois. Familier de nos salles de spectacle, exerçant depuis longtemps, avec beaucoup de subtilité, les fonctions de critique, il avait de la scène l'expérience qu'on en peut avoir de la salle, lorsqu'on a du goût, de l'intelligence et de la réflexion. Porté par tempérament à quelque dandysme intellectuel, il eut d'abord le souci, en faisant à son tour œuvre d'auteur, d'éliminer de son ouvrage toute une mécanique théâtrale qu'il jugeait encombrante, et dont il n'avait, durant tant de soirs, assis dans son fauteuil, ressenti que le poids. C'est ainsi qu'il a cru pouvoir remplacer la construction et les préparations par les allusions et les ellipses. La crainte de tomber dans la vulgarité en appuyant sur le dessin dramatique l'a entraîné à négliger de poser les scènes. Ou peut-être a-t-il cru qu'il les avait posées théâtralement sur les planches quand il les avait indiquées en quelques répliques sur le papier. Il parut même se défendre, comme d'une grossièreté, de vouloir exploiter les situations qu'il avait trouvées. De là vient que les scènes principales tournent court. Sans nous laisser le temps de nous attacher à l'intérêt qu'il a fait naître, l'auteur semble, à chaque instant, cligner de l'œil pour nous dire : « Vous avez compris, j'espère? Passons. »

Mais à l'intérieur de ce cadre inconsistant, se joue un dialogue ironique et tout en pointes fines, où l'élégance de l'écrivain se retrouve. Un médecin étranger et sa femme, que dès persécutions politiques ont obligés à chercher un refuge en France, débarquent dans une petite ville du Midi. Le trouble que l'étrangère apporte dans une famille bourgeoise qui a recueilli le ménage, le souvenir qu'elle y laissera ressemblent au courant d'air que l'ouverture soudaine d'une fenêtre établit dans une atmosphère confinée. Satirique, pittoresque, sentimentale, la pièce témoigne d'une parfaite connaissance de

la province. Il n'a manqué à ces dons d'observation aiguë pour apparaître davantage que le consentement de M. Maurice Martin du Gard à se soumettre aux exigences du métier dramatique.

*
* *

Nous sommes heureux que le succès vienne une fois de plus récompenser l'effort tenace de M. René Rocher, l'un des défenseurs du théâtre les plus ardents et les plus désintéressés.

La Première Légion (*the First Legion*), la pièce de l'auteur américain Emmet Lavery, adaptée avec goût à la scène française par M. Jean Silvain, n'est peut-être pas un chef-d'œuvre, mais elle exerce sur les esprits, sur les âmes une action puissante; elle dépayse étrangement le spectateur, en ce sens qu'elle le transporte sous un climat spirituel très éloigné de nos laideurs et de nos platitudes quotidiennes. L'admirable, c'est que le public ait mordu à ce pain-là et, qu'y ayant mordu, il ait été agréablement surpris, charmé, conquis par sa forte saveur. Pour moi, à trois ou quatre reprises, au cours de la soirée, il m'est arrivé d'être ému comme j'ai bien rarement l'occasion de l'être aujourd'hui au théâtre.

L'action se déroule dans un collège de Jésuites, aux États-Unis. Le P. Duquesne, recteur du collège Saint-Grégoire, dirige la Maison d'une main ferme et paternelle. Deux de ses acolytes, le P. Keene et le P. Stuart, ne paraissent pas avoir de l'autorité une idée aussi élevée que la sienne. C'est que leur humeur personnelle les en empêche : l'un est formaliste et cassant, l'autre formaliste et tatillon. Mais un troisième père, le P. Ahern, est d'une race plus haute : il possède la vivacité de l'intelligence unie à la noblesse du caractère; il incarne le dévouement absolu à l'Ordre, l'absorption totale de l'être dans le service de la Compagnie. Toutefois, il n'admettra point que le P. Keene, plus ancien que lui dans la Maison, censure les articles qu'il publie dans une revue religieuse. D'où il apparaîtra qu'il est peut-être plus soumis à l'idée intransigeante qu'il se fait personnellement de l'Ordre qu'aux autorités constituées du collège. Intellectuellement, il demeure un individualiste. Deux autres jésuites, les P. P. Rawleigh et Fulton, sont assaillis par le démon du doute et de l'in-

discipline. Ce qui étonne un peu, et c'est une des invraisemblances de la pièce, c'est que ce démon se réveille si tard en eux, car, s'ils ont commencé leur noviciat très jeunes, vers l'âge de dix-huit ans, ils ont maintenant à peu près le double de cet âge. Autre invraisemblance : comment le germe de la révolte qui les dresse aujourd'hui contre la règle n'a-t-il pas été dépisté depuis longtemps par leurs directeurs? Comment, lorsqu'ils n'étaient encore que des novices, ne les a-t-on pas dissuadés d'entrer dans l'Ordre? Mais l'optique du théâtre implique un postulat : il faut, pour que les conflits naissent et se dénouent dans un temps si court, admettre le grossissement des traits. Donc le P. Rawleigh fit jadis à Dieu le sacrifice de l'amour qu'il avait conçu pour une belle jeune fille, nommée Edith. Le P. Fulton, dans un élan semblable, fit au Seigneur le sacrifice d'une destinée de grand pianiste à laquelle il semblait promis. Et voici que tous deux, à présent, regrettent leur liberté. Dans sa chambre, devant la fenêtre ouverte sur un ciel printanier, le P. Rawleigh, sportif et musclé, parle du renouveau sur un ton qui fera sourire ou qui gênera un Latin, mais à quoi la candeur américaine, j'en suis bien sûr, n'a rien trouvé à redire — car ne perdons jamais de vue, en écoutant cette pièce, que les Jésuites d'Amérique diffèrent sensiblement des nôtres. De son côté, le P. Fulton s'insurge parce que le recteur voudrait qu'il jouât de l'orgue à la chapelle. Comme son renoncement à la musique est total, il estime qu'on empiète par là sur un terrain réservé, à savoir sur la promesse qu'il s'est faite à lui-même en prononçant ses vœux. Le prétexte me paraît assez enfantin. Le P. Fulton ferait mieux d'avouer qu'il est las d'obéir à ses supérieurs. Singuliers Jésuites que ces deux-là! En vain, le P. Ahern s'efforce-t-il de les raisonner. Sa dialectique demeure impuissante sur leur cœur et sur leur esprit. Bref, ils sont à la veille de partir, quand un événement extraordinaire se produit.

Le P. Sierra, depuis des mois, atteint d'une paralysie que le docteur Morell, médecin du Collège, déclare incurable, s'est dressé soudain sur son lit et s'est mis à marcher. Dans son extase, il affirme que le bienheureux Joseph Martin, fondateur du collège de Saint-Grégoire, lui est apparu et lui a intimé l'ordre de se lever. Comme le recteur Duquesne

poursuit en Cour de Rome la canonisation de Joseph Martin, il se réjouit d'un miracle qui est de nature à avancer singulièrement les affaires du bienheureux devant le tribunal romain, le don d'accomplir des miracles après sa mort étant le seul titre qui manquait encore à Joseph Martin. Du coup, le P. Fulton, illuminé, abandonne son projet de départ, et le P. Rawleigh conforme sa conduite à celle de son ami. Bientôt la nouvelle du prodige se répand au dehors et les pèlerins affluent au Collège.

Cependant, seul, le P. Ahern est demeuré incrédule. Il appréhende que les voies de l'Ordre ne soient faussées par les conséquences d'une guérison dont le caractère miraculeux lui paraît discutable. Sur ces entrefaites, le docteur Morrell, qui est un athée endurci, ne s'avise-t-il pas de se glisser un soir dans le confessionnal du P. Ahern pour lui faire la bizarre confidence que voici : il était au chevet du P. Sierra, quand celui-ci s'est levé. Le P. Sierra n'a pas eu une vision. Il venait de se réveiller et c'est le rêve qu'il avait eu dans son sommeil qui s'est poursuivi à l'état de veille. La commotion physique qu'il en a éprouvée a déterminé sa guérison sans qu'il soit besoin, pour l'expliquer, de recourir au surnaturel, car la paralysie du père avait pour origine une cause purement émotionnelle. A vrai dire, ces révélations m'ont paru confuses. Le rôle joué par le médecin demeure obscur. C'est la partie faible de l'ouvrage, car ce rôle est le nœud de l'action à partir du deuxième acte.

Mais pourquoi, demanderez-vous, cet athée (le médecin matérialiste, imaginé par l'auteur comme antithèse aux croyants, n'est pas non plus d'une invention très subtile), pourquoi ce Morrell vient-il conter tout cela au P. Ahern, et dans un confessionnal encore? C'est, dit-il, qu'il a des remords. Il a persuadé au P. Sierra que c'était bien une vision que le père avait eue. Il l'a fait dans le dessein pervers de bafouer les Jésuites (oh ! oh ! ce Morrell !). Mais, parmi les pèlerins que la nouvelle du miracle attire à Saint-Grégoire, il y a un neveu du docteur, un garçonnet paralysé depuis l'enfance, lequel croit que le bienheureux Joseph Martin va le guérir à son tour. Or, c'est médicalement impossible, et Morrell est très tourmenté. N'est-il pas responsable du bruit fait autour du faux miracle?

Ce n'est pas tout. Le brave Morrell est décidément un vilain monsieur. Il a voulu que son confident fut en même temps lié par le secret de la confession. Au reste, je ne sais pas jusqu'à quel point une confidence faite par un incroyant dans ces conditions et en dehors des rites de la confession lie le confesseur. Nous sommes au théâtre. Cela se voit ici un peu trop. Mais admettons que le P. Ahern se considère comme lié, quelle tempête sous son crâne quand il apprendra, un instant après, que le recteur le désigne pour aller plaider à Rome la cause du bienheureux ! Ne pouvant rapporter au P. Duquesne les déclarations du docteur, il refusera d'obéir. Au cours d'une pathétique discussion avec l'esprit rebelle, le recteur, qui est cardiaque, sera terrassé par une crise. Nous assisterons ensuite à sa mort. C'est le sommet de l'œuvre.

Finalement, le miracle que le docteur jugeait impossible s'accomplira devant nous. Durant que le P. Fulton joue un *Te Deum* dans la chapelle, le petit Jean-Pierre se lèvera de son fauteuil roulant. Le P. Ahern, à cette vue, comprendra que « le miracle, c'est la foi », selon la parole que le P. Duquesne a prononcée dans son agonie. Il ne quittera pas la Compagnie, il ira à Rome. D'autre part, après le décès du recteur, ses pouvoirs ont été provisoirement transmis au P. Keene. Mais le père cassant et le père hargneux seront respectivement déçus dans leur ambition (très théâtre aussi cela : il faut que les personnages antipathiques soient punis). Le grade de recteur est conféré à un père missionnaire, personnage sympathique celui-là, que nous avons vu arriver dès le début de la pièce et qui, nous apprend-t-on à la fin, avait été envoyé par le Père Provincial au Collège en qualité de « visitateur » officiel, entendez d'enquêteur ou d'inspecteur secret.

Mais j'oubliais le P. Rawleigh. Il a eu l'émotion de revoir, dans la foule des pèlerins, Édith, aussi belle qu'à dix-huit ans. Nous ne la verrons pas, nous. Tant mieux. L'unité de la pièce en eût été rompue. Peut-être même d'aucuns trouveront-ils regrettable qu'une femme soit mêlée, même de loin, à l'histoire. Celle-ci, d'autre part, eût perdu, peut-être, de sa réalité terrestre si la femme en avait été totalement absente. Il était bon de rappeler qu'elle existe,

en tant que puissance, élément de trouble, objet de tentation, instrument du diable. Ici, d'ailleurs, tout se passe bien. Édith reçoit la communion des mains de son ancien fiancé et le P. Rawleigh en restera divinement apaisé pour le reste de ses jours.

On voit que l'ouvrage n'est pas sans défauts (naïvetés, traits sommaires), mais ce que l'analyse ne peut exprimer, c'est l'atmosphère de certaines scènes où la présence d'une réalité supérieure, à savoir du monde spirituel, est rendue sensible à tous. J'imagine que le spectateur incroyant, d'intelligence moyenne mais de cœur droit, se fait la réflexion suivante : « Fichtre ! ces gars-là ont du cran ! Il n'y a pas une ombre de bondieuserie dans tout ça. C'est beau, c'est grand, ça nous change ! »

L'interprétation est excellente. J'ai le regret de ne pouvoir citer tous les noms. Mais je mettrai hors de pair M. Grétillat, qui est proprement admirable dans le personnage du recteur. M. Paul Bernard est le P. Ahern. Et, dans un rôle en or d'évêque de bonne humeur, pragmatique et caustique, M. Paul Lluis est excellent.

Les décors, beaux dans leur sévérité, sont de Daragnès.

*
* *

Il faut aller applaudir madame Spinelly à l'Odéon, dans *la Dame de chez Maxim*. Elle est la joie de la soirée. Mais il y a, de surcroît, dans son art une leçon : c'est la mesure qu'elle sait garder dans la folie. Je ne sais ce qui m'étonne le plus de son extraordinaire « abattage », au deuxième acte, parmi la foule et les remous d'une fête extravagante, ou de la série de pirouettes, de trémoussements et de petites danses qu'elle exécute au premier acte. Je crois que c'est au premier acte que les difficultés dont elle triomphe avec tant de grâce qu'on ne les voit pas sont les plus grandes. Car, au deuxième acte, les invités du général et leurs mouvements lui sont des points d'appui comme la vague à la championne de natation, tandis que, au premier acte, elle est seule avec un ou deux partenaires. Seule et en un coquin de pantalon à jours, sur ce vaste plateau de l'Odéon, quel problème ! Certes, pour le

résoudre, le charme physique est indispensable, mais sans le secours de l'art, que serait-il? L'artiste ici s'avance sur une corde raide au-dessus d'un précipice. Or, elle saute, gigotte, lance des défis avec un naturel parfait, et les rires éclatent. La bouffonnerie est poussée à l'extrême, mais l'équilibre, à chaque pas, est assuré par un balancier invisible : le goût. Ce tact joint à la puissance comique distingue madame Spinelly en toutes ses créations. C'est qu'elle n'est pas seulement une excentrique, mais une grande comédienne. Rappelez-vous ce qu'elle fut, par exemple, dans *le Dompteur* du regretté Alfred Savoir.

FRANÇOIS PORCHÉ

P.-S. — Je dois ajourner à une prochaine chronique mon examen de la nouvelle œuvre de M. Jean Sarment au Théâtre des Arts : *Sur les marches du palais*. On a dit la pièce immorale. C'est une peinture de l'immoralité, ce qui est bien différent. La débauche est un sujet grave.

PARMI LES LIVRES

La Perse, par **Raymond Furon** *(Payot).*

Trois pays de l'Orient proche se sont modernisés depuis 1918, par une brusque révolution, comme il y a soixante-dix ans le Japon, au détriment du pittoresque et de l'exotisme, mais pour le plus grand bien de leur indépendance. Le premier est la Turquie qui, sous l'impulsion géniale de Kemal Ataturk, se libéra de l'emprise étrangère, écrasant les armées grecques en Anatolie et dénonçant les capitulations. Aux confins de l'Inde et du Pamir, en Afghanistan, dans un milieu bien plus traditionnel, le roi Amanoullah essaya des transformations analogues; une révolution le chassa; son successeur tente avec prudence de hâter une évolution nécessaire. Entre la Turquie et l'Afghanistan, la Perse, jadis partagée en zones d'influence anglaise et russe, s'est, elle aussi, reprise.

M. Furon, qui a été plusieurs années professeur à l'Université de Téhéran, a fait de ce pays un tableau complet; il résume, en traits vigoureux, la géographie de cette vaste partie du plateau de l'Iran, et retrace le glorieux passé de la Perse, des origines à nos jours; des cartes aident à préciser les vicissitudes de cette histoire, des Achéménides à Alexandre et des Romains aux industriels modernes concessionnaires de puits de pétrole. Un dernier chapitre retrace l'œuvre du Mustapha Kemal persan, Reza Shah Pahlavi, montre l'exploitation industrielle du pays, la construction du transiranien; de curieuses photographies du Téhéran moderne, notamment de la Banque nationale, en style « néachéménide » rendent concrète la transformation de ce vieil empire.

Gambetta et ses Amis, par Émile Labarthe

(Éditions des presses modernes).

M. Émile Labarthe s'étonne que Gambetta, dont le nom a été donné à tant de places, d'avenues, de boulevards, et même, il y a une trentaine d'années, à un croiseur, soit si peu connu de « notre génération ». C'est un fait, notre génération le connaît peu, et le peu qu'elle sait ou croit savoir de lui ne lui donne pas le désir de le connaître davantage : un homme qui parle, prodigieusement, mais sans arrêt; qui, étudiant, a des triomphes oratoires au Procope, au Voltaire, à la conférence Molé; qui, pour frapper les foules, se fait la tête de Mirabeau ou de Danton — comme d'autres celle de Robespierre; — qui, organisateur de la défense nationale, fait dicter leurs plans aux généraux, pour aboutir en trois mois à la reddition de l'armée de l'Est en Suisse, à la dispersion à l'ouest du Mans de la deuxième armée de la Loire; qui, chef politique, renonce aux idées qui l'avaient porté au pouvoir, n'arrive pas à former un gouvernement stable, n'attache son nom à aucune loi, aucune œuvre, et meurt avant l'âge, de façon pitoyable et mystérieuse.

Il n'y a pas dans tout cela de quoi exalter le lecteur, surtout dans les temps que nous vivons. Mais, sans parti pris et tout prêt à apprendre et à se laisser convaincre, le lecteur ouvre avec curiosité le livre de M. Émile Labarthe, dans l'espoir d'y découvrir le vrai Gambetta — son hérédité et son enfance. Son père était un Génois fixé dans le Quercy; depuis quand et dans quelles conditions? Quelle influence eut-il sur son fils? Comment se forma le patriotisme du futur orateur? Quelle fut son éducation morale et religieuse? Où trouva-t-il les éléments de son système politique, et qu'y ajouta-t-il d'original? Était-il affilié à des groupements, à des loges? Alphonse Daudet, dans ses *Souvenirs d'un homme de lettres*, fait de lui un portrait très attachant : dans quelle mesure ce portrait est-il véridique, et quelle part faut-il y faire aux ménagements que l'on doit à un homme politique influent? Quel fut exactement son rôle dans l'organisation de la défense nationale, et que faut-il retenir du livre de Dutrait Crozon? Comment d'extrémiste devint-il modéré, « opportuniste »? Qui était au juste madame Léonie Léon? A-t-il accepté, comme l'en a accusé madame Juliette Adam, l'abandon de la revanche? Car, enfin, certaines accusations ont été portées sur lui, répandues et répétées. Un biographe se doit de les saisir, de les discuter et, si possible, de les détruire.

On sera fort déçu de ne trouver aucune réponse à ces questions dans ce livre, car il relève moins de l'histoire que de l'hagiographie. Rien n'a été écrit de plus enthousiaste, de plus dénué de critique sur la petite sœur Thérèse ou le saint curé d'Ars. « Pourquoi, déclare l'auteur dans sa préface, notre démocratie n'aurait-elle pas, elle aussi, ses saints et ses symboles? Que Gambetta soit donc l'un des saints de notre démocratie et que notre république lui voue le culte que doit réserver une nation jalouse de ses gloires à ses grands initiateurs. »

Le livre se divise en deux parties à peu près égales, la première expose l'œuvre et la doctrine, la seconde est une compilation des discours que tous les hommes politiques importants prononcèrent lors de l'inauguration des monuments commémoratifs, lors du « pèlerinage des Jardies », et, enfin, aux fêtes du centenaire de la naissance de Gambetta, le 2 avril 1938. L'idée générale qui guide l'exposé, c'est que Gambetta institua une politique réaliste, qu'il l'imposa à ses disciples et continuateurs, et qu'ainsi il rendit viable la IIIe République, alors que les régimes de 1792 et de 1848 s'étaient perdus par leur « absolutisme » et leur idéologie. De là, ces perpétuels rapprochements entre Gambetta et Danton, ce qui, après les travaux d'Albert Mathiez, est peu flatteur pour la mémoire de Gambetta. Mais l'admiration de l'auteur pour son héros explose à chaque page, en une langue ampoulée et touchante, qui rappelle les envolées oratoires du maître. « Son cœur fut la source abondante où son génie politique puisa ses plus heureuses inspirations et ses résolutions les plus pures... S'il est vrai que la mémoire de ce grand citoyen n'est pas seulement l'orgueil des républicains, si elle est aujourd'hui respectée de la plupart des Français, si le nom de Gambetta est devenu le symbole de la plus haute vertu patriotique, c'est que la France s'est reconnue elle-même dans ce fils illustre et généreux, qui avait conçu pour elle de si glorieuses destinées. » Dans un procès en canonisation, la cour de Rome fait examiner dans tous ses détails, même les plus contestables, la vie du candidat à la sainteté. Mais M. Labarthe ne s'attarde pas à des controverses : « Lorsqu'un homme, issu de la démocratie, s'est élevé par la toute-puissance de son génie au rang suprême, il n'est pas d'exemple qu'il n'ait suscité des sentiments violents de haine ou de jalousie. C'est là un fait révélateur des tristes instincts de la nature humaine. » Le grand homme fut consolé de la calomnie par la joie d'avoir eu de vrais amis qui furent aussi « ses chers collaborateurs ».

C'est un fait que Gambetta eut des amis fidèles et des disciples, Jules Ferry, Waldeck-Rousseau, Étienne, et tant d'autres, et que

son culte est entretenu par la société des amis de Gambetta, fondée lors d'un pèlerinage aux Jardies et dont M. Labarthe est le secrétaire général. Il dut tout de même émaner de lui quelque chose; nous n'en trouverons pas ici l'explication.

Un chapitre est réservé à des citations d'amis du tribun; ce sont les seules pages où sa silhouette s'esquisse de façon concrète, mais combien pâle et indistincte à côté du portrait magistral qu'Alphonse Daudet avait tracé de lui, et qui apprend plus, en quelques lignes, que tout ce gros volume : « Non pas gros encore, mais carrément taillé, le dos rond, le geste tutoyeur, aimant déjà à s'appuyer tout en marchant, tout en causant, au bras d'un ami, il parlait beaucoup, à tout propos, de cette dure et forte voix méridionale qui découpe les phrases comme au balancier et frappe les mots en médaille. »

Un Mystique Lyonnais et les Secrets de la Franc-Maçonnerie (1730-1824),

par **Alice Joly** *(Protat Frères)*.

On sait la profonde transformation de la vie de société en France dès le début du XVIIIe siècle. Aux discussions sur le beau langage qui animaient les salons des précieuses, aux controverses théologiques que goûtaient les amies de madame de Sévigné, se substitua un goût croissant, exigeant et envahissant pour les questions philosophiques et sociales; la république des lettres se fonde; nobles et riches bourgeois reçoivent écrivains et publicistes, critiquent avec eux l'ordre existant, bâtissent avec eux les plans de réforme. A côté des salons, dans toutes les villes de France, apparaissent des académies, des sociétés patriotiques, des chambres de lecture, des sociétés d'agriculture; leurs séances sont régulières; elles correspondent entre elles, et ce goût du groupement fait naître bientôt et pulluler les associations secrètes.

On a vu dans l'action de ces groupements, dans la fermentation intellectuelle qu'ils provoquaient, une des causes profondes de la crise révolutionnaire. Et Augustin Cochin a pu établir le rôle considérable des « sociétés de pensées » dans cette préparation des esprits. Mais on a voulu généraliser et, du fait qu'au milieu de cette prolification de sectes les loges maçonniques étaient nombreuses, on en a conclu que l'âme maîtresse et cachée de cette agitation était la franc-maçonnerie, travaillant dans l'ombre à son grand plan de subversion de l'Église et de la Royauté. On transpose au XVIIIe siècle ce que l'on croit savoir de la maçonnerie française de la fin du XIXe, maîtresse de libre pensée

et d'anticléricalisme et, en l'absence de documents probants, on conclut des effets à la cause. La révolution, œuvre des loges, cela devient une vérité d'évidence pour les écrivains de droite. On lit, dans la si curieuse *Nouvelle Histoire de France*, de Gustave Hervé : « Une organisation occulte, la franc-maçonnerie, récemment importée de l'Angleterre protestante... travaillait à la diffusion de toutes les doctrines dissolvantes. » Cette notion passe même dans la littérature : le romancier Paul Adam, vers 1900, fait de ses héros de *la Force*, les jeunes officiers de l'armée impériale, des « enfants d'Hiram », cherchant de par le monde à reconstruire le temple, à abattre les ennemis des lumières. Puis, récemment, un professeur du Collège de France, M. Bernard Faÿ, montre dans Benjamin Franklin l'âme de la propagande maçonnique, l'un des principaux promoteurs des idées anticléricales et antiaristocratiques, venant en France tout autant pour préparer la révolution vertueuse et maçonnique, que pour procurer des alliés aux insurgés américains.

Il semble que ces conclusions soient bien exagérées, car chaque fois que l'on dispose de textes authentiques, la maçonnerie française, à la fin du XVIIIe siècle, apparaît bien différente, et aussi dépourvue d'unité de doctrine que d'unité d'action. Nous avions déjà vu publier, pour la première fois en 1925 par M. Émile Dermenghen, le *Mémoire sur la Franc-Maçonnerie*, adressé par Joseph de Maistre au duc de Brunswick Lunebourg, grand maître de la Maçonnerie écossaise de la Stricte Observance, à l'occasion du convent de Wilhelmsbad de 1782. Joseph de Maistre, qui a vingt-neuf ans, est depuis 1778 membre de la loge *la Sincérité*, de Chambéry ; il appartient en outre à la classe secrète des Grands Profès. Or, voici comment il s'exprime sur les origines et les mystères de la maçonnerie : « Il n'existe peut-être pas de maçon un peu capable de réflexion qui ne se soit demandé, une heure après sa réception : quelle est l'origine de tout ce que je vois ? D'où viennent ces cérémonies étranges, ces appareils, ces grands mots, etc... » Mais après avoir vécu quelque temps dans l'ordre, on fait d'autres questions : « Quelle est l'origine de ces mystères qui ne couvrent rien, de ces types qui ne représentent rien. Quoi ! des hommes de tous les pays s'assemblent pour se ranger sur deux lignes, jurer de ne jamais révéler un secret qui n'existe pas, porter la main droite à l'épaule gauche, la ramener vers la droite et se mettre à table ? Ne peut-on extravaguer, manger et boire avec excès, sans parler d'Hiram, du temple de Salomon et de l'Étoile flamboyante ?... » Et il montre l'inanité de la légende d'Hiram, de la légende des Templiers : « Qu'importe à l'univers la destruction de l'ordre des Templiers ? Le fanatisme les créa, l'avarice les abolit, et voilà tout. » Il n'y a pas non plus de supérieurs inconnus,

qui dicteraient en secret leurs directives. Et l'initiation maçonnique n'a rien de commun avec l'initiation égyptienne ou l'initiation grecque des mystères d'Éleusis. Il suggère donc que le but de la maçonnerie, qu'on ne découvre pas dans le passé, on le fixe et le précise pour l'avenir : le premier grade sera consacré à la bienfaisance, à l'étude de la morale et de la politique ; le second à l'instruction des gouvernements, à la réunion des églises, à l'avancement du christianisme, à la destruction du scepticisme ; le troisième grade, enfin, révélera à l'initié Grand Profès l'objet intime de l'ordre : le christianisme transcendant. Ces hautes connaissances ne doivent pas descendre au-dessous des grandes loges. Dans d'autres écrits inédits cités par M. Dermenghem, J. de Maistre affirme à plusieurs reprises que la maçonnerie n'est en rien responsable de la diffusion des idées révolutionnaires, et qu'à part les illuminés bavarois, du reste peu nombreux, « elle n'a rien de mauvais en soi et ne saurait alarmer ni la religion, ni l'État ».

Un témoignage plus important encore nous est donné par mademoiselle Alice Joly, dans son gros livre, un peu compact, sur les *Secrets de la Franc-Maçonnerie* et sur le mystique lyonnais Jean-Baptiste Willermoz. Fils de mercier et lui-même commissionnaire en soieries, J.-B. Willermoz devait vivre la vie de la maçonnerie française pendant soixante-quatorze ans, de sa vingtième année à sa mort, et, en fait, la diriger. Très ordonné, méthodique, il avait amassé des archives considérables ; il entretenait une énorme correspondance. Ce sont ces papiers, heureusement conservés, qui permettent de reconstituer la vie secrète de celui qui, pendant le jour, n'était qu'un commerçant consciencieux, et qui, le soir, écrivait à tous les centres maçonniques d'Europe, et s'évertuait à orienter l'ordre vers une sorte de surchristianisme exalté et mystique. Il est reçu franc-maçon en 1750, à vingt ans, attiré par le désir de suivre la mode, celui de frayer avec des gens importants, nobles et grands bourgeois, perspective flatteuse pour un marchand, mais surtout par le prestige du secret maçonnique. C'est ce secret qu'il va poursuivre toute sa vie. Il devient vite grand-maître, puis Garde des Sceaux et archiviste. Désormais, avec cette fécondité épistolaire des hommes d'autrefois, il entre en relation « avec les frères instruits en France et au dehors ». Ses curiosités et ses initiatives sont aidées par l'état de décomposition où se trouve la franc-maçonnerie régulière. Il entre en contact avec les occultistes, avec la maçonnerie allemande réformée par le baron de Hund, en 1764, la « Stricte Observance », les Rose-Croix. C'est alors qu'il apprend l'existence d'une société maçonnique nouvelle, l'ordre des Chevaliers Élus Coëns et de son fondateur, Martinès de Pasqually : il allait

trouver son orientation définitive. Pasqually, juif converti d'origine portugaise, auteur d'un traité de la *Réintégration des Êtres*, avait échafaudé un système compliqué tiré des mystiques hébreux et interprétant à sa façon les Écritures; il enseignait l'art d'évoquer les esprits, génies astraux matérialisés, professait le mépris des églises : science secrète, que les Profès ne connaissaient qu'en partie et qui était réservée dans sa totalité aux seuls Coens.

Mademoiselle Joly montre dans le détail les démarches de Willermoz et comment, empruntant à la Stricte Observance sa forte organisation et à Pasqually son système, il fait réformer la maçonnerie française au convent des Gaules de novembre-décembre 1778, créer la classe des Grands Profès, et se fait nommer chef suprême des provinces restaurées d'Auvergne et d'Occitanie. Il devient le vrai supérieur inconnu des Chevaliers bienfaisants de la Cité sainte.

Ses idées triomphent dans les loges françaises et savoyardes. On ne peut être maçon sans être chrétien; l'institution maçonnique renferme une super-révélation destinée à quelques élus, la clef de la vraie religion et les formes du culte primitif oubliées par les églises. Willermoz a laissé des manuscrits sur l'enseignement aux Profès, les Coens ayant seuls, comme chez Pasqually, la possibilité de communiquer avec les êtres spirituels restés intermédiaires du divin et d'agir mystérieusement dans l'immensité de l'univers, par des rites de magie propitiatoire.

Les années qui suivent le convent sont pour Willermoz une période d'activité intense; il organise des collèges à Lyon, Strasbourg, Turin, Chambéry, Grenoble, Naples; il admet, dans la société, le prince de Hesse-Cassel et Ferdinand de Brunswick-Lunebourg. Il envoie ses instructions, copie les rituels, établit les règlements. Il se rend en Allemagne et y parachève son érudition ès sciences occultes. Nous le trouvons en contact avec Lavater, Cagliostro, Mesmer, tous les représentants de l'illuminisme.

Or, c'est au moment où les prodromes de la révolution se manifestent que le public se détourne des sociétés mystiques. Entre les frères même les opinions divergent et, ainsi que le prouve la correspondance du député Périsse-Duluc avec Willermoz, les francs-maçons de l'Assemblée constituante ne se concertent pas. A Lyon même, dès 1790 et 1791, les initiés se divisent, se dispersent. Des discordes, nées de la constitution civile du clergé, achèvent de les brouiller. Willermoz s'isole peu à peu, et reste étranger aux efforts de la jeune école maçonnique qui reconstituait, vers 1800, le Grand Orient. Il avait gardé toutes ses convictions, et associait ses doctrines secrètes à la pratique fervente du catholicisme; lié avec le cardinal Fesch,

en excellentes relations avec les milieux ecclésiastiques, il est nommé, en 1809, membre de la Fabrique de la paroisse Saint-Polycarpe; lorsqu'il mourut en 1827, conformément aux dispositions de son testament, dix-huit prêtres officièrent dans son église aux deux tiers tendue de noir.

Il semble donc bien que le fameux « secret » n'ait pas été politique, mais purement religieux et mystique; et que les membres des loges, nobles, officiers, ecclésiastiques, bourgeois et commerçants aisés, aient, avant tout, cherché une distraction et des relations choisies; puis, par le moyen du mystère de l'affiliation et du secret de la doctrine, ils aient eu la satisfaction de se sentir une élite; les plus avancés en grade goûtaient l'orgueil de connaître, par delà la lettre et la matérialité de la religion vulgaire, l'essence de la vie et le monde surnaturel. L'ordre, bien loin d'être un agent de révolution, semble au contraire le produit raffiné d'une société aristocratique.

A quel moment la maçonnerie devint-elle antireligieuse et matérialiste : vraisemblablement pendant la Restauration et peut-être sous l'influence de la Charbonnerie. A partir de quand commence-t-elle à se recruter dans des milieux petit-bourgeois? Dans le dernier tiers du XIXe siècle sans doute. Mais ces transformations ne pourront être retracées avec certitude que par de nombreuses études locales, précises et surtout objectives.

JEAN POIRIER

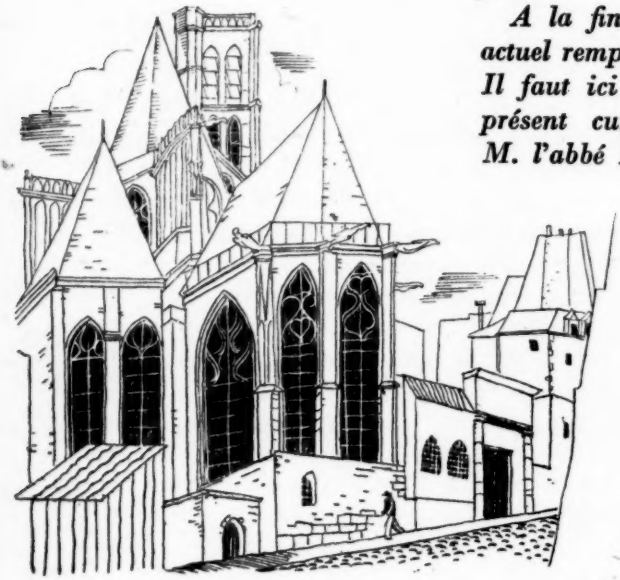
PARIS... d'hier et d'aujourdhui

SAINT-GERVAIS ET SON QUARTIER

Entre la Seine et Montmartre, la plaine de Paris ne s'élève guère qu'aux buttes de gravier laissées par le fleuve quand il prit son lit actuel. Aussi, dès le début de notre ère, quand la ville débordait de la Cité sur la rive gauche, les premiers habitants de la rive droite peuplèrent le « monceau » qui porte notre église Saint-Gervais-Saint-Protais (trente-quatre mètres). Ils devançaient de peu les colons de la butte Saint-Jacques, de la butte Saint-Martin et des prairies du Palais-Royal, de plus loin les futurs hôtes des marais du reste de l'ancien lit. Ils eurent au VIe *siècle la première église de la rive et un peu plus tard, à leurs pieds, en Grève, le grand marché de Paris qui précéda les Champeaux (nos Halles).*

A partir du XIIe *siècle, les Templiers et de nombreux artisans viennent entourer l'église dans les rues qui subsistent encore. Le bourg achève de se former. Jusqu'aux expulsions du* XIVe *siècle, le deuxième ghetto de Paris y est établi. L'église est reconstruite deux fois.*

A la fin du XVe *siècle l'édifice actuel remplace peu à peu l'ancien. Il faut ici prendre pour guide le présent curé de Saint-Gervais, M. l'abbé Brochard. Habile à utiliser les actes notariés du minutier central des Archives nationales, il vient en effet de renouveler l'histoire de son église dans un considérable, un excellent ouvrage (Desclée, éditeur).*



Les marguilliers de Saint-Gervais ont montré une belle per-

sévérance. Ayant adopté un projet de reconstruction en 1494, *ils en ont poursuivi l'exécution jusqu'en* 1657 : *ce n'est qu'en terre d'Église qu'on voit aboutir des plans de cent soixante-trois ans.*

Ils partirent du nord, de la tour carrée qu'ils gardaient comme base du futur clocher, pour construire les chapelles du chevet : chapelles fondées par Christophe de Carmone, par les Boucherat, les Acarie, chapelle de la Vierge, chapelles des Brégy, des Le Tellier, des Pacy. Le chœur est construit et meublé de ses stalles sous François Ier et Henri II ; la nef et ses bas-côtés au XVIIe *siècle. La célèbre façade, chef-d'œuvre classique dont M. Brochard ôte la paternité à Salomon de Brosse pour la donner à Clément Metezeau, est de* 1616-1621.

Que d'œuvres d'art et que de souvenirs ! Les vitraux du XVIe *siècle, les surprenantes clefs de voûte de la chapelle de la Vierge, un Pérugin, un Claude Vignon, un Philippe de Champaigne, un grand primitif allemand, des fresques romantiques, des sculptures de Rude et de Pajou, le tombeau de Le Tellier par Mazeline et Hurtrelle meublent les chapelles et la nef. A l'autel, les statues des patrons de l'église, par Bourdin, encadrent les chandeliers, jadis dessinés par Soufflot pour Sainte-Geneviève (le « Panthéon » actuel). Autrefois l'église était plus riche encore : sa nef était tendue de six magnifiques tapisseries tissées sur les cartons de Lesueur, Bourdon et Champaigne (au musée Galliéra) ; le tombeau de Le Tellier est en partie au Louvre ; des morceaux de vitraux sont au Petit Palais ; enfin, le* XIXe *siècle n'a su donner à Saint-Gervais qu'un morceau du retable de Pérugin, dispersant les autres pièces.*

A Saint-Gervais les Budé avaient leur chapelle et Guillaume, qui inspira au roi François la fondation du Collège de France, y reçut le baptême. Louise de Marillac et madame de Sévigné s'y marièrent, Philippe de Champaigne, Du Cange, Scarron y furent enterrés. A l'un des piliers du chœur s'adosse une belle statue médiévale de la Vierge : c'est Notre-Dame-de-Souffrance qu'un protestant mutila au XVIe *siècle et qui, depuis, est spécialement honorée. Les grandes orgues ont été touchées par les Couperin et, tout près de nous, par Charles Bordes. Enfin, la dernière grande date de Saint-Gervais est ce Vendredi-Saint, vingt-neuvième jour de mars* 1918, *où un obus allemand creva la voûte et fit soixante-quinze morts ; un autel commémoratif conserve leurs noms.*

Par dessus tout, Saint-Gervais est l'expression même de la vie paroissiale d'un Paris où les églises, proportionnellement aussi nombreuses que nos salles de cinéma, étaient au moins aussi fréquentées qu'elles. La foule s'y pressait et, pour être un peu à l'aise, les gros

paroissiens poussaient dans les murs extérieurs des chapelles particulières, ayant vue sur l'autel mais bien closes ; grand bénéfice pour l'art et pour les caisses de la fabrique. Les Le Tellier ayant ainsi leur coin, les Boucherat — autre famille de chancelier — voulurent, en pendant, le leur ; la chapelle des Acarie était si secrète que la bienheureuse Marie-de-l'Incarnation, l'introductrice du Carmel en France, put y demeurer en extase une journée entière sans qu'on la découvrît ; le président Jean Nicolas se contentait d'un banc sous un vitrail votif mais les négociants en vin avaient chapelle entière et les Goussault s'étaient fait établir un oratoire-bonbonnière qui subsiste, couvert de curieuses peintures.

Au nord de l'église, le cimetière : on enterra jusqu'à quatre cents personnes par an dans ce triangle serré entre les maisons du pourtour Saint-Gervais ! Peu à peu délivré des constructions disparates établies depuis la Révolution il dégage les pseudo « charniers », chapelles classiques de bonne ligne que domine le clocher. A mi-hauteur, une fenêtre fleurie : le logement du sonneur. Le tableau paroissial est complet.

A l'ouest du cimetière une porte s'ouvre sur la rue François-Miron, bordée de belles maisons, construites de 1733 à 1737 sur le « pourtour-Saint-Gervais » par les marguilliers, et dont les ferronneries reproduisent l'orme fameux. On veut, dit-on, les classer parmi les îlots « malsains » afin de dégager par leur démolition le flanc nord de l'église. Pure dérision : ces immeubles de pierre, aux vastes pièces n'ont besoin que d'un peu de propreté. « Isoler » Saint-Gervais serait une sottise et un contre-sens. Qu'on descende de l'église à la Seine par la rue des Barres ou qu'on y remonte par la rue de Brosse ; qu'on s'établisse pour la voir sur le pont Louis-Philippe ou, place Saint-Gervais, sous l'orme préposé aux longues attentes, partout l'on sent que le pourtour et l'église, la paroisse et le monceau ne peuvent vivre qu'en faisant étroitement corps : la géographie et l'histoire les y obligent et non pas seulement le goût du pittoresque.

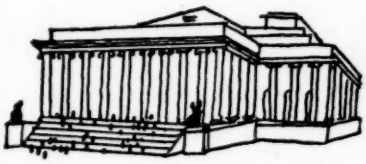
Le coin est d'ailleurs très aimé. Il vient d'inspirer presqu'en même temps le beau livre que nous citions et de plaisants dessins (Helleu, éditeur) où G. Chan montre justement la cohésion de l'église et de son quartier. Ils seront, espérons-le, défendus ensemble. Souhaitons même que les musées recéleurs rendent à Saint-Gervais les morceaux dont la place n'est que là : chaque chose en son lieu.

PIERRE D'ESPEZEL

Les communications relatives à la Rédaction doivent être adressées à M. Marcel THIÉBAUT, Rédacteur en Chef de la Revue de Paris, 114, *avenue des Champs-Élysées. — Paris (VIIIe).*

L'Administrateur-Gérant : MARCEL THIÉBAUT.

LE MARCHÉ FINANCIER



M. François-Poncet, recevant le 1er janvier la colonie française de Rome, lui déclarait « le plus pacifiquement du monde » qu'il serait vain de spéculer sur la faiblesse de la France et que celle-ci n'entendait nullement « payer son repos à n'importe quel prix ». Peu de jours après, M. Daladier affirmait, dans son rapide et impérial périple : « La France doit être forte et elle le restera. »

En bref, et voici ce qui importe, nous nous sommes ressaisis nationalement. La hideuse politique en est au bafouillement, dernière étape avant le silence. L'heure des actes remplace enfin celle des mots : on le comprend à Rome aussi bien qu'à Berlin. Dans la mémoire mussolinienne comme dans la mémoire hitlérienne subsiste le souvenir de l'héroïsme de notre armée pendant la guerre : il s'agissait seulement de le réveiller ; ce qu'ont fait ces deux citoyens de souche incontestable dont les paroles préfacent ces lignes.

Eussent-elles toutefois rencontré tant d'écho sonore sans le microphone de l'économique ? La force ne trouve pas un réconfort total dans le droit et le courage ; il lui faut encore s'appuyer sur la trésorerie. Je ne veux pas dire que la nôtre ait retrouvé cette ampleur qui inquiétait M. Joseph Caillaux, aux temps fabuleux où tout l'or du monde affluait dans nos coffres. Mais son hémorragie est arrêtée. Par des moyens draconiens, sans doute, et dont nous allons goûter l'amertume. A qui la faute ? Les expérimentateurs du Front populaire feraient bien d'y réfléchir : ils s'achemineraient ainsi vers la contrition.

Il faut le reconnaître, le « plan Reynaud » ne se révèle pas seulement positif, mais constructif. Il permet à la monnaie, parvenue au dernier sacrifice, de trouver son point de résistance, d'inscrire une valeur désormais effective en regard de son libellé. Il l'incite à rentrer chez elle, en l'assurant qu'elle ne sera plus considérée comme une intruse ; il lui rend la liberté de s'employer normalement, de concourir,

avec un juste profit, à la renaissance du commerce et de l'industrie. Il la délivre de certaines entraves, pour des buts précis et particulièrement urgents.

La baisse du taux de l'escompte accompagne et prépare celle du loyer de l'argent. Les gens pressés — il s'en trouve toujours — objectent : « Où sont-elles ces augmentations de capital? Où sont-elles ces émissions d'obligations? On les attend toujours. » Je leur répondrai alors : « Patience, bientôt. Vous me considériez un peu comme un hurluberlu quand je vous annonçais, par le détail et bien avant qu'on s'en soucie, tout ce qui s'est passé à la Bourse en fort peu de temps : emballement des valeurs à revenu fixe; forte reprise des valeurs à revenu variable. » Tout s'est pourtant passé comme je l'avais prévu et ceux qui n'ont pas voulu déthésauriser au bon moment s'en aperçoivent aujourd'hui. Un peu tard? Évidemment. Certaines occasions ne se rencontrent pas tous les jours. Trop tard? Non? Après cette période agitée, parfois même éruptive, nous entrons dans une autre période beaucoup plus calme, mais délibérément constructive. L'important, l'urgent, même, c'est de l'interpréter à bon escient, de la comprendre avant de l'aborder, de savoir surtout par où la saisir à la minute propice.

Toutes choses qui ne s'improvisent pas, exigent un long examen, une discussion fréquente, impossibles par conséquent dans ce cadre restreint et trop éloigné de l'actualité, mais parfaitement et utilement réalisables dans celui d'un entretien.

ANDRÉ PLY,
de la Banque de l'Union Industrielle Française.

Toute demande de renseignements détaillés concernant cette chronique, doit être adressée à M. André Ply, 4, rue de Vienne, Paris (8e).